



BIBLIOTEKA  
UNIW. JAGIEL.  
CRACOVENSIS

145815

Kat. komp.

II



145815

//

kat. komp. G



145815

Biblioteka Jagiellońska



1002853875



UNIVERSITATIS  
MAGNAE  
SCHOLAE  
CRACOVENSIS

145815. II

V I E  
D E  
G E O R G E S W A S H I N G T O N .



*Se trouve à Paris ,*

- Chez { CHAUMEROT, Libraire, Palais royal, Galeries de  
bois, N°. 188.  
GIGUET ET MICHAUD, Imprimeurs - Libraires, rue  
des Bons-Enfans, N°. 34.  
DELANCE ET BELIN, Imprimeurs-Libraires, rue des  
Mathurins, Hôtel Cluny.  
LE NORMANT, Imprimeur-Libraire, rue des Prêtres  
Saint-Germain-l'Auxerrois, N°. 17.  
NICOLLE, Libraire, rue de Seine, N°. 12.

---

DE L'IMPRIMERIE DE DELANCE ET BELIN.

---

# VIE

DE

## GEORGES WASHINGTON

GÉNÉRAL EN CHEF DES ARMÉES DES ÉTATS-UNIS  
PENDANT LA GUERRE QUI A ÉTABLI LEUR INDÉPENDANCE

ET

PREMIER PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

PAR DAVID RAMSAY

Docteur - Médecin, membre du Congrès pendant les  
années 1782, 1783, 1784 et 1785, auteur de l'Histoire  
de la Révolution de l'Amérique.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

PARIS

A la Librairie française et étrangère de PARSONS,  
GALIGNANI, et C<sup>ie</sup>., rue Vivienne, n<sup>o</sup>. 17.

~~~~~  
1809.



---

## AVIS DE L'ÉDITEUR.

---

LA vie de Georges Washington n'a pas encore été écrite de manière à pouvoir être lue en Europe avec quelqu'intérêt. Celle que M. Marshal, président de la Cour suprême des États-Unis, a donnée, et que l'on a traduite et publiée en français il y a deux ans, n'est qu'une compilation de mémoires et de correspondances, fastidieuse même pour les nationaux; elle ne contient, en quelque sorte, que les détails que l'on trouve dans les gazettes du pays; c'est ce qui nous a déterminé à traduire celle que vient de publier M. le docteur Ramsay, déjà très-avantageusement connu par l'Histoire de la Révolution des États-Unis. L'auteur, sans prétendre lever entièrement le voile qui couvrira encore long-temps beaucoup de traits importants de la vie de Washington, présente dans un cadre resserré le tableau fidèle de tous les événemens principaux dans lesquels ce grand homme a joué un rôle. Nous avons eu l'avantage que cette traduction a été revue par une personne qui, à une longue habitude de la langue anglaise, joint une connoissance parfaite des États-Unis, des transactions les plus

importantes de leur gouvernement et de ses administrations successives. Non-seulement elle a suivi la traduction de manière à ce qu'elle exprime clairement et exactement le sens de l'auteur, elle y a ajouté des notes utiles à l'intelligence du texte, et dans une Introduction, elle jette un coup d'œil sur les établissemens que différens peuples de l'Europe ont formés dans cette partie du Nouveau Monde, sur leurs progrès, et nous conduit insensiblement jusqu'à l'époque où les colonies anglaises, secouant le joug de la métropole, ont proclamé leur indépendance.

---

# INTRODUCTION.

---

**L**ES États-Unis, qu'une révolution opérée de nos jours a placés au rang des Nations et qui déjà commencent à se faire remarquer des Gouvernemens les plus puissans de l'Europe, occupent dans l'Amérique septentrionale presque tout l'espace compris, du Nord au Sud, entre les lacs du Canada et le golfe du Mexique : et, de l'Est à l'Ouest, entre l'Océan atlantique et le fleuve Mississipi, quelques-uns croient que le Missouri n'en est qu'une branche. Les limites que la nature a bien déterminées se trouvent cependant resserrées au Midi par les deux provinces espagnoles connues sous le nom de Floride orientale et occidentale. Dans ces derniers temps, ces mêmes limites ont été considérablement

reculées à l'Ouest, par l'acquisition que les États-Unis ont faite, à prix d'argent, de la Louisiane; province que l'on croit contiguë au Mexique à une distance de près de dix degrés à l'Ouest du Mississipi. Mais les limites occidentales de la Louisiane n'ayant jamais été bien connues, l'Espagne conteste aux États-Unis cette vaste étendue de terrain : ces discussions, par suite de concessions mutuelles, pourroient définitivement donner aux États-Unis les limites naturelles que nous avons précédemment indiquées.

Une chaîne de montagnes, connues sous le nom d'Apalaches et Alleganys, divise cet espace immense en deux parties bien distinctes; elles s'élèvent insensiblement sous le premier nom dans le voisinage du Mississipi et du golfe, ensuite sous le nom général d'Alleganys, et sous des noms différens d'après les localités, elles se prolongent du Sud-Ouest au Nord-Est et se terminent près

des lacs et de l'Océan. Cette chaîne partageant les eaux qui arrosent ce vaste territoire, en jette une partie dans l'Atlantique, et l'autre dans le Mississipi; celui-ci, par un des canaux les plus immenses que la nature ait creusés, porte ses eaux dans le golfe du Mexique. Dans le voisinage des lacs les terres s'inclinent vers le Nord de manière à former, dans un assez court espace, un troisième versant d'eau qui se jette dans ces lacs, lesquels débouchent à la mer par le fleuve St.-Laurent. Ainsi les rivières des États-Unis qui suivent ces trois directions sont susceptibles d'être mises en communication et de former du fleuve St.-Laurent au golfe du Mexique, et du Mississipi à l'Océan la navigation la plus vaste du globe. Cette possibilité a déjà été entrevue; les moyens de l'effectuer ont été calculés (1); et si les États-Unis

(1) Rapport du secrétaire de la Trésorerie au

peuvent échapper aux calamités qui dissipent les ressources et les épargnes des nations, il ne seroit pas étonnant que la prochaine génération vit s'opérer ces immenses communications.

La température des États-Unis est en raison de leurs différentes positions; en général, elle est moyenne entre les pays situés sous les Tropiques et les contrées qui avoisinent davantage les Pôles. Cependant le froid y est plus grand et les chaleurs plus fortes que dans les latitudes correspondantes en Europe : les vents d'Ouest et de Nord-Ouest qui soufflent habituellement sur ce territoire et qui le traversent diagonalement, y portent en hiver un froid très-rigoureux, occasionné par l'immense quantité de lacs glacés qui forment au Nord-Ouest la frontière encore inconnue des États Unis. Dès que le vent du Sud

congrès sur la navigation et les routes, session de  
1808.

s'y fait sentir, ils reçoivent toute l'ardeur de la Zone Torride, dont ils ne sont abrités par aucun pays intermédiaire, et aucune montagne ne raffraîchit pour eux la brûlante atmosphère. Toutes les productions de l'Europe, et parmi celles de l'Asie et de l'Afrique, le coton et l'indigo, ont réussi dans ce sol varié: cependant on n'a point encore pu parvenir à donner à la vigne ce degré de perfection suffisante pour en faire du vin; et pour cette liqueur, à l'exemple des Anglais et des autres peuples septentrionaux, les Américains sont encore tributaires de l'autre hémisphère.

Les Espagnols, que la soif de l'or (1) rapprochoit des régions du soleil, méprisoient ces vastes contrées. Dans les siècles des aventures et des découvertes

(1) Les Espagnols qui eurent connoissance de ces contrées septentrionales les appelèrent *Canada*, en espagnol *aca - nada*. Ici il n'y a point d'or : *il n'y a rien*.

maritimes , les nations laborieuses de l'Europe en sont entrées en possession. Des passions plus nobles, la culture, le commerce, le besoin de se soustraire à l'oppression, les y avoient conduites.

Les Français, les Hollandais, les Suédois, les Anglais occupèrent de bonne heure diverses parties de ce vaste territoire qu'ils ont ou enlevé par la force aux naturels ou acheté d'eux à prix d'argent : ces naturels, une des races humaines la moins favorisée de la nature et bien inférieure aux Africains, envers qui par la plus bizarre singularité nous nous croyons autorisés à moins de ménagement et à plus de mépris, n'ont su ni défendre leur territoire, ni s'assimiler aux Européens; ils touchent aujourd'hui à une entière destruction; et bientôt il ne restera d'eux en deçà du Mississipi que le souvenir.

Les nations qui ont formé des colonies dans cette partie de l'Amérique ont

éprouvé un sort bien différent. Le nom des Suédois est entièrement effacé à l'embouchure de la Delaware où ils se sont un moment établis ; celui des Hollandais est encore conservé avec leur langue et leurs habitudes domestiques et agricoles dans l'État de New-York, dont ils ont fondé la capitale sous un nom hollandais ; les Anglais ont également laissé le premier nom à plusieurs autres villes que les Hollandais avoient également fondées. Dans le nouveau Continent, comme dans l'ancien, la France et l'Angleterre ont exercé leurs rivalités, mais avec un succès bien différent : elles avoient fini par se le partager à elles seules, jusqu'à ce que la première ait renoncé à ses établissemens à la suite d'une guerre malheureuse qui a été le prélude de la révolution des États-Unis, et la cause immédiate peut-être de cette concentration terrible de toutes nos forces qui a produit en Europe tant et de si grands changemens,

Les Français sortis des ports, habitués à la pêche, n'avoient en vue que cette branche d'industrie, et ensuite le commerce de pelleteries qu'offroient ces contrées septentrionales les conduisit dans l'Acadie et le Canada. Voisins, dans cette dernière colonie, des sources des fleuves occidentaux, et surtout de celui dont l'étendue et la majesté lui a mérité le nom de Belle-Rivière (1), ils eurent les premiers connoissance des vastes bassins qui sont à l'Ouest des montagnes, et enfin du cours du Mississipi. Ils donnèrent à ce grand fleuve le nom de leur roi (2), et toute cette vaste contrée, comprise entre le Mississipi et les montagnes, reçut de même celui de Louisiane. Quelques attraites que présentassent ces riches contrées pour s'y fixer, les Français ne les

(1) L'Ohio en Indien signifie belle rivière.

(2) Les Français appelèrent le Mississipi fleuve Saint-Louis.

parcoururent qu'en chasseurs; leurs petits établissemens sur l'Ohio et sur la rivière des Illinois n'étoient que des lieux de repos et des factoreries pour cette population disséminée et affoiblie par une vie vagabonde. Nulle part on ne vit les habitans, fixés sur des habitations, se livrer à la culture et aux soins qui attachent l'homme au sol et l'identifient avec lui.

Il en étoit tout autrement des Anglais. Leurs colonies se sont montées successivement au nombre de treize : elles étoient l'effet des émigrations produites par les dissensions politiques et religieuses qui dans le 17<sup>e</sup>. siècle ont ébranlé et renversé la domination absolue des Stuarts. Les nouveaux établissemens reçurent en naissant des germes de stabilité et de force qui se développèrent dans le siècle suivant, et décidèrent la supériorité de l'Angleterre en Amérique, en portant ces colonies au degré de puis-

sance où elles sont arrivées aujourd'hui comme état indépendant. Les institutions politiques de la France dans ses colonies, les gouvernemens arbitraires, capricieux, oppressifs même qu'elle leur donnoit, ont ajouté aux causes naturelles de foiblesse qui résultoient de l'esprit qu'y portoient les colons; celles de l'Angleterre au contraire ont justifié les sentimens qui conduisoient en Amérique la majeure partie de ses émigrans. Chacun de ces établissemens fut fondé en vertu d'une charte accordée ou à des survis ou à des compagnies de négocians dans le Massachusetts, et dans la Pensylvanie elles ont été accordées à des sectaires persécutés; mais dans toutes ces chartes la condition essentielle faite aux cessionnaires portoit que les colons jouiroient du droit de participer au gouvernement de la colonie par eux ou leurs représentans, et celui d'être dans tous les cas jugés par leurs pairs,

deux principes essentiels à la constitution de la mère-patrie, et que le despotisme le plus absolu n'a jamais pu ravir aux colonies nouvelles. Ces principes furent inégalement appliqués selon l'esprit et l'humeur des premiers colons, et surtout des directeurs ou propriétaires au profit de qui les chartes avoient été accordées. Les puritains de la Nouvelle Angleterre donnèrent beaucoup au peuple et peu à la prérogative royale représentée dans chaque établissement par le gouverneur et son conseil : ils ont conservé jusqu'à ce jour ce caractère démocratique de leurs premières institutions qui confie à tous les hommes libres sans distinction le droit d'élire, et à chaque district celui de gouverner ses intérêts locaux par des magistrats de son choix. Les États du Sud, à partir de la rivière Delaware, fondés dans l'origine par des partisans déclarés des Stuarts dans la crise qui

renversa , releva , renversa enfin pour toujours cette maison, tout en conservant ces principes en avoient cependant fait une application moins étendue. Depuis, ces États ont tellement augmenté le nombre des Africains esclaves parmi eux, qu'ils l'ont porté presque à la moitié de celui des hommes libres; leurs richesses, leurs possessions se sont facilement accrues, sans pour cela se rapprocher des principes aristocratiques et des opinions favorables à l'autorité arbitraire: l'esprit de leurs habitans, surtout depuis la révolution, s'est montré plus populaire que celui des États du Nord. Ceux-ci avec leurs institutions démocratiques, semblent moins se passionner pour la liberté, et peut-être en assurent-ils par là beaucoup plus la durée. La Pensylvanie, l'Etat de New-York et le petit État de Delaware qui séparent le Sud et le Nord, eurent des systèmes et des opinions qui tenoient le milieu entre

ceux de leurs voisins : l'État de Pensylvanie qui forme comme le centre de toute la fédération, sous le rapport de cette division politique, avoit reçu de son immortel fondateur des principes qui sembloient accorder heureusement la liberté et le gouvernement. Mais ces principes dans ces derniers temps se sont affoiblis et quelques symptômes soutenus de turbulence ont prouvé que l'ascendant des sectateurs de Pen demeurait presque sans effet.

Toutes ces constitutions, quoique différentes, n'en étoient pas moins fondées sur des principes essentiels à la prospérité des divers établissemens. Outre les bases politiques dont nous avons parlé, les nouveaux colons apportèrent encore avec eux toutes les lois de leur métropole; et celles-ci, qui leur servoient en grande partie de constitution, garantissoient d'autant plus leur liberté et leur sûreté. Ils les ont conservées avec

soin , et particulièrement dans le Nord ; le Sud , quoique jaloux de sa liberté , a conservé pour elles le même attachement , malgré toutes les tentatives d'innovation qui dans le 17<sup>e</sup>. siècle faillirent à y substituer les changemens les plus funestes. On vit un homme célèbre , Locke (1) , s'ériger en réformateur de ces lois et préparer pour une des colonies méridionales , et d'une seule pièce , tout un système nouveau de lois et de gouvernement. Cette tentative n'eut qu'un succès éphémère ; les habitans revinrent sagement à leurs premières lois , et prouvèrent l'impossibilité de réformer d'un seul coup des établissemens successivement formés par le concours des générations.

Les effets de ces institutions et de ces principes ne tardèrent pas à se mon-

(1) Constitution donnée par Locke à la Caroline ; elle fut abandonnée après quelques années d'essai.

trer. Les colons anglais, attachés à leur sol, éclairés et protégés par de bonnes lois, se répandirent partout et firent de l'agriculture et du commerce leur principale occupation. Ces établissemens demeurèrent long-temps bornés au voisinage de la mer où les attachoit le besoin de fréquentes communications avec la métropole. Dans des momens de crise, ils en recevoient de puissans secours, mais bientôt ils purent s'en passer ; la confiance dans leurs propres forces les porta graduellement vers les montagnes où le sol devient plus fertile. Les Alleganis furent passées, et la France vit avec étonnement, avec jalousie, la population anglaise couronner les versans d'eau qui se jettent dans le Mississipi, dont elle se croyoit l'exclusive souveraineté, sous le nom de Louisiane. Elle ne put douter des immenses progrès que les colonies anglaises avoient faits : les résultats de deux systèmes de

colonisation s'étoient manifestés dès le milieu du dernier siècle, lors de la guerre qui se termina par la paix d'Aix-la-Chapelle. Pendant cette guerre, la Grande-Bretagne tira des milices de l'Amérique les plus grands secours contre la France ou l'Espagne dans les deux continens du Nouveau Monde (1); et ce fut à ces secours surtout que la France dut attribuer la perte de l'Acadie qui l'avertit enfin de son infériorité et du danger que couroient ses autres établissemens sur le continent septentrional.

La France, malgré cette perte, conservoit encore sur sa rivale de grands avantages dans ses positions. Maîtresse

(1) Dans l'attaque de Carthagène par l'amiral *Vernon*, les Anglais employèrent des milices anglo-américaines. Un oncle de Washington se trouva à cette attaque : c'est lui qui nomma du nom de l'amiral l'habitation de Mont-Vernon sur le Potomack ; habitation qu'il laissa à Washington, qui l'a occupée toute sa vie et immortalisée par sa résidence.

par le Canada du plateau d'où coulent tous les fleuves qui se jettent dans cet immense bassin, l'extrême facilité qu'elle avoit d'y porter des forces, en les confiant au courant, la nécessité où étoient les Anglais de passer avec peine les montagnes pour y porter la guerre, tout sembloit assurer à la France l'empire de cette contrée. Louisbourg qui formoit à l'embouchure du Saint-Laurent une place d'armes, garantissoit les avantages de sa position. Aussi séduisirent-ils les gouverneurs à qui la Cour de France avoit confié le commandement de ses colonies. Ces agens, plus empressés de suggérer à leurs maîtres des idées d'ambition et de brillantes chimères, que d'examiner attentivement les avantages et les désavantages des établissemens, flattèrent le Cabinet de Versailles du projet d'expulser entièrement les Anglais (1). Celui-ci ne tarda point à re-

(1) Correspondance de M. de Vaudreuil, gou-

connoître combien ces projets étoient hasardés. Le traité d'Aix-la-Chapelle rédigé légèrement ou avec une obscurité préméditée , quant aux limites des possessions respectives en Amérique, donna lieu aux discussions les plus aigres et les plus animées. Ces discussions se passant en Amérique, où les limites devoient être réglées, se ressentirent de cet esprit de conquête qui s'étoit tout à coup emparé des agens supérieurs; ce fut à qui enflammeroit, à contre-temps, le zèle de possessions coloniales qui se manifestoit alors à la Cour de France, zèle plus ambitieux que réfléchi, et dans lequel il entroit plus de vanité que de calcul. On en vint aux armes. Ce fut dans ces démêlés que Washington fit ses premières campagnes : la France y perdit le Canada; cette perte la dégoûta de la Louisiane; et l'on vit dans cette guerre, dont le succès en Amérique fut en grande

verneur général du Canada et de la Louisiane.

partie décidé par les ressources que trouva l'Angleterre dans ses colonies, combien les établissemens respectifs différoient dans les principes et dans les résultats (1). La retraite de la France en éloignant des colonies les craintes qu'inspiroit son voisinage, mûrit les idées d'indépendance qui devoient nécessairement germer dans ces établissemens et s'accroître avec leurs forces. Des États dont les citoyens usoient souvent du privilège, que la loi leur donnoit de délibérer sur leurs communs intérêts, durent bientôt l'employer pour se concerter sur leurs griefs. Ces réunions, dictées par un même esprit sur tout le continent, et représentées ensuite par des délégations spontanées réunies en un corps central,

(1) La Louisiane, établie presque en même temps que les colonies anglaises du Continent, n'avoit en 1803, quand elle a passé aux États-Unis, que 40,000 habitans. Quelle population pour une étendue aussi vaste !

donnèrent du poids aux représentations. Celles-ci furent rejetées : la métropole eut recours aux armes. La séparation fut proclamée en 1775 par les colonies anglaises et terminée par la paix de 1783. L'Angleterre par cette révolution n'a souffert que dans son orgueil ; et les politiques les plus sensés commencent à reconnoître qu'elle a recueilli, depuis la séparation, des avantages plus solides que ceux qu'elle auroit pu retirer en conservant son empire.

Aujourd'hui les États-Unis sont parvenus à un degré de puissance et de force étonnant. Les événemens de l'Europe, la guerre qui l'agite, et avec elle tout le globe, depuis seize années, ont sans doute beaucoup contribué à accélérer ces progrès : cependant en examinant attentivement les causes de cette prospérité, on voit qu'elle dépend beaucoup moins de ces accidens passagers. La source de cette prospérité est dans l'agriculture, dans des pêcheries floris-

santes, dont les produits sont recherchés par tous les autres États et par leurs colonies ; elle repose principalement dans le commerce, dans l'échange de ses productions, dans un crédit public, organisé sur les principes les plus sûrs, et administré avec toute la sagesse et toute la bonne foi qui en sont les plus fermes appuis : elle est enfin dans les lumières généralement répandues, dans ces sentimens de dignité et qui sont le fruit d'un gouvernement libre. Les États-Unis ne le cèdent aujourd'hui qu'à l'Angleterre en navigation, en commerce, et peut-être en puissance et en crédit. Mais tous ces grands avantages disparoîtroient comme un songe, si les États-Unis, perdant de vue les conseils de l'homme immortel dont on va lire la vie, se livroient à la turbulence, écueil des peuples libres ; s'ils changeoient, dans l'espoir du mieux, ces institutions qui ont consolidé leur union, et qui leur ont donné un gouvernement sans lequel ils

seroient bientôt les jouets et les victimes de leurs passions et de celles des autres peuples.

Mais trente ans écoulés depuis que les Américains sont leurs maîtres, semblent avoir dissipé toute inquiétude sur leur sort. L'esprit de parti qui a souvent agité le vaisseau de l'état n'est jamais allé jusqu'à le pousser sur les écueils que tant de naufrages ont signalés. L'influence de leurs lois civiles, principe vital de leurs lois politiques, et qui ne peuvent être détruites qu'avec leur langage, ramènera toujours les esprits agités vers un sage équilibre. Quelques changemens qu'ils puissent faire à certaines formes extérieures de leur gouvernement, et encore ne pourroient-ils en changer qu'un bien petit nombre sans de grands dangers, ils ne peuvent jamais perdre la protection de ces lois, et celles-ci exerceront toujours sur les sujets et sur les gouvernemens le plus salulaire empire.

# VIE

DE

## GEORGES WASHINGTON.

---

---

### CHAPITRE PREMIER.

Naissance, famille, éducation de Georges Washington. — Sa mission auprès du général français sur l'Ohio en 1753. — Ses opérations militaires comme officier de Virginie, de 1754 à 1758. — Ses divers emplois jusqu'au commencement de la révolution de l'Amérique.

LES ancêtres de Georges Washington étoient du nombre des premiers planteurs qui formèrent en Amérique la plus ancienne colonie anglaise. Il descendoit en troisième ligne de Jean Washington, anglais d'origine, qui vers le milieu du dix-septième siècle émigra du nord de l'Angleterre et vint s'établir en Virginie, dans le comté de Westmoreland; c'est là que naquit le 22 février 1732 Georges Washington, dont la vie fait le sujet de cette histoire. Il n'avoit encore que dix ans quand

CHAP.  
I.

---

1753  
à  
1758.

CHAP. I. il perdit son père, Augustin Washington.  
 1753  
 à  
 1758.

Ainsi sa mère demeura seule chargée de son éducation; cette femme respectable augmenta le nombre des mères vertueuses qui se consacrant au soin de leurs enfans en ont fait des citoyens distingués. Ses craintes et la tendresse maternelle mirent d'abord obstacle à un projet qui, s'il eût été exécuté, auroit donné aux dispositions de son fils une direction bien différente de celle qui a servi de fondement à sa réputation. Georges Washington, à l'âge de quinze ans, sollicita et obtint la place de garde-marine sur la flotte anglaise; il brûloit de servir son pays alors en guerre avec la France et l'Espagne; mais cédant aux instances de sa mère, il renonça à ce genre de service. Madame Washington vécut assez pour voir son fils chargé des emplois civils et militaires les plus distingués, et comblé de plus d'honneurs qu'il n'auroit pu en acquérir comme officier de marine. Cependant elle vit toujours d'un œil inquiet la révolution de l'Amérique; regrettant que son fils n'eut pas pris un autre parti dans la querelle qui s'éleva entre le Roi et les Anglo-Américains.

On n'avoit alors en Amérique pour élever la jeunesse que des moyens insuffisans ; aussi l'éducation de Georges Washington fut-elle très-bornée ; seulement il étudia les mathématiques. Cette étude qui contribue peut-être le plus à fortifier l'esprit, lui devint doublement utile ; les connoissances qu'il y puisa le mirent d'abord en état d'exercer l'emploi d'arpenteur, dans un temps où il étoit aisé d'acquérir de bons terrains, et dans la suite elles lui fournirent les moyens les plus favorables pour défendre son pays, lorsqu'il fut appelé à commander les armées.

On a peu de détails sur les dix-neuf premières années de Washington. Ses talens, moins brillans que solides, n'étoient pas assez développés pour fixer les regards. Ses contemporains s'accordent à dire que dans sa jeunesse il étoit grave, parlant peu et pensant beaucoup, actif et méthodique dans les affaires ; il avoit de la dignité, et toute sa conduite étoit strictement dirigée d'après les principes de l'honneur. Son bien de patrimoine n'étoit pas considérable ; mais il sut le faire valoir par ses soins et l'augmenter par son industrie. A l'époque où l'on est le plus

CHAP.

I.

1753

à

1758.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

entraîné par la fougue de l'âge, il ne connut aucun genre de dissipation. On peut aisément voir que, même dans cette saison orageuse, il avoit jeté les fondemens d'une réputation solide, puisqu'à dix neuf ans il fut mis au nombre des adjudans généraux de Virginie avec le rang de major, et que deux ans après, le gouvernement de la colonie lui confia une entreprise qui exigeoit à la fois la prudence de l'âge mûr et la vigueur de la jeunesse.

Les Français, fondés sur la découverte qu'ils avoient faite les premiers du Mississipi, prétendoient à toute cette immense région dont les eaux qui l'arrosent s'écoulent dans ce vaste fleuve. C'est par suite de cette prétention qu'en 1753 ils prirent possession d'une étendue de pays qu'on supposoit renfermée dans les limites assignées à la Virginie par ses chartres. Ils établirent une chaîne de postes depuis les lacs du Canada jusqu'à la rivière Ohio. Le grand but étoit d'unir le Canada avec la Louisiane, et de borner les colonies anglaises à l'Est des monts Alleghany. M. Dinwiddie, alors gouverneur de Virginie, chargea Washington d'une lettre pour le général

français sur l'Ohio; cette dépêche avoit pour objet de représenter à ce général que l'exécution d'un tel projet étoit une mesure hostile contre les droits de Sa Majesté Britannique. Le jeune envoyé avoit ordre en même temps de tâcher de pénétrer les vues des Français, de concilier à l'Angleterre l'affection des tribus de sauvages établies dans cette contrée, et de procurer d'ailleurs des renseignemens sur l'état des choses. Washington partit le 15 novembre de *Will's Creek*, établissement situé alors sur la frontière la plus reculée. Il traversa une vaste étendue de déserts inhabités, sans être arrêté ni par les pluies, ni par les neiges, ni par les rivières dont le passage étoit très-difficile. Des tribus d'Indiens, dont plusieurs déjà gagnées par les Français étoient devenues ennemies de la nation anglaise, se trouvoient sur son chemin. Quand il ne pouvoit se servir de ses chevaux, il alloit à pied un fusil à la main et le sac sur le dos. Il observoit tout et désigna particulièrement les défilés formés par les rivières Monongahela et Alleghany, comme un poste avantageux pour y construire une forteresse; c'est là que dans la suite on bâtit le fort Duquesne, et depuis

CHAP.

I.

1753

à

1758.

1753.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

la ville de Pittsburg. Dans cet endroit Washington s'assura de l'amitié de quelques Indiens voisins; guidé par ces sauvages, il remonta la rivière Alleghany et *French-Creek* jusqu'à un fort situé sur la rivière Le Beuf, l'une des branches occidentales de l'Alleghany. Là il rencontra M. Le Gardeur de St.-Pierre, commandant sur l'Ohio, et lui remit la lettre de Dinwiddie. En ayant reçu la réponse, il retourna à Williamsburg où il arriva après un voyage de deux mois et demi. Le courage, la fermeté que Washington déploya dans cette occasion, l'adresse avec laquelle il parvint à se concilier l'affection des Indiens, lui méritèrent de grands applaudissemens. On publia le journal de son voyage qui donna au public une haute idée des facultés physiques et morales dont ce jeune homme étoit doué.

Les Français avoient trop à cœur d'étendre leur puissance en Amérique, pour être arrêtés par les remontrances d'un simple gouverneur colonial. D'après la réponse apportée par Washington, l'assemblée de Virginie ordonna la levée d'un régiment de trois cents hommes, pour la défense des frontières

1754.

et le maintien des droits réclamés par l'Angleterre. M. Fry fut nommé colonel de ce régiment, et Georges Washington lieutenant colonel. Celui-ci s'avança avec deux compagnies jusqu'aux Grands Prés, au commencement d'avril : là il fut informé par quelques Indiens amis, que les Français bâtissoient des fortifications dans le défilé situé entre les rivières Alleghany et Monongahela ; il apprit en même temps qu'un détachement parti de cet endroit marchoit vers les Grands Prés. La guerre n'avoit pas encore été formellement déclarée entre la France et l'Angleterre ; mais comme ni l'une ni l'autre de ces puissances n'étoient disposées à renoncer aux droits que chacune prétendoit sur les terres voisines de l'Ohio, on jugeoit que les hostilités commenceroient bientôt : plusieurs circonstances firent présumer que le détachement français avoit des intentions hostiles. Washington, conduit par quelques Indiens alliés, et profitant d'une nuit sombre et pluvieuse, surprit le camp des Français, et après une seule décharge il les attaqua à la baïonnette et les enveloppa. Jumonville, officier français qui commandoit le détachement, fut

CHAP.

I.

1753

à

1758.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

tué; un soldat parvint à s'échapper et le reste demeura prisonnier. Peu après, la mort du colonel Fry fit passer de droit le commandement à Washington. Celui-ci rassembla bientôt tout le corps aux Grands-Prés : deux compagnies de troupes régulières indépendantes, l'une de New-York et l'autre de la Caroline méridionale, vinrent le joindre. Le colonel Washington se trouvoit alors à la tête de près de quatre cents hommes. On construisit ensuite sur ce terrain une espèce de fort que l'on nomma le *fort Nécessité*. On y laissa une petite garnison; ensuite le corps principal s'avança pour débusquer les Français du fort Duquesne qu'ils avoient bâti depuis peu au confluent des rivières Alleghany et Monongahela. Après une marche de treize milles, Washington fut informé par des sauvages amis, que les Français s'approchoient en grand nombre pour commettre des hostilités sur le territoire de la colonie et qu'on venoit de renforcer la garnison du fort Duquesne; dans cette situation critique un conseil de guerre décida qu'il falloit faire retraite vers les Grands-Prés, et l'on prit toutes les mesures possibles pour mettre le fort Nécessité en état

de défense. Avant que les ouvrages destinés à remplir ces vues fussent achevés, M. de Villier, à la tête d'un corps de troupes considérable, attaqua le fort. Les assaillans étoient couverts par des arbres et des herbages fort élevés. Les Américains reçurent l'ennemi avec beaucoup de résolution. Quelques-uns combattoient au dedans de la palissade ; d'autres dans le fossé qui entouroit le fort. Washington demeura tout le jour au dehors et dirigea la défense avec autant de sang froid que d'intrépidité. L'action dura depuis dix heures du matin jusqu'à la nuit. Le commandant français demanda une conférence et offrit des termes de capitulation. Deux fois ses propositions furent rejetées. Washington ne vouloit accepter que des conditions honorables ; enfin on convint pendant la nuit « que le fort seroit rendu, mais que la garnison sortiroit avec tous les honneurs de la guerre, portant armes et bagage, et qu'elle ne seroit point inquiétée dans sa marche à travers les parties inhabitées de la Virginie. » Quoique les troupes eussent été forcées de rendre le fort, le corps législatif de la colonie n'en reconnut pas moins leur valeur et leur bonne conduite.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

Il vota des remerciemens au colonel Washington et aux officiers sous ses ordres, et fit distribuer trois cents pistoles aux soldats qui avoient eu part à cette action ; mais il ne prit aucune mesure pour renouveler la guerre offensive pendant le reste de l'année 1754. Lorsque la saison favorable aux opérations militaires fut passée, le régiment se trouva réduit aux compagnies indépendantes, et Washington résigna son commandement.

Le Cabinet de Londres examina avec la plus sérieuse attention l'affaire concernant les terres situées sur l'Ohio ; et pour soutenir les droits de Sa Majesté Britannique, il fit passer en Amérique deux régimens anglais ; ils arrivèrent au commencement de 1755, sous le commandement du général Braddock. Cet officier, informé des talens de Washington, l'invita à faire la campagne en qualité d'aide-camp volontaire. Cette invitation fut acceptée avec joie ; Washington alla joindre le général Braddock près d'Alexandrie. Il

1755. marcha avec lui jusqu'à *Will's-Creek*, nommé ensuite le fort Cumberland, où l'armée demeura jusqu'au 12 juin, attendant l'arrivée des chariots, des chevaux et des

provisions. Washington avoit toujours re-  
 commandé qu'on se servit de chevaux de  
 bât au lieu de chariots pour porter le bagage  
 de l'armée. Cette mesure mise à exécution,  
 on en reconnut bientôt l'avantage. L'armée  
 n'étoit encore qu'à dix milles du fort Cum-  
 berland, lorsque Washington fut saisi d'une  
 fièvre violente. Cependant il ne cessa de  
 suivre l'armée; son état de foiblesse ne lui  
 permettant pas de se tenir à cheval, il se fit  
 porter dans un chariot couvert, et refusa  
 constamment de demeurer en arrière. Il  
 conseilla au général de laisser son bagage et  
 sa grosse artillerie, de prendre un corps de  
 troupes choisies et seulement les provisions  
 de première nécessité avec quelques pièces  
 d'artillerie légère, et de s'avancer rapide-  
 ment vers le fort Duquesne. On avoit l'espoir,  
 au moyen d'un mouvement si prompt, de  
 surprendre le fort dans un état où il ne pour-  
 roit faire une grande résistance, n'ayant pas  
 reçu les renforts qu'on lui destinoit. Le gé-  
 néral Braddock approuva ce plan et le sou-  
 mit à l'examen d'un conseil qui fut tenu à  
 l'endroit nommé les Petits-Prés. On décida  
 que le commandant en chef, à la tête de douze

CHAP.

I.

1753

à

1758.

1755.

cents hommes choisis, marcheroit avec toute la célérité possible et que le colonel Dunbar demeureroit derrière avec le reste des troupes et le gros du bagage. Ce corps avancé n'ayant à sa suite que trente voitures, ne mit pas dans l'exécution du projet toute la promptitude qu'on avoit droit d'en attendre. On s'arrêta fréquemment pour aplanir la route et bâtir des ponts sur des ruisseaux faciles à traverser. Quatre jours furent employés à faire dix-neuf milles à compter depuis les Petits-Prés. A cette distance, les médecins déclarèrent que la vie du colonel Washington seroit en danger s'il alloit plus loin. En conséquence le général Braddock lui ordonna de demeurer avec une petite garde jusqu'à l'arrivée de Dunbar. Aussitôt que sa santé le lui permit, Washington rejoignit le détachement avancé et reprit l'exercice de ses fonctions. Le lendemain, 9 juillet, est marqué par un événement terrible. Braddock avoit traversé le Monongahela et n'étoit plus qu'à quelques milles du fort Duquesne, il se croyoit à l'abri du danger, quand tout à coup il est attaqué dans une route ouverte où l'on marchoit sur une herbe très-épaisse. Une

armée invisible composée de Français et de Sauvages fit un feu bien soutenu sur le détachement anglais qui se trouvoit à découvert. L'avant-garde se replia sur le corps principal et le desordre devint général. D'habiles tireurs dirigeoient leurs coups particulièrement contre les officiers et tous ceux qui étoient à cheval. En peu de temps Washington fut le seul aide-de-camp en état de porter les ordres du général. Toujours en mouvement, il traversoit le champ de bataille en toutes sortes de direction. Il eut deux chevaux tués sous lui ; quatre balles percèrent ses habits, mais il ne reçut aucune blessure lorsque tous les autres officiers qui servoient à cheval furent ou tués ou blessés. La Providence le réservoit à des services plus importants. Dans cette scène de carnage et de confusion, Washington toujours maître de lui déploya le plus grand sang froid. Braddock, ferme au milieu d'une grêle de balles, encourageoit les soldats par sa contenance et par son exemple ; mais la valeur étoit inutile. La discipline ne faisoit que les exposer encore plus au feu bien dirigé d'une troupe d'excellens tireurs. Le général anglais, ne connoissant point la manière

CHAP.

I.

1753

à

1758.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

dont les Indiens combattoient, n'alloit ni en avant ni en arrière. Contre toutes les règles de la prudence, il s'efforça de rallier ses troupes sur le terrain où elles avoient d'abord été attaquées et qui les mettoit à découvert sous le feu d'un ennemi invisible. On l'avoit prévenu du danger qu'il couroit, à moins qu'il ne fit avancer les troupes du pays pour nettoyer les bois et découvrir les embuscades ; mais il négligea ces salutaires avis. L'action dura près de trois heures ; le général eut trois chevaux tués sous lui. Enfin il reçut une blessure dont il mourut quelques jours après au camp de Dunbar où il avoit été transporté. Braddock mis hors de combat, les Anglais prirent la fuite et ne purent être ralliés qu'après avoir traversé le Monongahela. Le pillage attira les Indiens qui ne se mirent point à leur poursuite. Les troupes régulières après leur défaite se réfugièrent dans le camp de Dunbar. Elles détruisirent les provisions dont elles n'avoient pas besoin et se retirèrent à Philadelphie. Les officiers des régimens anglais déployèrent la plus grande bravoure ; ils étoient au nombre de quatre-vingt-cinq dont soixante-quatre furent tués ou blessés.

Les soldats effrayés d'un genre d'attaque si nouveau pour eux furent bientôt dispersés, sans qu'il fut possible de les rallier. Les trois compagnies de la Virginie au contraire combattirent avec une fermeté inébranlable. Il ne s'en échappa que trente hommes. Ce revers ne fit qu'ajouter à la réputation de Washington. Ses compatriotes exaltèrent sa bonne conduite, et l'on répéta généralement que s'il avoit commandé en chef, on n'auroit pas essuyé cet échec.

La nouvelle de la défaite de Braddock arriva pendant la session de l'assemblée de Virginie. On apprit en même temps que le colonel Dunbar avoit retiré de cette colonie toutes les troupes réglées. L'assemblée convaincue de la nécessité de protéger les établissemens placés sur la frontière, ordonna la levée d'un régiment de seize compagnies dont elle donna le commandement à Washington. La confiance qu'on avoit en lui étoit si grande, qu'il fut autorisé à nommer les officiers de l'état major. Sa commission portoit en même temps qu'il commanderoit en chef toutes les forces actuelles de la Virginie et celles qu'on leveroit dans la suite.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

A l'instant Washington donna les ordres nécessaires pour le service des recrues, alla visiter les frontières, trouva un grand nombre de postes mais peu de soldats, qu'il disposa le plus avantageusement qu'il lui fut possible. Il se rendit à Williamsburg pour combiner un plan d'opérations avec le lieutenant-gouverneur; un exprès le joignit au-dessous de Fredericksburg. Washington apprit par ce message que des partis de Français et d'Indiens avoient fait une irruption sur les établissemens situés à l'extrême frontière. Hommes, femmes, enfans avoient été, ou massacrés, ou traînés en captivité; les maisons brûlés; les récoltes détruites. Le peu de troupes placées sur les frontières, insuffisantes pour la défense du pays, s'étoient retirées dans des forts de palissades. Washington d'après cet avis changea de route et se dirigea vers Winchester; il fit de vains efforts pour rassembler des forces suffisantes pour la défense du pays. Les habitans, au lieu de prendre les armes et de se réunir contre l'ennemi, s'enfuirent et répandirent partout une terreur panique. Chacun ne sougeoit qu'à ses intérêts particuliers et au salut de sa famille, on négligeoit le soin de la

sûreté

sûreté générale. L'alarme devint universelle ;  
cen'étoit que trouble et confusion. Avant qu'on  
eût pu prendre les mesures nécessaires pour  
repousser les assaillans, ils avoient traversé  
les monts Alleghany sans être inquiétés, em-  
portant leur butin, laissant partout après eux  
les traces du pillage. Ces invasions dans les  
établissemens situés sur les frontières se réi-  
térèrent souvent pendant le cours des années  
1756, 1757 et 1758. Les bandes étoient  
composées de Français et d'Indiens détachés  
du fort Duquesne. En approchant des établis-  
semens ils se divisoient, évitoient les forts et  
n'attaquoient que des familles isolées, pen-  
dant la nuit comme pendant le jour. Les  
sauvages habitués à vivre dans les bois, se  
cachoient aisément jusqu'au moment de l'at-  
taque. Il y eut différentes escarmouches de  
peu d'importance qui eurent divers résul-  
tats ; mais le nombre des ennemis tués fut  
peu considérable comparé aux pertes et aux  
malheurs qu'ils causèrent. Une foule d'habi-  
tans périrent ailleurs que sur le champ de  
bataille. On ne pouvoit forcer les assaillans à  
soutenir un combat régulier. Une guerre ho-  
norable n'entroit point dans leur plan ; ils ne

CHAP.

I.

1753

à

1758.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

respiroient que le pillage, le meurtre et la dévastation. A l'aspect d'une force imposante, ils battoient en retraite. Pendant les trois années qui suivirent la défaite de Braddock dans la Pensylvanie, les planteurs établis sur les frontières furent chassés jusqu'à Carlisle; dans le Maryland jusqu'à Fredericktown; et dans la Virginie jusqu'aux montagnes Bleues.

Il est impossible de rendre la malheureuse situation des habitans de ces contrées. S'ils se réfugioient derrière les palissades, ils étoient exposés à manquer de provisions, souvent enveloppés et quelquefois taillés en pièces. S'ils prenoient la fuite, ils abandonnoient tous les avantages et toutes les douceurs que leur procuroient leurs habitations, et demeuroient exposés à toutes les horreurs de la disette. S'ils continuoient de vivre dans leurs fermes, ils passaient toutes les nuits dans la crainte d'être massacrés. Les horreurs de l'esclavage, les tourmens de la torture leur étoient souvent réservés. Les femmes, les vieillards, les enfans étoient également exposés à ces cruels traitemens; les sauvages ne mettoient aucune distinction entre ceux qui ne pouvoient faire résistance et les hommes armés. Ils extermi-

noient tout ce qui se présentoit. Les malheureux habitans fixoient leurs regards sur Washington pour lui demander une protection qu'il n'étoit pas en son pouvoir de leur accorder. Dans une lettre au gouverneur il s'exprimoit ainsi : « je ne puis tenir contre les larmes des femmes et les prières des hommes ; si je croyois que mon dévouement put sauver mes concitoyens, je déclare solennellement que je m'offrirois en sacrifice à la fureur de l'ennemi. » La Virginie offroit une frontière de trois cent soixante milles exposée à ces incursions. Washington se trouvoit dans une situation fort pénible ; chargé de la défense d'une si grande étendue de pays, il manquoit de moyens. Le régiment décrété par l'assemblée ne fut jamais complet ; il étoit souvent réduit à moins de sept cents hommes. Les milices n'offroient qu'un foible secours sur lequel on ne pouvoit compter. Elles étoient fort long-temps à s'assembler. Une fois réunies elles ne tarديوient pas à vouloir retourner dans leurs foyers ; dans le camp point de discipline, et sans discipline une armée n'est qu'une populace sous les armes. Les lois établies pour la milice étoient imparfaites. Le

CHAP.

I.

1753

à

1758.

crime de lâcheté pendant l'action, le sommeil en temps de faction, délits si funestes par leurs conséquences, n'étoient pas suffisamment réprimés par les lois. La désertion, la désobéissance ne furent punies pendant très-long-temps que par des peines légères. Washington ne cessoit de représenter au gouverneur et à l'assemblée qu'on ne pouvoit tirer aucun parti de la milice tant que les réglemens actuels existeroient. Il faisoit observer que le petit nombre d'hommes enrôlés pour le service régulier, et tous les plans proposés pour la défense des frontières étoient totalement insuffisans. Il ne se bornoit pas à indiquer le défaut de chaque mesure adoptée; il soumettoit à l'examen des personnes en place celles qu'il jugeoit convenables. Il recommanda particulièrement que, dans le cas où l'on ne se déclareroit point pour l'offensif, on construisît vingt-deux forts sur une ligne de trois cent soixante milles. Deux mille hommes devoient y être mis en garnison, et faire un service continuél toujours à la solde du gouvernement. Washington tenoit principalement à la réduction du fort Duquesne, réduction qu'il regardoit comme le seul moyen

d'arrêter les maux auxquels étoient exposés les établissemens des frontières. En 1756 et 1757 il fit des propositions à ce sujet avec beaucoup d'instance au gouvernement de la Virginie, et aux commandans en chef des troupes anglaises en Amérique. D'un côté des vues étroites en politique, de l'autre un désir prononcé de poursuivre la guerre vigoureusement dans les colonies du Nord, écartèrent le plan de Washington; mais quelle fut sa joie lorsqu'en 1758 il vit son projet adopté par le général Forbes, chargé de la défense des états méridionaux et de ceux du centre. Cette résolution prise, les mouvemens de l'armée furent dirigés vers ce point. Une partie des forces destinées pour cette expédition se trouvoit à Philadelphie, une autre à Ray'stown; enfin le reste étoit dispersé sur les frontières de Virginie. La réunion de ces troupes demandoit du temps et entraînoit des difficultés. Washington représenta combien il étoit nécessaire d'entrer de bonne heure en campagne; mais les retards qui eurent lieu furent cause qu'il ne reçût l'ordre d'assembler son régiment à Winchester que le 24 mai. Ce ne fut que le 24 juin qu'il put se rendre au fort

CHAP.

I.

1753

à

1758.

CHAP.

L

1753

à

1758.

Cumberland, et le 21 septembre à Ray'stown. Le corps principal ne partit de ce dernier endroit que le 28 octobre et n'arriva au fort Duquesne que le 25 novembre. Ces délais firent beaucoup de peine à Washington et donnèrent lieu de craindre que la campagne ne produisît aucun résultat satisfaisant. Il montra avec force combien il étoit nécessaire de se hâter et s'éleva particulièrement contre une des principales causes de ces retards. C'étoit la résolution qu'avoit prise le général en chef d'ouvrir une nouvelle route pour l'armée, par préférence à celle qui étoit généralement connue sous le nom du général Braddock. On insista ; il se soumit à l'autorité. Toute son énergie et celle de son régiment furent employées à tirer le meilleur parti des mesures adoptées par le commandant en chef. La marche de l'armée fut si lente qu'elle n'arriva à Loyal Hannah que le 5 novembre. Alors un conseil de guerre décida « qu'il n'étoit pas prudent d'aller plus loin pendant cette campagne. » Si l'on eût tenu à cette résolution, on étoit dans l'alternative de faire hiverner une armée de huit mille hommes dans un désert glacé et inhabitable, loin de

tout établissement qui put fournir des secours, ou de retourner sur ses pas et d'attendre une saison plus favorable. Dans l'un et l'autre cas on auroit beaucoup souffert. On commença alors à reconnoître combien Washington avoit eu raison de se plaindre des délais qui avoient retardé l'expédition. Le désir de rendre la paix aux établissemens situés sur la frontière en réduisant le fort commença à s'évanouir. Mais, quoique toutes les apparences fussent contraires, le succès vint s'offrir de lui-même lorsqu'on avoit perdu tout espoir de l'obtenir.

Quelques prisonniers que l'on fit, donnèrent sur l'état de la garnison du fort Duquesne des avis qui firent révoquer la précédente résolution, et l'on ne songea plus qu'à marcher. Washington alloit en avant, inspectant l'ouverture des routes pour la commodité du passage. Enfin avec du temps et des précautions l'on parvint au fort Duquesne. Les Américains furent extrêmement surpris en trouvant le fort évacué; la garnison s'étoit retirée et avoit descendu l'Ohio. C'est à d'autres causes qu'à l'approche des troupes de la colonie qu'il faut attribuer le parti qu'avoient pris les Français d'abandonner une position si

CHAP.

I.

1753

à

1758.

avantageuse. Les Anglais avoient poursuivi la guerre avec tant de vigueur et de succès vers le Nord de l'Ohio qu'il avoit été impossible de faire passer des troupes au fort Duquesne. La flotte Anglaise s'étoit emparée d'une partie considérable des renforts que la France envoyoit à ses colonies. La fortune commençoit à abandonner les Français et à se déclarer en faveur de l'Angleterre. Les Français avoient beaucoup perdu de leur influence sur l'esprit des Indiens, qui ne donnoient plus de secours à la garnison. En d'autres circonstances, le succès de la campagne auroit été douteux et peut-être impossible. Les avantages qui résultèrent de la prise du fort Duquesne firent voir avec quelle justesse Washington raisonnoit lorsqu'il avoit recommandé avec tant d'instance, pendant trois ans, qu'on fit une expédition pour se rendre maître de ce poste. Les résultats heureux de cette entreprise ne se bornèrent pas à la Virginie; ils s'étendirent jusqu'à la Pensylvanie et au Maryland. Pendant que les Français étoient possesseurs de ce poste, les Indiens voisins de l'Ohio étoient à leur commandement. C'étoit leur rendez-vous, et de là ils

faisoient de fréquentes et ruineuses incursions dans ces trois colonies. Ils n'épargnoient ni l'âge ni le sexe; ils massacroient indistinctement ou traînoient en captivité tous les habitans qui se rencontroient sur leur passage; leur marche étoit signalée par l'incendie et la destruction; la hache (1) et le couteau avec lesquels ces barbares assomment leur ennemi, ou enlèvent sa chevelure sanglante, laissoient journellement des traces de leur férocité. Toujours prêts à se ranger du parti des plus forts, bientôt les Indiens abandonnèrent leurs anciens amis, et n'écoutèrent plus que ceux qui par une conquête récente se trouvoient les maîtres du pays. On conclut bientôt un traité de paix avec les tribus des sauvages qui habitoient les terres situées entre les lacs et l'Ohio. Le fort Duquesne prit le nom de fort Pitt; on y fit des réparations considérables, et deux cents hommes tirés du régiment de Washington y furent mis en garnison. Ce fort devint dans la suite autant utile aux établissemens anglais qu'il leur avoit été nuisible tant que les Français en avoient été les maîtres.

(1) Le tomahawk.

CHAP.

I.

1753

à

1758.

La campagne de 1758 termina la carrière militaire du colonel Washington comme officier provincial. Le fort Duquesne une fois réduit, il résigna sa commission. C'étoit là le grand but auquel il vouloit atteindre.

Pendant les trois années durant lesquelles il avoit été chargé de défendre la Virginie, il ne s'offrit aucun de ces événemens qui animent et embellissent les pages de l'histoire; mais ses fonctions présentoient les plus grandes difficultés. Il établit une discipline stricte dans son régiment, jusqu'alors habitué à la licence; il inspira aux soldats un véritable esprit militaire : sous lui ils apprirent à combattre avec fermeté et à braver la mort.

L'insuffisance des forces destinées à garantir une frontière si étendue auroit obligé tout autre que Washington à résigner promptement sa commission; mais il n'en devint que plus ardent à solliciter les magistrats pour la réforme de cette partie de la législation. Les différens plans qu'il proposa pour conduire la guerre firent remarquer en lui une force d'esprit extraordinaire. En quittant l'armée il emporta les regrets et la reconnoissance du régiment qu'il commandoit; non-seulement ses

compatriotes, mais encore les officiers de l'armée d'Angleterre, ne purent lui refuser leur estime. Quoiqu'il ne put protéger les planteurs qui résidoient sur la frontière comme il l'auroit désiré, il ne perdit rien de leur confiance. Ils étoient pleinement convaincus qu'il avoit fait le meilleur usage possible des foibles moyens qu'on lui avoit accordés. C'étoit à la sagesse de ses avis et à la vigueur qu'il avoit déployée pour seconder l'attaque du fort Duquesne qu'ils attribuoient principalement la prise de cette place. Tous ceux qui possédoient des terres dans cette partie de la province espéroient que par cet événement ils seroient à l'abri des calamités dont ils étoient auparavant les victimes. Peu de temps après, comme récompense de ses services civils et militaires, Washington obtint la main de madame Custis; aux charmes de sa personne, aux avantages de la fortune elle réunissoit toutes les qualités qui peuvent rendre un époux heureux. Quelques années auparavant le colonel Washington, par la mort de son frère aîné Laurent, se trouvoit en possession d'un bien situé sur le Potowmack, appelé Mont-Vernon, du nom de l'amiral

CHAP.

I.

1753

à

1758.

Vernon, qui commandoit en 1741 la flotte anglaise dans une expédition contre Carthagène, entreprise dans laquelle Laurent Washington avoit pris du service.

Dans cet endroit délicieux, le ci-devant commandant des troupes de la Virginie se repositoit des fatigues de la guerre. En possession de tout ce qui fait le bonheur de la vie, il se livroit entièrement aux travaux domestiques. Bientôt par son industrie, par son activité il mit sa terre dans le plus grand état de prospérité. Pendant quinze années il s'en occupa sans relâche, excepté le temps qu'il employa dans la Chambre basse de la législature de la Virginie, comme juge de la Cour du comté où il résidoit. Dans ces divers emplois civils, il mérita une nouvelle considération par la manière de remplir ses devoirs, et acquit une connoissance assez approfondie des affaires de gouvernement. Pendant la durée de ses fonctions les diverses réclamations de l'Angleterre et de ses colonies furent portées fréquemment devant la législature de la Virginie. Dans toutes les occasions, Washington se montra fortement opposé au droit

que la mère-patrie prétendoit avoir de taxer les établissemens.

Si la sagesse avoit dirigé les opérations du Cabinet britannique, ici se termineroit l'histoire de Washington; seulement on diroit qu'il mourut dans la soixante-huitième année de son âge, honoré de l'estime générale de ses compatriotes; on diroit que dans le cours de sa vie il s'étoit montré partisan rigide des principes de l'honneur, de la probité; habile cultivateur, membre aussi sage qu'éclairé de la législature, enfin arbitre équitable de tous les différens survenus parmi ses voisins. Mais que sa destinée fut bien différente! du poste de commandant des troupes de la Virginie, il fut élevé au grade éminent de général en chef des armées de treize colonies réunies. Pendant le cours d'une guerre révolutionnaire qui dura huit ans, il les conduisit de succès en succès au terme de leurs efforts, à leur établissement en un corps de nation composé de treize Etats confédérés. Mais ces grands événemens eurent leur cause première hors de l'Amérique; il faut nous en éloigner et passer l'Océan pour en exposer l'origine.

---



---

## CHAPITRE II.

Coup-d'œil sur les causes de la guerre de l'Amérique.  
 — Georges Washington membre du congrès  
 en 1774 et 1775. — Général en chef des armées  
 des États-Unis en 1775 et 1776. — Ses opéra-  
 tions près Boston pendant ces trois années.

CHAP.  
 II.

1774  
 à  
 1776.

APRÈS la paix de Paris, conclue en 1763, l'Angleterre changea de système dans le gouvernement de ses colonies; elle abolit successivement tous les privilèges dont elles avoient joui jusqu'alors, et dans l'espace de douze ans il ne leur restoit plus un seul droit qu'elles pussent réclamer. Les colonies n'avoient point de représentans et ne pouvoient donc avoir aucune influence dans le parlement d'Angleterre; cependant celui-ci regardoit comme un de ses droits le pouvoir de les surcharger d'impôts à volonté, et de les lier dans tous les cas par des lois émanées de lui. Ce droit n'étoit pas une prétention stérile: le parlement britannique l'exerçoit et annonçoit l'intention d'employer la force.

Des prétentions si contraires à l'esprit de la

constitution anglaise, et qui établissoient une distinction si odieuse entre les sujets de la même monarchie, habitant les deux bords opposés de la mer Atlantique, excitèrent les craintes les plus sérieuses parmi les colons. Ecartés les uns des autres par le lieu de leur résidence, gouvernés par des assemblées qui n'avoient entre eux aucun point d'union, le sentiment du danger commun leur donna l'idée sage et nécessaire de former un nouveau corps représentatif composé des députés de chaque colonie, chargé de veiller à l'intérêt général.

Après quelques mesures préalables cette nouvelle assemblée fut organisée et se réunit à Philadelphie en septembre 1774. D'abord elle s'occupa sérieusement des griefs dont ses constituans avoient à se plaindre. La Virginie députa à ce congrès sept de ses plus respectables citoyens. Peyton Randolph, Richard Henri Lee, Georges Washington, Patrick Henry, Richard Bland, Benjamin Harrison, Edmond Pendleton, tels sont les noms de ces hommes dont tous les pays et tous les siècles se seroient honorés. Les mêmes représentans furent désignés pour un second

CHAP.

II.

1774

à

1776.

CHAP.  
II.

1774  
à  
1776.

congrès qui s'assembla le 10 mai de l'année suivante. Ceux qui écrivront l'histoire de la révolution de l'Amérique se feront un plaisir, même un honneur, de rapporter en détail les actes de cette illustre assemblée. La fermeté, la précision qu'elle mit en exposant les griefs des colons et dont elle demandoit le redressement au souverain; l'éloquence qui brilla dans ses adresses au peuple de la Grande-Bretagne, aux habitans du Canada, et à ses concitoyens; les mesures judicieuses adoptées pour cimenter l'union au dedans du pays et se procurer des amis au dehors, tous ces faits fourniront à celui qui écrira l'histoire de la révolution des États-Unis, les matériaux les plus intéressans. C'est à lui qu'appartiendra la tâche honorable d'instruire le monde des nobles efforts de tant de talens et de vertus réunis. C'est également lui qui devra détailler toutes les tentatives qui furent faites pour opérer une réconciliation entre les colonies et l'Angleterre, et les causes qui les firent échouer. Il montrera la Grande-Bretagne allant d'oppression en oppression, cesser de prendre sous sa protection les colonies, et faire de leur territoire le théâtre

d'une

d'une guerre affreuse, uniquement pour les subjuguier. Il n'entre pas dans mon plan de faire le récit de ces différens détails, de parler du commencement des hostilités qui éclatèrent à Lexington, de la formation d'une armée américaine dans la colonie de Massachusetts, pour se défendre contre l'armée royale réunie à Boston; je dois me borner à ce qui concerne Georges Washington. La réputation qu'il avoit acquise en qualité de commandant des forces de la Virginie, la haute idée qu'on avoit de ses talens militaires lui firent donner le nom de *soldat de l'Amérique*. Déjà ceux qui, avant le commencement des hostilités, regardoient la guerre comme la suite nécessaire des différens survenus entre la Grande-Bretagne et ses colonies; le désignoient comme le général à qui l'on devoit déférer le commandement suprême des troupes anglo-américaines.

Washington, membre du congrès, occupa toujours la place de président de chaque comité nommé par ce corps pour prendre les mesures relatives à la défense du pays. A ces occupations dans le sénat succédèrent bientôt des travaux plus actifs sur le champ de ba-

CHAP.

II.

1774

à

1776.

CHAP.  
II.

1774  
à  
1776.

taille. Aussitôt que le congrès eût arrêté de faire cause commune avec le canton de Massachusetts attaqué par l'armée anglaise, on nomma à l'unanimité Georges Washington commandant en chef de toutes les forces levées pour la défense des colonies. Dans cet emploi suprême il ne trouva ni rivaux ni envieux. L'impulsion générale donnée aux esprits et qui réunissoit tous les citoyens dans le plus grand nombre des résolutions, dirigea tous les regards vers celui qu'on jugea l'homme le plus capable de conduire les armées.

Quand le président du Congrès lui annonça la dignité à laquelle il venoit d'être élevé, Washington lui répondit ainsi :

« M. le Président,

» Je suis extrêmement sensible à l'honneur  
 » qu'on vient de me faire en me confiant le  
 » premier poste dans l'armée, mais j'en ressens  
 » une grande peine d'après le sentiment inté-  
 » rieur que j'ai de l'insuffisance de mes talens  
 » militaires pour remplir une fonction si im-  
 » portante ; le congrès le désire, j'accepte ce  
 » redoutable fardeau. J'emploierai tous les  
 » moyens qui sont en mon pouvoir pour  
 » défendre la cause glorieuse que nous nous

» sommes engagés à soutenir. Je prie l'as-  
 » semblée de recevoir les témoignages de  
 » ma vive reconnoissance pour les marques  
 » si flatteuses de son estime et de sa con-  
 » fiance.

---

 1774  
 à  
 1776.

» Mais s'il survenoit quelque événement  
 » qui portât atteinte à ma réputation, je prie  
 » chaque membre de l'assemblée de se res-  
 » souvenir que je déclare en ce jour avec  
 » toute la sincérité possible que je ne me  
 » crois pas en état de remplir les fonctions  
 » dont on vient de m'honorer.

» Quant au traitement, je demande la  
 » permission d'assurer le congrès qu'aucune  
 » vue d'intérêt ne pouvant me porter à ac-  
 » cepter une place aussi difficile, et à sacri-  
 » fier ainsi ma tranquillité et mon bonheur  
 » domestique, je ne prétends en retirer au-  
 » cun profit. Je tiendrai un compte exact de  
 » mes dépenses. Je ne doute point qu'elles  
 » ne soient acquittées. Là se bornent tous  
 » mes vœux. »

On dressa une commission spéciale pour  
 Washington; et en même temps le congrès  
 déclara unanimement « qu'il l'aideroit et le  
 soutiendrait de la vie et de la fortune de tous

CHAP. ses membres pour la défense et le maintien  
 II. de la liberté de l'Amérique. »

1774  
 à  
 1776.

Washington entra bientôt dans l'exercice des fonctions de sa haute dignité. Il passa quelques jours à New-York, et prit quelques arrangemens avec le général Schuyler qui commandoit dans ce pays; ensuite il s'avança jusqu'à Cambridge où étoit le quartier du général. Pendant sa route il fut comblé des marques d'estime et d'affection les plus flatteuses, tant de la part des simples particuliers que des fonctionnaires publics. Partout il reçut l'assurance d'être fortement soutenu dans la grande entreprise dont il étoit chargé. Les membres de l'assemblée provinciale de New-York, dans une adresse, lui témoignoit la joie qu'ils éprouvoient de le voir à la tête des armées. — « Nous sommes pleinement convaincus, ajoutoient-ils, que lorsque cette importante discussion aura été décidée par un accommodement avec la mère-patrie, comme c'est le vœu le plus ardent de tous les habitans des colonies, vous résignerez le commandement suprême déposé en vos mains, et reprendrez le titre du plus digne de nos concitoyens. » Le général, après avoir déclaré

sa reconnoissance pour l'estime et le respect qu'on lui témoignoit, ajouta : — « Soyez certains que tous mes efforts, ainsi que ceux de nos dignes collègues, n'auront pour but que de rétablir la paix et l'harmonie entre nous et la Grande-Bretagne. Quant aux opérations de la guerre, fatale nécessité à laquelle nous avons été réduits, en prenant le caractère de soldat, nous n'avons pas renoncé à celui de citoyen. L'heureux jour du rétablissement de la liberté de l'Amérique arrivé, cette liberté une fois affermie sur des bases inébranlables, ce sera alors que rentrant dans une condition privée, nous nous réjouirons avec vous et nous goûterons dans nos foyers le bonheur d'habiter un pays libre au sein de la paix et de la prospérité. »

Un comité envoyé par le congrès de Massachusetts, le reçut à Springfield, à cent milles environ de Boston, et le conduisit à l'armée. Le congrès de cette colonie lui présenta bientôt après l'adresse la plus affectueuse. « Messieurs, répondit Washington aux députés, les félicitations que vous avez bien voulu m'adresser sur l'emploi important qui m'est confié, et sur mon arrivée dans cet État, me

---

1774  
à  
1776.

CHAP.  
II.

---

1774  
à  
1776.

1775.

pénètrent de la plus vive reconnoissance, j'en conserverai un éternel souvenir. En quittant les jouissances tranquilles d'une vie domestique pour remplir les devoirs d'un poste honorable et entouré de tant de difficultés, je ne fais que suivre les principes de vertu et de patriotisme qui dirigent la conduite de tous les habitans de la province de Massachusetts. Ils ont déployé un courage, une fermeté sans exemple ; aucun sacrifice ne leur a coûté, quand il a fallu soutenir les véritables droits du genre humain et assurer le bonheur de notre pays. Toute mon ambition est d'être l'heureux instrument choisi par la Providence pour rétablir nos droits et voir cette province florissante sous des lois sages qui assureront sa liberté et son repos. » A Cambridge, le général Washington fut reçu aux acclamations de l'armée américaine. Il fit publier à la tête de ses troupes une déclaration rédigée par le congrès en forme de manifeste : on y donnoit les raisons qui avoient fait prendre les armes ; on y détailloit les divers griefs des colonies et on les justifioit du dessein prémédité d'établir leur indépendance. On ajoutoit : « nous avons pris les armes dans le pays qui nous

a vu naître pour défendre la liberté qui est le droit de notre naissance, et dont nous avons toujours joui jusqu'à ces derniers temps où elle a été violée. Nous devons nos propriétés à l'industrie de nos ancêtres, nous les défendrons, nous repousserons la violence dont on veut nous rendre les victimes. Quand les hostilités cesseront de la part de nos agresseurs, quand il n'y aura plus à craindre qu'elles se renouvellent, alors nous déposerons nos armes et rentrerons dans nos foyers. » Washington trouva les Anglais retranchés sur Bunker'shill. Ils avoient aussi trois batteries flottantes dans la rivière Mystic et un vaisseau de vingt canons au-dessous du passage entre Boston et Charlestown. Une batterie avoit été placée sur Copse'shill, et les troupes occupoient de forts retranchemens sur le Neck. Les Américains étoient postés à Winterhill, Prospecthill et Roxbury, dont les fortifications communiquoient l'une avec l'autre par de petits postes sur une étendue de dix milles; on ne pouvoit se resserrer davantage sans exposer le pays aux incursions de l'ennemi.

L'armée aux ordres de Washington montoit

CHAP.

II.

1774

à

1776.

à quatorze mille cinq cents hommes. Cette force étoit insuffisante pour des opérations actives. Les provisions pour la guerre manquoient dans le camp et tout ce qu'on en pouvoit ramasser dans le pays étoit peu considérable. Le 4 août, toute la provision de poudre qui se trouvoit dans le camp des Américains et dans les magasins publics des quatre provinces de la Nouvelle Angleterre n'auroit pas fourni à plus de neuf décharges par homme. L'armée demeura pendant quinze jours dans cet état de pénurie. On manqua de baïonnettes, d'habits et d'instrumens pour les ouvriers ; enfin point d'ingénieurs, point de canonniers. Le général observa « qu'il avoit avec lui tout ce qui compose une bonne armée, des hommes robustes, actifs, zélés pour la cause commune et d'un courage à toute épreuve. » Il prit aussitôt les arrangemens convenables pour que les soldats fussent employés de la manière la plus avantageuse. Il distribua l'armée par brigades et par divisions ; on nomma les officiers qui devoient composer l'état-major. Un bon système d'économie et d'union régna dans chaque département. Comme les troupes entroient au

service sous l'autorité de plusieurs gouvernemens coloniaux distincts, les régimens n'observoient point une discipline uniforme. Dans la milice de Massachusetts les hommes avoient choisi leurs officiers et, à l'exception du rang, sous tous les autres rapports le soldat étoit l'égal de celui qui se trouvoit en grade. Il falloit de la patience et un esprit conciliateur pour ne former qu'un seul corps de ces différens matériaux. Il falloit soumettre au joug de la discipline des hommes libres, rassemblés pour la défense de leur liberté et remplis d'ardeur pour une telle cause. Le général Washington s'acquitta de cette tâche pénible, il y déploya la plus grande adresse. Lorsque par ses soins la discipline commença de s'établir, le terme fixé par les enrôlemens étoit à la veille d'expirer. Les troupes venues de Connecticut et de Rhode-Island n'étoient engagées que jusqu'au premier décembre 1775. Aucune partie de l'armée n'étoit obligée de servir après le premier janvier 1776. Le commandant en chef fit à ce sujet les plus fortes représentations au congrès, et recommanda avec instance qu'on prit des mesures efficaces pour la formation

CHAP.  
II.

1774  
à  
1776.

d'une nouvelle armée. Le congrès députa trois de ses membres, M. Lynch, le docteur Franklin, et M. Harrison pour se rendre au camp. Ils avoient ordre de conférer avec le général et les magistrats en chef des colonies de la Nouvelle Angleterre sur le mode le plus efficace pour organiser et maintenir une armée continentale. Il fut résolu qu'on enrôleroit 25,722 hommes tirés des troupes rassemblées devant Boston, et qu'on les engageroit à servir jusqu'au dernier décembre 1776, à moins que le congrès ne leur accordât plutôt leur congé. Pour exécuter cette résolution, le général en chef appela tous les officiers et les soldats, leur laissant le choix de se retirer ou de continuer leur service. Plusieurs des officiers inférieurs demandèrent leur retraite. Un grand nombre de soldats ne voulurent servir à aucune condition. Beaucoup exigèrent des congés de semestre; d'autres proposèrent qu'on laissât à leur choix la nomination des officiers. Tant d'embarras s'opposoit à la formation des recrues qu'il fallut beaucoup d'adresse pour les surmonter. Washington fit des appels énergiques aux sentimens d'honneur et de patriotisme

des officiers et des soldats. Il promet toute l'indulgence qui pourroit s'accorder avec la sûreté générale, et tout le bien-être que la situation du pays permettroit de procurer. Dans un ordre du 20 octobre, « soldats, disoit-il, les circonstances et le grand intérêt de la cause dans laquelle les colonies sont engagées ne nous permettent pas de balancer : il s'agit de la vie, de la liberté et de la propriété; notre pays est menacé de devenir le théâtre du carnage et de la désolation; verrons-nous nos villes réduites en cendres, nos femmes et nos enfans chassés de leurs paisibles demeures, exposés à toutes les intempéries de l'air, et réduits à implorer la charité? Toutes ces calamités sont prêtes à fondre sur nous; un ennemi barbare nous menace d'une destruction qui doit envelopper ce que nous avons de plus cher au monde; quelle honte pour un soldat de se retirer à l'aspect du danger; quelle honte de ne promettre son service qu'à de nouvelles conditions! L'intention du général est d'accorder aux officiers et aux soldats qui composent l'armée actuelle des congés, mais pour un temps raisonnable; mais combinés de manière à ne pas nuire au

CHAP.

II.

1774

à

1776.

service et à ne pas trop affoiblir l'armée. »  
 Dans les instructions données aux officiers  
 chargés des recrutemens, il leur étoit enjoint  
 « de n'enrôler aucun individu qu'ils soup-  
 » conneroient n'être pas favorable à la cause  
 » de la liberté. Il leur défendoit en même  
 » temps d'enrégimenter aucun vagabond, au-  
 » cun de ces hommes sans mœurs et sans  
 » principes à qui toutes les causes et tous les  
 » pays sont indifférens. »

Malgré tous les efforts pour se procurer  
 des recrues, les régimens n'étoient pas com-  
 plets. Cette répugnance pour le service mili-  
 taire tenoit à plusieurs causes. L'armée avoit  
 beaucoup souffert. Le chauffage étoit rare ;  
 l'habillement et les vivres étoient également  
 insuffisans. Plusieurs craignoient l'épidémie  
 de la petite-vérole ; mais le principal obstacle  
 venoit d'une aversion réelle pour le service  
 militaire. Cet enthousiasme qui, au commen-  
 cement des hostilités, conduisoit sur le champ  
 de bataille un nombre considérable d'habi-  
 tans, s'étoit beaucoup refroidi. L'armée de  
 1775 diminueoit de jour en jour par l'expira-  
 tion des termes fixés pour le service, et les  
 recrues mettoient la plus grande lenteur à

former les nouveaux bataillons. On eut bien de la peine à obtenir des régimens dont les congés étoient pour le premier décembre, qu'ils attendissent encore dix jours pour donner aux nouvelles recrues le temps d'arriver. L'empressement des anciennes troupes à rentrer dans leurs foyers, la lenteur des nouvelles pour commencer le service, tout fut cause qu'il devint très-difficile de continuer le blocus. Le dernier jour de l'an, lorsque les anciens corps reçurent leur congé, les nouveaux ne montoient pas à 9650 hommes, encore plusieurs étoient-ils absens par semestre. L'armée royale rassemblée à Boston formoit un corps de 8000 hommes. Pour accélérer le service des recrues, le général proposa au congrès d'accorder une gratification; mais ce ne fut qu'en janvier 1776 que l'on essaya ce moyen. Alors dans le cours des mois de janvier et de février l'armée fut considérablement augmentée.

Rien n'avoit empêché de continuer le blocus de Boston, et l'ennemi se voyoit contraint de se tenir enfermé dans la ville; mais c'étoit bien au dessous de ce qu'espéroient les Américains. A juger par le bruit commun,

CHAP.

II.

1774

à

1776.

les troupes aux ordres de Washington étoient triples de l'armée royale. On croyoit ces forces considérables fournies de tout ce qui est nécessaire pour les opérations les plus actives. Le fait est qu'on avoit grand soin de cacher le nombre réel des troupes et leur état de dénuement. Cependant, la nation mal instruite à cet égard, attendoit avec impatience l'expulsion des Anglais de Boston comme un événement instant et infaillible. Washington le souhaitoit ardemment; mais mieux informé et n'écoutant que la voix de la prudence, il apprécioit aussi bien que personne l'avantage que produiroit pour la cause dont il étoit le défenseur un grand coup frappé dès le commencement; il n'ignoroit pas qu'on l'accusoit de manquer d'énergie et de vouloir prolonger la guerre pour conserver plus long-temps le commandement. Sourd à tous ces bruits, inébranlable à ces insinuations, les yeux toujours fixés sur la place, il n'attendoit que le moment favorable pour prendre l'offensive. Il assembla fréquemment des conseils de guerre pour délibérer sur la question de savoir si l'on attaqueroit. Les avis contraires furent les plus nombreux. On es-

péra que la glace pendant l'hiver pourroit donner le moyen de tenter l'assaut; afin de n'en pas laisser échapper l'occasion, l'on prit des mesures pour accélérer l'arrivée des renforts de milice considérables qui devoient servir jusqu'au premier mars 1776. On parvint à rassembler quatre à cinq mille hommes de recrues. Par extraordinaire il n'y eut pas de glace aux environs de Boston depuis le commencement de l'hiver jusqu'au milieu de février. Pendant tout ce temps les conseils de guerre n'avoient pas approuvé qu'on tentât l'assaut. Le général Washington étoit moins opposé que d'autres à cette entreprise; il fut retenu par le manque de munitions pour l'artillerie, et la grande probabilité d'un mauvais succès : alors il forma une résolution hardie; il crut qu'en changeant de position il forceroit le général anglais ou d'accepter la bataille ou d'évacuer Boston. L'armée américaine se trouvoit alors plus forte que jamais. Depuis deux mois les recrues avoient beaucoup fourni; les troupes réglées se montoient à plus de 14,000 hommes, et celles des milices environ à 6000. Washington ainsi renforcé se détermina à fortifier les hauteurs

CHAP.

II.

1774

à

1776.

de Dorchester. De là il pouvoit incommoder les vaisseaux dans le port et l'armée dans Boston. Pour favoriser l'exécution de ce plan, on bombarda la ville et les lignes de l'ennemi pendant les 2, 3 et 4 mars. La nuit du 4, le général Thomas avec un détachement considérable prit possession des hauteurs de Dorchester. Ce corps de troupes vint à bout par ses travaux, dans l'espace d'une nuit, de se mettre en partie à couvert du feu de l'ennemi. Les Anglais, dans leur camp, furent très-surpris lorsqu'ils virent ces nouvelles fortifications. Elles s'avançoient d'heure en heure de manière à mettre encore plus en sûreté les Américains postés derrière. L'amiral informa le général Howe que si les Américains se maintenoient sur les hauteurs, il ne pourroit conserver dans le port un seul vaisseau anglais. L'ennemi se trouva alors réduit à l'alternative que désiroit Washington, ou risquer une action hors de ses lignes ou abandonner la ville. Le général Howe prit le premier parti et chargea trois mille hommes de cette expédition. Ce corps fut embarqué et aborda près du château dans l'intention de remonter la rivière pour tenter

l'attaque,

l'attaque, mais une terrible tempête dispersa les vaisseaux. Avant que l'ennemi pût s'approcher de nouveau, les ouvrages des Américains se trouvèrent tellement avancés que les Anglais n'osèrent rien entreprendre.

Washington s'attendoit de jour en jour que les ouvrages construits à Dorchester seroient attaqués, et jugeant que l'ennemi employeroit pour cette expédition ses meilleures troupes, il se préparoit à profiter de la circonstance pour attaquer Boston. Pour cet effet il tint quatre mille hommes prêts à s'embarquer à l'embouchure de la rivière Cambridge, sitôt que les Anglais seroient sortis pour attaquer les retranchemens des Américains. Mais les Anglais avoient résolu d'évacuer Boston aussitôt qu'ils en auroient la facilité. Quelques jours après un parlementaire arriva de Boston au camp des Américains; il étoit porteur d'une pièce signée par quatre des *selectmen* (1). Ce message donnoit avis que le général Robertson, d'accord avec le général Howe, étoit autorisé à assurer les Américains que son intention n'étoit point de

CHAP.

II.

1774

à

1776.

(1) Selectmen; proprement, *élus*. Nom des magistrats municipaux de la ville de Boston.

CHAP.  
II.

1774  
à  
1776.

brûler la ville, à moins que les troupes sous ses ordres ne fussent inquiétées pendant leur embarquement ou à leur départ. On présenta ce message à Washington qui répondit : « cet écrit n'est revêtu d'aucun caractère authentique et n'a point d'adresse, il n'est pas obligatoire pour le général Howe, je ne puis en conséquence en tenir aucun compte ; » en même temps il manifesta combien il desiroit que la ville n'essuyât aucun événement. Washington prit des mesures pour mettre son armée à l'abri d'une attaque, mais il ne poussa pas ses ouvrages et n'inquiéta pas l'armée anglaise pendant l'évacuation. Il desiroit conserver Boston et gagner du temps pour les fortifications de New-York, bien convaincu que cette place seroit attaquée par les Anglais, après leur retraite de Boston ; il détacha donc une partie considérable de son armée et l'envoya à New-York. Avec le reste des troupes il prit possession de Boston aussitôt que l'armée anglaise en fut sortie. En entrant dans la ville, Washington fut reçu avec des marques d'approbation plus flatteuses que tout l'éclat d'un triomphe.

Les habitans délivrés des rigueurs d'une

police militaire, et de tous les mauvais traitemens auxquels ils avoient été exposés, saluèrent le général comme leur libérateur. Ceux qui avoient été enfermés dans les lignes de l'armée anglaise et ceux qui en avoient été exclus se faisoient avec transport de mutuelles félicitations. Le congrès vota des remerciemens au général en chef; il fit frapper une médaille avec des inscriptions pour perpétuer la mémoire de ce grand événement. Le conseil de Massachusetts et la Chambre des représentans lui votèrent une adresse dans laquelle ils s'exprimoient ainsi : « Puisiez-vous continuer votre noble entreprise avec la protection du ciel, respecté par tous les gens de bien et redouté par ces tyrans qui veulent faire des esclaves de leurs concitoyens. » La modestie, la dignité dictèrent les réponses de Washington.

CHAP.

II.

1774

à

1776.

---

---

## CHAPITRE III.

### CAMPAGNE DE 1776.

Des opérations du général Washington dans New-York et dans New-Jersey. — Bataille de Long-Island. — Retraite de York-Island, et à travers Jersey. — Batailles de Trenton et de Princeton.

CHAP.  
III.  

---

1776.

L'ÉVACUATION de Boston changea le théâtre de la guerre, sans arrêter les travaux de Washington. Il eut encore dans la suite à combattre un ennemi beaucoup plus formidable. L'armée royale dans Boston avoit été disposée pour forcer les habitans de Massachusetts à la soumission; mais la campagne de 1776 s'ouvrit dans New-York avec des forces anglaises bien supérieures à celles qu'on avoit vues jusqu'alors en Amérique. Les troupes de terre et de mer formoient une armée de cinquante-cinq mille hommes destinés à réduire les colonies unies. La province de New-York étoit regardée comme le point central le plus favorable pour diriger les opérations. Les îles voisines pouvoient fournir des provisions à l'armée protégée par la

flotte anglaise. Voilà ce qui avoit décidé en Angleterre l'évacuation de Boston, et la réunion des troupes royales à New-York.

CHAP.

III.

1776.

Les motifs qui engageoient les Anglais à se rendre maîtres de New-York portoient Washington à tâcher de prévenir ou à écarter cette entreprise. Il avoit détaché des divisions considérables de son armée campée devant Boston, et en avoit donné le commandement au général Lée. Le général en chef, après avoir pourvu à la sûreté de Boston, s'avança jusqu'à New-York avec le corps d'armée, et sans perdre de temps il fit tous les préparatifs nécessaires pour la défense de cette ville. Il eut tout le temps de s'en occuper, car le général Howe au lieu de se rendre directement à New-York, se retira à Halifax avec les forces qui avoient abandonné Boston. Là il attendit les renforts qu'on devoit lui envoyer d'Angleterre; mais dans son impatience il mit à la voile pour New-York et prit possession de Staten-Island vers la fin du mois de juin. Son frère, l'amiral Howe, le suivit, et toutes leurs forces se trouvèrent rassemblées vers le milieu de juillet et prêtes à ouvrir la campagne. Avant de commencer

CHAP.  
III.  

---

1776.

les hostilités le général anglais et l'amiral, en qualité de commissaires civils pour effectuer la réunion entre la Grande-Bretagne et les colonies, essayèrent d'ouvrir une négociation. A cet effet ils envoyèrent un pavillon à terre avec une lettre adressée à Georges Washington *écuyer*. Le général refusa de la recevoir, attendu que l'adresse ne portoit pas le titre dû à son rang. En même temps il écrivit au congrès « que dans la plupart des occasions il n'étoit pas disposé à sacrifier à l'étiquette des points essentiels, mais que dans la circonstance actuelle, ce qu'il devoit à son pays lui faisoit une loi d'insister sur une formalité qu'il auroit négligée, si l'intérêt public n'y avoit été compromis. » Bientôt après le général Howe dépêcha l'adjutant-général Patterson avec une lettre adressée à Georges Washington, etc., etc. Dans son entrevue avec le général, l'adjutant, après avoir exprimé sa haute estime pour la personne et le caractère du général américain, après avoir déclaré qu'on n'avoit point l'intention de déroger au respect dû à son rang, dit qu'il espéroit que les etc., etc. mis sur l'adresse leveroient tous les obstacles qui avoient empê-

ché la correspondance. Washington répondit : « qu'une lettre adressée à une personne revêtue d'un caractère public devoit faire mention de son titre pour n'être pas confondue avec une lettre particulière ; qu'à la vérité on pouvoit sous-entendre bien des choses avec des etc., etc., mais qu'on pouvoit aussi leur donner toute espèce de sens, et que pour cette raison il ne recevroit point une lettre qui lui étoit adressée comme à un simple particulier, tandis qu'elle avoit rapport aux fonctions publiques dont il étoit chargé. »

Il s'en suivit une longue conférence dans laquelle l'adjutant-général observa « que les commissaires avoient reçu de grands pouvoirs et s'estimeroient fort heureux d'opérer un accommodement. » « D'après ce que je vois, lui dit Washington, les commissaires sont seulement autorisés à accorder des pardons ; ceux qui n'ont point commis de fautes n'ont pas besoin de pardon. »

A l'arrivée du général Howe à Staten-Island, l'armée américaine n'excédoit pas dix mille hommes, mais avant la fin du mois d'août les renforts qu'elle reçut la portèrent à vingt-sept mille ; les milices formoient une grande

CHAP.  
III.

1776.

partie de ces troupes ; les malades composoient un quart de l'armée. Les incommodités qui attaquent ordinairement les nouvelles troupes faisoient des progrès rapides et la situation dans laquelle on se trouvoit y contribuoit beaucoup ; on manquoit de tentes ; ces troupes furent distribuées sur York-Island, Long-Island, Governor's-Island, Paulus Hook et sur le Sound, vers la Nouvelle Rochelle. Des dispositions aussi sages contrarièrent l'ennemi qui ne pouvoit déterminer le lieu et le moment où il commenceroit les opérations offensives : les Américains observoient attentivement tous les points où l'on pouvoit débarquer et les gardoient avec des forces suffisantes pour embarrasser, mais non pour arrêter les troupes de débarquement. Depuis l'arrivée des Anglais à Staten-Island, Washington qui s'attendoit de jour en jour à être attaqué, faisoit les préparatifs les plus vigoureux pour se mettre en état de repousser l'ennemi ; il s'efforça par toute espèce de moyens d'allumer l'amour de la patrie dans le cœur des soldats et de les remplir d'indignation contre ceux qui venoient envahir leur pays. Dans les différens ordres du jour il s'exprimoit

ainsi : « Bientôt les événemens vont décider si les Américains doivent être libres ou esclaves ; s'ils doivent conserver leurs propriétés ; si leurs maisons et leurs fermes sont dévouées au pillage et à la dévastation ; enfin s'ils doivent être réduits à un tel état de misère qu'aucun effort humain ne pourra les en délivrer. Le sort de plusieurs millions d'individus qui ne sont pas encore nés va dépendre , après la volonté de Dieu , du courage et de la conduite de cette armée. Notre ennemi impitoyable ne nous laisse que le choix d'une résistance courageuse , ou de la soumission la plus abjecte. Il faut vaincre ou mourir. Notre honneur, celui de notre pays, exige de nous tous les efforts d'une valeur héroïque ; si nous succombons sans gloire , nous serons couverts d'infamie aux yeux de tout l'univers. Reposons-nous sur la justice de notre cause , et sur le secours de l'Être Suprême qui tient dans ses mains la victoire. De tels motifs doivent nous porter aux plus nobles actions. Tous nos compatriotes ont les yeux fixés sur nous. Leurs éloges et leurs bénédictions nous attendent si nous devenons les instrumens de leur salut , et si nous les

CHAP.

III.

1776.

arrachons à la tyrannie qui les menace. Encourageons-nous mutuellement et montrons à toute la terre qu'un homme libre combattant pour sa liberté dans ses propres foyers, est bien supérieur à l'esclave mercenaire qu'on lui oppose. »

Tous les renforts que l'ennemi attendoit une fois arrivés, le général Washington ne douta pas qu'il ne fut bientôt attaqué; alors il fit une nouvelle proclamation à son armée. « Soldats, disoit-il, souvenez-vous que nous combattons maintenant pour notre liberté, pour nos biens, pour la vie et l'honneur de chaque Américain. De votre courage et de votre bonne conduite dépend l'espoir de votre pays insulté, opprimé. Vos femmes, vos enfans, vos parens n'attendent leur sûreté que du succès de vos armes. Le Ciel protégera une cause si juste. — L'ennemi tâchera de vous intimider par le vain appareil de ses forces, mais souvenez-vous qu'un petit nombre de braves Américains a suffi pour le repousser en diverses occasions. Sa cause est mauvaise, ses soldats en sont convaincus. Si leur première attaque est reçue avec fermeté, avec sang-froid, l'avantage que nous don-

nent nos fortifications, la connoissance du pays doivent décider la victoire en notre faveur. Que chaque brave soldat observe le silence, qu'il soit attentif, qu'il attende les ordres et réserve son feu jusqu'au moment où il sera sûr qu'il produira tout son effet. Les officiers sont particulièrement chargés de faire exécuter ces dispositions. »

Le général donna alors l'ordre le plus précis que tout soldat qui tenteroit de se cacher ou qui se retireroit avant l'ordre donné, fut aussitôt fusillé pour servir d'exemple aux lâches ; il recommanda à chaque officier de veiller particulièrement sur les soldats de sa compagnie respective, et de faire son rapport sur ceux qui se distingueroient par leur courage. Il promit de les récompenser et de les honorer selon leur mérite.

Le 22 août, la plus grande partie des troupes anglaises débarqua à Long-Island. Washington, par un dernier effort, échauffa le courage de ses soldats : « Les ennemis, disoit-il, sont débarqués ; déjà l'heure sonne où le sort des armes doit décider de la gloire, du succès de cette armée et de la sûreté de notre pays. Officiers et soldats, souvenez-vous

CHAP.

III.

1776.

que vous êtes des hommes libres, combattant pour obtenir les bienfaits de la liberté. Si vous ne vous montrez fermes et résolus à tout braver, l'esclavage vous attend, et son joug pesera sur votre postérité. Souvenez-vous du mépris que vos cruels adversaires ont témoigné pour votre courage : ils vous ont calomnié en vous représentant comme des hommes sans cœur. Cependant Boston, Charlestown et d'autres lieux, leur ont appris combien les soldats de la liberté, combattant pour la cause la plus juste, l'emportent, malgré leur petit nombre, sur une foule de mercenaires et d'esclaves. Soldats, du sang-froid, du courage. Ne tirez pas de loin et attendez l'ordre de vos officiers. » Il renouvela ses injonctions que tout soldat qui se comporteroit mal pendant l'action seroit fusillé ; mais en même temps il ajoutoit : « non, aucun Américain ne se couvrira de cette infamie ; tous sont résolus de vaincre ou de mourir, et forts de la protection du Ciel dans une cause aussi juste, ils montreront une valeur à toute épreuve. » Le général renouveloit l'assurance qu'il récompenseroit tous les braves ; et disoit que si les soldats rivalisoient de courage avec les autres

troupes américaines qui avoient combattu en diverses parties du territoire de leur pays, un triomphe glorieux sauveroit les colonies et qu'ils acquerroient un honneur immortel.

Le cinquième jour après leur débarquement, les Anglais attaquèrent les Américains sur Long-Island; ceux-ci étoient commandés par le général Sullivan. Les inégalités du terrain, la dispersion des corps placés en plusieurs endroits, soit pour l'attaque, soit pour la défense; plusieurs causes réunies n'amènèrent qu'une suite de petits combats très-meurtriers qui durèrent pendant quelques heures.

Les Américains furent défaits dans toutes leurs positions. La discipline des troupes anglaises, bien supérieure à celle des Américains, contribua beaucoup à leur victoire. L'armée de Washington ne pouvoit être informée à temps des mouvemens de l'ennemi; il n'y avoit pas un seul corps de cavalerie; en conséquence les avis se transmettoient avec lenteur, et souvent il n'étoit pas possible de les faire parvenir. Ainsi, tandis qu'une division de l'armée américaine se retiroit devant un corps ennemi, elle s'avançoit au-devant d'un autre dont elle ignoroit les mouvemens.

CHAP.  
III.

---

1776.

Au fort de l'action, Washington passa à Long-Island. Ce fut là qu'il vit avec la plus grande douleur le carnage que les Anglais faisoient de ses meilleures troupes. Il ne pouvoit l'arrêter. S'il eût fait marcher toutes ses forces, il auroit risqué le salut général dans une seule bataille; il prit un parti beaucoup plus sage, c'étoit de se retirer avec toutes les forces qu'il pouvoit emmener : mouvement dangereux et difficile qu'il dirigea avec un zèle infatigable; il en sentoît toute la nécessité. Pendant l'action du jour précédent il n'avoit cessé d'être partout, toujours à cheval pendant quarante-huit heures, il ne prit pas un moment de repos. Par son activité, en moins de trente heures, l'artillerie légère, les tentes, le bagage, et environ neuf mille hommes furent transportés de Long-Island à New-York, sur la rivière de l'Est, sans que les Anglais en fussent instruits : ils ne se trouvoient cependant pas à six cents verges de distance. L'obscurité de la nuit, un brouillard épais, et un bon vent qui s'éleva après minuit, tout favorisa cette retraite, qui se termina sans obstacle quelque temps après la pointe du jour.

La dernière action eut pour les Américains

des suites plus alarmantes que la perte d'hommes qu'ils avoient éprouvée. Jusqu'à ce moment, forts de la justice de la cause qu'ils défendoient, se reposant sur leur courage, l'exacte discipline observée par les Anglais ne leur donnoit aucune crainte; mais après avoir éprouvé les effets de leur tactique, de leur connoissance dans l'art militaire, entièrement découragés, et reconnoissant leur infériorité, ils n'accordoient plus à leurs chefs les connoissances nécessaires pour les diriger. Voyoient-ils l'ennemi s'avancer, ils soupçonnoient de sa part une manœuvre adroite, dont la fuite seule pouvoit les garantir. On devoit s'attendre à de pareilles craintes de la part de soldats citoyens arrachés aux travaux de la campagne, et qui n'attendoient que la fin de l'année pour rentrer dans leurs foyers. Washington, saisi des plus vives inquiétudes en voyant l'état de son armée, écrivit au congrès six jours après la défaite de Long-Island : « Notre situation est vraiment déplorable. L'échec que notre détachement vient d'éprouver a jeté le découragement dans la plus grande partie de nos troupes, il a semé partout la crainte et le désespoir. La

CHAP.  
III.

1776.

milice, au lieu de faire tous ses efforts pour opposer une vigoureuse résistance afin de réparer nos pertes, est épouvantée, impatiente de retourner dans ses foyers. Déjà un grand nombre s'est retiré. Des compagnies, des régimens entiers ont déserté, circonstance déjà assez alarmante dans un temps où nous avons à combattre un ennemi supérieur en nombre et bien approvisionné; mais le mauvais exemple a infecté une autre partie de l'armée. Le manque de discipline, le refus d'obéir ont amené l'insubordination. Pénétré de la plus vive douleur je suis obligé d'avouer qu'il ne m'est plus permis de me fier à des soldats si différens de ce qu'ils devroient être, et qui forment le plus grand nombre. Tout me confirme plus que jamais dans l'opinion que j'ai pris souvent la liberté de communiquer au congrès; on ne peut compter sur des troupes et sur une milice qui ne seront pas enrôlées pour un temps plus long que celui prescrit par nos lois. Notre liberté et nos droits courent le plus grand risque, si nous ne pouvons les défendre au moyen d'une armée permanente.

« La dépense qu'entraîneroit une armée  
suffisante

suffisante pour remplir nos vues n'excéderoit pas de beaucoup celle que nécessitoient les secours journaliers et les nouveaux enrôlemens dont on tire si peu d'avantage. Des hommes qui ne connoissent que leur liberté, qui ne sont soumis à aucune contrainte ne s'accoutument pas de suite à la discipline. Les exemptions, les privilèges réclamés par les uns, ont une telle influence sur la conduite des autres, que leur service est illusoire quand on considère les maux que produisent le désordre, l'irrégularité, et la confusion qu'ils occasionnent. »

CHAP.

III.

1776.

Quinze jours après cette sérieuse remontrance, le congrès résolut de lever quatre-vingt-huit bataillons pour faire le service pendant la guerre. Dans les circonstances actuelles il étoit important d'achever la campagne avec le moins de perte possible, et surtout de gagner du temps pour lever une armée permanente l'année suivante.

Le général Washington, après une mûre délibération, se détermina à faire une guerre de postes. Des événemens récents le confirmèrent dans l'opinion qu'il ne pourroit défendre son pays qu'en se battant en retraite,

CHAP.  
III.

1776.

convaincu qu'il ne pouvoit tenir la campagne sans risquer son armée. Il n'ignoroit pas qu'en suivant ce plan on l'accuseroit de manquer d'énergie et de résolution. Mais l'amour de la patrie fit taire toutes considérations.

Ainsi on résolut d'évacuer New-York aussitôt qu'on ne pourroit conserver cette place sans hasarder le salut de l'armée. On prit des arrangemens pour une défense momentanée, toujours prêt à effectuer la retraite lorsqu'elle deviendroit indispensable. Les Anglais alors en possession de Long-Island pouvoient à leur volonté passer à York-Island ou sur le continent. Washington craignoit qu'ils n'abordassent au-dessus de l'endroit où il étoit campé, qu'ils ne lui coupassent la retraite et ne le contraignissent à une action générale sur York-Island. Il fit transporter ses provisions à Dobbs'ferry et posta douze mille hommes à la pointe septentrionale d'York-Island. Ensuite avec les troupes qui lui restoient il parut prendre toutes les mesures pour défendre New-York, quoique décidé à abandonner la place plutôt que d'exposer son armée en voulant la conserver.

Ainsi par une retraite sagement combinée Washington tâchoit de sauver ses troupes et ses magasins. Le général anglais, de son côté, suivoit toujours son plan favori; il vouloit, ou forcer les Américains à une action générale, ou rompre la communication entre leurs différens postes. Pour y parvenir il débarqua environ quatre mille hommes à Kipp's-bay, à trois milles au-dessus de New-York, sous la protection de cinq vaisseaux de guerre. Les Américains avoient élevé dans ce poste des ouvrages qui pouvoient tenir pendant quelque temps; on y avoit placé des troupes; mais elles prirent la fuite avec précipitation sans attendre l'approche de l'ennemi. Deux brigades reçurent l'ordre de marcher pour les soutenir. Le général Washington se transporta sur les lieux et vit avec beaucoup de chagrin que tous ces corps étoient en déroute. Il fit tous ses efforts pour les rallier; mais à l'aspect d'un petit détachement de l'ennemi, tous prirent la fuite. Washington ne put voir de sang-froid une telle lâcheté. Le patriotisme le plus pur lui avoit mis les armes à la main pour la défense de l'Amérique, une conduite aussi honteuse le plongea dans

CHAP.  
III.

1776.

la plus vive douleur, considérant surtout que la ruine de son pays en seroit nécessairement la suite. Il se rappeloit les diverses déclarations du congrès, les protestations de l'armée, celles des habitans ; tous avoient juré que la liberté leur étoit plus chère que la vie et qu'ils préféroient la mort au déshonneur. Son cœur étoit déchiré : déjà il voyoit son pays envahi, l'armée Américaine déshonorée, et les privilèges des États-Unis perdus pour toujours. Les Américains aux yeux de la postérité ne seront plus que de faux braves, remplis de jactance, hardis loin du danger, mais fuyant à l'approche d'un ennemi qu'ils n'osoient même envisager. De là les confiscations, les actes de proscription.... Ainsi des États nouvellement formés, avec tous les moyens de défense, combattant pour la liberté, seront anéantis dès leur naissance, et les citoyens avilis par les lois qu'on leur imposera ; ainsi la malheureuse issue de cette importante querelle détournera à jamais les descendans des Américains du hardi projet d'assurer leurs droits et leur indépendance. Agité par toutes ces réflexions, long-temps Washington hasarda sa vie, tantôt à l'arrière-

garde, tantôt sur le front de l'armée; il pou-  
soit son cheval au milieu des rangs ennemis ,  
comme s'il eût attendu qu'une mort honorable  
vint l'arracher à l'infamie, suite infaillible de  
la conduite honteuse de ses troupes. Ses aides-  
de-camp et ses amis réussirent enfin à le forcer  
de se retirer. Leurs efforts conservèrent une  
vie que le sentiment de l'honneur et un trans-  
port naturel de douleur et d'indignation al-  
loient sacrifier.

Ce honteux événement hâta l'évacuation de  
New-York. On perdit peu d'hommes, mais  
toute la grosse artillerie, une grande quan-  
tité du bagage, des provisions, et particuliè-  
rement un nombre considérable de tentes fu-  
rent abandonnés. Cette dernière perte étoit  
la plus terrible, surtout aux approches de  
l'hiver.

Les Anglais, maîtres de New-York, cam-  
pèrent en avant de la ville; leur camp tra-  
versoit York-Island, tandis que leurs vais-  
seaux défendoient leurs flancs. Washington  
avoit placé son principal poste à King'sbridge,  
par ce moyen il assuroit ses communications  
avec l'intérieur. En avant de ce poste et près  
des Anglais, il avoit placé un nombreux dé-

CHAP.

III.

1776.

tachement dans un camp retranché. Cette position des deux armées secondoit parfaitement ses vues ; il désiroit accoutumer ses troupes encore neuves à faire face à l'ennemi. Il espéroit que de fréquentes escarmouches familiariseroient ses soldats avec les dangers de la guerre et leur inspireroient de la confiance et de la résolution, ce qui ne manqua pas d'arriver. Le lendemain de l'évacuation de New-York, une escarmouche s'engagea entre un détachement avancé de l'armée anglaise et quelques troupes américaines commandées par le Colonel Knowlton de l'Etat de Connecticut et le Major Leitch de Virginie. Ces deux officiers périrent à la tête de leurs troupes ; les capitaines avec leurs compagnies ne perdirent pas un pouce de terrain et forcèrent l'ennemi à se retirer. Ce fut là le premier avantage que l'armée commandée par Washington remporta dans cette campagne. Il produisit un grand effet, et pour ajouter à l'impression que l'événement avoit causée, on donna le lendemain pour mot d'ordre, *Leitch*. Le général remercia publiquement les soldats qui avoient eu part à cette action. Il opposa leur conduite à celle des troupes qui

avoient lâchement abandonné les retranchemens à King'sbay ; il observa « que le résultat de cette dernière affaire montrait ce que pouvoit produire la valeur et l'intelligence des soldats et des officiers. » Enfin il les exhorta « à soutenir dignement la cause dans laquelle ils étoient engagés. »

Le général Howe, toujours dans l'intention de couper les communications de Washington avec les Etats situés à l'Est et de l'obliger d'en venir à une action générale, débarqua à Frog'sneck dans le pays de West-Chester et s'avança jusqu'à la Nouvelle-Rochelle. Tous ses mouvemens visoient au même but et donnèrent lieu à plusieurs escarmouches ; Washington évita avec soin de livrer bataille. Une fois cependant il offrit le combat ; sa position sur les montagnes près de White-Plains lui donnoit un grand avantage ; mais le général Howe ne jugea pas à propos d'en venir aux mains. Il échoua dans le projet de tourner l'arrière-garde des Américains. Les changemens de position dirigés par la prudence de Washington le déroutèrent à tel point qu'adoptant un autre plan il dirigea ses mouvemens vers l'Etat du Nouveau-Jersey

pour y faire une invasion ; son projet n'échappa point à Washington qui traversa la rivière du Nord. Il écrivit à William Livingston, gouverneur du Jersey, et le pressa de mettre sur pied la milice de cette province et de faire tous les préparatifs pour la défense du pays. Il lui recommanda instamment d'éloigner des côtes tous les approvisionnemens. Pendant cet intervalle le fort Washington fut pris d'assaut ; plus de deux mille hommes qui composoient la garnison, le commandant et le colonel Magaw se rendirent prisonniers de guerre. C'étoit le seul poste que tenoient les Américains à York-Island ; comme on espéroit pouvoir le défendre, il n'avoit point été compris dans le plan général d'évacuation et de retraite adopté par Washington. On croyoit que conjointement avec le fort Lee, situé vis-à-vis sur le rivage de Jersey, il serviroit à embarrasser le passage des vaisseaux anglais qui remontoient ou descendoient la rivière du Nord. Ce poste une fois au pouvoir de l'ennemi, on donna sur-le-champ l'ordre d'évacuer le fort Lee ; mais avant que les provisions pussent être éloignées des côtes, Lord Cornwallis traversa la rivière du Nord

avec six mille hommes. Washington fit retraite à l'approche de ces troupes et se porta le long de Hackensack, dans une position pareille à celle qu'il avoit quittée; il pouvoit être enfermé entre les rivières Hackensack et Pasaic. Il poussa jusques à Newark, s'y maintint quelques jours comme s'il eût voulu résister à l'ennemi; mais jugeant que ses efforts seroient inutiles, il se retira à Brunswik, le jour que Lord Cornwallis entra dans Newark. A Brunswik Washington tint ses troupes dans un mouvement continuel; il fit même avancer un petit détachement avec l'intention apparente d'attaquer, et ne quitta ce poste que quand on vit l'avant-garde des Anglais. Il laissa lord Sterling à Princeton avec douze cents hommes pour observer les mouvemens de l'armée anglaise, tandis qu'il marchoit avec le reste des troupes jusqu'à Trenton. Voulant s'y arrêter, il donna préalablement l'ordre de rassembler tous les bateaux dans l'espace de soixante-dix milles sur la Delaware: on fit aussi passer des bagages et des provisions. Ces précautions prises, Washington détacha douze cents hommes qu'il envoya à Princeton pour conserver toujours

CHAP.  
III.  

---

1776.

une apparence hostile. Il les suivit bientôt après avec environ deux mille hommes de milice qui venoient de le joindre. Il n'étoit pas à Princeton lorsqu'il reçut la nouvelle que lord Cornwallis avec de nombreux renforts s'avançoit de Brunswik sur divers points, et qu'il paroissoit avoir le dessein de tourner l'arrière-garde des Américains. La nécessité commandant la retraite, Washington traversa la Delaware le 8 décembre. Ensuite il mit en sûreté tous ses bateaux du côté de la Pensylvanie, fit rompre les ponts qui conduisoient au rivage opposé, et plaça ses troupes près des endroits guéables. La marche de l'ennemi étoit si rapide, qu'à peine l'arrière-garde des Américains étoit embarquée, l'on vit paroître l'avant-garde des Anglais. Les Américains chassés du Jersey, les troupes anglaises se portèrent sur divers points en remontant et en descendant la Delaware; de petites divisions passoient et repassoient d'un rivage à l'autre sans aucune opposition, elles firent même quelques tentatives pour s'emparer des bateaux, mais elles ne purent y réussir. Les Anglais réparèrent aussî quelques-uns des ponts détruits et firent avancer

jusqu'à Bordenton un fort détachement. Ils vouloient avoir plusieurs moyens de traverser la rivière, et embarrasser Washington qui ne pourroit savoir dans laquelle de ces positions il seroit attaqué. Celui-ci avoit envoyé le général Putnam pour inspecter les lignes de défense depuis le Schuylkill jusqu'à la Delaware, afin de mettre en sûreté Philadelphie. On éleva quelques petites redoutes pour garder les endroits où les Anglais pouvoient traverser; Germantown fut désigné comme le lieu du rendez-vous, dans le cas où l'ennemi traverseroit la rivière et chasseroit les Américains de leur camp étendu sur la Delaware.

Cette retraite par le Jersey se fit à travers des milliers d'obstacles; à chaque pas nouvelles difficultés. De quelque côté qu'il jeta les yeux, Washington ne prévoyoit aucun secours sur lequel il pût compter: pas le moindre espoir. Toujours inébranlable il demanda au colonel Reed si, en se retirant sur les derrières de la Pensylvanie, on pouvoit espérer d'être secouru par les habitans. Si les comtés situés sur le bas des rivières, répondit le colonel, sont subjugués, s'ils se ren-

CHAP.  
III.

1776.

dent, les autres imiteront leur exemple. Et bien, répliqua Washington avec noblesse : « nous ferons notre retraite sur le comté d'Augusta en Virginie. Les habitans seront obligés de venir se joindre à nous pour leur sûreté. Alors nous essayerons le parti qu'on peut tirer d'une guerre de déprédation; enfin si nous sommes vaincus nous nous retirerons dans les monts Alleghany. » — Les Américains n'avoient d'autre cavalerie qu'un petit corps de milice très-mal équipé et qui avoit été fourni par la province de Connecticut; ils étoient presque sans artillerie. Cette retraite commença peu de jours après la réduction du fort Washington, où l'élite de l'armée américaine étoit tombée au pouvoir des ennemis. Le reste des troupes n'étoit en partie composé que de celle qui avoit formé la garnison du fort Lee. Celles-ci forcées de quitter leurs postes précipitamment avoient abandonné tentes, couvertures et ustensiles de cuisine. Les soldats mal armés, plus mal habillés, souvent nu-pieds dans les mois de novembre et de décembre, firent une marche d'environ quatre-vingt-dix milles à travers un pays dont les habitans découragés étoient plus

disposés à se soumettre qu'à faire résistance aux Anglais; ils eurent l'adresse de la prolonger pendant dix-neuf jours pour donner aux renforts qu'ils attendoient le temps d'arriver. A peine quelques habitans se joignirent à eux; le plus grand nombre se rangea du côté des Anglais. Ils vouloient profiter des avantages promis par une proclamation royale : dans ce moment critique elle offroit le pardon à tous ceux qui dans l'espace de soixante jours se soumettroient au gouvernement anglais. Le nombre des troupes diminua chaque jour; le temps du service touchoit à sa fin. Beaucoup se trouvoient libres en novembre et le plus grand nombre en décembre. Rien ne put les engager à continuer. Ils abandonnèrent leur général au moment où l'ennemi alloit paroître. La milice de Pensylvanie étoit engagée jusqu'au premier janvier, mais elle quitta l'armée en si grand nombre qu'on fut obligé de placer des gardes aux bateaux de passage pour arrêter les déserteurs. On avoit donné à deux régimens l'ordre de partir de Ticonderoga pour joindre le général Washington : les soldats dont le service expiroit le premier de décembre re-

CHAP.

III.

1776.

fusèrent de s'enrôler de nouveau ; il n'en resta pas un. Le général Lee qui commandoit les troupes de l'Es. avoit également reçu l'ordre réitéré de traverser la rivière du Nord et de se joindre à l'armée pendant sa retraite ; mais il n'en fit rien. Se trouvant à quelque distance de ses troupes et de l'ennemi, ce général fut surpris et fait prisonnier par les Anglais. On soupçonna que, jugeant la cause des Américains désespérée, il avoit pris le parti d'abandonner le service. Quoique ces craintes fussent sans fondement, elles n'en produisirent pas moins sur les esprits tous les mauvais effets qu'on pouvoit en attendre comme si elles eussent été réelles. Vers cette époque le congrès décida de quitter Philadelphie pour se retirer à Baltimore.

Quelque fâcheuses que fussent les circonstances, Washington garda toujours un courage inébranlable. Sans désespérer du salut public, maître de lui, il se montra toujours avec le même calme. Il ne négligea aucun des moyens qui pouvoient ou embarrasser l'ennemi ou stimuler le courage des soldats et des habitans. Il démontra au congrès les vices de la constitution de l'armée. Elle étoit sans ca-

valerie , sans artillerie , sans ingénieurs. Il exposa avec énergie combien il étoit dangereux d'enrôler des hommes pour peu de temps, et plus dangereux encore de se reposer sur de nouvelles milices levés à la hâte et qui changeoient si souvent. Pour adoucir ce que ces remontrances pouvoient avoir de trop dur , Washington ajoutoit : « une réputation, un état à conserver, et l'inestimable bienfait de la liberté en péril avec le sacrifice de ma vie que j'ai déjà fait, tant de motifs doivent me servir d'excuse. » Le général laissoit ensuite apercevoir qu'il étoit nécessaire qu'on lui donnât des pouvoirs plus étendus, afin que dans les momens critiques et urgens il put agir sans avoir recours au congrès ; « mais, disoit-il, je le déclare formellement, je n'ambitionne point une plus grande autorité, et mon vœu le plus ardent est de pouvoir bientôt changer mon épée contre le soc d'une charrue ; enfin je puis l'assurer, sous le rapport de citoyen, sous celui d'officier, personne n'a jamais eu de plus grandes difficultés à combattre. »

Washington , dans cette position désespérée , fit tous ses efforts pour se procurer de nouvelles troupes et remplacer celles qui ve-

CHAP.

III.

1776.

noient de le quitter ; il chargea les généraux Mifflin et Armstrong d'insurger les habitans de Pensylvanie. Le colonel Reed fut dépêché au gouverneur Livingston pour le presser de rassembler la milice de Jersey. Plusieurs de ces mesures demeurèrent sans succès ; seulement à Philadelphie quinze cents citoyens de cette ville et des environs se réunirent et marchèrent au secours de l'armée. Quoique accoutumés aux douceurs d'une vie aisée, ils dormoient sous la tente, dans des granges, et quelquefois en plein air pendant les mois de décembre et de janvier.

Lorsque le général Lee fut fait prisonnier, le commandement de son armée passa au général Sullivan ; celui-ci pour obéir aux ordres donnés antérieurement joignit l'armée de Washington. A la même époque, une partie des troupes du Nord vint renforcer les Américains qui comptoient alors sept mille hommes, quoique dans leur retraite à travers le pays de Jersey leurs forces eussent à peine été à trois mille cinq cents : la Delaware séparoit les deux armées. Les Anglais, bien tranquilles, cantonnèrent leurs troupes dans Burlington, Bordenton, Trenton et d'autres villes

Villes du nouveau Jersey. Ils attendoient de jour en jour le moment où, à la faveur des glaces, ils pourroient traverser la rivière et pénétrer dans la Pensylvanie. Washington fut informé du nombre des troupes anglaises et de leurs divers cantonnemens : « eh bien, dit-il, c'est le moment de leur rogner les ailes puisqu'ils les ont ainsi étendues. » N'écoutant plus que l'ardeur naturelle qui le portoit aux grandes entreprises, ardeur qu'il avoit jusqu'alors été forcé de réprimer, il forma le hardi projet de repasser la Delaware et d'attaquer les postes anglais sur la rive orientale.

La veille de Noël, il fit toutes ses dispositions et fixa pour cette entreprise le passage de M'konkey, Trenton, et Bordenton ou les environs. Les trois divisions auxquelles il confia l'exécution du projet firent diverses tentatives, mais elles ne purent réussir tant les glaces obstruoient leur marche. Dès le commencement de la soirée, le corps principal composé d'environ deux mille quatre cents hommes essaya de traverser ; mais les glaces étoient tellement amoncelées qu'il étoit près de quatre heures du matin, avant qu'il eût pu

CHAP.

III.

1776.

se former en ligne pour s'avancer du côté de Jersey. Il étoit partagé en deux divisions. L'une reçut l'ordre de marcher vers le bas ou sur la route de la rivière ; l'autre vers le haut ou sur la route de Pennington. Ces deux corps avoient presque le même espace à parcourir, ils devoient forcer les gardes avancées, se porter de suite à Trenton et charger l'ennemi avant qu'il eût eu le temps de se ranger en bataille. Quoiqu'ils marchassent par différens chemins, tous deux arrivèrent à l'endroit désigné à trois minutes près. La garde avancée composée des troupes de Hesse, postées à Trenton, plia bientôt ; mais elles se retirèrent en faisant un feu continuel. Le corps principal des forces anglaises, pressé par les Américains déjà maîtres de la moitié de leur artillerie, voulut défilier par une route qui conduisoit à Princeton ; des troupes qu'on fit avancer lui en ôtèrent les moyens. Enveloppés de toute part les Anglais mirent bas les armes. Vingt-trois officiers et huit cent quatre-vingt-six hommes furent faits prisonniers, trente ou quarante soldats hessois tués ou blessés. Le colonel Rahl fut du nombre des morts, et sept de ses officiers parmi les

autres. Le capitaine Washington qui servoit dans les troupes de la Virginie et cinq ou six Américains furent blessés; deux restèrent sur le champ de bataille et deux ou trois périrent par l'excès du froid qu'ils avoient souffert. Les régimens de Rahl, Losberg et Kniphausen, montant à environ quinze cents hommes, avec une troupe anglaise de cavalerie légère étoient postés à Trenton. Six cents parvinrent à s'échapper par la route qui conduit à Bordenton. Le reste fut tué ou pris.

Les Anglais avoient un fort bataillon de cavalerie légère à Princeton, et les troupes qu'ils avoient laissées près de la Delaware étoient encore supérieures en nombre à l'armée américaine. Washington, dans la soirée du même jour, crut devoir traverser dans la Pensylvanie avec les prisonniers dont il s'étoit bien assuré; il repassa la Delaware et prit possession de Trenton. Les détachemens Anglais distribués dans le Nouveau Jersey, aussitôt la déroute des Hessois s'assemblèrent à Princeton. L'armée qui venoit de Brunswick, sous les ordres de lord Cornwallis, vint les joindre. Ensuite ils s'avancèrent en force jusqu'à Trenton, espérant par un vigoureux as-

CHAP.

III.

1776.

saut réparer l'échec qu'ils venoient d'essuyer. La petite armée des Américains étoit dans une situation très-critique. Une retraite exposoit Philadelphie et faisoit évanouir toutes les espérances du dernier succès; risquer une action contre des forces supérieures avec une rivière derrière soi, c'étoit courir le plus grand danger. Washington essaya de tourner les troupes anglaises en les poussant en avant, afin de tomber ensuite sur leur arrière-garde. Les Anglais en s'avancant de Princeton attaquèrent un corps d'Américains posté au nord de Trenton avec quatre pièces d'artillerie légère; ils le forcèrent à la retraite. Mais en poursuivant leurs ennemis ils furent arrêtés au pont placé sur le crique Sanpink, et quelques pièces d'artillerie légère servirent à les contenir. Les Anglais se retirèrent jusqu'à ce qu'ils fussent hors de la portée. Les Américains rangés en bataille sur le bord opposé restèrent dans leur position jusqu'à la nuit, canonnant les ennemis et recevant leur feu. Ainsi deux armées desquelles dépendoit le sort de la révolution de l'Amérique, se trouvoient rassemblées dans le petit village de Trenton, séparées seulement par un crique

que l'on pouvoit dans plusieurs endroits traverser à pied.

Les Anglais, comptant sur les avantages du nombre et de la position, cessèrent toute opération et se tinrent prêts à livrer combat le lendemain matin. Mais cette journée couvrit de gloire les Américains et jeta la stupeur parmi leurs ennemis. Dès qu'il fit nuit, Washington ordonna qu'on éloignât le bagage en gardant le plus profond silence. Ayant placé des gardes pour donner le change, il marcha par un chemin de détour vers Princeton avec toutes ses forces. Par cette manœuvre décidée dans un conseil de guerre, en même temps que l'armée américaine ne paroissoit pas battre en retraite, elle ne s'exposoit pas à un combat dans une position désavantageuse, c'étoit aussi le moyen le plus sûr d'empêcher la ville de Philadelphie de tomber au pouvoir des Anglais. Washington présumoit que les généraux des troupes britanniques, voulant réparer l'affront dont les avoit couverts la défaite des Hessois à Trenton, avoient porté en avant leurs forces principales, et que les troupes qui composoient l'arrière-garde à Princeton n'é-

CHAP.  
III.

1776.

toient tout au plus qu'égales aux siennes. L'événement vérifia cette conjecture. Pour cacher encore mieux le départ des Américains de Trenton on alluma des feux en face du camp. Ils parurent être les signaux qui annonçoient que les soldats alloient se livrer au repos ; mais, comme on ne peut voir à travers la flamme, ces feux servirent à cacher aux Anglais ce qui se passoit. La Providence favorisa ce mouvement des Américains. Le temps avoit été pendant quelque temps si chaud et si humide que le terrain étoit mou et les routes presque impraticables ; mais le vent ayant changé tout à coup pour passer au Nord-Est, la gelée fut si forte qu'au moment où les Américains se mirent en marche ils ne furent pas plus retardés que s'ils avoient été sur un pavé des plus solides.

Washington arriva à Princeton de bonne heure dans la matinée. Il auroit surpris tout-à-fait les Anglais, si un de leurs détachemens qui se rendoit à Trenton n'eût découvert les Américains lorsque ceux-ci n'étoient plus qu'à deux milles de distance. Ce détachement envoya aussitôt des courriers pour donner l'alarme aux troupes anglaises de l'arrière-

garde qui ne se doutoient de rien. Ces forces consistoient dans le 17<sup>e</sup>. , le 40<sup>e</sup>. et le 55<sup>e</sup>. régiment d'infanterie anglaise, quelques-uns d'artillerie royale avec deux pièces de campagne et trois compagnies de dragons. Une division des Anglais tomba sur le centre des Américains composé de la milice de Philadelphie et la mit en déroute. Le moment étoit critique. Washington s'élança entre ses troupes et les Anglais; les Américains, électrisés par son exemple et ses discours, se rallièrent, et répondirent aux Anglais par le feu de leur mousqueterie. Le général, mêlé au milieu des combattans, ne reçut aucune atteinte. Un détachement anglais se réfugia dans le collège. Il y fut attaqué et canonné très-vivement. L'asile des muses fut pendant quelque temps le lieu du combat. La troupe qui s'y étoit retirée, après avoir essuyé quelques décharges de l'artillerie des Américains, se rendit prisonnière. Dans cette affaire les Anglais perdirent soixante hommes, eurent un grand nombre de blessés et environ trois cents furent faits prisonniers; le reste se sauva, les uns vers Trenton, les autres à Brunswick.

Pendant qu'on se battoit à Princeton, les

CHAP.

III.

1776.

Anglais à Trenton , toujours sous les armes, n'attendoient que le moment d'attaquer le camp des Américains qui avoit été évacué. Le mouvement dirigé vers Princeton avoit été exécuté avec tant d'adresse que trompant toute vigilance, Washington trouva le moyen de faire sortir toutes ses troupes, ses provisions, son bagage, son artillerie, sans que ses ennemis en eussent la moindre connaissance. Ceux qui étoient à Trenton furent tellement abusés que, lorsqu'ils entendirent le bruit de l'artillerie du côté de Princeton, quoique l'on se trouvât au fort de l'hiver, ils crurent que c'étoit le tonnerre.

Les Anglais, étonnés de ces hardis mouvemens de la part d'un ennemi qu'ils croyoient vaincu, se retirèrent avec toutes leurs forces. Ils abandonnèrent tous les postes qu'ils occupoient au Sud de New-York, à la réserve de Brunswick et d'Amboy.

## CHAPITRE IV.

## CAMPAGNE DE 1777.

Opérations du général Washington dans le Nouveau-Jersey et dans la Pensylvanie, pendant la campagne de 1777. — Batailles de Brandywine et de Germantown. — Le révérend Jacob Duché conseille à Washington d'abandonner la cause qu'il s'étoit chargé de défendre. — Détresse de l'armée américaine. — Ses quartiers d'hiver dans Valley Forge. — Le général Washington est en butte aux clameurs des mécontents et des autorités constituées. — Une faction s'efforce de lui faire perdre la place de commandant en chef.

PHILADELPHIE sauvée pour cet hiver, Jersey rentré au pouvoir des Américains, telles furent les suites des victoires remportées à Trenton et à Princeton. Elles ranimèrent partout le courage et l'espoir, dissipèrent les craintes auxquelles on s'étoit livré sur le succès de cette grande entreprise, et donnèrent la plus entière confiance dans la valeur et les lumières du général en chef et dans le courage d'une armée qui combattoit pour la liberté et l'indépendance. L'impulsion fut si

CHAP.  
IV.

1777.

CHAP.

IV.

1777.

forte à la levée des milices dans tous les Etats, que l'on eut tout lieu d'espérer que le général auroit pour la campagne prochaine une armée régulière permanente, suivant le nouveau mode d'enrôlement.

Au mois de janvier, Washington se retira à Morristown pour faire reposer son armée qui avoit beaucoup souffert. Sa situation n'étoit pas avantageuse. Ses forces, comparées à celles des Anglais, furent long-temps dans un état de médiocrité qui ne lui permettoit pas de rien entreprendre; mais les ennemis et ses compatriotes croyoient le contraire. Il avoit l'art de disposer ses troupes avec tant d'appareil, qu'on l'eut cru à la tête d'une grande armée. Washington plaça ses officiers dans des positions d'un accès difficile. Les communications ménagées entre eux les mettoient à l'abri de toute surprise. Pendant qu'ils couroient le pays, ils harassoient les partis de l'armée anglaise qui alloient au fourrage et les contenoient dans d'étroites limites.

Le reste de l'hiver se passa en escarmouches, et toujours à l'avantage des Américains; mais Washington portoit ses vues plus loin.

Il espéroit que les succès obtenus à Trenton et à Princeton, mettroient sous ses ordres une armée considérable, et pour le moins égale à celle des ennemis. Il représenta combien cette mesure devenoit urgente pour prévenir les renforts que l'armée anglaise attendoit. Sur ses instances, le congrès prit des résolutions à cet égard ; mais elles ne pouvoient être effectuées sans l'intervention des législatures particulières des États. Tant de lenteur dans les affaires, le souvenir des maux que les troupes avoient soufferts dans la dernière campagne, retardèrent beaucoup le service des recrues. Washington se vit donc obligé, malgré lui, de renoncer à son plan favori, celui d'une campagne active aussitôt que les hostilités pourroient recommencer.

Aux approches du printemps, nouvelles difficultés pour rassembler les recrues des divers États où elles avoient été levées. Les Anglais, maîtres de l'Océan, pouvoient à leur gré transporter le siège de la guerre sur toutes les parties maritimes des États-Unis. Chaque État, inquiet pour sa sûreté particulière, réclamoit la protection de l'armée qui devoit veiller au salut commun. Si l'on eut écouté

CHAP.

IV.

1777.

les demandes de chaque province , le peu de troupes qui seroient demeurées à la disposition du général en chef n'auroient pu suffire à aucune entreprise. Washington opposa toute son autorité à ces réclamations partielles. L'intérêt général l'emporta ; il falloit empêcher les Anglais de prendre possession de Philadelphie ou des pays montagneux situés sur la rivière Hudson. Ces deux points étoient si essentiels pour l'ennemi qu'on ne pouvoit prévoir quelle pourroit être l'intention de sir William Howe. Dans cette incertitude, Washington distribua ses troupes de manière à pouvoir s'opposer à l'une et l'autre entreprise. Il partagea les forces qui étoient dans le Nord entre Ticonderoga et Peekskill, et celles qui devoient garantir le Jersey et les cantons du Midi prirent leur position à Middlebrook , près de Rariton. Les troupes américaines rassemblées dans ce fort retranchement montoient à neuf ou dix mille hommes, qui se réduisoient environ à six mille en activité de service. La plus grande partie étoit composée de recrues tout-à-fait novices. Un grand nombre de ceux qu'on avoit enrôlés dans les provinces du centre, étoient des étran-

gers ou des domestiques. Pour encourager la désertion parmi des soldats si foiblement attachés à la cause des Américains, le général Howe offrit une récompense à tout déserteur qui se rangeroit sous ses drapeaux, et à ceux qui apporteroient leurs armes. Pour contrebalancer ces propositions, Washington recommanda au congrès d'accorder un pardon, sans aucune restriction, à tous les Américains qui abandonneroient le service de l'Angleterre.

Les Anglais ouvrirent la campagne dès les premiers jours de juin. Ils s'avancèrent vers Philadelphie, jusqu'au comté de Sommerset, dans le Nouveau-Jersey; mais bientôt ils se retirèrent à New-Brunswick. Après cette retraite, sir William Howe tâcha d'amener Washington à une action générale. Par toutes sortes de manœuvres il vouloit obliger le général américain de quitter sa position. Tantôt, sans avoir égard aux forces qu'on pouvoit lui opposer, il simuloit l'intention d'attaquer les Américains; tantôt il observoit avec la plus grande attention leurs retranchemens, espérant trouver quelque endroit foible par où il pourroit commencer l'attaque

et engager une action générale. Mais il vit toutes ses espérances frustrées. Le général américain connoissoit l'avantage de sa situation. Il avoit trop de pénétration pour se laisser tromper par la tactique de son adversaire, et trop de prudence et de sang-froid pour quitter un poste qui mettoit son armée en sûreté. Il sentoit combien il étoit important pour son pays de ne pas exposer dans une seule action le salut des colonies.

Tout à coup sir William Howe abandonna sa position en face des Américains, et se retira avec toutes ses forces à Amboy. Les Anglais dans cette retraite feinte furent poursuivis par un détachement considérable de l'armée américaine; Washington s'avança de Middlebrook jusqu'à Guibletown, pour être à portée de soutenir les corps qui alloient en avant. Le général anglais fit aussitôt retirer son armée d'Amboy. Cette manœuvre s'exécuta avec la plus grande célérité, il vouloit toujours engager une action générale; mais il fut trompé dans son attente. Washington recula et plaça ses troupes dans une position dont l'avantage pouvoit compenser l'infériorité du nombre. Sir William Howe demeura

convaincu de l'impossibilité de livrer une grande bataille. Il jugea aussi qu'il seroit trop dangereux de passer la Delaware, tandis que tout le pays étoit en armes et les troupes américaines en force derrière lui. En conséquence il retourna à Amboy, et de là il traversa à Staten-Island résolu de continuer la campagne en embarquant toutes ses forces à New-York. Tous ces mouvemens couvroient les véritables projets du général Howe d'un voile épais. On étoit au mois de juillet, et toutes ses manœuvres jusqu'alors se réduisoient à des marches, des contre-marches. Les nouvelles de l'approche du général Burgoyne qui du Canada s'avançoit vers New-York avec des forces considérables, ajoutèrent aux inquiétudes de Washington ; craignant que sir William Howe ne se déterminât enfin à remonter la rivière du Nord, et jugeant que ses mouvemens vers le Sud n'étoient que des marches feintes, il détacha une brigade pour renforcer la division de son armée qui étoit au Nord. Des avis réitérés de l'arrivée de Burgoyne le confirmèrent dans l'opinion que le général ennemi avoit le dessein d'opérer la jonction des deux

CHAP.  
IV.

---

1777.

armées royales près d'Albany. Alors il dirigea ses mouvemens vers Peekskill, et de l'autre côté vers Trenton, tandis que le gros de l'armée étoit campé près de Clove, et disposé à marcher soit vers le Nord, soit vers le Midi pour s'opposer aux projets de sir William Howe.

Les Anglais, retirés de Sandy-Hook, parurent vouloir entrer dans la Delaware; mais tout à coup ils mirent en mer, et pendant près de trois semaines on n'en eut aucune nouvelle, seulement ils se firent voir une ou deux fois près de la côte, faisant route vers le sud. D'abord on présuma qu'ils vouloient attaquer Charleston; ensuite on crut qu'ils se portoient sur Philadelphie par la baie de la Chesapeak; une autre conjecture fit croire que par les montagnes de New-York, appelées High-Lands, ils vouloient secourir les opérations de Burgoyne.

Enfin vers le milieu du mois d'août, l'horison commença à s'éclaircir un peu; on reçut alors des avis certains que les Anglais s'étoient emparés de la baie de Chesapeak et qu'ils étoient débarqués aussi près de Philadelphie qu'il étoit possible. Tandis que le but de cette  
campagne

campagne paroissoit impénétrable, les Américains avoient pris toutes les dispositions propres à défendre tous les points sur lesquels ils présumoient que devoit se faire l'attaque, à la réserve de Charleston. Cette ville, éloignée de sept ou huit cent milles, ne pouvoit être secourue à temps par une armée de terre, lorsqu'une flotte pouvoit y transporter les ennemis avec la plus grande promptitude. Ainsi, le général en chef avoit disposé ses forces, soit contre l'ennemi qui s'avançoit du côté d'Albany, soit contre les postes anglais à New-York, dans l'espoir de prendre quelque part sa revanche si Charleston étoit occupé. Informé que les Anglais étoient dans la baie de Chesapeak, Washington ordonna aux différentes divisions de son armée de se réunir dans le voisinage de Philadelphie, vers l'endroit nommé Elk-Town. Les milices de Pensylvanie, Maryland et des parties septentrionales de la Virginie reçurent l'ordre de se mettre en marche. Le général américain avoit écrit préalablement et d'une manière très-pressante aux gouverneurs des États de l'Est (1), et aux généraux qui commandoient

(1) Les États qui forment ce qu'on appelle pro-

CHAP.

IV.

1777.

dans les parties occidentales de ces Etats, de fortifier l'armée du Nord opposée à Burgoyne. Il avoit lui-même affoibli ses troupes en détachant quelques-uns des corps d'élite, particulièrement son corps des *rifle-men* (1) (carabiniers de Morgan) pour cet important service. Washington, sacrifiant le soin de sa réputation à l'intérêt de son pays, diminueoit ainsi le nombre de chances qui pouvoient faire croire que la cause commune ne pouvoit être mieux défendue que par la distribution des forces qui devoient, sous ses ordres, paroître s'opposer aux attaques combinées d'Howe et de Burgoyne.

Affectant une grande confiance, il traversa Philadelphie à la tête de ses troupes : il vouloit produire quelque impression sur l'esprit des malintentionnés qui étoient dans cette ville ; ensuite il marcha vers Elktown. Dans le

premier la Nouvelle - Angleterre, s'appellent quelquefois Etats de l'Est : quelquefois Etats du Nord ; ces Etats s'étendant dans la direction du Sud-Ouest au Nord-Est.

(1) Hommes exercés à tirer à la carabine. Un grand nombre d'hommes dans les Etats-Unis sont extrêmement adroits à cette arme.

même temps , le général Smallwood, avec les milices de Maryland et de la Delaware, et quelques troupes continentales (1), reçut l'ordre de s'avancer et d'observer les mouvemens de l'arrière-garde ennemie. Pour remplacer les carabiniers de Morgan qu'il avoit détachés du corps du général Maxwell, il confia à cet officier mille hommes d'infanterie légère et le chargea d'inquiéter les Anglais dans leur marche à travers le pays. Ces troupes furent ensuite renforcées par la division du général Wayne. Quoique la milice ne montrât pas l'ardeur qu'on pouvoit en attendre après l'appel énergique et réitéré que Washington lui avoit fait, cependant on parvint à rassembler une force assez respectable pour appeler la surveillance de sir William Howe. L'armée royale partit des branches orientales de la baie de Chesapeak le 3 septembre, bien déterminée à réparer les lenteurs qui avoient consumé une partie de la campagne. Avec autant de prudence que de har-

(1) On appela troupes continentales (troupes de la confédération) les troupes réglées, enrôlées par l'autorité du congrès, pour les distinguer des régimens de milice formés par les Etats particuliers.

CHAP.  
IV.

1777.

diesse, elle avança jusqu'à deux milles de l'armée américaine, alors postée dans le voisinage de New-Port (1). Washington quitta bientôt sa position pour se placer sur les hauteurs voisines de Chad's-Ford (2) sur le crique de Brandywine (3). Son intention étoit d'en disputer le passage; les Américains brûloient d'essayer leurs forces dans une grande action; mais la prudence leur commandoit d'éviter une affaire générale. Leurs troupes régulières se trouvoient non-seulement inférieures en discipline, mais encore en nombre à l'armée royale. Les habitans, n'écoutant que leur désir, imposoient au général en chef une sorte de nécessité de tenir son armée en face de l'ennemi et de ne pas livrer Philadelphie sans combat. Si au lieu d'une telle manœuvre, il avoit pris la chaîne des montagnes à sa droite, les Anglais dans l'impossibilité d'attaquer n'auroient pu rien faire que de le suivre dans l'intérieur. De cette manière la campagne se seroit terminée sans aucun succès pour les royalistes; mais tant de délais fa-

(1) Dans l'Etat de Delaware.

(2) Ford, gué; gué de Chadd.

(3) Creek, crique, petite rivière.

figuroient la masse du peuple. Les habitans des États-Unis avoient une si haute idée du nombre et du courage de leurs troupes qu'ils ne pouvoient concevoir combien il étoit sage et politique d'éviter une bataille.

Dans cette circonstance, la nécessité contraignit le général en chef de sacrifier à l'opinion publique. On s'exposa donc aux hasards d'une action générale. Le combat fut livré près du fort Chadd, sur le Brandywine, petit ruisseau qui se décharge dans le crique de Christiana près de son confluent avec la Delaware.

A la pointe du jour l'armée royale, sous les ordres du lieutenant-général Kniphausen et du lord Cornwallis, s'avança sur deux colonnes; l'une prit d'abord la route du gué de Chadd et fit mine de vouloir le passer en face du corps principal des Américains. En même temps l'autre colonne remontant le bord occidental du Brandywine jusqu'à l'endroit où il se partage, elle traversa les deux branches dans l'intention de tourner l'aile droite de l'ennemi.

Les Américains forcés à la retraite éprouvèrent une perte considérable. Le général

CHAP.  
IV.  

---

1777.

Kniphausen, de son côté, les amusa en paroissant toujours prêt à passer; mais quand il sut lord Cornwallis de l'autre côté et l'attaque commencée, alors il traversa le gué et tomba sur les troupes qui en avoient la défense. Après un combat opiniâtre, elles furent mises en déroute et poussèrent leur retraite jusqu'à Schester. Les Américains perdirent environ neuf cents hommes; la perte des Anglais fut moins considérable. Le succès des batailles dépend souvent de petites circonstances que toute la prudence humaine ne peut maîtriser. Washington avoit conçu un projet hardi et déjà même il dispoit ses troupes en conséquence, c'étoit de traverser le Brandywine et d'attaquer Kniphausen, tandis que le général Sullivan et lord Stirling tiendroient Cornwallis en échec. Dans ce moment critique il reçut avis que le mouvement de la colonne commandée par lord Cornwallis n'étoit qu'une feinte, et qu'il retournoit pour se joindre à Kniphausen. Trompé par cet avis, Washington ne put exécuter un plan dont l'issue auroit vraisemblablement changé la marche des événemens.

Il fit tous ses efforts pour réparer la perte

qu'il venoit d'essuyer. On ne regarda point la bataille de Brandywine comme décisive. Selon le congrès et le peuple , la sûreté de Philadelphie dépendoit d'une seconde action. Howe cherchoit à l'engager , et Washington ne l'évitoit point. En conséquence le général américain marcha à la rencontre de l'ennemi jusqu'à la taverne de Waren , sur la route de Lancaster. Là les deux armées furent au moment de livrer combat avec toutes leurs forces , mais une violente tempête accompagnée d'une pluie considérable , et qui dura tout le jour et toute la nuit , empêcha l'action. Quand la pluie eut cessé , les Américains s'aperçurent que leurs munitions de guerre étoient entièrement détruites. Ils furent contraints de se mettre en sûreté. Les Anglais , avant de se procurer des secours , quittèrent leur position près de la taverne du cheval Blanc , et ils descendirent vers le gué Swedes. Les Américains reprirent leur position en face de l'ennemi , mais les royalistes , au lieu de se présenter pour le combat , marchèrent à Reading. Washington , pour sauver ses provisions déposées en ce lieu , changea de position , et laissa les Anglais maîtres des routes qui cou-

CHAP.  
IV.

1777.

duisent à Philadelphie. Ses troupes étoient épuisées par la rigueur du service qu'elles faisoient. Plus de mille hommes étoient nu-pieds, et dans cet état ils avoient exécuté toutes les manœuvres.

Quoique Washington eût manqué son but principal qui étoit de sauver Philadelphie, il n'en conserva pas moins la confiance du congrès et des États. Avec une armée inférieure en nombre, sans discipline et mal équipée, il retarda la marche des Anglais; en trente jours ils ne purent faire que 60 milles, dans un pays ouvert, sans fortifications et arrosé par des rivières qui partout étoient guéables. Battu dans une action générale il avoit su conserver ses troupes réunies. Malgré leur mauvais état, en moins d'une semaine il offrit encore la bataille au vainqueur. Une tempête avoit renversé ses projets, détruit ses munitions. Un grand nombre de soldats étoit sans baïonnettes. Il sut se tirer d'un si grand danger et garda une position respectable. Au lieu de rentrer dans ses quartiers d'hiver il s'approcha de l'ennemi et campa sur la route de Skippack. L'armée anglaise, après la bataille de Brandywine, entra

dans Philadelphie et dans Germantown; elle fit ensuite marcher des détachemens considérables à Schester et dans le voisinage. On vouloit rouvrir sur la Delaware la navigation que les Américains avoient fermée avec beaucoup d'adresse.

CHAP.  
IV.

---

1777.

A cette époque l'armée américaine reçut un renfort de deux mille cinq cents hommes; elle se montoit alors à onze mille; Washington crut le moment favorable pour tenter quelque entreprise. Il résolut donc d'attaquer les Anglais dans Germantown: leurs lignes de campement traversoient le village à angles droits; l'aile gauche s'étendoit vers l'Ouest jusqu'à Schuylkill, elle étoit couverte sur le front et sur le flanc par les chasseurs allemands. Un bataillon d'infanterie légère et les tirailleurs américains de la reine étoient sur le front de l'aile droite; le quarantième régiment et un autre bataillon d'infanterie étoient postés en avant du village. Dans la soirée du 3 novembre, les Américains sortirent de leur camp situé sur la route de Skippack. Ils vouloient surprendre l'ennemi le lendemain matin de bonne heure, et attaquer en même temps les deux ailes sur le front et sur l'arrière-garde,

CHAP.  
IV.

1777.

de manière à empêcher les divers corps de se soutenir mutuellement. Les divisions de Green et de Stevins, flanquées par la brigade de M. Dougal, devoient entrer par la route du Four à Chaux. La milice de Maryland et de Jersey, sous les généraux Smallwood et Furman, avoit ordre de marcher par la vieille route de York pour tomber sur l'arrière-garde de l'aile droite des Anglais.

Le lord Stirling avec les brigades de Nashe et de Maxwell formoit un corps de réserve. Au lever du soleil, les Américains attaquèrent le quarantième régiment et un bataillon d'infanterie légère. Ces corps furent obligés de se retirer, on les poursuivit jusqu'au village. Pendant leur retraite le lieutenant-colonel Musgrove avec six compagnies se posta dans la maison de M. Chew; cette maison, bâtie en pierres, étoit en face des Américains. Pour ne pas laisser en arrière un fort occupé par l'ennemi, on résolut d'attaquer la division anglaise postée dans cette maison.

Sur ces entrefaites le général Green avec sa colonne attaqua l'aile droite. Le colonel Matthews mit en déroute les Anglais qui s'opposoient à son passage; il en tua plusieurs

et fit cent dix prisonniers ; mais un brouillard épais lui fit perdre de vue la brigade à laquelle il appartenoit : il s'en éloigna trop et fut fait prisonnier avec tout son régiment ; les prisonniers qu'il avoit pris furent délivrés. Les Anglais, placés dans la maison Chew, arrêtrèrent plusieurs corps de la division de Green ; près de la moitié de l'armée américaine demeura alors quelque temps dans l'inaction ; dans ce moment le général Grey fit avancer trois bataillons de la 3<sup>e</sup>. brigade et il combattit avec opiniâtreté. Deux régimens Anglais attaquèrent en même temps du côté de la ville. Le général Grant fit marcher le quarante-neuvième régiment au secours de ceux qui étoient engagés avec la colonne de Green.

La matinée étoit sombre, il faisoit un temps de brume, et l'on ne pouvoit distinguer la véritable situation des deux armées ; il en résulta des méprises ; les mouvemens ne purent s'exécuter qu'avec beaucoup de précaution, ce qui donna aux Anglais le temps de revenir de leur première surprise. Ainsi l'espoir du succès dont se flattoient déjà les Américains s'évanouit bientôt. Ils abandonnèrent à la

CHAP.

IV.

1777.

hâte le champ de bataille, et Washington fit de vains efforts pour les rallier. Obligé de renoncer à l'espoir d'une victoire qu'il croyoit certaine, il ne songea plus qu'à sauver son armée. Dans une retraite d'environ vingt milles jusqu'à Perkioming, il ne perdit qu'une seule pièce d'artillerie. Cette affaire coûta aux Américains environ onze cents hommes, y compris les blessés et quatre cents prisonniers. Cette perte fut en partie causée par le 40<sup>e</sup>. régiment qui, des portes et des fenêtres de la maison de M. Chew, fit un feu continuel sur les Américains qui se trouvoient à découvert.

Le plan de la bataille de Germantown avoit été tracé d'une manière profonde, et les commencemens de l'action présageoient un succès heureux. Il eut été infailible, si les différens corps des assaillans eussent montré de la vigueur; mais les nombreux retranchemens qu'il falloit franchir, l'épaisseur du brouillard, tout déranga l'ordre des attaques exécutées d'ailleurs par une armée sans discipline, comme sans expérience.

Le congrès vota des remerciemens unanimes au général Washington « pour la manière

sage et bien combinée avec laquelle il avoit dirigé l'attaque. » Aux officiers et aux soldats pour la bravoure qu'ils avoient déployée dans cette action; ajoutant « que les projets les mieux conçus, que les efforts les plus hardis échouoient quelquefois par des incidens impossibles à prévoir. »

Sur la fin de la campagne de 1777, bien convaincu qu'on ne pourroit conserver Philadelphie, Washington tâcha par toutes sortes de moyens d'en rendre la conquête peu profitable à l'ennemi. Il donna l'ordre d'éloigner les provisions militaires et les vaisseaux et de remonter la Delaware. Les Anglais, une fois maîtres de Philadelphie, le général américain plaça des détachemens dans les forts construits sur le fleuve, afin d'empêcher l'ennemi d'ouvrir la navigation en remontant la rivière. Des troupes furent ensuite disposées sur l'une et l'autre rive pour arrêter les habitans qui voudroient porter leurs denrées à la ville et pour harasser en même temps les détachemens occupés au fourrage et à l'approvisionnement de l'armée royale. Après toutes ces mesures, Washington s'avança vers Philadelphie. Il vouloit affoiblir l'armée

CHAP.

IV.

1777.

royale en la divisant dans ses opérations contre les forts situés sur la Delaware, l'attaquer lorsque les circonstances seroient favorables et lui ôter les moyens de recevoir aucun secours. Les Anglais, après avoir évacué Germantown, concentrèrent leurs forces à Philadelphie et ne s'occupèrent plus que de rétablir la navigation sur la Delaware. Ils y réussirent enfin, mais après plus de six semaines de travaux et des actes de bravoure multipliés de part et d'autre.

Les affaires publiques étoient dans une situation désespérante : le révérend Jacob Duché, ex-chapelain du congrès, ecclésiastique très-distingué par son caractère, sa piété et son éloquence, écrivit à Washington que toute résistance devenoit inutile et ne feroit qu'ajouter aux calamités qui accabloient le pays. Il le pressoit avec instance d'entrer en accommodement avec le général anglais aux conditions les plus favorables, et d'abandonner une cause entièrement désespérée. Cette lettre, parfaitement d'accord avec les sentimens de plusieurs citoyens qui témoignent ouvertement qu'il ne leur restoit aucun espoir, le caractère du révérend Duché,

incapable de trahison et dont l'attachement pour son pays étoit bien connu, auroit pu produire une vive impression sur tout autre que Washington qui ne désespéra jamais de la chose publique. Pour toute réponse à la lettre énergique de l'honnête, mais timide ecclésiastique, il lui fit dire que s'il avoit eu la plus légère idée du contenu de sa lettre, il ne l'auroit pas même ouverte.

Tandis que le succès couronnoit toutes les entreprises de William Howe en Pensylvanie, il apprit que le général Burgoyne et toute son armée avoient été faits prisonniers par les Américains qui formoient l'armée du Nord. Ceux-ci, après leur victoire, firent passer à Washington un renfort considérable; avec cette augmentation de forces, le général américain prit position à White Marsh. De son côté l'armée royale, qui, comme je l'ai dit, avoit réussi à désobstruer le cours de la Delaware, se dispoit à de nouvelles entreprises. William Howe sortit de Philadelphie avec presque toutes ses forces dans l'espoir de forcer les Américains à en venir à une action générale. Le lendemain matin, il parut sur Chesnut-Hill, sur le front et environ

CHAP. à trois milles de l'aile droite des Américains.  
 IV. Le lendemain, changeant subitement de po-  
 1777. sition, il se porta sur la droite; deux jours  
 après il conduisit ses troupes encore plus loin;  
 il vouloit risquer une action décisive. Wash-  
 ington connoissoit trop bien l'avantage de sa  
 position, contre laquelle se seroient brisés  
 tous les efforts des eunemis réunis, pour  
 l'abandonner. Tranquille spectateur des mou-  
 vemens des Anglais, il resta dans ses retran-  
 chemens. William Howe voyant qu'il ne  
 pouvoit réussir dans l'exécution de son pro-  
 jet, après avoir encore essayé plusieurs posi-  
 tions, se détermina à reprendre la route de  
 Philadelphie.

Si la position de Washington étoit inex-  
 pugnable, son armée d'un autre côté pré-  
 sentoit le tableau le plus affligeant. Absolu-  
 ment dénués de tout, les soldats pour la plu-  
 part étoient, les uns sans vêtement, les autres  
 sans souliers, forcés de marcher sur des  
 terrains anguleux et durcis par la gelée, on  
 les auroit suivi à la trace du sang qui sor-  
 toit de leurs pieds. N'apercevant plus aucun  
 mouvement de la part des Anglais, le  
 général

général américain prit ses quartiers d'hiver à Valley-Forge.

CHAP.  
IV.

---

1777.

Ce n'étoit pas assez pour Washington d'avoir à remédier aux privations qu'éprouvoient ses troupes, il lui fallut encore combattre tous les efforts de la méchanceté et de la calomnie réunis. On profita des derniers revers pour travailler les esprits; on mit en opposition les lauriers moissonnés par l'armée du Nord, la prise du général Burgoyne et de son armée. Les mécontents, les hommes en place jetèrent partout des semences de prévention et de haine. Au milieu de tant d'attaques multipliées, Washington resta calme. Il reçut des lettres anonymes dans lesquelles on cherchoit à alléguer contre lui des faits et même des griefs; mais toujours au-dessus des traits de l'inimitié et de l'envie il envoya ces mêmes lettres au congrès, sollicitant vivement toute sa surveillance: « Je demande écrivoit-il, que ma conduite soit le plus scrupuleusement examinée. Les papiers anonymes que j'ai mis sous vos yeux contiennent contre moi des accusations graves: je désire bien sincèrement qu'elles fassent le sujet d'une délibération du congrès; je le

CHAP.  
IV.  

---

1777.

désire d'autant plus que la suppression de ces pièces ou le secret sur ce quelles contiennent peuvent avoir des suites fâcheuses.

» Mes ennemis sont perfides dans les coups qu'ils me portent, ils connoissent combien ma situation est délicate, ils connoissent les motifs qui m'ôtent les moyens de repousser victorieusement leur attaque. La saine politique s'y oppose, et je ne pourrois les terrasser qu'en découvrant des secrets qu'il est de la plus haute importance de tenir cachés. D'ailleurs pourquoi serois-je exempt de censure? ne s'attache-t-elle pas à tout homme en place? Des individus avec un mérite, avec des talens que je suis loin d'égaliser, n'ont pas été à couvert de ses traits. Ma conscience me dit que dans toutes les circonstances je me suis comporté le mieux qu'il m'a été possible. J'ai pu me tromper souvent dans le choix et dans l'application des moyens, mais alors on ne peut me reprocher que des erreurs. »

Dans le même temps on rapporta à Washington que le bruit se répandoit qu'il étoit entièrement déterminé à résigner le commandement; voici ce qu'il écrivit à ce sujet à un citoyen de la Nouvelle-Angleterre : « Je puis

vous certifier que personne ne peut avancer m'avoir jamais entendu proférer une seule expression qui put donner le plus léger soupçon que j'aie intention de résigner. Les mêmes principes qui m'ont mis les armes à la main pour repousser les prétentions arbitraires de la Grande-Bretagne me sont encore plus évidemment démontrés. Que l'on ne croie pas, d'après cette déclaration, que mon intention soit de déposer le fardeau dont je suis chargé; je ne vois là que l'effet d'une manœuvre sourde de la part de ceux qui voudroient m'y contraindre; je l'ai dit et je le répète: aucun officier, dans les États-Unis, ne rentrera dans ses foyers avec plus de satisfaction que moi. Mais fort du suffrage de mes concitoyens, je me tiendrai à mon poste tant qu'ils m'en jugeront digne; sitôt que la voix du peuple, et non le cri des factions, m'invitera à résigner, je le ferai avec autant de plaisir qu'un voyageur fatigué en éprouve lorsqu'il arrive au lieu de son repos. »

Toutes ces cabales ne portèrent pas la moindre atteinte au zèle de Washington pour la cause de son pays. Ses principes étoient au-dessus de tous les efforts de l'envie ou de

CHAP.

IV.

1777.

l'ingratitude. Sa réputation triompha de tout ; tant ses services , son activité et son désintéressement le rendoient cher à ses concitoyens et à l'armée. Les troupes même qui avoient vaincu sous le général Gates, quoique très-flattées par le parallèle qu'on avoit fait de leurs succès avec les revers de l'armée de Pensylvanie, n'en regardoient pas moins Washington comme un chef politique qui devoit les sauver. Le peuple montra la plus vive indignation contre tous ceux qu'on soupçonna d'avoir intrigué pour faire nommer un nouveau général en chef.

## CHAPITRE V.

1778.

## CAMPAGNE DE 1778.

Préparatifs de Washington pour la campagne de 1778. — Il surprend les Anglais et les défait à Monmouth. — Fait arrêter le général Lee. — Il calme l'effervescence causée par le départ de la flotte française qui de Rhode-Island se rendit à Boston. — Il écarte le projet d'envahir le Canada.

WASHINGTON, dont l'armée étoit campée à Valley-Forge, profita du temps que lui donnoit la suspension des hostilités pour se préparer à ouvrir de bonne heure la campagne de 1778, et à la pousser vigoureusement. Il démontra au congrès combien il étoit important d'entretenir une armée régulière, au moins égale à celle de l'ennemi. Dans un mémoire à chacune des provinces il détailla l'état des troupes qu'elles avoient fournies pour l'armée du Continent (1), exposa le déficit qu'il y avoit dans le contingent de

(1) Chaque Etat étoit tenu à un contingent pour l'armée générale.

CHAP.  
V.

---

chaque pays , et recommanda surtout de porter les levées au complet.

1778.

Le congrès nomma plusieurs de ses membres pour former un comité chargé de résider dans le camp. De concert avec le général Washington, il devoit vérifier l'état de l'armée et faire son rapport sur les réformes qu'il jugeroit convenables. Cette députation, sous le nom de comité d'arrangement, se rendit à Valley-Forge en janvier 1778. Washington mit sous les yeux des députés un mémoire dans lequel il détailloit scrupuleusement tout ce qui concernoit l'armée, les abus à réformer et les moyens à prendre pour améliorer le service ; il recommandoit qu'on établît des demi-paies et qu'on fixât des pensions pour l'entretien des officiers, leur solde étant insuffisante, surtout dans l'état de dépréciation du papier-monnoie : « Ils ont fait, disoit-il, les plus grands sacrifices, et il ne seroit pas juste d'exiger qu'ils continuassent de porter une si grande part des calamités qu'entraîne une guerre nécessaire, et qui intéresse également tous les citoyens. Plusieurs ont déjà résigné ; leur exemple en entraînera beaucoup d'autres. Le service souffre de cet

état des choses; et d'ailleurs comment pouvoir maintenir la discipline parmi des officiers dont les commissions, loin de leur offrir quelque avantage sous le rapport pécuniaire, ne peuvent que les appauvrir. A des considérations d'une si grande importance, le général ajoutoit qu'il ne pouvoit ni ne vouloit avoir aucune prétention dans le résultat des mesures proposées, et qu'il ne voyoit que les bons effets qu'elles devoient produire. »

Dans ce mémoire, Washington exposoit aux députés du congrès les vices de l'administration des corps et des autres parties du service de l'armée. Il insistoit surtout sur la nécessité de compléter le contingent de chaque état par des tirages faits dans les milices de chacun; enfin, ajoutoit-il avec énergie, « le tableau que je viens de mettre sous vos yeux vous convaincra sans doute de tous les vices de notre système militaire actuel; vous sentirez combien il est urgent de prendre des mesures décisives pour en opérer la réforme; une nouvelle organisation fixera votre attention. Par les détails affligeans que je vous ai présentés sur les besoins des soldats, sur le mécontentement qui règne parmi les

CHAP.

V.

1778.

officiers, je ne vous donne qu'une foible idée de notre mauvaise situation. Le mal est grand, il exige les remèdes les plus prompts ; tout délai dans l'application entraînera les suites les plus désastreuses. » Les représentations du général en chef produisirent une forte impression sur tous les membres du comité, tous en sentirent les conséquences. D'après leur rapport, le congrès arrêta, mais avec quelque restriction, une retraite pour les officiers pendant sept ans après la guerre ; les autres mesures proposées par Washington reçurent aussi l'assentiment du congrès qui en recommanda l'exécution à son comité ; mais les délais qui suivent toujours les délibérations des grandes assemblées firent perdre beaucoup de temps avant d'éprouver l'avantage des réformes proposées. Cependant la détresse des troupes devint telle, que l'armée paroissoit toucher à sa dissolution ; par respect, par attachement pour le général, les officiers et les soldats souffrirent les plus dures privations. La force effective de différens corps, pendant l'hiver, se montoit à un peu plus de cinq mille hommes, quoique sur les états on l'évaluât à plus de dix-sept mille ;

mais heureusement les Anglais ne formèrent aucune entreprise contre l'armée. Dans cette triste situation, les Américains n'auroient pu tenir leur camp faute de provisions; la retraite auroit coûté quelques milliers d'hommes qui se trouvoient nu-pieds et presque sans vêtemens. Ils ne pouvoient s'exposer aux hasards d'un combat dont l'issue pouvoit entraîner les suites les plus funestes. Je laisse aux historiens de la révolution de l'Amérique à parler des particularités du traité conclu à cette époque entre la France et les États-Unis. Ils diront que d'après la connoissance que le Cabinet de Londres eut de cet accord, le gouvernement anglais offrit aux Américains les mêmes conditions qu'ils avoient demandées avant de déclarer leur indépendance. Les premières ouvertures en parvinrent au général Washington, dans une lettre que lui écrivit le major-général Tryon, gouverneur de New-York pour les Anglais. Cette lettre contenoit toutes les propositions conciliatoires, et le major-général recommandoit à Washington « de la faire circuler parmi les officiers et les soldats de son armée. » Mais le général en chef envoya la

CHAP.  
V.

1778.

lettre au congrès. On rejeta les offres de la Grande-Bretagne; faites à temps, elles auroient empêché la séparation des colonies. Le lendemain, le congrès prit une résolution sur laquelle Washington avoit déjà insisté. Il recommanda aux divers Etats-Unis « d'accorder un pardon, avec certaines restrictions, à ceux de leurs citoyens qui égarés par des conseils perfides avoient pris parti dans la guerre contre les États-Unis. » On fit plusieurs copies de cette déclaration en anglais et en allemand, et le général en chef fut chargé de les faire circuler parmi les Américains enrôlés dans l'armée anglaise. Washington fit du tout un paquet qu'il adressa à Tryon; j'ai reçu, lui dit-il dans une lettre particulière, celle qui servoit d'enveloppe aux offres conciliatoires des Anglais; je vous fais passer la réponse du congrès. Je prie M. le major-général de vouloir bien la faire connoître aux Américains qui servent sous les drapeaux de la Grande-Bretagne:

A cette même époque, sir William Howe résigna le commandement de l'armée et retourna en Angleterre. Sir Henri Clinton, nommé à sa place, étoit à peine entré dans

l'exercice de ses fonctions qu'il reçut l'ordre d'évacuer Philadelphie. Cette mesure parut nécessaire pour éviter la position dangereuse où les Anglais se seroient trouvés si la flotte française, comme on s'y attendoit, fut entrée dans la Delaware pour coopérer avec les Américains.

Le projet d'évacuer Philadelphie n'échappa point à Washington qui ne pouvoit prévoir vers quel endroit se porteroit l'armée anglaise. Par ses dispositions on pouvoit présumer une expédition vers le Sud, ou l'embarquement de toutes les troupes pour New-York, ou bien encore une marche vers cette ville à travers le Nouveau-Jersey. Dans les deux premières hypothèses Washington ne pouvoit contrarier les projets de l'ennemi; mais la dernière devenant de jour en jour plus probable à en juger par le mouvement de l'armée, le général en chef y porta toute son attention. Le général Maxwell avec la brigade de Jersey reçut l'ordre de se poster sur la Delaware, vers le Mont-Holly, et d'agir de concert avec le général Dickinson, commandant la milice de Jersey. Leurs instructions portoient qu'ils s'opposeroient aux pro-

CHAP.  
V.

1778.

grès de l'armée royale, jusqu'à ce que Washington pût l'atteindre. Le 18 juin 1778, les Anglais passèrent la Delaware à la pointe de Gloucester, et les Américains, quatre jours après, au passage du Corryel. Les officiers généraux, consultés sur le plan à suivre, avoient unanimement dit qu'il ne falloit rien entreprendre que Philadelphie ne fût évacué; mais après le passage de la Delaware, les opinions varièrent sur les mesures à prendre. Le général Lee qui, après avoir été échangé, s'étoit rendu à l'armée, prétendoit que l'alliance contractée par les États-Unis chez l'étranger, assuroit leur indépendance, à moins que leur armée ne fût défaite; et selon lui, c'étoit se rendre criminel que de hasarder un combat si l'on n'avoit pour soi un avantage décidé. Quoique les deux armées se trouvassent chacune forte d'environ dix mille hommes de troupes effectives, le général Lee avoit une telle idée de la supériorité qu'une bonne discipline donnoit aux Anglais, qu'il redoutoit l'issue d'un combat même avec un avantage égal de part et d'autre. Le plus grand nombre des officiers de l'état-major se rangeoient à son avis. Cependant Washington

désiroit fortement d'engager une action. Il savoit allier la prudence avec la hardiesse. Il ne pouvoit croire que les chances de la guerre fussent tellement contre lui qu'il pût éprouver les revers qu'on lui annonçoit. Le conseil de guerre résolut à l'unanimité de fortifier le corps placé vers le flanc gauche de l'ennemi; on y fit passer quinze cents hommes, afin de pouvoir profiter des avantages qui s'offriroient; on voulut aussi que le corps d'armée conservât une position telle qu'il pût prendre part à l'action lorsque les circonstances l'exigeroient.

Sir Henri Clinton, parvenu jusqu'à Allentown, au lieu d'aller directement à Staten-Island, résolut de marcher du côté de la mer et de pousser jusqu'à Sandy-Hook. Washington, instruit que sir Henri s'avançoit vers Monmouth Court-House, dépêcha mille hommes sous le général Wayne, et envoya le marquis de la Fayette pour prendre le commandement de tous les corps qui formoient l'avant-garde avec ordre d'attaquer, à la première occasion, l'arrière-garde de l'ennemi. On avoit proposé au général Lee de se mettre à la tête de ces détachemens,

CHAP.

V.

1778.

mais il avoit refusé. Le reste de l'armée suivoit à une distance convenable pour soutenir les corps avancés, et les Américains arrivèrent à Cranberry le lendemain matin. Sir Henri Clinton, sur les avis que Washington s'approchoit, plaça ses grenadiers, son infanterie légère et les chasseurs à l'arrière-garde; le bagage fut transporté sur le front de l'armée. Le général américain ajouta deux brigades à ses corps avancés; il leur envoya le général Lee, qui alors désira et prit le commandement. Washington suivoit avec le gros de l'armée prêt à soutenir l'action en se portant partout où il le jugeroit nécessaire. Le lendemain matin, le général Lee reçut ordre de commencer l'attaque, à moins que des raisons bien puissantes ne s'y opposassent. Washington, après une marche d'environ cinq milles pour soutenir les corps avancés, les trouva en pleine retraite par l'ordre du général Lee, et sans que celui-ci eût fait la moindre opposition. Washington s'approcha du général Lee et lui fit quelques questions: cet officier répondit avec chaleur et d'une manière peu convenable. Alors le général en chef ordonna au colonel Stewart et au lieu-

tenant-colonel Ramsay de ranger les troupes sur un terrain qu'il jugea convenable au projet qu'il avoit d'arrêter l'ennemi. On demanda alors à Lee s'il vouloit prendre le commandement. Il y consentit et reçut l'ordre de faire tout ce qu'il croiroit à propos pour tenir l'ennemi en échec. « J'obéirai, répondit-il, et je ne serai pas le premier à quitter le champ de bataille. » Washington alors se transporta vers le corps d'armée qu'il disposa promptement en ordre de bataille. Une canonnade vive commença de part et d'autre; les Anglais qui s'étoient avancés et les deux bataillons à qui Washington avoit ordonné de faire halte soutinrent un feu très-violent. Les Américains conservèrent leur position jusqu'à ce que les Anglais se trouvèrent dans leurs rangs. Le général Lee demeura le dernier sur le champ de bataille, et ramena l'arrière-garde des troupes qui faisoient retraite.

Les Américains eurent le temps de disposer l'aile gauche et la seconde ligne de l'armée dans le bois et sur l'éminence vers laquelle Lee se retiroit. Lord Stirling qui commandoit l'aile gauche fit placer quelques canons

CHAP.

V.

1776.

sur cette éminence, et soutenu par quelques détachemens d'infanterie, il arrêta les Anglais. Le général Green se posta avantageusement sur la droite de lord Stirling. Les Anglais entreprirent de tourner l'aile gauche des Américains, mais ils furent repoussés. Un mouvement vers la droite eut aussi peu de succès; Green avec son artillerie les empêcha d'exécuter leur projet. Wayne s'avança avec un corps de troupes et entretint un feu d'artillerie si vif et si bien dirigé que les Anglais furent bientôt forcés à la retraite. Ils prirent alors la même position que Lee avoit occupée. Washington résolut de les attaquer. Il ordonna au général Poor de faire un mouvement sur l'aile droite des royalistes et au général Woodford de marcher contre l'aile gauche; mais ils ne furent à la portée de l'ennemi qu'à la chute du jour. Ces détachemens passèrent la nuit sur le terrain qu'on leur avoit prescrit d'occuper, dans l'intention d'attaquer le lendemain matin. Le corps principal demeura également sous les armes prêt à soutenir le reste des troupes. Le général en chef essuya dans cette journée les plus grandes fatigues et courut bien des dangers. Il se reposa au milieu

de

de son armée, étendu sous un arbre et enveloppé dans son manteau, bien décidé à recommencer l'attaque le lendemain ; mais son espoir fut déçu. Les Anglais, pendant la nuit, se retirèrent dans le plus grand silence ; le général Poor, quoique bien près d'eux, ne s'aperçut pas de leur départ. Ils laissèrent sur le champ de bataille quatre officiers et environ quarante soldats que des blessures graves ne permirent pas de transporter. Ils emmenèrent les autres blessés et continuèrent leur marche sans être inquiétés ; ils atteignirent bientôt le voisinage de Sandy-Hook sans perdre ni leur bagage, ni le détachement qui couvroit leur retraite. Le général américain ne voulut point poursuivre l'armée royale, et conduisit ses troupes près de la rivière du Nord. La perte des Américains, tant tués que blessés, fut d'environ deux cent cinquante hommes. Celle des Anglais, les prisonniers compris, se monta à près de trois cent cinquante.

Neuf jours après cette action, le congrès vota une adresse au général Washington ; il le remercioit à l'unanimité de l'activité qu'il avoit mise à la poursuite de l'ennemi en le-

CHAP.

V.

1778.

vant le camp de Valley-Forge. Les talents qu'il avoit développés dans ses dispositions pour la bataille, dans sa manière de diriger l'attaque, ce qui lui avoit valu l'importante victoire de Monmouth sur la grande armée des Anglais, commandée par sir Henri Clinton, tant de traits de prudence, tant d'actes de courage reçurent le tribut d'éloge qui leur étoit bien dû. Il est probable que Washington auroit en quelque sorte oublié la conduite de Lee; mais celui-ci offensé des expressions dont le général en chef s'étoit servi à leur première entrevue, les lui reprocha dans deux lettres d'un style un peu dur. Cette imprudence le fit arrêter et traduire devant une Cour martiale; on l'accusa :

1°. D'avoir désobéi, en n'attaquant point l'ennemi le 28 juin, malgré les ordres et les instructions réitérées à cet égard.

2°. De s'être mal conduit devant l'ennemi le même jour, en faisant une retraite sans nécessité dans le plus grand désordre et d'une manière honteuse.

3°. D'avoir manqué de respect au général en chef dans les deux lettres qu'il lui avoit écrites.

Après une longue discussion, la Cour mar-  
tiale, présidée par lord Stirling, jugea Lee  
coupable, et le condamna à être privé de tout  
commandement dans les armées des États-  
Unis pendant l'espace d'une année; la se-  
conde charge fut atténuée par la Cour. Lee  
fut jugé seulement coupable de mauvaise  
conduite devant l'ennemi, en faisant une re-  
traite qui n'étoit pas commandée par la né-  
cessité, et dans laquelle on avoit remarqué  
du désordre.

Après la bataille de Monmouth, l'armée  
américaine prit position à White-Plains. Elle  
y resta jusqu'à ce que l'automne fût bien  
avancée. Ensuite elle se retira à Middlebrook,  
dans le Nouveau-Jersey. Durant cet intervalle  
il ne se passa aucune affaire d'importance,  
seulement quelques escarmouches auxquelles  
Washington ne prit point de part. Mais ses  
travaux n'en étoient pas moins grands. L'art  
de concilier les esprits, cette modération qui  
régloit toutes ses démarches d'après les lois  
de la sagesse, la justesse et la profondeur de  
ses idées, tant de talens réunis lui donnèrent  
les moyens de servir son pays aussi efficace-

CHAP.  
V.

ment, quoique avec moins d'éclat, que celui qui est attaché aux actions militaires.

1778.

La flotte française, dont l'arrivée prochaine avoit obligé les royalistes d'évacuer Philadelphie, parut enfin sur la Delaware, trop tard pour attaquer les Anglais. On ne jugea pas à propos d'attaquer New-York ; mais les postes de l'armée britannique sur Rhode-Island fixèrent l'attention. On arrêta que les troupes américaines et les forces navales de la France réunies tenteroient une expédition. Le général Sullivan fut chargé de conduire les opérations des Américains. Toutes les dispositions prises, on découvrit une flotte anglaise. D'Estaing qui commandoit celle de France, mit en mer pour livrer le combat. Mais une tempête endommagea tellement les deux flottes que les Anglais furent obligés de se rendre à New-York et les Français à Boston pour se réparer. Tandis que les flottes étoient hors de vue, Sullivan avoit commencé le siège. Il se flattoit que sous peu de jours le retour des Français assureroit le succès de son entreprise. Le parti qu'avoit pris d'Estaing de se retirer à Boston au lieu de coopérer avec les Américains au siège de Rhode-Island,

jeta la plus grande consternation dans l'armée de Sullivan. On abandonna le premier plan, et les ports de Rhode-Island restèrent libres; ainsi les Anglais purent y faire entrer tous les renforts qu'ils avoient la facilité d'envoyer de leur quartier principal placé à New-York. Au lieu des conquêtes dont il s'étoit flatté, Sullivan, réduit à craindre pour la sûreté de son armée, irrité du départ de d'Estaing, en témoigna son mécontentement dans des ordres généraux, « que l'événement, disoit-il, prouve que l'Amérique peut obtenir son indépendance par la force de ses armes puisque ses alliés refusent d'y coopérer. » Ces expressions parurent reprocher à d'Estaing et à la nation française de manquer de dévouement à la cause des Etats-Unis. On eut recours aux instances pour engager l'amiral à coopérer au siège de Rhode-Island, mais ce fut inutilement; alors les officiers principaux des Américains envoyèrent à l'amiral une déclaration signée d'eux, et dans laquelle ils protestoient contre son départ et contre son séjour à Boston avec la flotte; regardant cette conduite « comme dérogoratoire à l'honneur de la France, contraire aux intentions

CHAP.

V.

1778.

de Sa Majesté très-Chrétienne, et aux intérêts de son peuple, enfin comme devant par ses suites être funestes aux États-Unis et à l'alliance contractée entre les deux nations. » Le mécontentement étoit porté à un tel point qu'on craignit sérieusement que l'amiral français ne put aisément obtenir ce qui lui étoit nécessaire pour réparer sa flotte.

Les maux qui pouvoient être le résultat de l'aigreur qui agitoit les esprits n'échappèrent point à l'œil pénétrant de Washington; il eut besoin de toute son influence pour étouffer ces semences de haine. Il fut puissamment secondé par le marquis de la Fayette; ce jeune officier, également cher aux Américains et aux Français, aimoit avec ardeur son roi et sa patrie; il aimoit aussi l'Amérique et désiroit sincèrement son bonheur. Dévoué au général en chef, il l'aida de tous ses moyens avec une affection vraiment filiale.

Washington écrivit au général Heath qui commandoit la garnison de Boston, et aux généraux Sullivan et Green, chargés du siège de Rhode-Island : « il est à craindre, dit-il au général Heath, que l'éloignement de la flotte française de Rhode-Island dans un

moment si critique , n'affoiblisse la confiance du peuple à l'égard de nos nouveaux alliés ; il faut par une sage politique donner à ce qui s'est passé une interprétation favorable, et prévenir ainsi les funestes effets d'un ressentiment qui priveroit la flotte des secours dont elle a le plus grand besoin ; les intérêts de l'Amérique en souffriroient. Le départ de la flotte n'est pas encore publiquement connu ; quand il le sera généralement, mon intention est de l'attribuer à la nécessité de réparer les dommages causés par la dernière tempête. C'est là ce qu'on doit surtout s'attacher à répandre. Votre sentiment sera sans doute conforme au mien ; je vous recommande, autant que vous le pourrez, d'adoucir l'aigreur qui règne dans les esprits ; obtenez pour la flotte tous les secours dont elle a besoin ; sollicitez avec instance ceux qui sont chargés de cette partie de l'administration ; sachons faire tourner nos revers à notre avantage, et ne souffrons pas que des passions funestes se mêlent à l'amour de la patrie à qui tout doit être sacrifié. »

Dans la lettre au général Sullivan il s'exprime ainsi : « La mésintelligence survenue

CHAP.

V.

1778.

entre l'armée sous vos ordres et la flotte, m'a causé bien du chagrin. Tout le Continent est intéressé dans l'affection que nous aurons pour nos alliés. Il faut la conserver par tous les moyens qui s'accordent avec notre honneur et la politique. Les premières impressions sont généralement les plus durables. Elles serviront principalement à fixer l'idée que les Français auront de notre caractère national. N'oublions pas qu'ils sont de beaucoup nos aînés dans l'art de la guerre ; qu'ils tiennent aux formes et à l'étiquette militaire, et qu'ils sont promptement offensés là, où d'autres s'échaufferoient à peine. Souffrez donc que je vous recommande particulièrement d'entretenir la bonne intelligence et de calmer les mouvemens d'indignation auxquels les officiers auroient pu se livrer. Il est de la plus grande importance que les soldats et la nation ne sachent rien de ces mauvaises dispositions ; si la nouvelle s'en est déjà répandue, il faut tâcher d'en arrêter le cours et d'en prévenir les effets. » Il écrit au général Green : « Je n'ai pas maintenant le loisir de répondre aux divers argumens pour et contre le parti qu'a pris le comte de quit-

ter Newport pour se rendre à Boston. Qu'il ait eu tort ou raison, il est toujours vraisemblable que son éloignement nous ôtera tout espoir de succès. Mais une chose m'alarme encore plus par ses funestes conséquences, c'est la crainte que cet événement ne jette des semences de dissension entre nous et nos alliés, et ne trouble la confiance qui doit régner parmi nous; il faut donc prendre les mesures les plus sages pour calmer ces mouvemens de discorde et de jalousie qui se sont déjà manifestés. Je me repose entièrement sur votre caractère et sur votre influence pour concilier les esprits et pour maintenir la bonne intelligence parmi les officiers français et américains. Empêchez surtout que la protestation signée par les officiers-généraux ne devienne publique. Le congrès qui prévoit les mauvaises suites que peut entraîner cette publicité, a pris une résolution à cet égard. Enfin, mon ami, je m'en rapporte entièrement à votre sagesse et à votre prudence pour prévenir toutes les querelles que des réflexions trop libres, ou des expressions peu mesurées pourroient occasionner. » Washington ne laissa pas échap-

CHAP.

V.

1778.

per la première occasion de renouer sa correspondance avec le comte d'Estaing. Dans une lettre qu'il lui adressa il ne fit aucune mention de ce qui s'étoit passé, mais il sut adroitement faire valoir tous les motifs qui pouvoient appaiser le ressentiment de l'amiral. Après une correspondance assez courte, l'harmonie et la bienveillance dissipèrent tous les mécontentemens dont on redoutoit les suites.

Dans une autre circonstance la sagesse et les lumières de Washington rendirent de grands services à son pays. Dans les derniers mois de 1778, vers la fin de la campagne, le congrès conçut un grand projet : il s'agissoit de la conquête du Canada ; cette entreprise devoit avoir lieu en 1779 ; l'attaque devoit se faire du côté des Etats-Unis par mer et par terre ; elle devoit être soutenue par une flotte et par une armée française. Le plan avoit été proposé, examiné et agréé avant que le général en chef en eût la moindre connoissance. On le pria alors d'écrire au docteur Franklin, ministre plénipotentiaire du congrès à la Cour de France, pour l'engager dans sa correspondance privée à solliciter avec chaleur le

secours du gouvernement français pour cette opération. Dans sa réponse Washington s'exprimoit ainsi : « Les vues , les intentions du congrès ont toujours été des ordres pour moi ; mais j'éprouve une sensation pénible quand je me trouve dans des circonstances qui me laissent des doutes. La confiance que j'ai dans la justice et la sagesse de cette honorable assemblée m'enhardit à lui communiquer les difficultés que présente l'exécution du projet actuel. J'espère, d'après l'indulgence que le congrès m'a toujours témoignée, qu'il excusera la liberté que je vais prendre.

» De quelque côté que j'examine le rapport du comité concernant le projet d'une expédition dans le Canada, je ne vois que des obstacles. D'après l'état des affaires et celui de nos ressources, on ne peut concevoir aucun plan décisif avec les Français pour opérer l'année prochaine l'affranchissement du Canada. Proposer un plan de coopération avec une puissance étrangère sans avoir la certitude morale de nos ressources ; vouloir que ce plan soit ratifié dans le moment actuel par la Cour de Versailles ; ce

CHAP.  
V.

seroit s'exposer à des suites fâcheuses , les conditions venant à manquer de notre part.

1778.

» Si je balance à transmettre à Paris, avec mes observations, le plan tel qu'il a été tracé par le congrès, c'est parce que je me trouve dans la nécessité de proposer quelque chose de plus qu'un projet vague et indécis, afin de donner à notre ministre des motifs suffisans pour appuyer ses demandes. L'entreprise projetée peut devenir impraticable par divers obstacles, même dans le cas où l'ennemi évacueroit totalement le territoire des Etats-Unis. Si je tiens à mon opinion, je dois du moins indiquer les difficultés que j'aperçois et qui peuvent entraver les négociations de notre ministre et tromper les vues du congrès. En partant de l'idée que l'ennemi évacuera notre territoire avant la campagne prochaine, je craindrois de me méprendre sur l'étendue et le but précis des projets de l'assemblée. On ne m'a point assez donné de détails sur la conduite que je dois observer en écrivant à notre envoyé à la Cour de France, je crains de me tromper en saisissant mal l'intention du congrès. Dans cette position je vous prie de m'excuser si je n'écris point du

tout. J'avoue avec franchise que mes idées ne sont pas assez nettes pour que je puisse tracer un plan d'opérations d'accord avec vos vues et convenable aux temps et aux circonstances. Si toutefois le congrès juge à propos que j'aille en avant, je lui demande des instructions plus précises et plus claires, et je le prie de permettre que les dépêches, avant d'être envoyées, soient soumises à son examen.

» Je désirerois mettre sous les yeux de l'assemblée l'état exact de la situation de l'armée, celui de nos ressources, et de tout ce qui est nécessaire pour l'exécution d'une entreprise qui peut avoir des suites très-sérieuses. Si le congrès juge qu'une conférence pourra donner lieu à des éclaircissemens plus satisfaisans, j'espère mettre l'armée dans une telle position que je pourrai me rendre à ses ordres aussitôt qu'ils me seront parvenus. » Le congrès consentit à l'entrevue que le général en chef demandoit. On nomma un comité pour conférer avec lui. Après plusieurs délibérations, le projet d'expédition contre le Canada fut abandonné par ceux même qui l'avoient adopté.

## CHAPITRE VI.

## CAMPAGNE DE 1779.

Détresse de l'armée américaine. — Le général Washington calme les mécontentemens des troupes postées sur la frontière de Jersey. — Il éprouve de grandes difficultés pour l'entretien de l'armée et pour concentrer ses forces. — Dispositions pour mettre en sûreté la partie occidentale. — Expédition contre les six nations des Indiens et pour la réduction de Stony - Point. — Paules - Hook est pris. — Une flotte française attendue vers le Nord arrive sur la côte de Géorgie. — Washington ne pouvant tenter aucune opération offensive se retire dans ses quartiers d'hiver.

CHAP.  
VI.

1779.

LES années 1779 et 1780 n'offrirent dans les Etats du Nord aucun de ces faits qui enrichissent les pages de l'histoire ; il falloit le courage, la prudence de Washington ; il falloit surtout cet art qu'il possédoit si bien, l'art de manier les esprits, pour calmer les inquiétudes, suites de la détresse. Séduits par l'opinion que leur alliance avec les Français assuroit leur liberté, convaincus que l'Angleterre, désespérant du succès, abandonneroit

la querelle, les divers Etats n'apportoient plus le même zèle aux préparatifs destinés à soutenir une guerre vigoureuse. A ces espérances mal fondées Washington opposa tout l'ascendant que lui donnoient ses talens et sa renommée. Dans sa correspondance avec le congrès, les gouverneurs particuliers et les autres personnes en place, il s'appliqua à combattre l'opinion de ceux qui pensoient que la paix alloit bientôt mettre fin aux hostilités. Il démontra évidemment la nécessité de lever et d'entretenir des forces suffisantes pour des opérations actives. Il insista principalement sur les mesures à prendre pour que les recrues pussent être réunies dans leurs principaux quartiers le premier janvier. Mais toutes ses représentations, quelque sages qu'elles fussent, ne produisirent aucun effet. Enfin le 23 janvier 1779, le congrès autorisa le commandant en chef à enrôler de nouveau pour l'armée; et ce ne fut qu'au 9 mars suivant qu'on fit aux diverses provinces la demande de leur contingent. En 1780, on fut encore moins expéditif pour l'organisation militaire: elle ne fut réglée que le 9 février. On ne fit aucune réquisition avant le premier

CHAP.  
VI.

1779.

avril. Ainsi le gouvernement s'occupoit de la levée des troupes au moment où ces armées devoient être en campagne.

La dépréciation du papier-monnoie s'étoit accrue d'une manière si rapide, que les appointemens de l'officier ne suffisoient plus à son entretien. Il en résulta un grand mécontentement dans l'armée. Au mois de mai 1779, la brigade de Jersey reçut l'ordre de marcher par régimens pour se joindre à l'armée occidentale. Pour toute réponse, le général Maxwell écrivit que les officiers du premier régiment avoient présenté à leur colonel une réclamation, qu'ils avoient soumise à la législature du nouveau Jersey. Les officiers déclaroient que, si l'on n'apportoit pas la plus sérieuse attention à l'insuffisance de leur paie, on devoit, sous trois jours, les considérer comme ayant résigné leurs commissions; et dans cette hypothèse ils invitoient la législature à procéder à leur remplacement. Washington aimoit l'armée; s'il apprécioit le mérite des officiers, il n'étoit pas moins convaincu des maux qu'ils souffroient et de la justice de leurs réclamations. La résolution qu'ils avoient prise pouvoit avoir les suites

les

les plus fâcheuses. Après une mûre délibération, il adressa au général Maxwell une lettre et le chargea de la mettre sous les yeux des officiers. Comme ami, comme général il en appela énergiquement à leur sentiment d'honneur et de patriotisme. « Les remontrances des officiers du premier régiment de Jersey, dit-il au général, m'ont plus vivement affecté qu'aucun des événemens arrivés dans le cours de cette guerre. Je ne puis voir dans cette déclaration qu'un acte d'imprudence et de vivacité ; eux-mêmes le condamneront lorsqu'ils pourront l'examiner de sang-froid. Personne mieux que moi ne connoît l'état de pénurie auquel se trouvent réduits les officiers de l'armée ; et j'aime à me persuader qu'ils me rendent la justice de croire que je ne cesse pas un instant de m'occuper du soin d'adoucir leurs maux. Mais il y a plus de difficultés à remplir leurs vœux que peut-être ils ne le pensent ; nos ressources ont été jusqu'à présent fort bornées : la nature du signe monétaire est à elle seule une source d'embarras. Sans doute on peut y remédier ; mais ce n'est pas l'ouvrage d'un moment. Le gouvernement ne voit pas avec indifférence les

CHAP.

VI.

1779.

sacrifices que font les officiers; il en sent tout le prix; il veut les en dédommager. Mais en est-il un de nous qui ne sache que l'état des affaires nécessite des délais, et dès-lors peut-on avec justice les attribuer à mauvaise volonté? Quelques Etats, je le sais, ont montré de l'activité et du dévouement pour venir à notre secours; mais si d'autres sont demeurés en arrière, ce retard tient à des causes que le temps et surtout l'exemple feront disparoître. La patience, la persévérance de l'armée l'honorent, on ne peut plus, aux yeux du pays et des étrangers. Ces vertus, en me donnant en eux la plus grande confiance, m'ont soutenu et consolé au milieu des embarras et des revers auxquels il falloit s'attendre dans une guerre de cette nature. Si près du but où tendoient nos efforts, quelle honte pour nous d'y renoncer! Changer de conduite, c'est changer de principes, c'est oublier ce que nous nous devons à nous-mêmes, c'est sacrifier les devoirs qui nous engagent envers notre patrie. N'y eût-il qu'un régiment qui donnât cet exemple, rien ne pourroit me causer une plus vive douleur. Cette conduite seroit une tache à mon honneur qui ne fait

qu'un avec celui de l'armée ; mais il n'en sera rien. Un régiment, un corps quelconque, avant de donner un exemple si dangereux, en peseroit attentivement les résultats. S'il étoit le seul à prendre une telle résolution, indépendamment de toutes les conséquences, quelles tristes réflexions ne feroit-il pas en songeant qu'il s'est montré aux yeux de l'Univers de beaucoup au-dessous du reste de l'armée ; et si son exemple étoit suivi, pourroit-il se consoler d'avoir été le premier à causer la ruine et le déshonneur de son pays ! Après la perte du fruit de nos travaux, l'armée auroit à supporter une double part de malheur et d'infamie ; le caractère d'officier américain deviendroit aussi méprisable qu'il est maintenant glorieux.

» Au premier aspect, la démarche des officiers du régiment de Jersey s'offre sous les couleurs les plus défavorables ; mais je veux croire qu'elles n'ont rien de fâcheux que les apparences. Personne n'a porté plus loin qu'eux les qualités du soldat et du citoyen : je suis sûr que dans ce corps il n'est aucun militaire qui voulût sérieusement faire la moindre chose qui pût imprimer une tache

CHAP.  
VI.  

---

1779.

à la bonne réputation qu'il s'est acquise. Les officiers se sont trompés : leur but étoit légitime ; quand ils y réfléchiront j'ai la certitude qu'ils y renonceront. La campagne va s'ouvrir ; on attend d'eux les services les plus importans ; leur honneur, ce qu'ils doivent à leurs concitoyens, les obligations de leur état, tout s'oppose à une résolution qui violeroit les devoirs les plus sacrés. Leur délicatesse même se trouveroit blessée par une démarche qui auroit l'air de vouloir dicter des lois à leur pays, et tirer un parti coupable de la situation pénible où le gouvernement est placé.

» Je vous prie donc avec instance, général, de leur communiquer mon opinion et de leur faire connoître l'erreur dans laquelle ils sont tombés. Le service que le régiment doit faire n'admet point de délai ; quelque chose qu'il arrive, il doit être en marche lundi matin et se rendre, d'abord à votre camp, où il recevra des ordres ultérieurs. Je compte non-seulement sur une prompte obéissance, mais encore sur l'empressement de leur part à exécuter ces dispositions. »

Les officiers, sans renoncer expressément à

leurs demandes , continuèrent leur service. Dans une adresse au général Washington, ils déclarèrent qu'ils éprouvoient une douleur bien sincère d'avoir fait une démarche qui paroissoit l'affecter si vivement. Ce qui pouvoit les justifier , lui disoient-ils, c'est qu'ils avoient présenté à diverses époques des mémoires auxquels la législature de Jersey avoit négligé de répondre. « Nous n'avons plus, ajoutoient-ils, aucune confiance dans cette assemblée. Peu d'entre nous ont de la fortune ; plusieurs ont une famille exposée à toutes les privations, sans qu'un pays ingrat fasse rien en faveur de leurs femmes et de leurs enfans. . . .

» Nous n'avons jamais eu l'intention de désobéir à vos ordres. Notre résolution a toujours été de marcher avec notre régiment, et de faire le service jusqu'à ce que la législature de Jersey ait eu le temps de nous remplacer ; mais c'est tout le délai que nous pouvons accorder.

» Nous osons prendre la liberté d'assurer Votre Excellence que nous avons la plus haute idée de ses talens et de ses vertus ; que c'est avec le plus grand empressement que

CHAP.  
VI.  

---

1779.

nous avons toujours exécuté ses ordres. Nous aimons nos devoirs ; nous sommes attachés à cette patrie ; mais quand cette patrie montre assez peu de vertu et de justice pour ne pas s'occuper de l'entretien de ceux qui se sacrifient pour la défendre, c'est un devoir pour nous de ne plus rester à son service. »

Les motifs sur lesquels les officiers appuyoient leur justification, ne permettoient pas de recourir à des mesures sévères. Cependant il étoit impossible d'accorder ce qu'ils demandoient. Dans cette situation embarrassante, Washington pour toute réponse à leur lettre leur fit déclarer par le général Maxwell « que, tant qu'ils resteroient à leur poste, il regretteroit seulement de les avoir vus faire une pareille démarche. » La législature de Jersey, sensible à cet événement, prit quelques mesures en faveur des troupes. Les officiers retirèrent leur remontrance et continuèrent leur service.

Ainsi Washington par sa sagesse et sa prudence dissipa l'orage qu'avoient occasionné les réclamations des officiers de Jersey ; mais il s'en servit pour étayer auprès du congrès ses demandes d'augmentation de traitement. Il

observa que « la détresse étoit si grande dans quelques-uns des corps, que des officiers avoient demandé qu'on leur fournît le vêtement, celui-même destiné aux soldats, quelque grossier qu'il fût. Je n'étois pas, ajouta-t-il, autorisé à leur accorder ce qu'ils demandoient.

» L'honneur, le devoir sont de puissans mobiles qui élèvent les hommes au-dessus des plus grandes privations, mais il est un terme au delà duquel ils ne peuvent aller. Le congrès sentira sans doute tous les maux qui peuvent en résulter; il me pardonnera si j'insiste sur le moyen de les prévenir. »

Dans le congrès on ne s'accordoit pas sur le système militaire. Les uns, comme le général en chef, vouloient une armée nationale permanente, bien équipée et bien entretenue; d'autres en redoutoient le danger pour la liberté. Ils préféroient des enrôlemens dont la durée n'excédât jamais une année, le système de recrutement par provinces, et le rassemblement des milices quand l'occasion l'exigeoit; enfin les mutations fréquentes parmi les membres de la législature nationale, la situation des affaires publiques faisoient pen-

CHAP.  
VI.

1779.

cher la balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, et les secours accordés à Washington furent bien au-dessous de ce qu'une sage économie, dirigée par une saine politique, auroit exigé.

A toutes les privations de l'armée américaine à diverses époques, il faut ajouter celle de subsistance. Les récoltes ne furent pas abondantes dans les années 1779 et 1780. Les appels pour la milice avoient enlevé les fermiers à leurs travaux. Le papier-monnaie étoit déprécié à un tel point qu'il ne pouvoit plus s'échanger contre les denrées de première nécessité. Washington fut obligé d'avoir recours aux magistrats des pays adjacens, et de leur demander de fournir dans un délai fixé les provisions dont il auroit besoin. En d'autres temps il se vit contraint d'envoyer des détachemens pour enlever à la baïonnette les vivres et autres munitions qui leur étoient nécessaires. Cette dernière ressource manqua également quand le pays qui environnoit l'armée se trouva dénué de tout. Ces extorsions étoient d'un dangereux effet pour la moralité du soldat et pour la discipline, en même temps qu'elles aigri-

et aliénoient l'esprit des habitans. Jusqu'alors ils s'étoient empressés de fournir des secours à l'armée nationale, tant ils avoient été vexés par les troupes anglaises. Ils ne voyoient alors dans le général que leur libérateur et leur protecteur ; mais Washington se trouvoit maintenant réduit à l'alternative ou de congédier les troupes ou de recourir à la violence, afin de pourvoir à leur entretien. Il falloit tous ses talens pour triompher de tant de difficultés réunies : il sut retenir les soldats sous leurs drapeaux, et mériter les applaudissemens de l'armée et des citoyens.

On ne pouvoit risquer aucune entreprise avec une armée si mal entretenue et si peu nombreuse. Elle montoit, au plus, à treize mille hommes, tandis qu'un corps de seize ou dix-sept mille Anglais se trouvoit fortement retranché à New-York et à Rhode-Island. Ces troupes étoient encore protégées par une puissante flotte qui dominoit les côtes et les rivières, et donnoit le moyen de porter les forces sur tous les points qu'on choisiroit, bien avant que les Américains pussent s'y transporter. Les mouvemens des deux armées aux environs de la rivière Hudson en donnent

CHAP.  
VI.

1779.

la preuve. Des divisions de l'un et l'autre parti prenoient souvent position sur les deux rivages. Les Anglais alors pouvoient traverser directement et réunir leurs forces; les Américains, au contraire, n'opéroient leur jonction sans danger qu'en faisant un long trajet pour éviter la flotte anglaise.

Washington résolut avant tout de conserver West-Point et ses environs. Ce poste en effet, qui étoit comme la clé de la rivière Hudson, étoit en même temps celle des communications entre le Nord et le Midi. Pour ne pas abandonner cet objet important, il fut obligé de se refuser aux invitations des provinces voisines qui lui demandoient plusieurs détachemens considérables, afin de pourvoir à leur défense particulière. Dès le commencement de l'année, sir Henri Clinton fit quelques mouvemens pour remonter la rivière du Nord. Il paroissoit vouloir attaquer les postes placés sur les hauteurs nommées *Highlands*. Mais à mesure qu'ils se trouvoient menacés, Washington concentroit ses forces pour les défendre. Il prit si bien ses mesures que les Anglais ne tentèrent aucune attaque. Clinton espérant attirer les Américains hors

de ces forteresses naturelles envoya des détachemens pour brûler et ravager les villes situées sur la côte de Connecticut. Norwalk, Fairfield et New-London furent détruits. Washington, s'attachant au principe qu'il faut sacrifier les petits objets pour sauver ceux qui sont importans, ne donna de secours aux malheureux habitans qu'autant qu'il ne compromettoit pas la sûreté de West-Point.

Ses forces pendant la campagne de 1779 ne lui permettoient point de tenter une grande entreprise; cependant son génie actif saisit toutes les occasions d'agir d'une manière offensive, sans s'exposer à de trop grands hasards.

Sa principale expédition fut dirigée contre les *Six Nations* des sauvages qui habitoient le fertile pays situé entre les établissemens à l'Ouest de New-York et de la Pensylvanie, et les lacs du Canada. Ces Indiens, voisins des blancs avec qui ils entretenoient des liaisons, étoient parvenus à un degré de connoissances et de civilisation peu ordinaire parmi les sauvages. Plusieurs royalistes réfugiés chez eux leur servoient de guides pour les conduire

CHAP.

VI.

1779.

dans les divers établissemens qu'ils dévastoient et dont ils massacroient les habitans. Lorsque Washington n'étoit encore que commandant des troupes de Virginie, l'expérience lui avoit appris que les forts sont inutiles contre les attaques des Indiens. Il connoissoit aussi l'avantage de porter la guerre sur leur territoire et jusques dans leurs habitations. L'invasion du pays des Six Nations une fois décidée, le commandant en chef médita long-temps les moyens d'en conduire l'entreprise avec succès. Il chargea le général Sullivan de cette expédition et lui donna des instructions très-détaillées et qui pour être plus sévères que de coutume, n'outrepassoient pas néanmoins les mesures d'une juste et sage politique. Sullivan pénétra par trois points avec des forces considérables dans le pays des Indiens. Il brûla leurs villages et détruisit leurs récoltes. Ses succès assurèrent pour l'avenir la paix aux établissemens situés sur la frontière. Les sauvages cherchèrent un asile dans les contrées de l'Ouest beaucoup plus éloignées.

Pendant que les Anglais dévastoient le Connecticut, Washington, après avoir fait en personne la reconnoissance du terrain,

forma le projet d'une expédition contre Stony-Point, hauteur qui domine la rivière d'Hudson, et sur le sommet de laquelle on avoit élevé un fort où près de six cents hommes étoient en garnison. Le général en l'attaquant avoit l'espoir que, si cette entreprise étoit couronnée du succès, il feroit cesser les ravages que les Anglais exerçoient dans le Connecticut, en forçant les détachemens de venir au secours des postes avancés. Il confia la conduite du siège au général Wayne qui se rendit maître du fort et fit la garnison prisonnière.

Sir Henri Clinton, apprenant le succès de Wayne, renonça à ses projets contre le Connecticut. Il se rendit à marches forcées à Dobb's-Ferry, à vingt-six milles au-dessus de New-York.

Après la réduction de Stony-Point, les Américains surprirent la garnison anglaise à Paules-Hook. Le major Henri Lee qui en avoit conçu le projet le soumit au général en chef. Washington approuva l'entreprise; mais avant d'en autoriser l'exécution, il exigea qu'on lui démontrât les moyens d'une retraite assurée. Lee avec trois cents hommes pénétra dans le fort vers trois heures du

CHAP.

VI.

1779.

matin, ne perdit que très-peu d'hommes, fit cent cinquante-neuf prisonniers qu'il trouva moyen de mettre en sûreté, malgré le voisinage de plusieurs divisions considérables de l'armée ennemie.

Aux motifs qui s'opposoient à ce que l'on risquât aucune opération offensive, il faut ajouter l'espoir de l'arrivée d'une flotte française qui devoit paroître sur la côte dans le cours de l'an 1779. L'armée américaine ne vouloit pas agir sans le concours de ses alliés. La flotte parut dans le voisinage de la Géorgie. Les troupes françaises réunies à l'armée du Sud commandée par le général Lincoln, échouèrent dans une attaque contre le poste anglais placé à Savannah. Cette ville avoit été prise en décembre 1778 par le colonel Campbell qui avoit rétabli dans la Géorgie l'autorité du gouvernement anglais. Après la défaite des forces réunies devant Savannah et le départ de la flotte française, sir Henri Clinton marcha vers Charleston avec la principale partie de son armée, et se tint sur la défensive dans New-York.

Ainsi la campagne de 1779, dans les pays du Nord, comme on vient de le voir, ne

donna aucun résultat de part ni d'autre. Seulement Washington fit échouer les projets des Anglais qui vouloient s'emparer des montagnes appelées *Highlands*. Les Indiens furent châtiés, et quelques opérations peu brillantes à la vérité, mais utiles, empêchèrent les esprits de se livrer au découragement. Vers la fin de décembre, les Américains se retirèrent dans leur quartiers d'hiver; ils pouvoient se procurer aisément du bois, de l'eau, toutes les provisions nécessaires, et veiller à la sûreté du pays. L'armée étoit partagée en deux grandes divisions. Celle du Nord, confiée au général Heath, étoit placée de manière à mettre en sûreté West-Point, ses dépendances et tout le pays voisin. L'autre division, retirée à Morristown, dans le Nouveau-Jersey, garantit tout le pays au Sud de New-York; Washington se retira dans ses quartiers avec le gros de l'armée. Il fit cette année un froid extraordinaire. Les Anglais à New-York et dans Staten-Island étoient loin des avantages que leur procuroit toujours leur position. Ceux de New-York manquoient de chauffage et des autres provisions que le pays pouvoit leur fournir. Washington, par ses

CHAP.

VI.

1779.

dispositions, coupa toute communication entre la garnison anglaise et les habitans placés hors de ses lignes et qui pouvoient lui procurer des secours. De là une guerre de partis qui coûta la vie à beaucoup d'hommes de part et d'autre. L'armée anglaise étoit affoiblie par les nombreux détachemens envoyés vers le Sud, et par les rigueurs du froid. Si Washington eut été secondé, il pouvoit entreprendre quelque opération importante; mais il ne voulut rien tenter; son armée, déjà inférieure à celle de l'ennemi, manquoit des moyens qu'exige une campagne d'hiver.

## CHAPITRE VII.

## CAMPAGNE DE 1780.

Expédition contre Staten-Island. — Washington ne veut pas risquer une armée pour la défense de Charleston. — Grandes difficultés pour l'entretien de ses troupes. — Kniphausen envahit Jersey. — On l'empêche de détruire les provisions des Américains. — Arrivée du marquis de la Fayette. — Il apporte la certitude qu'il est suivi par une flotte française. — Plan pour coopérer avec les alliés. — Lenteur dans les moyens d'exécution. — Washington démontre la nécessité d'adopter un système plus actif. — Arrivée de la flotte et de l'armée française. — Plan d'opérations combinées contre New-York. — Il est contrarié par l'arrivée d'une flotte anglaise.

L'armée, pour l'année 1780, fut portée dans les États à trente-cinq mille hommes; mais le décret ne passa que le 9 février, et les soldats ne devoient pas être rendus au camp avant le premier avril. Tant de délais n'empêchèrent point Washington de profiter de la situation où se trouvoit l'ennemi. D'après des avis récents il jugea que, quelque

CHAP.  
VII.  

---

1780.

rigoureuse que fût la saison, on pourroit attaquer avec succès douze cents Anglais postés dans Staten-Island, surtout quand la glace réunissoit cette île au Continent : le tout dépendoit d'une surprise. Dans le cas contraire on espéroit réduire l'ennemi, quoique renfermé dans ses fortifications, avant que les renforts fussent arrivés de New-York. Le 14 janvier, pendant la nuit, lord Stirling avec deux mille cinq cents hommes pénétra dans l'île. La vigilance du commandant donna sur-le-champ l'alarme aux postes. Il dépêcha un bateau à New-York et demanda des secours. Les Américains avoient su, mais trop tard, que la communication entre l'île et New-York, quoique difficile, étoit praticable ; les ouvrages étoient trop forts pour qu'on pût les emporter d'assaut, et les secours trop voisins pour permettre les lenteurs d'un siège. Après quelques escarmouches, désespérant du succès et craignant que les renforts qui viendroient de New-York n'empêchassent la retraite, lord Stirling se retira promptement. Il ne perdit pas beaucoup de monde ; mais la rigueur du

froid et le défaut d'habillement firent périr plusieurs soldats.

Cet événement fut suivi du siège de Charleston. Henri Clinton le poussa avec tant de vigueur que la place fut obligée de capituler le 12 mai 1780. Le général Washington à la distance de plus de huit cents milles ne put agir pour défendre cette ville, l'un des plus importans marchés du Sud; mais il détacha de son armée les troupes du Nord de la Caroline, les nouvelles levées de la Virginie et les restes de la cavalerie du Sud. Quoiqu'il n'eût jamais été à Charleston et qu'il n'eût aucune connoissance particulière du port, il donna sur cette affaire une nouvelle preuve de ses lumières. Jusqu'alors on n'avoit pas voulu risquer aucune armée pour la défense des villes assiégées; mais dans la Caroline méridionale, le général Lincoln, pour des raisons qui satisfirent ses supérieurs, avoit suivi un plan de conduite tout différent. Quatre frégates des Etats-Unis avoient l'ordre de défendre Charleston et s'étoient portées au dedans de la barre; elles étoient secondées par une portion considérable de la marine de l'Etat. On avoit pris d'autant plus volontiers

ce nouveau plan de défense, qu'on étoit persuadé généralement que les forces de la marine pouvoient au dedans de la barre s'opposer efficacement aux vaisseaux anglais qui entreprendroient de la traverser. Pendant le cours du siège l'opération fut impraticable. Le lieutenant-colonel John Laurens communiqua tous ces détails au général Washington. « Vous ne pouvez, dit Washington, juger à la distance où vous êtes; j'ai la plus grande confiance dans la prudence du général Lincoln; mais il me paroît que le projet de défendre la ville ne peut être fondé que sur la possibilité de défendre la barre. Ce point manquant, il faut abandonner l'entreprise. Cependant je suspens encore mon jugement, et ce que je vous dis ne doit être regardé que comme une simple confiance. » L'événement confirma l'opinion du général: les vaisseaux anglais après avoir traversé la barre sans opposition, passèrent les forts et prirent une telle position dans la rivière Cooper, que leur communication avec les forces de terre ne permit pas aux Américains d'évacuer la ville; ils furent donc forcés de se rendre avec toute l'armée du Midi.

Quand cette malheureuse nouvelle parvint aux États du Nord, l'armée américaine étoit dans la plus grande détresse. On avoit souvent représenté au congrès la triste situation des troupes. Washington, dans une lettre adressée au général Schuyler, s'exprimoit ainsi : « Depuis ma dernière, la vertu et la patience de l'armée ont été mises à de terribles épreuves. Cinq ou six jours ou sans pain ou sans viande ; quelquefois le soldat a été trois jours sans rien prendre : vous jugez qu'il étoit impossible de contenir les troupes, et elles auroient certainement déserté, si les magistrats n'eussent fait les plus grands efforts pour leur procurer des secours dans les divers cantons auxquels j'ai été forcé d'en demander. Les soldats furent même réduits à faire du pain avec les grains qu'on donne aux chevaux. Les troupes ont supporté tous ces maux avec une patience héroïque ; mais sans un prompt remède tous les corps de la ligne seront bientôt débandés. » L'insuffisance de la solde et de l'entretien n'étoit pas la seule cause du mécontentement. Le premier projet d'avoir une armée continentale entretenue et réglée d'après un principe uniforme,

CHAP.

VII.

1776.

avoit fait place à celui des établissemens par province. Cette mesure désastreuse avoit été adoptée par force ; car le crédit des États particuliers se soutenoit mieux que celui des États-Unis. Le congrès n'ayant pas les moyens de soutenir l'armée, confia ce soin aux divers États qui formoient la confédération. Quelques-unes des provinces, en raison de leurs ressources particulières, fournissoient abondamment à leurs troupes tout ce qu'il falloit en habits et en autres objets. D'autres ne leur donnoient que le strict nécessaire ; un petit nombre ne pouvoit faire que fort peu de chose ou rien. Dans le service , les officiers et les soldats des divers corps se trouvoient mêlés ; ils comparoient leur position respective. Ceux qui ne jouissoient pas des douceurs accordées aux autres, murmuroient en voyant des distinctions si odieuses. Tant de maux réunis disposèrent à la révolte qui se manifesta dans l'armée d'Amérique. Peu d'officiers étoient riches ; pour paroître convenablement au rang qu'ils tenoient dans l'armée , il falloit que la plupart d'entre eux dépensassent le peu qu'ils possédoient. Les secours de la nation étoient

si disproportionnés , qu'un grand nombre d'officiers donnoient leur démission. Ceux de plusieurs régimens déclarèrent tous qu'ils étoient déterminés à quitter le service ; mais Washington sut prévenir une résolution si funeste , et ses pressantes sollicitations engagèrent les États à prendre les mesures les plus promptes.

Tandis que du côté du Midi toute l'armée avoit été forcée de se rendre, celle du Nord, plongée dans la plus grande détresse, éprouvoit la privation des choses même les plus nécessaires. Le général Kniphausen, à la tête de cinq mille hommes, passa de New-York dans le nouveau Jersey. Ce détachement fut bientôt renforcé par un corps de troupes sous les ordres de sir Henri Clinton , qui revenoit en vainqueur de la Caroline méridionale. Il étoit difficile de pénétrer le projet des royalistes. Espéroient-ils prendre possession de Morristown et détruire les provisions des Américains ? ou se flattoient-ils que les habitans découragés par la prise de Charleston se soumettroient sans résistance , et que les soldats déserteroient pour venir se ranger sous les drapeaux des royalistes ? Tous ces

mouvements de part et d'autre amenèrent de vives escarmouches, mais sans aucun résultat. Tantôt Washington crut que les Anglais vouloient détruire ses magasins, et tantôt qu'ils cherchoient à détourner son attention tandis qu'ils remonteroient la rivière du Nord pour attaquer West-Point. L'armée américaine par sa position pouvoit s'opposer à l'un ou l'autre de ces deux projets. Les provisions furent mises en sûreté, et les Anglais ne pouvoient risquer une action générale pour les détruire, sans s'exposer à de grandes pertes. Washington fit passer au général Howe, qui commandoit dans les Highlands, l'ordre de réunir ses forces pour couvrir West-Point. Avec la principale division de son armée, il prit tellement ses mesures qu'il pouvoit avancer pour défendre West-Point, ou reculer pour défendre ses magasins. Ces divers mouvements eurent lieu dans les premiers mois de l'année. Malgré les désastres éprouvés dans le Sud, les Américains ne renoncèrent point au projet de combattre pour leur indépendance; mais les lenteurs du congrès et des Etats, la foiblesse du gouvernement et la dépréciation du papier-monnoie,

tout fut cause que Washington ne put que rester sur la défensive.

Sur ces entrefaites, le marquis de la Fayette arriva de France. Il donna l'assurance qu'on verroit bientôt sur la côte une flotte et une armée françaises. Cette nouvelle stimula les Américains. On pressa avec chaleur les levées d'hommes et d'argent qu'on demandoit aux États. Washington dans sa correspondance avec toutes les provinces unies aiguillonna l'esprit public; il fit voir par des raisonnemens très-mesurés, pris de la politique de divers Cabinets de l'Europe, que l'indépendance des colonies couroit le plus grand danger s'ils négligeoient l'occasion de coopérer vigoureusement avec les forces que la France leur envoyoit. Le congrès prit des résolutions qui furent exécutées fort lentement. Les diverses législatures assignèrent aux cantons et aux villes le contingent que les États devoient fournir. Ces divisions furent encore subdivisées en classes, dont chacune dut fournir un homme. Le général en chef s'étoit plaint souvent qu'on donnât ainsi la préférence à un système décousu de mesures partielles sur un système national.

CHAP.  
VII.

---

1780.

Dans une lettre à un membre du congrès il s'exprimoit ainsi : « Si le congrès ne prend pas un ton plus décisif, s'il ne reçoit pas de plus amples pouvoirs ou s'il ne prend pas, comme il doit, ceux qu'exige le moment, enfin s'il ne montre point ainsi que les Etats particuliers plus de caractère et plus d'énergie, la cause de l'Amérique est perdue. Je ne peux plus me traîner dans les anciennes routes. Nous faisons les plus grandes dépenses sans tirer aucun avantage de nos moyens, lorsque nous adoptons des mesures à contre-temps, lorsque nous en différons l'exécution, enfin lorsqu'on se livre à des jalousies funestes au bien public. Une province exécute ce que le congrès lui prescrit; une autre ne tient aucun compte de la demande qui lui est faite. Ici l'on ne remplit qu'à demi la tâche imposée. Là tout s'opère à contre-temps et sans uniformité; tout est en opposition; tant que ce système ou plutôt ce manque absolu de système prévaudra, nos forces, nos ressources ne nous produiront aucun avantage.

» C'est là, mon ami, parler librement à un membre du congrès; mais ce langage est celui

de la vérité et de l'amitié. C'est le résultat de longues méditations et de l'observation la plus attentive. Je vois une tête qui petit à petit se multiplie et bientôt en présente treize, et je vois une armée partagée en treize divisions. Au lieu d'attendre les ordres du congrès, comme du pouvoir suprême constitué par les États-Unis, les troupes ne reconnoissent d'autre autorité que celle des États particuliers. Je vois en un mot l'autorité du congrès décliner d'une manière rapide : ce corps qui doit être regardé comme le grand corps représentatif de l'Amérique cessera de jouir du respect qui lui est dû, et les conséquences qu'entraîne nécessairement un tel système de gouvernement sont effrayantes. »

Des secours temporaires accordés par de simples particuliers apportèrent quelque soulagement à la malheureuse position de Washington. Le congrès ne pouvoit se procurer de l'argent; il manquoit de crédit pour faire subsister l'armée. Les citoyens de Philadelphie formèrent une association, dont le but étoit de pourvoir aux besoins du soldat. En peu de jours les souscriptions se portèrent à la somme de 500,000 dollars; on en forma

CHAP.  
VII.

1780.

une banque à l'effet d'amasser promptement des provisions pour les troupes. Cet établissement produisit de grands avantages , et les circonstances critiques où l'on se trouvoit les rendirent encore plus précieux.

Les dames de Philadelphie, rivalisant avec les citoyens , souscrivirent aussi pour des sommes considérables ; mais tous ces dons, quelque abondans qu'ils fussent, étoient loin de pouvoir suffire aux besoins de l'armée. Le 20 juin Washington informa le congrès qu'il lui en coûtoit infiniment de faire l'aveu pénible et humiliant que la plus grande partie des soldats n'avoient point de chemises, et manquoient de surtouts pour l'été. « Il est toujours bien pénible pour les chefs, dit-il, et bien dangereux pour le service que les troupes soient sans vêtemens ; mais quelle humiliation, quand notre armée agira conjointement avec celle de nos alliés. Je ne doute point, pour peu que cela soit possible, que vous ne vous empressiez de pourvoir à des besoins aussi urgens.

» Les officiers réclament aussi vos soins ; plusieurs sont dans une situation déplorable. Pour eux, pour l'intérêt, pour l'honneur de

la nation, il faut qu'ils soient équipés. Ils sont dans un état à ne pouvoir faire le service avec nos alliés sans s'exposer à leur mépris. » Le congrès prit enfin des mesures pour l'entretien de l'armée et pour la levée des recrues; mais elles s'exécutèrent avec tant de lenteur, que quoique l'été fut avancé, Washington ne connoissoit pas encore le nombre des troupes qu'il devoit avoir à sa disposition : il ne put donc former aucun plan pour agir avec les armées combinées. Il s'en expliqua dans une lettre au congrès : « Nous attendons, lui dit-il, l'arrivée de la flotte française, et l'incertitude dans laquelle on m'a laissé sur le nombre des troupes qui composeroit mon armée, m'ôte toute possibilité de former aucun plan pour agir avec nos alliés. S'ils arrivoient maintenant, je me trouverois dans la situation la plus embarrassante. Le général et l'amiral français aussitôt qu'ils approcheront de nos côtes me demanderont communication du plan de campagne; quand il devroit être dressé, à peine puis-je former des conjectures. J'ai démontré hier au comité combien il étoit indispensable qu'il écrivit aux États pour avoir d'eux un détail précis

sur les mesures qu'ils ont prises et sur leur résultat. L'intérêt des États, l'honneur de nos conseils, la justice et la reconnoissance que nous devons à nos alliés, tout exige que, dans le plus court délai, je puisse informer les Français de tous nos moyens : c'est de là que dépend le succès de nos opérations. N'allons point engager la flotte et l'armée de nos alliés dans une situation qui les exposerait à de grands dangers si nous ne pouvions les secourir. Je ne puis donc rien décider et le moindre retard détruit nos espérances. »

Dans cet état d'incertitude Washington réfléchissoit jour et nuit sur les diverses chances de la campagne prochaine. Il passoit en revue toutes les situations où les armées pourroient se trouver, et tâcha de former un plan général.

Le 10 juillet la flotte française, avec les troupes destinées à cette expédition, parut sur la côte de Rhode-Island; elle consistoit en sept vaisseaux de ligne, cinq frégates, et cinq petits bâtimens. Les troupes formoient un corps de six mille hommes. Le chevalier Ferney et le comte de Rochambeau qui commandoient la flotte et l'armée informèrent

aussitôt le général Washington de leur arrivée, des forces qu'ils amenoient, et des ordres qu'ils devoient suivre. A cette époque l'armée américaine n'avoit pas reçu plus de mille hommes de renfort. Tout autre que Washington auroit donné sa démission, ne pouvant souffrir l'abandon où son pays le laissoit. Mais sa conduite fut bien différente. Comptant toujours sur les secours promis, il fit proposer aux généraux français, par le marquis de la Fayette, de commencer le siège de New-York. En même temps il en instruisit le congrès. « Au milieu de tant de difficultés, lui écrivit-il, et commandé par les circonstances, j'ai servi tout à la fois la dignité du congrès, la réputation des États-Unis et l'honneur de nos armes. J'ai fait passer mon plan au général et à l'amiral français. La saison, toutes les lois de la bienséance ne permettent aucun délai. Enfin le sort en est jeté : ou les États-Unis rempliront leurs engagements, conserveront leur considération et soutiendront leur indépendance, ou une défaite honteuse sera notre partage. Malgré le défaut d'exécution dans les mesures qui ont été prises, je marcherai toujours dans la sup-

CHAP.  
VII.

1780.

position que les États consulteront leur propre intérêt et leur honneur, qu'on ne nous laissera pas succomber faute de moyens, quand il est évident qu'on peut nous les fournir. Ce qu'ont fait quelques-unes des provinces me confirme dans l'opinion que j'ai des ressources du pays. Point de doute que le peuple ne concourt aux mesures que l'on prendra. Si mon espoir est déçu, la responsabilité n'en peut tomber que sur ceux qui auront causé nos malheurs : le congrès, mes concitoyens et l'univers rendront justice à ma conduite. » Le 5 du mois d'août fut désigné pour l'embarquement des troupes françaises et la réunion de l'armée américaine dans les plaines de Morrisania, à l'effet de commencer les opérations combinées. Après l'arrivée de la flotte française l'amiral Gréaves renforça de six vaisseaux de ligne l'armée navale de l'Angleterre dans le port de New-York. Les Français avoient eu jusqu'alors la supériorité sur mer, et sans cet avantage l'espoir d'un succès en attaquant New-York devenoit chimérique. L'amiral anglais ayant alors la supériorité s'avança jusqu'à Rhode-Island pour attaquer les Français; et bientôt

il vit qu'on ne pouvoit le faire que du côté de la mer. Sir Henri Clinton embarqua huit mille hommes de ses meilleures troupes et s'avança jusqu'à Huntingdon-Bay sur Long-Island, dans le dessein apparent de concourir avec la flotte anglaise contre les Français à Rhode-Island. Washington de son côté fit marcher son armée et s'approcha de Peekskill. Si Clinton eût suivi le projet qu'il paroissoit avoir en vue, Washington profitoit de son absence pour surprendre New-York; mais Clinton retourna à l'instant de Huntingdon-Bay vers New-York.

Cependant la flotte française étoit bloquée à Rhode-Island. Les troupes qu'elle portoit ne purent coopérer avec les Américains. Mais on espéroit l'arrivée d'une autre flotte de Sa Majesté très-chrétienne. Cet armement étoit dans les parages de l'Amérique, sous les ordres du comte de Guichen. L'avantage des forces se trouvant alors du côté des insurgens, ils pouvoient reprendre leur premier projet d'attaquer New-York. Déjà les Américains se préparoient à seconder les efforts de leurs alliés, l'espoir étoit au comble, quand on reçut la nouvelle que le comte de

CHAP.  
VII.  

---

1780.

Guichen avoit mis à la voile pour retourner en France. Ce contre-temps affligea beaucoup tous ceux qui s'intéressoient au sort des colonies.

Washington tenoit toujours au projet d'attaquer New-York sitôt que les circonstances le permettroient. C'étoit l'objet de sa correspondance avec les généraux français; le 21 septembre il y eut une conférence entre eux et le général en chef à Hartford. L'amiral Rodney parut bientôt après avec onze vaisseaux de ligne, et son arrivée renversa tous les plans que les alliés avoient faits pour cette campagne. Ainsi s'évanouirent tous les projets que Washington s'étoit proposé d'exécuter en 1780. Il s'étoit flatté que cette année seroit l'époque, où la guerre se termineroit heureusement. Voici ce qu'il en écrivoit à un de ses amis : « Cette campagne paroissoit promettre une suite d'événemens heureux; je me flattois que la carrière militaire alloit se fermer pour moi, et que je retournerois jouir des douceurs de la vie domestique. Vain espoir! et cependant que de raisons pour croire que les plus brillans succès auroient couronné nos efforts. Les dispositions favorables de

l'Espagne ; les secours promis par la France ; la déclaration de la Russie, conforme aux intentions des autres puissances, qui vouloient humilier l'Angleterre et diminuer sa prépondérance maritime ; la supériorité de la France et de l'Espagne réunissant en Europe leurs forces navales ; les réclamations des Irlandais ; les troubles excités en Angleterre ; tout paroissoit m'assurer l'affranchissement des colonies. Quelque répugnance qu'eût la Grande-Bretagne à reconnoître notre liberté, je croyois qu'il lui seroit impossible de continuer la lutte. Ces rêves séduisants se sont évanouis. Je ne vois à leur place qu'un enchaînement de malheurs. La moitié du temps qu'a duré la campagne s'est passée sans provisions, et maintenant il me reste pour perspective la disette. Nous sommes sans magasins et sans argent pour en établir. Nous n'avons vécu qu'à force d'expédiens ; aujourd'hui nous n'avons plus de ressources. En vain voudrions-nous jeter un regard en arrière, et ce n'est pas à nous d'y songer. Notre position n'est pas désespérée, si le peuple a le sentiment de sa dignité. Quant à ceux qui nous gouvernent, ils sont sages.

CHAP. Mais il y auroit de l'absurdité de croire que  
VII. cette grande révolution peut s'achever avec  

---

1780. une armée temporaire et entretenue par les  
Etats. »

---

## CHAPITRE VIII.

## CAMPAGNE DE 1781.

Mouvemens de révolte dans les troupes de Pensylvanie. — Celles de Jersey suivent cet exemple. — Des mesures décisives compriment ces séditions. — Washington commence un journal militaire où il détaille les besoins et les souffrances de l'armée. — On l'invite à défendre son pays natal, la Virginie; il refuse. — Il réprimande l'économe chargé du soin de ses possessions, qui pour ménager ses propriétés fournissoit des secours aux ennemis. — Il éteint le feu naissant d'une guerre civile qui alloit éclater au sujet de l'indépendance de la province de Vermont. — Plan d'opérations combinées contre les Anglais. — Il députe le lieutenant-colonel John Laurens pour aller solliciter les Français de coopérer avec les Américains. — Les forces combinées des deux nations se réunissent dans la baie de Chesapeak. — Lord Cornwallis et son armée sont faits prisonniers de guerre. — Washington retourne dans le voisinage de New-York. — Il insiste sur la nécessité de faire des préparatifs pour une nouvelle campagne.

L'ANNÉE 1780 dans les Etats du Nord ne donna aucun avantage. Les commencemens

CHAP.

VIII.

1781.

CHAP.  
VIII.  

---

1781.

de 1781 furent marqués par une révolte. La nuit du premier janvier, treize cents hommes du corps de Pensylvanie prirent les armes dans leur camp près Morristown; ils déclarèrent, qu'ils étoient résolus à marcher contre le congrès pour obtenir un adoucissement à leurs maux, sans quoi ils ne pouvoient plus continuer leur service. Le général Wayne et les autres officiers firent de vains efforts pour appaiser ce mouvement séditieux. Tout le corps marcha vers Princeton avec six pièces d'artillerie légère. Les mutins exposèrent leur demande dans un mémoire. Ils vouloient qu'on accordât le congé à ceux qui avoient servi pendant trois ans, qu'on payât l'arriéré, et qu'à l'avenir la solde fût acquittée en numéraire. Les officiers, un comité nommé par le congrès, et une députation du conseil exécutif de Pensylvanie se réunirent pour opérer une réconciliation; mais les rebelles ne voulurent entendre aucun accommodement qui n'auroit pas pour base la réforme des griefs dont ils se plaignoient.

L'autorité civile de Pensylvanie consentit à leurs demandes comme étant fondées sur la

justice. Washington, alors à New-York , apprit cette nouvelle avant qu'on eût opéré le rapprochement. Jusqu'alors les circonstances les plus difficiles n'avoient point suspendu un instant ses décisions ; mais jamais position n'avoit été plus délicate. Il balançâ sur le parti qu'il avoit à prendre : plus d'une fois il avoit réussi à éteindre le feu des révoltes. Il forma d'abord le projet de se rendre au camp des mutins et de réveiller en eux le sentiment de leur devoir ; mais après y avoir mûrement réfléchi, il changea de résolution. Il apprécioit d'un côté toute la justice des réclamations ; mais de l'autre, céder à des révoltés qui soutenoient leurs demandes les armes à la main, c'étoit porter le dernier coup à la discipline militaire. Il voyoit cette malheureuse affaire sous tous les rapports ; il n'ignoroit pas que les sujets principaux de mécontentement étoient communs à tous les corps qui composoient l'armée. S'il falloit employer la force, il n'avoit point de troupes qu'il pût faire marcher sans exposer West-Point. Si des concessions devenoient inévitables, il valoit mieux qu'elles fussent faites par tout autre que par le général en chef. Enfin après avoir

CHAP.  
VIII.  

---

1781.

bien pesé toutes les raisons, il résolut de ne point paroître et de laisser le tout aux autorités civiles qui déjà étoient intervenues. En même temps il songea aux moyens à prendre si tout rapprochement devenoit impossible. En communiquant sa résolution au général Wayne, il lui recommanda, si l'on faisoit des concessions, de veiller aux autres corps de l'armée, et d'attirer les mutins de l'autre côté de la Delaware, pour ôter toute possibilité de communiquer avec l'ennemi dans New-York.

On reconnut bientôt combien il est dangereux d'accorder à des soldats leurs demandes, quelque justes qu'elles soient, lorsqu'ils les font les armes à la main. Le succès des troupes de la Pensylvanie enhardit celles du Nouveau-Jersey : une partie de la brigade de cet Etat se souleva et marcha vers Chatham, exigeant ce qu'on avoit accordé aux troupes de la Pensylvanie. Washington étoit très-mécontent de la manière dont la première insurrection s'étoit terminée ; il vit bien que des mesures énergiques pourroient seules arrêter les progrès d'une révolte qui détruiroit toutes ses espérances. Il ordonna au gé-

néral Howe de prendre un détachement des troupes du Nord et de marcher contre les mutins. Il lui défendit de leur proposer aucun terme d'accommodement tant qu'ils seroient disposés à la résistance. Enfin il lui enjoignit, quand les rebelles seroient soumis, de faire saisir les chefs et de les fusiller en présence de leurs camarades. Ces ordres furent ponctuellement exécutés : deux des principaux mutins furent mis à mort et le reste rentra dans le devoir.

Washington avoit été forcé à des mesures rigoureuses ; mais il n'en connoissoit pas moins tout ce que son armée souffroit. Il employa tous ses efforts à lui faire rendre justice. Par une circulaire aux États il les instruisit des événemens qui venoient de se passer, et les invita à prévenir désormais de pareils désordres en remplissant leurs engagements envers l'armée. Ses instances eurent quelques succès momentanés ; mais ce que l'on fit étoit infiniment au-dessous de ce que les troupes avoient droit de réclamer. On ne satisfit à l'article des vivres que d'une manière partielle et par des expédiens qui ne procuroient qu'un secours passager : un officier

CHAP.

VIII.

1781.

avoit ordre d'en prendre partout où il en trouveroit. Un pareil acte ne différoit du vol que parce qu'il étoit autorisé pour le service de l'Etat. L'officier avoit aussi l'ordre de délivrer toujours au propriétaire un certificat de la quantité et de la qualité des objets qu'on lui prenoit. On eut d'abord quelque confiance à ces reconnoissances, comme pièces justificatives pour réclamer des indemnités; mais elles devinrent bientôt si communes qu'elles perdirent toute valeur. Le gouvernement eut si souvent recours à la contrainte, soit pour les dépenses civiles, soit pour l'entretien de l'armée, que le peuple perdit toute confiance dans le crédit public : il n'eut même plus la patience de souffrir les actes d'autorité par lesquels on lui enlevoit sa propriété. Vers cette époque le général Washington fut obligé de verser à la caisse de l'ordonnateur en chef la somme de 9000 dollars, envoyée par la province de Massachusetts pour le paiement de ses propres troupes. Cette somme devoit être employée à se procurer des vivres dans les pays voisins. Avant d'en venir à cette extrémité, Washington avoit épuisé tous les magasins tenus en réserve dans la garnison de

West-Point. La contrainte à main armée donnoit lieu de craindre que les habitans fatigués à la fin ne se livrassent à des insurrections. Le fort Schuyler, West-Point et les postes en remontant la rivière du Nord étoient au moment d'être abandonnés par leurs garnisons qui mouroient de faim. Il y avoit alors fort peu d'argent en circulation, soit en papier, soit en espèces. Le voisinage de l'armée américaine étoit dénué de tout. Le défaut du numéraire et du papier-monnoie avoit causé bien des maux; mais le manque de vivres eût presque totalement dissous l'armée et laissé le pays ouvert aux incursions des Anglais.

Vers cette époque Washington commença le journal des opérations militaires. Voici ce qu'on y trouve relativement à la situation des armées. « Aujourd'hui premier mai 1781, je commence le journal de tout ce qui concerne la guerre, etc. Je regrette de ne l'avoir pas entrepris plutôt, il auroit aidé ma mémoire. Je crains que l'abondance des matières, l'état critique où se trouvent les colonies, et les perplexités de tout genre dont mon esprit est agité, n'interrompent mon projet et n'y

CHAP. mettent tant d'obstacles que ces feuilles ne  
VIII. se trouvent de peu d'utilité dans l'état où je  
1781. les laisserai.

» Pour avoir une idée nette de ce qui peut nous rentrer par la suite, il faudroit exposer en détail nos besoins et tout ce que nous attendons. Mais ce travail d'une grande étendue exigeroit un temps considérable. Il suffit d'en donner une note abrégée.

» Au lieu d'avoir des magasins bien fournis, nous n'avons qu'une petite quantité de vivres et de munitions disséminées çà et là. Nos arsenaux sont dégarnis; tous les ouvriers désertent et les quartiers-mâîtres en sont réduits à presser les États pour les équipages de campagne, quand tout devroit être en magasin. Pour le transport des vivres et munitions, nous devrions avoir une administration établie sur un bon crédit ou sur des fonds placés dans les mains du quartier-mâitre, et nous n'avons ni l'un ni l'autre. Nous sommes obligés de recourir à la contrainte; chaque jour et à toute heure, nous opprimons le peuple, nous aigrissons les esprits et n'excitons que la haine. Les régimens, au lieu d'être au complet d'après les réqui-

sitions du congrès, n'ont pas maintenant la huitième partie du contingent fixé pour chaque province. Nous n'obtiendrons pas même la moitié des levées requises. Nous devrions être en mesure pour entrer en campagne : il n'y a rien de prêt. Une guerre offensive nous promettoit de brillans succès, heureux si nous pouvons nous défendre. Telle est la triste perspective à laquelle nous sommes réduits. Vaisseaux, troupes, argent, nous attendons tout de nos généreux alliés. »

Tandis que les Américains supportoient toutes les calamités, l'ennemi dispoit un plan de campagne plus étendu qu'il ne l'avoit fait jusqu'alors. On avoit souvent reproché aux commandans anglais de n'avoir pas suivi un projet de campagne bien combiné, d'avoir manqué le but qu'ils devoient atteindre, celui de faire rentrer dans le devoir les provinces révoltées. On les blâmoit d'avoir tenu une armée considérable dans l'oisiveté à New-York, tandis que les forces bien employées auroient soumis plusieurs des États-Unis. Le plan de campagne des Anglais pour 1781 étoit entièrement opposé à ceux qu'on avoit suivis précédemment. Pendant cette an-

née la guerre déploya sa fureur, non-seulement dans le voisinage des principaux quartiers Anglais à New - York, mais encore en Géorgie, dans le Nord et le Sud de la Caroline et dans la Virginie.

Sur un espace aussi étendu, Washington ne pouvoit agir dans les États du Sud. Il se bornoit à donner des avis aux officiers qui commandoient en Virginie, en Géorgie et dans les parties septentrionales et méridionales de la Caroline. Il entretint avec eux une correspondance suivie et leur fit passer des secours, sans pour cela nuire à la sûreté de West-Point. Dans tout le cours de la guerre, Washington a toujours eu pour principe de laisser dévaster les possessions particulières. Chercher à les défendre, c'étoit hasarder des provinces entières. Pendant que la Virginie étoit en proie aux fureurs de la guerre, le gouverneur de cette province, ainsi que les représentans qu'elle avoit dans le congrès, réunis à plusieurs citoyens distingués, pressèrent Washington de retourner dans son pays pour s'occuper du soin de le défendre. Mais le général en chef ne voyoit que l'Amérique : il sentit combien il étoit important

qu'il demeurât près de la rivière Hudson. Non-seulement il conservoit ainsi un des postes les plus essentiels des États-Unis, mais encore il pouvoit concerter un grand plan qui, comme on le verra, délivra la Virginie et toutes les autres provinces du fléau de la guerre.

Washington ne s'occupoit pas plus du soin de ses propres domaines que de ceux des autres propriétaires. Pendant que les Anglais étoient dans le Potowmac, ils envoyèrent un parlementaire demander des vivres à Mont-Vernon, où étoient situées les possessions du général en chef. Le refus étoit souvent puni par l'incendie des maisons et autres propriétés placées près de la rivière. Pour prévenir ce malheur, l'intendant de Washington vint à bord des vaisseaux anglais, apporta des provisions, et demanda qu'on épargnât les bâtimens et dépendances du domaine dont il avoit la régie. Le général en chef lui en témoigna son mécontentement. « J'aurois été, lui écrivit-il, beaucoup moins affligé d'apprendre que les Anglais, sur votre refus, avoient incendié ma maison et détruit mes plantations. Vous deviez vous regarder

CHAP.  
VIII.

---

1781.

comme mon représentant; vous deviez penser au mauvais exemple que votre conduite alloit donner à mes concitoyens : je dois leur servir de modèle dans toutes les privations et dans toutes les pertes qu'il nous faut souffrir pour le bonheur public. »

Un nouvel incident vint ajouter aux embarras qui accabloient Washington. Tandis que ses forces disponibles ne pouvoient suffire à la défense du pays, une guerre civile faillit à éclater parmi ses concitoyens. Les habitans de Vermont voulurent former un Etat indépendant. Le gouvernement de New-York prétendoit de son côté avoir droit sur leur territoire. Les généraux anglais leur offroient ouvertement de les traiter comme appartenant à la Couronne et de les défendre contre toute attaque. La crise devint sérieuse et demanda l'attention du général en chef. Les gouvernemens de New-York et de Vermont étoient résolus d'exercer leur juridiction sur le même territoire. Le congrès crut terminer le débat et concilier les deux partis en prenant un juste milieu. Au mois d'août 1781, il reconnut par un décret l'indépendance du pays de Vermont à certaines conditions et  
dans

dans des limites fixées; mais contre tout espoir, ce décret fut rejeté par les habitans de Vermont, et la législature de New-York protesta avec énergie contre cet arrangement. Ceux de Vermont se plaignirent que le congrès se mêlât de leur police intérieure. Le gouvernement de New-York ne voulut voir dans le décret que le démembrement de la province, qui faisoit une partie constituante de la confédération. Washington empressé de rétablir la paix et la concorde, dans un message à Chittenden, gouverneur de Vermont, lui demanda quelles étoient réellement les vues des habitans; s'ils étoient satisfaits de l'indépendance que leur proposoit le congrès, ou s'ils étoient décidés à devenir une province britannique. Le gouverneur répondit nettement qu'il n'y avoit point sur le continent de peuple plus attaché à la cause des Etats-Unis que celui de Vermont; mais qu'il avoit pris la ferme résolution de ne pas se mettre sous le gouvernement de New-York; qu'il s'y opposeroit par la force des armes, et qu'il se joindroit aux Anglais dans le Canada plutôt que d'y consentir.

Ces deux provinces étoient également mé-

CHAP.

VIII.

1781.

contentes du congrès , et leur animosité réciproque allant toujours croissant, n'en devenoit que plus alarmante. Washington en prévint les malheureuses conséquences : « Ce n'est pas ici, dit-il dans sa réponse au gouverneur Chittenden, le moment de discuter l'origine du droit qu'un certain nombre d'habitans prétend avoir sur cette étendue de terrain, connu d'abord sous le nom de concessions du New-Hampshire, et maintenant sous celui de Vermont ; je le regarderai comme fondé , puisque le congrès par sa résolution du 7 août l'autorise, et que par celle du 21 il se montre disposé à le confirmer, pourvu que le nouvel Etat soit renfermé dans les bornes prescrites. Ainsi la dispute ne roule maintenant que sur les limites. Ce point une fois déterminé, tout se trouvera définitivement arrangé à la satisfaction des deux partis. Maintenez votre juridiction dans les limites anciennement posées. Il faut que votre indépendance et votre souveraineté soient reconnues, sous les restrictions déterminées par le décret du 21 août, sur tout le territoire qui n'empiète pas sur les anciennes limites de New-York, New-Hampshire et Massachusetts. Je crois donc qu'il

convient aux députés des Etats-Unis rassemblés dans le congrès de rendre justice à une partie des habitans de l'Amérique, respectables par leur nombre et par tant de titres qui leur donnoient le droit d'être admis dans la confédération. Il est de leur devoir en même temps de veiller à l'intérêt de leurs constituans, et de prendre garde que sous le prétexte de rendre justice à une portion du peuple on ne porte atteinte aux droits des autres habitans. Tel est, je crois, le principe auquel le congrès est inviolablement attaché.»

L'impartialité, la modération qui régnoient dans cette lettre, et surtout l'intime conviction où l'on étoit du patriotisme et du désintéressement de Washington, produisirent une révolution dans l'esprit des membres de la législature de Vermont. Ils acceptèrent les mêmes propositions du congrès qu'ils avoient rejetées quatre mois auparavant. La réunion des deux partis dissipa l'orage. Ainsi l'influence d'un homme distingué par ses vertus éminentes et ses grands services éteignit les étincelles d'une guerre civile prête à s'enflammer (1).

(1) Voyez pour plus de détails l'Histoire de Ver-

Washington, dans le cours de la guerre d'Amérique, se conduisit souvent d'après le système du général romain Fabius : toujours des retraites et toujours éviter les actions décisives ; mais la nécessité plus que tout autre motif l'obligeoit à suivre cette marche. Son opinion étoit prononcée pour l'offensive ; c'étoit selon lui le moyen le plus efficace pour terminer promptement la guerre. Fidèle à ce principe, chaque année il traça le plan de quelques attaques, soit contre quelques-unes des armées anglaises, soit contre les postes de l'ennemi. A l'ouverture de chaque campagne, Washington s'efforça d'aiguillonner l'esprit public pour le porter à quelque grande entreprise ; mais ses efforts ne furent jamais secondés. Dans les années 1778, 1779 et 1780, le projet d'opérations combinées avec les Français échoua totalement. L'idée de mettre fin à cette guerre par quelque action d'éclat, occupoit continuellement le génie actif du général en chef. Pour en assurer le succès, il falloit avoir sur les côtes une force

mont par Williams ; cet ouvrage mérite une place dans toutes les bibliothèques.

navale supérieure ; il falloit aussi se procurer de l'argent par un emprunt. Ce dernier secours devint indispensable , particulièrement dans l'année 1781. Les finances du gouvernement étoient alors en si mauvais état, qu'elles ne pouvoient suffire ni à l'entretien de l'armée ni à la transporter aux divers lieux où se trouvoit le théâtre de la guerre. Pour obtenir ce secours nécessaire on résolut de faire partir un envoyé extraordinaire près de la Cour de Versailles. On confia cette mission au lieutenant-colonel John-Laurens; il avoit toutes les qualités que pouvoit exiger une négociation aussi importante. Comme aide-de-camp du général en chef, il connoissoit l'état exact de l'armée américaine, Washington lui en avoit donné les détails les plus précis : ils étoient consignés dans un mémoire qu'il avoit dressé lorsque l'armée de Pensylvanie étoit en révolte déclarée. « Les efforts, y est-il dit, qu'ont déjà faits les États-Unis étoient au-dessus de leurs moyens ; tous les fonds assignés pour les dépenses de la guerre laisseront toujours un déficit qu'il faudra remplir par des emprunts. L'expérience a démontré l'impossibilité de soutenir un

papier-monnoie sans capitaux considérables ; les emprunts au-dedans n'ont pu s'effectuer à cause du petit nombre d'habitans en état de disposer de fortes sommes d'argent. Pour entretenir l'armée , il a fallu employer la violence et la force militaire. Si l'on continue plus long-temps de semblables mesures, le peuple se rebutera ; de là un changement total dans l'opinion publique. D'un autre côté, les secours procurés par ces actes de violence ont été insuffisans pour satisfaire aux besoins de l'armée : sa patience s'est enfin épuisée. Le mécontentement s'est manifesté par des révoltes alarmantes. Les États-Unis ne peuvent fournir aux besoins les plus urgens : un emprunt est donc indispensable pour relever le crédit public , et pour pousser avec vigueur les opérations militaires. Le premier point une fois rempli , il est indispensable d'avoir sur les côtes de l'Amérique une flotte française supérieure à celle de l'Angleterre. Sans cet avantage , on ne peut entreprendre rien de décisif , les Anglais ayant dans ces parages des forces navales très-considérables.

» Les États-Unis ont des fonds assurés pour acquitter l'emprunt qu'ils sont forcés de faire ;

la bonne volonté des habitans, leur zèle pour la cause de la liberté sont de grandes ressources ; mais il faut que des sommes considérables donnent le moyen d'entretenir l'armée sans réquisition et sans violence. C'est ainsi qu'on arrêta le mécontentement qui de jour en jour s'accroissoit parmi le peuple. »

Tous ces détails intéressans donnés par le général en chef, et présentés avec adresse et chaleur par le colonel Laurens, produisirent l'effet qu'on en attendoit. L'influence du docteur Franklin, qui depuis cinq ans étoit ministre plénipotentiaire des États-Unis près la cour de France, opéra puissamment pour le succès de cette négociation. Sa Majesté très-chrétienne accorda à ses alliés de l'Amérique un subside de six millions de livres. Le roi se rendit encore garant de dix autres millions qu'on emprunta à la Hollande. On promit de coopérer avec une armée navale, et l'on projetta une expédition combinée pour s'opposer à l'ennemi commun.

Le succès de la guerre d'Amérique dépendoit absolument des opérations navales d'une flotte française supérieure. L'armée anglaise se trouvoit alors distribuée dans les différens ports

CHAP.  
VIII.

---

1781.

de mer appartenant aux États-Unis. Toute division de cette armée qui se trouveroit bloquée par une flotte française, ne pouvoit résister long-temps aux forces combinées. Le marquis de Castries avoit alors en France le ministère de la marine. Il eut bientôt l'état exact des forces navales que les Anglais pouvoient réunir sur les côtes des États-Unis; il disposa ses forces maritimes de manière à s'assurer toujours de la supériorité. D'après ces mesures, M. de Grasse mit à la voile au mois de mars 1781. Cet amiral partit de Brest avec 25 vaisseaux de ligne, des troupes de débarquement, et un convoi considérable qui montoit à plus de 200 vaisseaux. Une petite partie de cet armement étoit destinée pour les Indes Orientales; mais M. de Grasse avec la partie la plus considérable de la flotte mit à la voile pour la Martinique.

La flotte anglaise venoit d'être affoiblie par le départ d'une escadre destinée à protéger les vaisseaux qui transportoient en Angleterre le butin qu'on avoit fait à Saint-Eustache. On en détacha encore les amiraux anglais Hood et Drake pour intercepter la flotte française commandée par M. de Grasse;

mais l'amiral français opéra sa jonction avec huit vaisseaux de ligne et une frégate de 50 canons qui se trouvoient depuis quelque temps à la Martinique et à Saint-Domingue. M. de Grasse ayant alors une supériorité décidée , termina les affaires qu'il avoit dans les Colonies françaises , et partit au commencement d'août avec un convoi des plus considérables qu'il mit d'abord en sûreté. Ensuite il se dirigea vers la baie de Chesapeak où il arriva le 13 du même mois. Cinq jours avant la flotte française qui étoit à Rhode-Island avoit mis à la voile pour se réunir à l'amiral. Les deux flottes , malgré la distance qui les séparoit du théâtre de la guerre , combinèrent leurs opérations avec une précision étonnante : toutes deux visoient au même but et se réunirent en même temps. Les Anglais ne soupçonnèrent le but que se proposoient leurs ennemis que lorsqu'il leur fut impossible de s'y opposer.

Tant de circonstances favorables pour les forces maritimes des Américains et des Français , secondèrent aussi la marche de leurs troupes de terre. Les généraux avoient profondément combiné un plan d'opérations qui

CHAP.

VIII.

1781.

fut fidèlement exécuté dans toutes ses parties. Washington et le comte de Rochambeau avoient déjà dépassé les quartiers principaux des Anglais à New-York, et ils étoient déjà bien avancés dans leur route vers York-Town avant que le comte de Grasse se fût approché des côtes de l'Amérique. M. de Barras qui commandoit l'escadre française à New-Port, arriva à Boston avec des dépêches pour le comte de Rochambeau. Une entrevue eut lieu bientôt après à Weathersfield entre les généraux Washington, Knox et du Portail de la part des Américains, et le comte de Rochambeau avec le chevalier de Chastellux de la part des Français. Dans cette conférence on arrêta un plan éventuel d'opérations pour toute la campagne ; il fut décidé qu'on feroit le siège de New-York de concert avec une flotte française qui devoit arriver sur la côte au mois d'août, et que les troupes françaises marcheroient vers la rivière du Nord. Washington écrivit aux magistrats de New-Hampshire, Massachusetts, Connecticut et de la Nouvelle-Jersey, et les pressa de compléter leurs bataillons et de tenir leur contingent de 6200 hommes de milice prêts à marcher une

semaine avant d'être mis en réquisition pour l'exécution de ce plan de campagne. Les français partirent de Rhode-Island au mois de juin , et se réunirent à l'armée américaine au commencement de juillet ; en même temps Washington retira son armée des quartiers d'hiver près de Peekskill , et s'approcha de Kingsbridge. Le général Lincoln descendit la rivière du Nord avec un détachement de bateaux , et prit possession du terrain où étoit situé autrefois le fort Indépendance. Il y fut attaqué , mais le combat dura peu ; les Anglais se retirèrent avec presque toutes leurs forces à York-Island. Washington espéroit pouvoir commencer les opérations contre New-York vers le milieu ou bien au plus tard vers la fin de juillet. On construisit près d'Albany des bateaux plats suffisans pour transporter 5000 hommes. On les amena , en descendant la rivière du Nord , dans le voisinage de l'armée américaine devant New-York. On fit des fours pour le service des troupes françaises vis-à-vis Staten-Island. Enfin on se mit en mesure de commencer le siège. Le 2 août Washington eut la douleur de voir que quelques centaines d'hommes au plus avoient joint son armée depuis

CHAP.  
VIII.

1781.

qu'elle avoit quitté ses quartiers d'hiver. Ainsi après avoir arrêté un plan d'opérations de concert avec un commandant des alliés à la tête d'une armée respectable , après avoir amené cette armée d'une distance considérable , toujours dans l'attente de renforts nombreux et suffisans pour commencer les opérations , il étoit affligeant pour le général en chef de se trouver dans cet état de foiblesse ; c'étoit manquer à tous les engagemens pris en faveur des États-Unis ; c'étoit porter un coup funeste à la cause commune , et compromettre l'honneur du chef de l'armée. Washington sut s'élever au-dessus de ce surcroît de difficultés. Toujours calme , il supporta cette dure épreuve avec sa magnanimité ordinaire. Il réitéra ses instances auprès des États ; il les pressa par les motifs les plus puissans de lui fournir les moyens de remplir les engagemens contractés avec le général des troupes françaises.

Cette lenteur dans les opérations qui jusqu'alors avoit tant de fois conduit les Américains aux bords du précipice , fut dans cette circonstance la cause accidentelle de leur salut. Si les recrues étoient arrivées plutôt ,

on auroit commencé le siège de New-York vers la fin de juillet ou bien au commencement d'août. Pendant que la saison se passoit dans l'espoir de voir arriver ces renforts, le lord Cornwallis, comme on l'a dit, s'étoit posté près des caps de Virginie. La position qu'il occupoit, l'arrivée d'un renfort de 3000 allemands venus d'Europe à New-York, la force supérieure de la garnison, la négligence des États à remplir leurs bataillons et à former leurs milices, et surtout les nouvelles qu'on reçut du comte de Grasse relativement à son expédition fixée dans la baie de Chesapeak, toutes ces causes réunies concoururent vers le milieu du mois d'août à faire changer entièrement le plan de campagne.

On parut toujours persister dans le projet d'attaquer New-York. Pendant que toutes les mesures sembloient uniquement dirigées vers ce point, l'armée des alliés traversoit la rivière du Nord et passoit par la route de Philadelphie, parcourant le pays jusqu'à York-Town. Une expédition contre les troupes anglaises dans la Virginie parut offrir un succès plus prompt, et dont l'issue ne promettoit

CHAP.  
VIII.

---

pas moins d'avantages que la prise de New-York.

1781.

Pendant que l'on s'occupoit sérieusement de l'attaque de cette ville , une lettre du général Washington contenant tous les détails du premier plan de campagne , fut interceptée et tomba dans les mains de sir Henri Clinton. Celui-ci ne se doutoit nullement du nouveau plan adopté par les alliés , et d'après les détails qu'il avoit sous les yeux , il ne vit dans tous les mouvemens qui se dirigeoient du côté de la Virginie qu'une feinte pour détourner son attention de la défense de New-York. Dans cette conviction , il employa toutes ses forces à protéger ce poste. Il laissa passer devant lui les armées combinées sans les inquiéter. Il ne lui restoit plus aucun moyen d'arrêter leur marche quand il soupçonna que les alliés avoient réellement transporté le théâtre de la guerre en Virginie. Ainsi la vérité conduit quelquefois au même but que la ruse , et le projet simulé d'attaquer New-York n'auroit pu jamais si bien servir la cause des Colonies que ne le fit dans cette circonstance l'intention réelle que l'on en avoit eue.

Vers la fin d'août l'armée américaine quitta

le voisinage de New-York , et se mit en marche pour la Virginie. Washington s'étoit avancé jusqu'à Chester avant d'avoir reçu la nouvelle de l'arrivée de la flotte commandée par M. de Grasse. Les troupes françaises se dirigèrent en même temps vers l'endroit où les Américains étoient campés. Washington et le comte de Rochambeau, suivis des généraux Chastellux , du Portail et Knox , allèrent rendre visite au comte de Grasse à bord de son vaisseau *la Ville de Paris* , et là ils arrêtèrent un plan d'opérations.

Le comte de Grasse écrivit au général en chef « que dans le cas où la flotte anglaise se présenteroit , il iroit à sa rencontre en pleine mer plutôt que de risquer une action dans une baie resserrée. » Cette résolution alarma le général américain. Il envoya le marquis de la Fayette avec une lettre pour dissuader l'amiral français d'un projet si dangereux. Cette lettre et les instances du marquis produisirent l'effet qu'attendoit Washington.

Les forces combinées firent route vers York-Town, partie par terre et partie en descendant le long de la Chesapeake. Toutes les troupes auxquelles se réunit un corps de mi-

CHAP.  
VIII.

1781.

lices de la Virginie se rendirent à Williamsburg le 25 septembre, et cinq jours après elles se mirent en marche pour investir York-Town. La flotte française s'avança en même temps jusqu'à l'embouchure de la rivière York, et prit une position qui ne permettoit plus au lord Cornwallis de faire sa retraite et qui lui ôtoit en même temps les moyens de recevoir des secours du côté de la mer. Avant de quitter Williamsburg pour aller à York-Town, Washington dans ses ordres généraux donna cette injonction : « Si l'ennemi vient au devant de l'armée pendant sa marche, le général enjoint aux soldats de se servir principalement de la baïonnette ; il faut abattre la vanité des Anglais qui prétendent seuls avoir l'avantage de s'en servir victorieusement.

York-Town étoit défendu à droite par des redoutes et des batteries avec une palissade derrière. Le front du même côté étoit protégé par une ravine marécageuse ; on y avoit construit une large redoute. Le marais s'étendoit le long du centre qui étoit défendu par une palissade et par des batteries. Sur la gauche, un ouvrage à corne avec un fossé,

un rang de fraises, et un abatis soutenus par deux redoutes. Les armées combinées prirent possession du terrain que les Anglais avoient quitté. Une légion de cavalerie ayant en croupe des soldats d'infanterie passa la rivière pour aller à Gloucester. Le général de Choisy, par une manœuvre adroite, ôta de ce côté aux Anglais toute communication avec le pays. Cependant l'armée royale employoit tous ses moyens pour fortifier ses ouvrages de défense. Son artillerie étoit continuellement dirigée contre les dispositions des armées combinées. Le 9 et le 10 octobre les Américains et les Français ouvrirent leurs batteries, par un feu bien nourri et bien dirigé; ils se servirent de gros canons, de mortiers et d'obus. Les bombes atteignirent les vaisseaux qui se trouvoient dans le port. Le Caron de 44 pièces d'artillerie et un vaisseau de transport furent brûlés. Les alliés commencèrent leur seconde parallèle à deux cents verges des ouvrages des assiégés. Les deux redoutes placées en avant sur la gauche des Anglais arrêtoient l'approche des troupes. On résolut de les emporter d'assaut. Pour exciter l'émulation, les généraux confièrent aux

CHAP.  
VIII.

1781.

Français l'attaque de l'une de ces redoutes, et les Américains furent chargés de réduire l'autre. Ceux-ci marchent à l'assaut sans avoir leurs fusils chargés, franchissent l'abatis et les palissades, attaquent de tous les côtés, et dans l'espace de quelques minutes emportent la redoute. La perte fut seulement de huit hommes et vingt-huit blessés.

Les Français de leur côté eurent le même succès; ils furent promptement maîtres de la redoute, mais ils perdirent beaucoup de monde. Ces deux redoutes étoient enfermées dans la seconde parallèle et facilitèrent la suite des opérations.

Les batteries des assiégeans présentoient alors près de cent pièces de grosse artillerie, tandis que les ouvrages des assiégés battus en ruine offroient à peine un canon. Il ne restoit plus à lord Cornwallis d'autre ressource que de capituler ou de tâcher de s'échapper. Il tenta ce dernier parti. Ce projet, quoique plus difficile à exécuter pour n'avoir pas été essayé plutôt, laissoit encore quelque lueur d'espérance. On disposa des bateaux pour recevoir les troupes pendant la nuit et les transporter à Gloucester-Point. Une embarca-

liou traversa, mais une violente tempête dispersa les bateaux et fit échouer l'entreprise. L'armée royale se trouvant affoiblie fut exposée à un danger plus imminent. On envoya aux troupes qui avoient passé, l'ordre de revenir à York-Town; mais elles ne purent une seconde fois traverser la rivière; l'armée anglaise perdit alors sa dernière ressource. Une plus longue résistance devenoit inutile. Lord Cornwallis demanda à Washington une suspension d'armes pour vingt-quatre heures et des commissaires pour régler les termes de la capitulation. Ces propositions furent accordées. En conséquence les postes d'York et de Gloucester furent rendus à certaines conditions. Voici les principaux articles : « Les troupes seront prisonnières du congrès; la force navale sera remise aux Français. — Les officiers garderont leurs épées et leurs effets, mais tout ce qui appartient aux habitans pourra être réclamé. Les soldats seront retenus dans la Virginie, le Maryland et la Pensylvanie; on leur donnera les mêmes rations qu'aux soldats américains. — Un certain nombre d'officiers anglais marchera dans l'intérieur du pays avec les prisonniers. Les

CHAP.  
VIII.

---

1781.

autres, sur leur parole, se rendront en Europe, à New-York ou dans toute autre place maritime des Américains alors au pouvoir des Anglais. » On refusa au comte de Cornwallis l'honneur de sortir avec drapeaux et enseignes déployées; ce même honneur avoit été refusé au général Lincoln lorsqu'il rendit Charleston. Celui-ci eut l'ordre de recevoir la soumission de l'armée royale à York-Town, précisément de la même manière qu'on avoit reçu la sienne huit mois auparavant.

Les troupes réglées d'Amérique et de France employées à ce siège étoient d'environ cinq mille cinq cents hommes du côté des Américains avec quatre mille hommes de milice, et du côté des Français sept mille hommes; l'armée combinée eut près de trois cents hommes tués ou blessés. On avoit fait aux Anglais environ cinq cent soixante-dix prisonniers dans l'attaque des redoutes emportées d'assaut le 14 octobre. Les troupes de tout genre qui se rendirent prisonnières se montoient à plus de sept mille hommes: le nombre des blessés et des malades étoit si considérable qu'à peine il en restoit trois mille huit cents en état de porter les armes:

Le congrès vota des remerciemens au général Washington, au comte Rochambeau, au comte de Grasse et aux officiers des différens corps, ainsi qu'aux soldats. Une opération conçue avec autant de profondeur et dirigée dans tous ses détails avec autant de prudence que d'adresse ne pouvoit manquer d'être couronnée du succès.

Le général Washington, le lendemain de la reddition de la place, accorda le pardon et la liberté à ceux qui étoient aux arrêts. « Le service divin, dit-il dans ses ordres, sera célébré demain matin dans toutes les brigades et divisions. Le général en chef recommande à tous les soldats qui ne seront pas employés à quelque fonction militaire d'assister aux prières avec ce recueillement et cette reconnoissance qu'exigent les bienfaits signalés de la Providence en faveur de la cause commune. La prise d'une seconde armée royale produisit des transports de joie qui éclatèrent par toutes sortes de réjouissances.

Après que lord Cornwallis fut pris, Washington avec la plus grande partie de son armée retourna dans le voisinage de New-

CHAP.  
VIII.

1781.

York. Six années d'expérience l'avoient accoutumé à regarder dans l'avenir et à prévoir tous les événemens. Toujours aux prises avec des difficultés de tout genre, son courage s'étoit accru au milieu des dangers. Dans les situations les plus périlleuses, jamais Washington ne s'étoit livré au désespoir; mais aussi après ces événemens heureux qui faisoient croire à bien des gens que la révolution étoit terminée, il ne relâcha rien de ses efforts et de ses précautions pour fixer invariablement le sort des États-Unis. Les armées alliées avoient obtenu un succès décidé en Virginie, et remporté de grands avantages dans la Caroline en 1781. Cependant le général en chef recommanda instamment qu'on se tint prêt pour une autre campagne : « Je stimulerai le congrès, dit-il dans une lettre au général Green; il faut que nous tirions le meilleur parti de nos derniers succès. Tonnons-nous en mesure pour la campagne prochaine; il faut que les opérations commencent de bonne heure et qu'elles soient décisives. Mais je crains que l'assemblée n'attache une trop grande importance à nos dernières victoires et qu'elle ne tombe dans la

Langueur et le relâchement. J'emploierai tous mes efforts pour empêcher cet état d'inaction et de stupeur, et si les magistrats s'endorment dans une fatale sécurité, le blâme n'en pourra retomber sur moi.

---

CHAP.  
VIII.

---

1781.

---



---

## CHAPITRE IX.

1782, 1783.

Perspective de la paix. — Langueur des États. — Mécontentement de l'armée. — Washington empêche qu'on ne prenne des mesures téméraires. — De nouvelles levées se révoltent en Pensylvanie, et les mutins sont réprimés. — Washington recommande des mesures propres à assurer l'indépendance, la paix, la liberté et le bonheur. — Il licencie son armée. — Il entre dans New-York. — Il prend congé de ses officiers. — Washington règle ses comptes, se rend à Annapolis, et résigne son emploi. — Il se retire au Mont - Vernou et reprend les travaux de la culture.

CHAP.  
IX.

1782  
à  
1783.

L'ÉTABLISSEMENT militaire pour 1782 se fit avec une célérité extraordinaire. Mais les efforts de l'Amérique seule ne pouvoient que tenir les Anglais sur la côte et les empêcher de pénétrer dans le pays. Washington s'occupoit sans cesse des moyens de les chasser des postes considérables qu'ils occupoient à New-York et à Charleston. Tandis qu'il concertoit ses plans d'opérations avec les Français, et que par des lettres circulaires il tâ-

choit d'inspirer à ses concitoyens l'énergie nécessaire, on reçut la nouvelle que dans le parlement d'Angleterre on avoit fait plusieurs motions pour qu'on discontinuât la guerre et que l'affaire étoit presque décidée. Craignant que cette nouvelle ne portât les diverses législatures à se livrer au repos, Washington ajoutoit dans sa lettre aux gouverneurs des provinces : « J'ai suivi tous les débats du parlement avec la plus grande attention pour tâcher de pénétrer les vues de cette assemblée. Après un mûr examen, je me vois obligé de déclarer que les mesures proposées relativement à l'Amérique sont tout-à-fait illusoires. On ne pense point sérieusement à reconnoître notre indépendance sur ses vrais principes. Le but qu'on se propose, c'est d'opérer un changement dans le ministère pour tranquilliser le peuple et lui faire adopter l'opinion qu'il faut continuer la guerre. On songe en même temps à tromper les Américains par des apparences de paix, à leur faire abandonner l'alliance du gouvernement français et à les endormir dans une fausse sécurité. Ainsi le ministère anglais auroit les moyens de poursuivre en d'autres parties du monde

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

la guerre avec plus de vigueur et d'avantage. Votre excellence me permettra d'observer que si le gouvernement anglais veut sérieusement la paix avec l'Amérique, nous ne devons prudemment entendre ses premières propositions qu'avec beaucoup de circonspection et nous tenir toujours sur la défensive. Nous ne devons rien relâcher de nos efforts. Il faut même que nous soyons prêts à reprendre les hostilités avec une nouvelle vigueur, à saisir toutes les occasions d'obtenir des succès jusques au moment où nos vœux seront couronnés. Une nation n'a jamais fait un traité désavantageux, lorsqu'en négociant la paix elle est toujours prête à paroître sur le champ de bataille. »

Au commencement de mai sir Guy Carleton, qui avoit remplacé sir Henri Clinton dans le commandement des forces anglaises en Amérique, arriva à New-York. Il annonça par des communications successives que les probabilités pour la paix étoient des plus fortes, que toutes hostilités ultérieures ne feroient que multiplier les calamités particulières sans produire aucun avantage pour les deux nations. La prudente circonspection du

général en chef céda par degrés aux preuves qu'on lui donna , de l'intention sérieuse où étoient les Anglais de terminer la guerre. En même temps que cette opinion acquéroit de la force , les États se relâchèrent dans leurs préparatifs. Le mois d'août étoit déjà fort avancé qu'ils n'avoient pas encore fourni plus de 80,000 dollars. On cessa toutes dépenses nécessaires à la subsistance de l'armée; on ne parvint qu'avec beaucoup de difficulté à procurer les sommes nécessaires pour les premiers besoins; mais il fut impossible de payer les troupes.

Washington prévint les conséquences qui devoient résulter de la lenteur des États à satisfaire aux demandes du congrès. Les secours qu'il exigeoit étoient considérables; on devoit fournir huit millions de dollars , payables en quatre termes égaux pour le service de 1782. « Les suites d'une réduction dans l'armée m'alarment , disoit Washington dans une lettre particulière au secrétaire de la guerre; combien de soldats agités par des réflexions pénibles sur le passé , tremblent encore plus pour l'avenir. Aigris par le besoin et par ce qu'ils appellent l'ingratitude

CHAP.  
IX.

---

1782  
à  
1783.

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

de la nation , ils sont accablés de dettes et n'ont pas un sou pour se rendre chez eux. Ils ont passé leurs plus beaux jours ; plusieurs d'entre eux ont même consumé leur patrimoine pour assurer l'honneur et l'indépendance de leur pays. Travaux , fatigues , privations de tout genre , ils ont tout souffert ; je le répète , je suis effrayé quand je réfléchis aux terribles conséquences qui peuvent en résulter ; je crains tout de l'irritation des esprits. Je pourrois lever le voile qui couvre tant de calamités : alors que de traits de patriotisme , que d'exemples de détresse dont l'histoire du monde offre à peine une idée ! la patience de l'armée est maintenant épuisée , l'esprit de mécontentement est au comble. Tant que nous sommes sur le théâtre de la guerre , au milieu des opérations d'une campagne , le soldat ne voit que son devoir ; mais une fois rentrés dans nos quartiers , si l'on ne parvient à étouffer les étincelles de l'incendie qui nous menace , l'explosion sera terrible ; il est urgent de faire la paix. »

Ces craintes n'étoient que trop bien fondées. Pour en prévenir les suites , le général en chef demeura dans le camp ; et quoiqu'au-

cune opération militaire n'exigeât sa présence, il préféra rester au milieu de ses soldats. Après la campagne, les officiers présentèrent une pétition au congrès concernant leur paie. Ils envoyèrent des députés choisis parmi eux pour appuyer leur demande et veiller sur leurs intérêts.

On n'avoit encore pris aucun parti sur les réclamations de l'armée, lorsqu'en mars 1783 on reçut la nouvelle que des articles préliminaires de paix entre l'Angleterre et les États-Unis avoient été signés le 30 novembre précédent, et que l'indépendance des Colonies avoit été reconnue. L'armée partagea l'allégresse générale que produisit cet événement; mais des réflexions vinrent bientôt la troubler. Les officiers soupçonnèrent que puisqu'on ne leur avoit pas rendu justice, quand on ne pouvoit se passer de leurs services, ils devoient encore moins espérer de l'obtenir, ces mêmes services n'étant plus nécessaires. Une lettre de leurs députés à Philadelphie ajouta à leurs craintes. On leur annonçoit qu'on n'avoit encore pu rien obtenir: rebutés par leurs besoins actuels, et plus encore par le souvenir de tout ce qu'ils avoient enduré,

CHAP.  
IX.1782  
à  
1783.

CHAP.  
IX.

1782

à

1783.

ils se livrèrent aux plus violens transports d'indignation. Dans cet état de fermentation , il parut un écrit anonyme qui invitoit les officiers des états-majors à se rassembler le jour suivant. Le prétexte étoit de délibérer sur la lettre que les députés de l'armée au congrès venoient d'écrire , et d'aviser aux moyens d'obtenir ce qu'on sollicitoit en vain. Le même jour on fit circuler l'adresse suivante :

#### AUX OFFICIERS DE L'ARMÉE.

MESSIEURS,

Un de vos compagnons d'armes qui vous est fortement attaché , par les liens d'un intérêt commun et par ceux de l'amitié , qui a partagé toutes vos souffrances et qui n'est pas plus que vous rassuré sur le sort qui l'attend , vous soumet ces réflexions. L'âge , le rang autorisent à donner des conseils ; mais si je ne puis m'étayer de ces deux titres , j'ai pour moi la franchise et l'expérience , et vous n'en rejeterez pas le langage. Comme vous j'ai chéri la vie privée ; comme vous , je l'ai quittée à regret ; mais bien déterminé à ne poser les armes que quand les ennemis de mon pays , ces vils stipendiaires de la tyrannie , auront renoncé à leur infâme projet , et proclamé l'Amérique aussi terrible quand elle est armée qu'elle s'est montrée humble dans ses réclamations.

Vos dangers ont été les miens; j'ai supporté tous les maux de la pauvreté; j'ai vu l'insolence du riche sans murmure; mais aveugle dans mes vœux, confiant dans mon espoir, trop long-temps je me suis reposé sur la justice de mon pays, j'ai cru qu'aux premiers mots de *paix* et de *bonheur* le gouvernement sortiroit de son insouciance pour n'écouter que la justice. Que dis-je justice! c'est *reconnaissance*, et n'en doit-il pas à ceux qui l'ont conduit, soutenu dans ce terrible passage de la servitude à l'indépendance? La confiance a ses limites: quand on les dépasse, elle devient lâcheté; voilà, mes amis, où vous en êtes réduits, encore un pas et vous êtes perdus; si vous supportez plus long-temps l'ingratitude, vous montrez à l'Univers combien vous méritez de porter les fers que vous avez brisés. Pour prévenir ces maux, examinons notre position actuelle; reconnoissons bien le terrain et partons de là pour porter un moment notre pensée sur les mesures que nous avons à prendre.

Enfin, après sept longues années, vous touchez au but de vos travaux! Oui, mes amis, votre courage toujours inébranlable a conduit les États-Unis de l'Amérique à travers les dangers d'une guerre douteuse. Vous avez assuré son indépendance, et déjà commencent à briller les premiers rayons de la paix, et pour qui? pour un pays empressé de cicatriser vos plaies, fier de la récompense qu'il doit à vos services, pour un pays jaloux de vous recevoir dans vos foyers avec les larmes de la reconnois-

---

 1782  
à  
1783.

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

sance et les élans de l'admiration, n'ambitionnant que le moment de partager avec vous les douceurs de l'indépendance que vous lui avez procurée, et ses richesses qu'il n'a conservées qu'au prix de votre sang. Amis, détrompez-vous. C'est pour un pays qui foule aux pieds vos droits; sourd à vos cris, il insulte à vos misères; ne l'avez-vous pas éprouvé toutes les fois que vous lui avez adressé vos vœux et exposé vos besoins, besoins et vœux que la politique, sinon la reconnoissance, auroit au moins dû prévenir; et tout récemment encore quand vous avez réclamé sa justice, quelle réponse avez-vous obtenue? La lettre sur laquelle vous êtes appelés à délibérer demain, vous la fera connoître.

Si tel a été le traitement que vous avez éprouvé, quand vous aviez dans les mains cette épée si nécessaire à la défense de l'Amérique, quel espoir vous restera-t-il à la paix, quand vous serez dispersés, quand votre voix ne pourra plus se faire entendre?

Vos armes, ces nobles instrumens, ces dignes compagnons de votre gloire, une fois déposées, quelle marque distinctive vous restera? vos besoins, vos infirmités, vos cicatrices. Serez-vous les seuls qui aurez à souffrir des maux de cette révolution? ne quitterez vous les camps que pour vieillir dans la misère et dans le mépris. Voudrez-vous languir sous la dépendance et ne devoir qu'à la charité les misérables restes d'une vie que tant de fois vous avez exposée dans les champs de l'honneur? Si vous en avez la lâcheté, allez braver l'ironie des royalistes,

royalistes, le mépris des républicains, et la *pitié* du monde! Allez mourir de faim, dans l'oubli le plus affreux. Mais s'il vous reste encore quelque lueur de sentiment, s'il vous reste encore assez de courage pour vous opposer à la tyrannie, sous quelque couleur qu'elle se présente, réveillez-vous, profitez du moment, plus tard tout effort sera vain. Si vous êtes bien pénétré de votre situation vous en appellerez de la justice du gouvernement à ses *craintes* pour lui-même; quittez le style suppliant de votre dernier mémoire; défiez-vous de quiconque vous conseilleroit la modération et la patience; parlez enfin le langage qui vous convient; confiez à deux ou trois choisis parmi vous, et qui sachent sentir aussi bien qu'écrire, le soin de ce que j'appellerai votre dernière remontrance; dites ce que le congrès vous a promis; dites ce qu'il a fait; exposez vos longues souffrances, combien peu vous avez demandé et combien moins encore vous avez obtenu; dites que le désespoir ne vous portera jamais à aucune action qui pût donner la moindre atteinte à votre honneur, mais qu'il peut vous arracher aux camps. Dites qu'une plaie toujours négligée finit par devenir incurable, et que le plus léger signe d'outrage de la part du congrès mettra aujourd'hui entre nous et lui la distance des tombeaux; que le congrès sache que quels que soient les événemens politiques, l'armée est placée entre deux alternatives: s'il y a *paix*, la mort seule doit nous séparer de notre épée; s'il y a *guerre*: dites que sous les aus-

CHAP.  
IX.

---

1782  
à  
1783.

CHAP. pices de votre illustre chef, vous irez dans des pays  
 IX. inhabités où vous pourrez à votre tour sourire aux  
 1782 alarmes d'une indigne patrie; mais dites en même  
 à temps au congrès que s'il accorderoit les demandes  
 1783. contenues dans votre dernier mémoire, il seroit  
 plus respectable, vous, plus heureux; et qu'alors tant  
 que la guerre continueroit vous resteriez fidèles à  
 vos drapeaux; et qu'à la paix vous retirant à l'ombre  
 de vos lauriers, vous iriez retrouver les douceurs de  
 la vie privée, et donner au monde étonné un nou-  
 veau spectacle, celui *d'une armée victorieuse de  
 ses ennemis, victorieuse d'elle-même.*

UN ANONYME.

Cet écrit, rédigé avec une adresse perfide, ne contenoit que des opinions que chaque individu partageoit: aussi fut-il généralement accueilli; son effet fut celui d'une torche qui porte partout la flamme et l'incendie: l'armée se livra à la plus vive agitation. Tout sembloit annoncer que l'assemblée des officiers produiroit une explosion dont les suites déshonorantes pour les troupes, allumeroient la guerre civile dans les colonies, et ne se termineroient que par le renversement total d'une république à peine formée.

Washington étoit bien familiarisé avec les embarras et les dangers de toute espèce, mais

jamais aucune circonstance n'avoit jusqu'alors exigé de sa part plus de prudence et d'habileté. Il savoit qu'il étoit plus aisé d'éviter les mesures excessives que de reculer lorsqu'une fois on les avoit adoptées. Il crut donc qu'il étoit important de prévenir l'assemblée des officiers qui devoit avoir lieu le jour suivant. On ne pouvoit sans danger se servir de l'autorité pour défendre cette assemblée comme une violation de la discipline ; le général y parvint en suivant une route bien différente. Dans son ordre du jour il parla de l'invitation anonyme comme d'un procédé contraire aux règles, et qu'on ne devoit point appuyer. Pour détourner les officiers de l'idée d'une telle convocation, il les invita à s'assembler pour le même sujet, mais quatre jours après celui fixé dans l'adresse anonyme. Habile alors à profiter du temps, il amena adroitement les officiers à des mesures modérées. Il les appela près de lui les uns après les autres ; il leur exposa les suites funestes qu'entraîneroient les mesures violentes auxquelles ils auroient recours, et de quelle tache ils alloient souiller leur réputation. Il employa tout le poids de son crédit personnel pour calmer

CHAP.  
IX.

---

1782  
à  
1783.

CHAP.  
IX.

1782

à

1783.

la fermentation. Quand les officiers furent rassemblés, leur respectable chef se disposa à lire une adresse qu'il avoit préparée ; sentant que ses yeux ne le lui permettoient pas, il observa que sa vue s'étoit affoiblie au service de sa patrie, mais que son cœur n'avoit jamais douté qu'elle ne traitât ses enfans avec justice. Alors il prononça le discours suivant :

« Messieurs,

» Une invitation dont l'auteur ne s'est pas nommé, vous a engagés à vous assembler ici. Vous déciderez combien un tel acte est subversif de toute discipline et contraire au bon ordre.

» Après cette invitation, il a paru un autre écrit anonyme qu'on a répandu en secret. Cette production avoit pour but d'enflammer les passions plutôt que de recommander une délibération calme où la voix de la raison seroit seule écoutée. L'auteur de cette adresse a du mérite comme écrivain ; je voudrois pouvoir lui donner celui d'avoir eu de bonnes intentions. Nous voyons les mêmes objets avec des yeux différens, et nous marchons au même but par des moyens différens ; il est assez dépourvu de charité pour désigner

comme suspect celui qui recommanderoit la modération et la patience, ou pour parler plus clairement, celui qui ne seroit pas de son avis. Disons donc qu'il avoit un tout autre plan; un plan où la sincérité, l'amour de la justice et de la patrie n'ont aucune part. Il a eu raison de couvrir les plus noirs projets sous le voile de la défiance et des soupçons les plus atroces. M'arrêterai-je à prouver que cet écrit artificieux est rédigé dans les vues les plus insidieuses? qu'il se propose de frapper les esprits de l'idée que le Gouvernement est injuste par système; et de vous porter, par le souvenir de vos maux, à des mesures qui ne permettent plus à la raison et au sang-froid de se faire entendre? Il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'écrit, et de voir la manière de procéder qu'il vous a proposée. Voilà, Messieurs, ce que j'ai dû d'abord vous faire observer, pour vous mettre en état de juger les principes d'après lesquels j'ai cru devoir m'opposer au mode irrégulier de votre convocation pour mardi dernier. Mon opposition n'a pas eu d'autre cause. Et surtout j'ai été loin de manquer de zèle pour vous procurer les moyens de faire connoître

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

vos plaintes à l'autorité ; mais ces moyens doivent s'accorder avec votre honneur , avec la dignité de l'armée. Si jusqu'à ce jour vous n'avez pas reconnu en moi le véritable ami du soldat , ce n'est plus le moment de vous en convaincre. Le premier , j'ai embrassé la cause de mon pays ; je ne vous ai jamais quitté que lorsque mon devoir m'y a forcé. Compagnon et témoin de toutes vos souffrances , j'ai toujours , et des premiers , rendu justice à vos vertus , et reconnu vos titres et vos droits à en être récompensés. Ma réputation a toujours été inséparable de celle de l'armée , et quand nous touchons au but de nos travaux , on ose m'accuser de voir vos intérêts d'un œil d'indifférence. Mais comment les servir ? Par un moyen bien simple , dit l'anonyme. Si la guerre continue , réfugions-nous dans des pays inhabités , formons-y des établissemens , abandonnons à sa propre défense une ingrate patrie. Mais si vous suivez ce conseil , que lui restera-t-il donc à défendre ? Nos femmes , nos enfans ? Nos fermes et toutes nos propriétés que nous abandonnons ? ou bien laissant les dernières , emporterons-nous les autres pour aller dans le fond des déserts y

périr de faim, de froid et de nudité ? Ainsi, ou nous désertérons notre pays lorsqu'il a le plus besoin de notre secours ; ou nous tournerons nos armes contre lui si le congrès ne cède à nos demandes. Cette alternative fait frémir. Est-il l'ami de notre patrie celui qui vous la conseille ? est-il l'ami de l'armée ? Non , c'est un ennemi de l'une et de l'autre , c'est quelque émissaire jeté de New-York au milieu de nous pour allumer le feu de la discorde et la guerre entre l'armée et l'autorité civile. Mais quelle idée a-t-il donc de nous conseiller des extrémités qui sont impraticables par leur nature ? Je dis impraticables , Messieurs ; ici je m'arrête. Tout le monde m'aura suffisamment entendu. Ce seroit vous faire injure que de chercher à vous le prouver ; et la prudence d'ailleurs me l'interdit. Un moment de réflexion suffit pour reconnoître l'absurdité de l'une et de l'autre alternative, peut-être même ne convient-il pas , en m'entretenant avec les officiers de l'armée , de m'arrêter si long-temps à une production anonyme. Mais le mystère avec lequel elle a été répandue , l'effet qu'on en a espéré , et d'autres circonstances encore , justifieront les observations que je

CHAP.

IX.

1782

1783.

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

viens de faire sur le but de cet écrit. Et quant à l'avis donné par l'auteur de regarder comme suspect celui qui conseilleroit la modération, il a tout mon mépris, comme il aura sûrement celui de tout ami de la liberté et de la justice ; car si l'on nous ôte le droit d'émettre librement nos opinions sur une matière si importante, à quoi sert la raison ? On nous ôtera bientôt la parole et l'on nous menera comme des brutes. Je dois à ma conviction sincère et à ce que je crois fermement être l'intention du congrès, de vous déclarer, en terminant, que dans mon opinion décidée, le congrès est fermement résolu à vous rendre justice ; il n'a jamais été insensible à vos maux. Il ne relâchera rien des efforts qu'il a faits jusqu'ici pour trouver, pour assurer les fonds nécessaires à l'effet d'acquitter vos travaux et de récompenser vos services. Mais toutes les grandes assemblées sont agitées par des intérêts différens, et si la lenteur est inséparable de ses délibérations, ce délai nécessaire doit-il nous faire perdre la confiance ? L'Europe a admiré votre courage et votre patriotisme ; ternirez-vous en un instant une réputation acquise par tant de travaux ? et pour-

quoi ? pour obtenir un peu plutôt ce que nous demandons. Mais au contraire, vous l'éloignez plus que jamais. Fort de la confiance dont vous m'avez toujours honoré dans les circonstances les plus pénibles, de votre soumission aux ordres de votre chef, animé par cette affection sans bornes pour l'armée que j'ai eu l'honneur de commander, je vous déclare que tous mes efforts, tous mes moyens seront consacrés à la défense de vos intérêts, sans toutefois porter atteinte aux devoirs supérieurs que j'ai à remplir envers ma patrie et au respect que je dois à ses autorités. Je vous en conjure, ne prenez aucune résolution qui ne s'accorde avec votre dignité, et reposez-vous sur la pureté des intentions du congrès. Avant que l'armée soit dissoute, vos comptes seront liquidés ; vous en êtes instruits par les résolutions qui vous ont été communiquées il y a deux jours. L'assemblée prendra les mesures les plus efficaces pour vous faire rendre la justice qui vous est due, et pour acquitter des services aussi importants et aussi honorables. Mais au nom de notre commune patrie, au nom de votre honneur qui doit vous être sacré, de l'humanité si vous en

CHAP.  
VI.

1782

1783.

respectez les droits, enfin au nom de l'honneur national et militaire de l'Amérique, exprimez l'horreur que doit vous inspirer l'homme qui, sous des prétextes spécieux, tenteroit de détruire les fondemens de notre liberté, d'allumer le flambeau de la guerre civile, et de noyer dans le sang un empire à peine sorti de son berceau.

» Une conduite aussi honorable vous conduira au but où vous aspirez, et déjouera les perfides complots de vos ennemis réduits à employer l'artifice, lorsqu'ils ne peuvent plus agir à force ouverte. Vous ajouterez à tant de preuves de patience et de patriotisme, et la postérité, étonnée de vos vertus et de vos exploits, dira en lisant cette partie de votre histoire : « Il falloit encore ce nouveau trait pour faire connoître à quel point de perfection la nature humaine peut atteindre. »

Quand Washington eut cessé de parler, il se retira. Personne n'osa s'opposer à ses avis.

Entraînés par l'impression qu'il avoit produite, les officiers prirent une résolution qui portoit « qu'ils éprouvoient réciproquement tous les sentimens d'affection que le général

en chef leur avoit témoigné ; qu'aucune détresse , aucun danger ne pourroit les porter à souiller la gloire qu'ils avoient acquise au prix de leur sang et par huit années d'un service aussi pénible que fidèle ; qu'ils continueroient d'avoir la plus grande confiance dans la justice du congrès et de leurs concitoyens ; qu'ils voyoient avec horreur et rejetoient avec mépris les propositions infâmes contenues dans le dernier écrit anonyme adressé aux officiers. »

Ainsi se dissipa l'orage qui depuis longtemps menaçoit d'éclater. L'armée par sa conduite ajouta à sa réputation. Dans aucune circonstance les États-Unis n'avoient reçu de la faveur céleste , par l'entremise de Washington , un bienfait plus signalé. S'il eût été ambitieux , l'occasion étoit belle pour s'emparer de l'autorité. Le prétexte de faire rendre justice à son armée lui conféroit le pouvoir suprême. Mais l'amour de la patrie l'emportoit sur toute autre considération , et il préféroit être homme de bien à posséder la suprême autorité. Au lieu donc de faire servir le mécontentement d'une armée sans solde à sa propre élévation , il s'empessa d'insister

CHAP.  
IX.

auprès du congrès pour obtenir satisfaction en faveur de ses troupes.

1782  
à  
1783.

« Monsieur, dit-il au président, j'ai l'honneur d'adresser à votre excellence le résultat des délibérations qui ont eu lieu dans la grande assemblée des officiers. Je vous prie de vouloir bien le mettre sous les yeux du congrès. Il y trouvera la preuve la plus glorieuse de cet amour de la patrie qui anime une armée qui aspire à mériter le titre d'armée patriote. Cette modération, ce dévouement si généreux des troupes, ne feront sans doute que donner plus de force aux droits qu'elles ont à la justice et à la reconnoissance de la nation. Témoin des résolutions unanimes qu'ont prises les officiers, de leur déférence à mes désirs, et de leur confiance en votre équité, je défendrai leur cause avec tout le zèle et l'ardeur dont je suis capable. Je ne ferai point valoir les droits des officiers aux plus grandes récompenses. On connoît la durée et l'importance de leurs services. Et ce que j'en ai dit est renfermé dans les archives du congrès. Je demanderai seulement la permission de lui soumettre un extrait d'une représentation que j'ai faite à un comité du

congrès le 29 janvier 1778, et de communiquer en même temps une lettre adressée au président du congrès, sous la date du 11 octobre 1780, près de Pasaic Falls.

» Dans le moment critique qui amena cette dernière communication, l'armée touchoit à sa dissolution si l'on n'eût pas adopté les mesures proposées. La résolution qui accorda une demi-paie pour la vie eut le succès que j'en avois attendu. L'expérience vous le prouve. Assurez aujourd'hui des fonds pour satisfaire aux justes demandes de l'armée, le même succès vous attend. C'est le plus sûr moyen de conserver le crédit national et d'affermir la paix du continent.

» Si, après le paiement si légitimement dû aux officiers, vous trouvez qu'ils n'ont pas droit à des récompenses, c'est moi qui suis dans l'erreur. Si toute l'armée n'a pas mérité des droits à la reconnaissance d'un peuple juste, c'est encore une erreur de ma part. Si, comme on l'a dit aux officiers pour exciter leur indignation, ils deviennent seuls victimes de la révolution; s'il faut qu'ils passent dans la honte, le mépris et l'indigence les restes d'une vie couverte de gloire; alors j'aurai

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

connu l'ingratitude, et j'en éprouverai une triste réalité, qui empoisonnera le reste de mes jours.

» Non, mon cœur ne connoît point ces craintes. Une nation généreuse n'oubliera jamais les services de ceux qui tant de fois l'ont sauvée du danger.

» Si quelque expression trop vive ou trop peu mesurée a pu m'échapper dans les observations que je viens de soumettre à votre excellence, je vous prie, ainsi que le congrès, de ne l'attribuer qu'au zèle qui m'a porté à défendre la plus juste des causes. Je n'ai pas besoin de vous réitérer les protestations de mon désintéressement entier dans cette sollicitation. Toute idée d'indemnité pécuniaire a toujours été loin de ma pensée.

» La conscience d'avoir fait tous mes efforts pour remplir fidèlement mes devoirs, et l'approbation de mes concitoyens, voilà, Monsieur, les récompenses qui suffiront à mes services.

» J'ai l'honneur d'être, etc.,

GEORGES WASHINGTON. »

Cette lettre du général en chef et les derniers événemens portèrent enfin le congrès

à prendre en considération les demandes de l'armée. La dette fut liquidée et portée sur l'état des sommes dues par le gouvernement.

La nouvelle d'une paix générale avec l'Angleterre parvint bientôt au congrès. Alors on arrêta une réduction dans l'armée. Le renvoi des soldats en même temps et en trop grand nombre présentait des dangers. Pour les prévenir, on accorda des congés à ceux qui vinrent les demander, et quand ils furent tous dispersés, on ne les rappela point. Ainsi une armée qui n'étoit pas payée se dispersa dans toutes les provinces des États-Unis sans causer le moindre désordre.

Tandis que les vétérans, toujours sous l'inspection immédiate d'un chef qu'ils chérissent à tant de titres, montraient les meilleures dispositions, des mouvemens de révolte éclatèrent parmi quelques nouvelles levées postées à Lancaster en Pensylvanie. Quarante-deux soldats marchèrent en troupe à Philadelphie. Bientôt au nombre d'environ trois cents ils se rendent, la baïonnette au bout du fusil, au lieu où le congrès et le conseil exécutif de l'État tenoient leurs séances, placent des gardes à toutes les portes, menacent le président et le conseil

CHAP.

IX.

1782

à  
1783.

exécutif de faire entrer une soldatesque furieuse, si dans vingt minutes ils ne s'empressent de satisfaire à leurs demandes. Washington, informé de cet acte de révolte, détacha le général Howe avec une force suffisante pour l'étouffer. Mais les mutins n'attendirent point l'arrivée du général. Une conduite si honteuse pénétra d'indignation le général en chef. Il ne la dissimula pas dans une lettre au président du congrès. « J'éprouve, disoit-il, la plus vive douleur en voyant une poignée d'hommes méprisables sous tous les rapports, indignes du nom de soldats, oser insulter d'une manière si outrageante l'autorité du congrès. Si quelque chose peut m'en consoler, c'est que la conduite de ces vils séditeux ne peut faire rejaillir aucune honte sur l'armée en général; elle ajoutera au contraire un nouvel éclat aux vertus que les autres troupes ont déployées. On admirera encore plus la patience et la soumission de nos vétérans. On dira : ces mutins venus de la Pensylvanie dont ils formoient les dernières recrues; ces soldats d'un jour n'ont supporté aucun des maux que la guerre entraîne. Ils ne peuvent avoir aucun sujet de plainte; tan-

dis

dis que nos vétérans qui ont souffert la faim et le froid, qui ont versé leur sang, sont rentrés dans leurs foyers sans murmurer, sans avoir vu régler leurs comptes, et sans qu'on leur ait donné la moindre partie de ce qui leur étoit dû. Quelle gloire pour les uns ! quelle ignominie pour les autres ! »

Pendant qu'on opéroit le licenciement de l'armée, Washington occupé des destinées futures des États-Unis, méditoit sur les établissemens qui assureroient leur indépendance. Il en communiqua avec le congrès ; il insista sur la nécessité d'avoir toujours sur pied, pendant la paix, un corps de milice réglé et discipliné, comme le seul moyen d'assurer le repos de la nation et de la faire respecter au dehors. Washington crut aussi devoir adresser une lettre circulaire sur ces objets importants aux gouverneurs des provinces des États-Unis.

Au quartier principal, à Newburg,  
18 juin 1783.

« MONSIEUR,

» La tâche pour laquelle j'ai eu l'honneur d'être employé au service de mon pays est

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

remplie. Je vais donc remettre au congrès le pouvoir qu'il m'a conféré. Je vais rentrer dans cette retraite domestique dont, tout le monde le sait, je ne m'étois éloigné qu'avec la plus grande répugnance, et après laquelle j'ai toujours soupiré : là je passerai le reste de mes jours dans un repos qui, j'espère, ne sera plus troublé. Mais auparavant c'est un devoir pour moi de vous témoigner la joie que nous éprouvons tous des faveurs signalées que nous avons reçues de la Providence. Je dois aussi vous entretenir sur quelques matières que je crois intimement liées à la tranquillité des États-Unis : le bonheur de ma patrie a été le but de tous mes travaux, il fera toujours l'objet de mes vœux les plus ardens et la plus grande partie de ma propre félicité.

» Les citoyens de l'Amérique placés dans la situation la plus heureuse, seuls maîtres et propriétaires d'une vaste étendue de ce riche continent, forment à présent une république libre et indépendante. Ici nous jouissons en abondance de tout ce qui est nécessaire à l'entretien et à l'agrément de la vie, et la Providence paroît avoir réuni toutes ses faveurs

sur cette contrée. Jetons un moment les yeux sur les circonstances au milieu desquelles notre république a pris rang parmi les autres Etats. Nous ne sommes plus dans ces temps marqués par l'ignorance et la superstition. Les droits du genre humain, aujourd'hui mieux connus, sont plus clairement définis. On a fait de profondes recherches sur le bonheur social. Les trésors des connoissances qu'ont pu acquérir les philosophes, les sages et les législateurs, nous sont ouverts. Les principes qu'ils ont établis, les découvertes qu'ils ont faites peuvent être appliqués avec succès à notre gouvernement. La culture des lettres, l'extension du commerce, les progrès de la civilisation, les idées libérales qui se propagent, et par-dessus tout, les lumières de la révélation, ont exercé une influence salutaire sur les peuples. Tant de causes réunies ont perfectionné la société humaine en augmentant son bonheur. Sous des auspices si favorables, les États-Unis paroissent sur le théâtre politique, et si les citoyens n'y jouissent pas d'une liberté assurée et d'un bonheur complet, ce sera leur faute.

» Le moment est critique. Il s'agit pour l'A-

CHAP.  
IX.

1782

à

1783.

mérique de former un Etat heureux et florissant, d'offrir à l'univers le spectacle d'une nation couverte de gloire, ou d'un peuple voué au plus souverain mépris, pour n'avoir pas su profiter de l'occasion la plus avantageuse. Tout dépend de la conduite que nous allons tenir. Il faut tendre tous les ressorts du gouvernement fédératif. S'ils se relâchent, la politique européenne profitera de notre désunion en mettant les Etats aux prises les uns avec les autres. Notre ruine alors est certaine, et nous entraînerons dans notre malheur des millions d'hommes qui ne sont pas encore nés.

» Dans l'intime conviction où je suis des soins que commande notre situation, le silence de ma part seroit un crime. Je parlerai donc à votre Excellence avec liberté et sans déguisement. Ceux dont les opinions ne s'accordent point avec les miennes, trouveront peut-être que je sors des bornes dans lesquelles je devois me renfermer. Ils attribueront peut-être à l'arrogance et à une vaine ostentation, ce qui n'est que l'effet des intentions les plus pures. Ma conduite jusqu'alors, la résolution que j'ai prise de me tenir éloigné

des affaires publiques, le désir bien prononcé de retourner aux douceurs d'une vie privée convaincront tôt ou tard mes concitoyens, que je ne me suis occupé que de leur bonheur en vous exposant avec franchise mes opinions.

1782

à

1783.

» A quatre points principaux sont attachées la prospérité et j'oserai dire l'existence des États-Unis, comme nation indépendante.

» L'union indissoluble des États sous une autorité centrale et fédérative.

» Le respect le plus sacré pour les engagements publics.

» L'adoption d'un établissement de paix convenable à notre situation.

» Enfin cette heureuse disposition si nécessaire à l'union et à l'oubli de tous préjugés locaux et les systèmes particuliers à chaque province, doivent céder à ceux qui établiront la prospérité générale, et tout intérêt particulier doit se taire devant l'intérêt commun.

» Sur ces quatre colonnes doit reposer tout l'édifice de notre gouvernement. La liberté en est la base, et malheur à celui qui osera sous quelque prétexte que ce soit en saper les fondemens.

CHAP.  
IX.

---

1782  
à  
1783.

» Je ne me permettrai que quelques observations sur les trois premiers points, abandonnant le dernier à l'examen attentif de ceux qui y sont immédiatement intéressés.

» D'abord, sans discuter la question si souvent agitée, s'il est avantageux aux États de déléguer un pouvoir plus étendu au congrès, j'insisterai avec tous les vrais patriotes sur les principes suivans. Si les États ne permettent au Congrès d'user de toutes les prérogatives dont il est incontestablement revêtu par la constitution, tout ne sera bientôt que désordre et qu'anarchie. Le bonheur de chacun des États-Unis est invariablement attaché à une autorité suprême, à un pouvoir régulier qui gouverne la république confédérée, et règle ses intérêts; sans une force centrale, l'union ne peut durer. Les États doivent promptement et ponctuellement réaliser les dernières demandes arrêtées par le congrès; sans quoi la fédération est menacée des plus grands maux. Toutes mesures qui tendent à la dissoudre, à violer ou atténuer l'autorité souveraine, doivent être considérées comme des attentats à la liberté et à l'indépendance de l'Amérique; les auteurs doivent en être

punis. En conséquence , si les Etats ne concourent à nous faire participer aux fruits de la révolution , à nous faire jouir des principaux avantages de la société civile sous une forme de gouvernement libre et à l'abri de la corruption , ainsi qu'il a été arrêté par les articles de la confédération , on regrettera bientôt que tant de trésors , que tant de sang aient été inutilement prodigués. Notre union fera notre force ; et n'est-ce pas sous le titre des Etats-Unis que notre indépendance est reconnue , que notre puissance et notre crédit sont établis parmi les nations étrangères ? L'union dissoute , les traités conclus avec nous par les gouvernemens de l'Europe , n'auront plus de valeur. Nous retomberons dans l'état de nature ; nous serons forcés de reconnoître par une triste expérience , qu'il y a une progression nécessaire qui conduit de l'extrême anarchie à l'extrême tyrannie , et que le pouvoir arbitraire s'établit promptement sur les ruines de la liberté quand elle dégénère en licence.

» Quant au second point , la nécessité de tenir rigoureusement les engagemens publics , le congrès dans sa dernière adresse aux Etats-

CHAP.  
IX.

1782

à

1783.

Unis, a presque épuisé ce sujet. Tout bon citoyen ne peut qu'applaudir à des réglemens si justes. Le congrès a prouvé, d'une manière si énergique et avec tant de dignité, l'obligation de satisfaire pleinement les créanciers de l'état, qu'on ne peut rien opposer à la force des raisonnemens qu'il a employés. C'est le résultat des idées les plus sages et les plus lumineuses, des recherches les plus profondes. Si l'on ne se hâte d'exécuter ce que le congrès propose, la banqueroute nationale est inévitable, et elle entraînera des suites funestes qu'aucun système nouveau ne pourra rétablir.

» La possibilité d'acquitter une dette contractée pour la défense de l'état, n'est pas douteuse : j'ose croire qu'il faut penser de même de nos intentions. La route que nous avons à suivre est bien connue. Remplissons nos engagements publics avec la même bonne foi que nous mettons dans nos affaires particulières, et nous en recueillerons les fruits : la droiture est dans toutes les circonstances la meilleure politique. Soyons donc justes comme peuple, exécutons les engagements du congrès. Le gouvernement acquérera

toute sa force , tous recueilleront le fruit de leurs travaux , et nul n'aura rien à craindre pour sa propriété.

» Dans l'état de liberté et de tranquillité dont nous allons jouir, quel est celui qui ne sacrifieroit pas quelque peu de ce qu'il possède pour l'intérêt commun ? En est-il un seul qui voulut rester en arrière quand il s'agira d'acquitter une dette contractée pour sa propre défense ? Et cette dette n'est-elle pas celle de l'honneur , de la reconnoissance envers ceux qui ont supporté tant de maux et versé tant de sang ? Si l'on osoit balancer , le congrès qui s'est montré si juste , si magnanime , n'auroit rien à se reprocher aux yeux de Dieu et des hommes. Les maux qui résulteroient d'un pareil refus sont incalculables , ils retomberoient sur ceux qui seroient coupables de tant d'injustice et d'ingratitude.

» M'étant rendu garant envers l'armée de l'exactitude avec laquelle on paieroit ce qui lui est dû , j'ai cru devoir transmettre à Votre Excellence toutes les pièces relatives à la solde de retraite ainsi qu'à la commutation (1)

(1) Le congrès avoit fixé les retraites des divers grades et réglé le taux du remboursement pour

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

décrétée pour les officiers par le congrès. Les mesures de cette assemblée, celles prises par l'armée, et toutes mes démarches étant connues, les documens qui les constatent suffiront pour dissiper les préjugés et les erreurs qui ont pu égérer quelques-uns de nos concitoyens. Je me bornerai donc à observer que les résolutions prises par le congrès sont des engagements aussi sacrés pour les Etats-Unis que les lois les plus solennelles, et même que l'acte de la confédération.

» Quant à l'idée que la retraite, la commutation et l'échange doivent être mises au rang odieux d'une pension, cette interprétation doit être rejetée pour toujours. Cette indemnité a été offerte par le congrès aux officiers de l'armée pour prix de leurs services, dans un temps où l'on n'avoit rien autre chose à leur donner. C'étoit le seul moyen de les retenir sous leurs drapeaux ; c'étoit une partie de leurs appointemens. C'est donc une dette d'honneur, elle ne peut jamais être considérée comme une pension, ou

ceux qui voudroient en recevoir le capital. Ce remboursement s'est opéré depuis.

comme une gratification ; elle ne peut être effacée du livre de la dette nationale qu'elle n'ait été pleinement acquittée.

» Quant à ce qui concerne la distinction établie entre les officiers et les soldats , l'expérience de toutes les nations , ce que nous avons éprouvé , tout nous démontre combien ce règlement est utile et convenable. La nation doit des récompenses à tous ceux qui la servent. Si tout bien calculé il paroît juste d'accorder une nouvelle récompense , personne ne verra avec plus de plaisir que moi qu'on décrète une exemption d'impôts pour un temps limité. On l'a déjà demandé ; mais qu'on adopte ou qu'on rejette cette proposition , il ne doit y avoir aucun changement à l'acte du congrès , par lequel on a offert cinq ans de paie au lieu de la solde de retraite , ce qui avoit été auparavant promis aux officiers de l'armée.

Je ne dois pas oublier cette classe de vétérans qui comprend les officiers sans commission et les soldats qui ont été congédiés comme ne pouvant plus servir. Une résolution du congrès du 22 avril 1782 leur accorde une pension annuelle pour la vie. Ce

CHAP.  
IX.

---

1782

à

1780.

CHAP.  
IX.

1782

a

1783.

qu'ils ont souffert, les vertus qu'ils ont montrées doivent exciter en leur faveur tous les sentimens d'humanité. Ce n'est qu'en leur payant exactement leur pension annuelle qu'on peut les arracher aux horreurs de la misère. Non, vous ne souffrirez pas que ceux qui ont versé leur sang ou perdu un de leurs membres au service de la patrie, soient sans asyle, sans ami; vous ne voudrez point qu'ils soient privés de toutes les douceurs et même des choses nécessaires à la vie, et forcés de mendier chaque jour leur pain de porte en porte. Permettez-moi de recommander particulièrement à Votre Excellence et à la législature les militaires de cette classe qui se trouvent dans votre état.

» Quant aux mesures à prendre pour la défense de la république, on ne peut douter que le congrès ne s'occupe de fixer l'établissement militaire pour le temps de paix dans les Etats-Unis. On sentira combien il est important de mettre notre milice sur un pied respectable, et de l'organiser d'après une forme régulière.

» La milice de ce pays doit être considérée comme le palladium de notre sûreté et le

premier moyen de défense en cas d'hostilité. Il est donc essentiel d'adopter à cet égard un système uniforme de discipline, mêmes armes, mêmes habits, et même équipement pour toutes les troupes des Etats-Unis.

» Je viens de vous parler avec sincérité, je le devois avant de quitter l'emploi qui m'a été confié. Ma tâche est remplie ; je fais maintenant mes adieux à Votre Excellence comme au premier magistrat de l'Etat que vous gouvernez. Je me dégage en même temps de tous les soins et de tous les emplois qui tiennent aux affaires publiques. Pour dernière faveur, je prie Votre Excellence de communiquer ces sentimens au corps législatif de votre province la première fois qu'il se rassemblera. Veuillez considérer ceci comme un legs fait par un citoyen qui a toujours désiré ardemment d'être utile à son pays, et qui même dans la retraite ne cessera d'implorer pour ses concitoyens la bénédiction du Ciel, et de former des vœux pour le bonheur et l'affermissement de la république.

CHAP.  
IX.

---

1782

à

1783.

CHAP.  
IX.

---

» J'ai l'honneur d'être, avec l'estime et le respect le plus profond,

1782  
à  
1783.

De Votre Excellence,

Le très-humble et très-obéissant  
serviteur,

GEORGES WASHINGTON. »

Le 2 novembre fut fixé pour le licenciement de la partie de l'armée engagée à servir pendant un an ; ce jour-là, Washington donna les derniers ordres, ou plutôt fit ses adieux aux armées des États-Unis ; en même temps qu'il leur parla le langage de l'amitié, il leur donna des conseils pour régler leur conduite à l'avenir.

Le 25 du même mois, les Anglais évacuèrent New-York. Le général Washington fit son entrée publique dans cette ville. Il fut reçu avec le respect et les égards dus à ses vertus.

Le général en chef touchoit au moment de se séparer des officiers qui, sous ses ordres, et avec lui, avoient souffert tant de maux et couru tant de dangers. Cette séparation se fit avec beaucoup de solennité. Les officiers rassemblés, Washington se rend au milieu

d'eux. Il se fait apporter un verre de vin : « Mes amis, leur dit-il, je prends aujourd'hui congé de vous, le cœur rempli de l'affection la plus pure, et pénétré de la plus grande reconnaissance. Puissent les jours qui vont suivre être aussi heureux pour vous que ceux qui les ont précédés ont été glorieux et honorables. » Il but, ensuite il ajouta : « Je ne puis aller à chacun de vous lui dire adieu, mais je serai reconnoissant si chacun de vous veut venir me donner la main (1). » Le général Knox qui se trouvoit le plus près, se tourna vers lui. Washington, à qui l'émotion ne permettoit plus de parler, lui serra la main et l'embrassa. Les officiers se présentent les uns après les autres, et chacun lui fait ses adieux sans proférer une parole; des larmes couloient de tous les yeux, et il régnoit dans l'assemblée un silence imposant et majestueux tout à la fois.

Le dernier adieu reçu, Washington sort de la salle et traverse le corps de l'infanterie légère pour se rendre au lieu de son embar-

(1) On conçoit que le grand nombre des officiers réunis à cette occasion ne permettoit pas au général en chef d'aller à chacun d'eux.

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

cation. Les officiers, muets et consternés, se pressent autour de lui jusqu'à la barque qui doit le porter de l'autre côté de la rivière du Nord. Le général toujours tourné vers les dignes compagnons de sa gloire, leur réitéra ses adieux en élevant son chapeau en l'air, et les officiers répondirent par des larmes à cette dernière expression de son estime et de son amitié. Ils ne s'arrachèrent au rivage que quand ils eurent entièrement perdu de vue le bateau qui emportoit leur chef.

Le congrès tenoit alors ses séances à Annapolis, Washington s'y rendit pour s'y démettre de son commandement. En passant à Philadelphie, il remit au contrôleur des comptes un état de l'emploi des fonds versés dans ses mains. Ce mémoire étoit tout entier de son écriture. Chaque article étoit désigné de la manière la plus précise, et appuyé des pièces justificatives, excepté ce qui regardoit les dépenses secrètes, qui ne se montoient pas à plus de 1982 liv. 10 sous sterl. La somme qui avoit passé dans ses mains pendant le cours d'une guerre de huit ans se montoit seulement à 14479 liv. 18 sous 9 den. sterling. Il ne portoit rien en dépense dans ses

comptes

comptes pour ses services personnels. Il avoit apporté dans ses opérations une économie si sévère, et une telle fidélité, que cette modique somme avoit suffi à toutes les dépenses qu'il avoit été dans le cas de faire pendant son commandement.

Washington, après l'apurement de ses comptes dans toutes les formes établies pour la comptabilité, se hâta d'aller résigner son emploi dans les mains des pères de la patrie, de ces représentans qui lui avoient conféré cette dignité éminente. La résignation se fit dans une audience publique. Le congrès le reçut comme méritoit de l'être le fondateur et le défenseur de la République. Pendant qu'il étoit en leur présence, les membres de l'assemblée se retraçoient en silence les dangers et les maux qu'ils avoient tous partagés; ils s'applaudissoient de devoir à son bras les bienfaits de la liberté et les douceurs de la paix. Le général redevenu leur concitoyen, paroïssoit encore plus grand, encore plus digne de toute leur estime lorsqu'il résignoit son pouvoir, que lorsqu'il s'en servoit d'une manière si glorieuse pour lui et si utile pour la patrie. Tous les cœurs étoient livrés à la

CHAP.  
IX.

---

1782  
à  
1783.

CHAP.  
IX.

1782

<sup>a</sup>  
1783.

plus douce émotion, et tous les yeux mouillés des larmes de l'admiration et de la reconnoissance. Dans cette auguste cérémonie, le héros ne put retenir ses pleurs. Enfin il s'adressa à Thomas Mifflin, président du congrès :

« Monsieur le Président,

» Les grands événemens qui devoient amener ma retraite sont enfin réalisés : je viens en offrir aux congrès mes sincères félicitations. J'ai l'honneur de me présenter devant lui pour déposer le commandement dont il a daigné m'honorer, et je lui demande la permission de quitter la carrière où je n'étois entré que pour le service de mon pays.

» Heureux de voir enfin l'indépendance des Etats-Unis assurée, je quitte avec plaisir des fonctions dont je ne m'étois chargé qu'avec la plus grande défiance. La tâche étoit difficile, et je sentois toute la foiblesse de mes moyens; mais d'un autre côté, la justice de notre cause, l'union de tous les citoyens, et surtout, la protection du ciel qui dispose et des hommes et des empires, tant et de si puissans motifs m'ont soutenu.

» Le succès qui a couronné nos armes a

surpassé nos plus hautes espérances. Plus je reporte mes regards sur les effets merveilleux de la protection céleste qui s'est manifestée en notre faveur, plus je sens augmenter ma reconnaissance.

» En répétant ici les obligations que je dois au zèle de toute l'armée, j'aurois de grands reproches à me faire si je ne témoignois pas dans cette circonstance solennelle ce que je dois en particulier aux services et aux talens des officiers qui m'ont été personnellement attachés pendant le cours de cette guerre. Quand ils m'auroient été unis par les liens du sang, je n'aurois pas été mieux servi par leur affection et leur dévouement. Permettez-moi, Monsieur, de recommander surtout à la bienveillance du congrès ceux qui ont continué leur service jusques à ce moment. Ils ont des droits aux égards les plus distingués.

» Un devoir indispensable en terminant mes fonctions publiques c'est de recommander les intérêts de ma chère patrie à la protection de l'Être Tout-Puissant qui dispose des empires : qu'il daigne étendre ses bénédictions sur tous ceux qui sont chargés de veiller au bonheur et à la tranquillité de l'État.

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

» J'ai rempli mon devoir ; je me retire du théâtre des affaires publiques. Je prie cette auguste assemblée dont j'ai long-temps exécuté les ordres de recevoir de ma part les adieux les plus affectionnés. Je remets ma commission (1), et je me retire en même temps

(1) La commission que Washington remit au congrès lui avoit été délivrée peu de temps après le commencement des hostilités. Elle étoit accompagnée d'une résolution unanime de la part des députés des États-Unis « d'aider et de soutenir Georges Washington de leur vie et de leur fortune pour assurer la liberté de l'Amérique. » La commission rédigée par un comité spécial étoit ainsi conçue :

« Les députés des États-Unis de New-Hampshire, Massachusett's - bay, Rhode - Island, Connecticut, New-York, New - Jersey, Pensylvanie, des pays de New-Castle, Kent et Sussex sur la Delaware, de Maryland, Virginie, North-Carolina et South-Carolina,

*à Georges Washington, écuyer.*

» Nous soussignés, nous reposant avec entière confiance sur votre patriotisme, votre valeur, votre conduite et votre fidélité, nous vous constituons par ces présentes et vous nommons général et commandant en chef de l'armée des États-Unis, de toutes les forces qui sont actuellement sur pied ou

de tous les emplois de l'administration publique. »

Le général Washington s'approcha ensuite du bureau et déposa sa commission dans les mains du président du congrès qui lui fit la réponse suivante :

« Les États - Unis assemblés en congrès re-

qu'on levera par la suite, ainsi que de toutes les troupes qui viendront volontairement se réunir à la dite armée pour la défense de la liberté de l'Amérique et pour repousser l'ennemi commun. Vous êtes revêtu par le présent acte d'un plein pouvoir et d'une autorité entière pour agir ainsi que vous le jugerez convenable au service public.

» Nous enjoignons à tous les officiers et soldats sous vos ordres, de vous obéir et d'exécuter fidèlement tout ce que vous leur prescrirez.

» Nous vous enjoignons aussi et vous recommandons d'être exact à vous acquitter des fonctions importantes qui vous sont confiées, de faire observer dans l'armée la plus sévère discipline, d'exercer avec soin les soldats et de veiller à leur équipement et à tout ce qui peut leur être nécessaire.

» Vous devez régler votre conduite d'après les règles de la guerre et la discipline militaire, telles qu'elles vous ont été livrées ; vous observerez ponctuellement et vous exécuterez les ordres que pourra vous donner dans un temps ou dans un autre le con-

CHAP.  
IX.

1782

à  
1783.

çoivent avec la plus vive émotion la remise que vous faites ici des pouvoirs qui vous avoient été confiés. Vous ne vous en êtes servi, que pour conduire nos troupes de victoires en victoires dans le cours d'une guerre périlleuse dont le succès étoit si douteux.

grès actuel, ou celui qui le remplaceroit, ou un comité dudit congrès.

» Cette commission conservera toute sa force jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par le congrès actuel ou par un congrès subséquent.

*Signés* PEYTON RANDOLPH, président ;  
CHARLES THOMSON, secrétaire.

11 juin 1775. »

Lorsque cette commission fut acceptée par Washington, les États-Unis n'avoient aucune assurance de secours étrangers; ils étoient sans gouvernement fixe, sans armes, sans magasins, sans forteresses et sans argent. Ils n'avoient enfin ni commerce, ni marine, ni troupes disciplinées, ni officiers expérimentés.

Lorsque le souverain déclaroit les Anglo-Américains en état de rébellion, Washington en acceptant le commandement de l'armée des États-Unis, s'exposoit, non-seulement à la confiscation d'un des plus vastes domaines de l'Amérique, mais encore à la mort. L'hésitation qu'il mit à l'accepter, la défiance qu'il montra de ses talens ne partoient point de cette humilité affectée, de cette abnégation hypocrite que jouent communément les aspirans aux

» Appelé par votre pays à la défense de ses droits attaqués, quand vous avez accepté cette auguste fonction, les États-Unis n'avoient aucune alliance, ils étoient sans amis et même sans gouvernement national qui put vous seconder.

» Vous avez conduit avec sagesse et courage

grandes places ; ce n'étoit pas non plus la crainte qui le faisoit balancer ; cette conduite de Washington étoit l'effet d'une véritable modestie portée à l'excès. Il ne redoutoit point les dangers personnels ; mais il n'osoit se croire assez de talent militaire pour tenir tête aux généraux expérimentés que la Grande-Bretagne lui opposeroit dans une guerre qui alloit devenir une guerre régulière. Les doutes et les craintes qui le tinrent long-temps en suspens cédèrent enfin à la conviction de son devoir, et aux pressantes sollicitations de ses amis qui apprécioient mieux ses talens qu'il ne le faisoit lui-même. Dans le cas où il auroit refusé cette dignité, comme on s'y attendoit pendant quelque temps, on avoit résolu de la conférer au général Ward de Massachusetts. On ne peut dire quelle auroit été l'issue de la guerre de l'Amérique sous cet officier généralement estimé ; mais sans faire de comparaison, on peut affirmer que les opérations militaires ne pouvoient avoir une fin plus glorieuse qu'elles ne l'ont eue sous les auspices de Washington.

CHAR.  
IX.

1782  
à  
1783.

CHAP.  
IX.

1782

à

1783.

cette importante guerre, et dans les circonstances les plus pénibles, inviolablement attaché à l'autorité civile, vous en avez toujours respecté les droits. Fort de l'attachement que vous portoient vos concitoyens, de leur confiance en vos vertus et vos lumières, vous les avez électrisés, et leur gloire ira jusqu'à la postérité la plus reculée. Vous avez déployé la plus grande persévérance jusqu'au moment où les Etats-Unis, aidés par un roi et une nation magnanimes, ont pu terminer heureusement cette guerre. Vous avez vu la liberté, l'indépendance, la sûreté de votre pays affermies sur des bases solides.

» Vous avez défendu les drapeaux de la liberté dans ce nouveau monde, vous avez donné de terribles leçons à ceux qui exercent ou qui souffrent l'oppression, et vous vous retirez du théâtre où se sont passées tant d'actions mémorables, emportant avec vous les bénédictions de tous vos concitoyens. La gloire de vos vertus survivra à votre autorité militaire. Elle ira instruire et animer les siècles les plus reculés. Comme vous, nous sommes convaincus de ce que nous devons à l'armée qui a servi sous vos ordres. Nous nous

chargeons spécialement du sort des officiers attachés à votre personne jusques à l'époque glorieuse dont nous sommes les témoins.

» Nous nous joignons à vous pour recommander les intérêts de notre cher pays à la protection du Tout-Puissant. Nous le prions de disposer les cœurs et les esprits des citoyens de manière qu'ils ne laissent échapper aucune occasion de devenir une nation aussi heureuse que respectable. Nous lui demandons surtout qu'une vie qui nous est si chère soit l'objet de sa protection spéciale. Nous le prions de répandre sur vos jours toutes ses faveurs, et de vous accorder cette récompense que le monde ne peut donner (1). »

Cette intéressante journée termina la carrière militaire de Washington. Quel homme rendit jamais plus de services à son pays ? et quel homme montra plus de désintéressement ? Quel prix un autre que lui n'auroit-

(1) On remarquera aisément que la réponse du congrès est faite sur le cadre de l'adresse de Washington. C'est une habitude passée en Amérique avec les usages de l'Angleterre où les discours du roi au parlement sont toujours comme le canevas de la réponse des deux Chambres.

CHAP.  
IX.

1782  
à

1783.

CHAP.  
IX.

1782  
à  
1783.

il pas mis à tant de peines, à tant de travaux couronnés par le plus brillant succès? Quel est l'ambitieux qui, soutenu par l'affection du peuple et par celle de l'armée, ne s'en seroit pas servi pour monter au faite des grandeurs et de la puissance? Les Américains étoient pénétrés d'une si vive reconnoissance qu'ils auroient tout accordé. Le général ne demanda rien pour lui-même, ni pour sa famille. Il sollicita seulement la faveur nationale pour ses aides-de-camp et les autres officiers qui l'avoient servi personnellement: c'étoient des jeunes-gens sans fortune. Washington connoissoit trop les devoirs de l'amitié, il avoit un cœur trop sensible pour ne pas saisir l'occasion de les recommander à la bienfaisance nationale. Le seul privilège qui distingua le ci-devant général en chef du reste de ses concitoyens, le seul témoignage qu'il accepta de la reconnoissance de son pays fut le droit de recevoir et d'envoyer ses lettres sans rien payer à la poste (1).

(1) Cette marque de distinction a été depuis accordée aux présidens à leur sortie de fonctions. M. Jefferson vient récemment de l'obtenir par un acte du congrès en mars 1809.

Washington, confondu dans la classe des simples citoyens, s'empessa de se rendre dans ses domaines du Mont-Vernon sur les bords du Potowmac. C'est là que le premier général devint bientôt un des plus habiles et des meilleurs fermiers.

Ainsi il passa tout à coup des fonctions importantes de la première dignité aux soins et aux travaux de la campagne. Il changea les instrumens de la guerre pour ceux de l'agriculture, et devint le modèle des bons cultivateurs. Cet échange n'eut rien de pénible pour un esprit aussi élevé que l'étoit celui de Washington.

CHAP.

IX.

1782

à

1783.

---



---

## CHAPITRE X.

Le général Washington en quittant les fonctions publiques se consacre aux travaux de l'agriculture. — Il favorise la navigation intérieure. — Son refus d'accepter les profits qui en résultent. — Il recommande des changemens dans les statuts de l'ordre de Cincinnati. — Il demande la révision du système fédératif. — On le nomme membre d'une Convention continentale assemblée pour cet objet. — Après avoir hésité, il accepte. — On le choisit pour président de cette assemblée. — Pressé d'accepter la présidence des États-Unis, il écrit plusieurs lettres pour exprimer à quel point son cœur est partagé entre le devoir et son inclination particulière. — Il répond à ceux qui sollicitent des emplois. — Sa répugnance à rentrer dans la carrière politique.

|                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CHAP.<br><hr style="width: 50px; margin: 0;"/> X<br><hr style="width: 50px; margin: 0;"/> 1783<br>à<br>1789. | WASHINGTON, dégagé des affaires publiques, dans une lettre à un ami exprime ainsi les douceurs qu'il éprouve : « Un voyageur chargé d'un pesant fardeau, arrivé au terme de son voyage après une longue et pénible route, n'est pas plus heureux que moi. Du haut de son habitation il promène ses regards sur l'espace immense qu'il a par- |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

couru. Là il reconnoît les marais, ici les passages dangereux, les précipices qui se sont rencontrés dans son chemin, et qu'il n'a franchis que par la seule protection du grand arbitre de nos destinées.

» Maintenant simple particulier sur les bords du Potowmac, à l'ombre de ma vigne et de mon figuier (1), loin du tumulte des camps et des embarras des affaires publiques, je m'abandonne à ces douces jouissances que fuient ou le guerrier qui aspire à la renommée, ou le ministre qui nuit et jour s'occupe du soin de rendre son pays heureux, et peut-être de ruiner les Etats voisins, comme si ce globe ne pouvoit suffire à tous les hommes. Le courtisan qui attend du sourire gracieux de son souverain l'arrêt de sa destinée ne peut avoir l'idée du bonheur devenu mon partage. Non-seulement je me suis éloigné d'un théâtre rempli d'agitation, mais dans le recueillement je savoure les douceurs de la

CHAP.

X.

1783

à

1789.

(1) Cette manière d'exprimer la douceur de la vie privée est tirée de la bible; c'est une image familière à la langue anglaise, et surtout dans le temps où les émigrations se firent d'Angleterre en Amérique.

CHAP.

X.

1783

à

1789.

vie privée. Sans porter envie à personne, je me laisserai tranquillement entraîner par le fleuve de la vie jusqu'au moment où j'irai m'endormir avec mes ancêtres. »

L'agriculture avoit toujours été l'occupation favorite de Washington. Elle lui offrit alors de nouveaux moyens d'employer son loisir. La manière de construire et de perfectionner les instrumens champêtres, les expériences qui peuvent être utiles à la culture des terres, rien n'échappoit à son attention. Convaincu du mauvais système généralement adopté en Amérique, il désiroit vivement l'améliorer. Il entretint une correspondance avec les plus savans agronomes de la Grande-Bretagne, en particulier avec le célèbre Arthur Young. Il fit le rapport comparatif de l'état de l'agriculture dans les deux pays. En Angleterre, le travail étoit à bon marché et le terrain cher. En Amérique, c'étoit le contraire. L'amélioration des terres se trouvoit très-négligée d'après ce faux principe qu'il en coûtoit beaucoup moins pour défricher de nouvelles terres que pour faire valoir d'anciens domaines (1). Washington opposa toute son

(1) On voit dans la correspondance de Washing-

fluence à la propagation d'un vice qui disséminoit la population et tenoit un grand nombre de bras dans l'oisiveté. Par son exemple et ses conseils il tâcha d'opérer une révolution dans l'agriculture de son pays, comme il en avoit opéré une dans le gouvernement par sa valeur.

Il porta principalement son attention à la navigation dans l'intérieur. La paix proclamée, il voyagea vers l'Ouest, et alla jusqu'à Pittsburgh. Il traversa aussi les parties occidentales de la Nouvelle-Angleterre et de New-York, examinant les difficultés qu'il y auroit à établir le commerce de l'Ouest vers différents points de la mer Atlantique. Possédant

ton avec le chevalier Sinclair en Angleterre, combien il s'est donné de peine pour s'instruire à l'école des plus fameux agronomes. L'état de l'agriculture aux États-Unis, surtout à l'époque dont il s'agit, étoit ce qu'il doit nécessairement être dans un pays neuf. La terre neuve est partout sous la main, on préfère l'exploiter, on vise aux produits immédiats. La théorie lente des assolemens, des engrais, et tous les moyens qui supposent des capitaux accumulés et le temps d'attendre sont écartés en Europe, le plus souvent par la pauvreté : comment ne le seroient-ils pas dans un pays naissant ?

CHAP.

X.

1783

à

1789.

toutes les connoissances relatives à cet objet, il entra en correspondance avec les gouverneurs des différens Etats et plusieurs personnes distinguées. Il leur donna l'idée d'employer l'autorité publique pour faire nommer des commissaires d'une habileté et d'une probité reconnue. Leur travail devoit consister à examiner très-attentivement quels étoient les endroits les plus convenables pour déterminer les meilleurs *portages*, et ceux les plus propres à établir la communication la plus prochaine entre les rivières de l'Est et celles de l'Ouest(1). Ils devoient en même temps suivre

(1) Le caractère principal de la topographie des États-Unis est dans la direction et dans le cours des deux versans d'eau qui l'arrosent; l'un, c'est le moindre, se jette à l'Est dans l'Atlantique; l'autre coule dans le Mississipi, qui se jette dans le golfe du Mexique par une ligne droite du Nord au Sud. Ce dernier fleuve reçoit toutes les rivières qui coulent vers l'Ouest et ces deux grands versans d'eau se réunissent presque à leurs sources qui partent d'un point commun, la grande chaîne des Alleghanis. Dans leurs cours, les divers fleuves qui les composent sont interrompus par des rapides ou cataractes qui obligent à décharger les marchandises et à les porter pendant plusieurs milles. Ces endroits s'appellent les

les rivières à l'ouest de l'Ohio depuis leurs sources jusqu'à leur embouchure, soit dans l'Ohio ou dans le lac du Canada. Enfin ils devoient dresser une carte exacte de toute cette étendue de pays, avec des observations sur les obstacles à surmonter, et sur les avantages qui résulteroient d'une telle entreprise.

Washington, en s'occupant ainsi des moyens d'étendre et d'assurer la navigation intérieure, travailloit pour l'avenir; il regardoit cette mesure comme la plus efficace pour cimenter l'union entre les États de l'Amérique. « Je n'ai pas besoin, Monsieur, écrivoit-il au gouverneur de Virginie, de vous faire observer que les pays qui bordent les États-Unis sont occupés par des puissances redoutables;

encore *portages*, expression qui indique que le nom leur vient des Français du Canada qui les premiers ont navigué sur ces rivières. On a donc cherché d'abord à réunir ces deux navigations orientale et occidentale en reconnoissant les plus courts *portages*, en explorant tous les points de jonction les plus rapprochés, et subsidiairement on a cherché à faciliter la navigation de chaque rivière, à tourner les rapides par des canaux, à les passer au moyen d'écluses. C'est ce qui a fait l'objet d'un rapport bien précieux du secrétaire de la Trésorerie.

---

 1783  
à  
1789.

CHAP.  
X.

1783

à

1789.

l'intérêt doit unir toutes les provinces qui composent notre république , et surtout celles qui sont immédiatement à l'ouest. Que pouvons-nous espérer des peuples qui habitent ces contrées ? Quels troubles au contraire n'aurions-nous pas à craindre si les Espagnols qui sont à leur droite , et les Anglais qui sont à leur gauche , cessant de les tourmenter par toutes sortes d'obstacles , les attiroient en leur proposant une alliance qui tourneroit aux progrès de leur commerce ? Ces peuples acquerront des forces , et même plutôt qu'on ne le croit , et s'ils forment des liaisons commerciales soit avec l'Angleterre , soit avec l'Espagne , il n'est pas difficile de prévoir les fâcheuses conséquences qui en résulteront , et ce sont ces conséquences qu'il faut prévenir. Le moyen est très-simple , nous le trouvons dans nos intérêts immédiats et les avantages politiques dont nous jouirons par la suite ; dans le moment présent , mille circonstances favorables nous en donnent la facilité. Il faut étendre la navigation intérieure des fleuves qui se dirigent à l'est ; il faut établir des communications aussi voisines qu'il sera possible avec les rivières qui descendent vers

l'ouest, et rendre navigables celles qui de l'Ohio se jettent dans le lac Erie. Alors non-seulement nous tirerons les produits qui nous seront fournis par les planteurs de l'ouest, mais encore le commerce de la pelleterie et des fourrures se fera depuis les lacs jusqu'à nos ports. Ce sera un immense accroissement pour nos exportations, et tous ces peuples nous seront unis par des liens à jamais indissolubles (1). »

La législature de la Virginie suivit entièrement les conseils de Washington. En consé-

CHAP.  
X.

---

1783  
à  
1789.

(1) Une troisième division très-frappante des eaux qui arrosent les États-Unis, c'est celle des rivières qui se jettent dans les grands lacs. Celles-là coulent vers le Nord et partent comme d'un point commun avec l'Ohio. Les événemens ne tardèrent pas, du vivant même de Washington, à montrer la sagesse de ses vues. Le Kentucky, le Ténéssee, deux États situés à l'ouest des montagnes, se formèrent presque subitement. La navigation du Mississipi qui étoit dans la main de l'Espagne, devint un objet de la plus grande importance. Cette puissance hésita long-temps à la laisser libre aux États-Unis. Depuis elle résigna cette concession. Les États-Unis se sont vus obligés pour se l'assurer d'acquérir la Louisiane.

CHAP.  
X.

1783  
à  
1789.

quence on entreprit des ouvrages de la plus grande utilité , et les travaux aujourd'hui touchent presque à leur fin. On lui accorda cent cinquante actions dans la navigation des rivières Potowmac et James par un acte dont voici le préambule. « D'autant que c'est le désir des représentans de cet état de saisir toutes les occasions de témoigner leur estime pour les hautes vertus de Georges Washington, écuyer, et leur reconnoissance pour les services éminens qu'il a rendus à son pays; voulant de plus que les grands ouvrages entrepris pour l'avantage de la nation, et qu'il a puissamment encouragés par sa protection, soient des monumens durables de la reconnoissance de ses concitoyens, il est arrêté que, etc. »

Washington répondit à un ami qui lui donnoit la première nouvelle de ce bill : « Je ne puis démêler quel est le sentiment qui m'a le plus affecté quand j'ai lu votre lettre; est-ce surprise ou bien reconnoissance? Les marques de considération et de bienveillance que l'assemblée de Virginie me donne dans l'acte qu'elle vient de publier, ne sont pas de simples félicitations; il n'y a point d'équivoque;

mais, croyez-moi, Monsieur, depuis que j'ai quitté la carrière politique, je n'ai jamais éprouvé plus d'embarras. D'un côté, cet acte est pour moi une preuve évidente de l'estime et de l'affection de mes concitoyens. Si je refuse le don qui m'est offert, je crains qu'on ne m'accuse de manquer au respect que je dois aux intentions généreuses du corps législatif; je crains aussi qu'on n'attribue mon refus à une ridicule ostentation dont le but seroit de faire parade de mon désintéressement. D'un autre côté je veux dans mes idées comme dans mes actions jouir de la plus grande indépendance. Je crains, jusqu'à l'ombre d'un soupçon, dans tout ce que me suggérera la considération du bien public, autrement je ne pourrois exprimer librement mes opinions sur ce qui peut être utile à mon pays. J'ai fait connoître les vues politiques qui m'ont dirigé lorsque j'ai donné le conseil d'étendre la navigation intérieure; il est inutile de les exposer ici.

» Que pensera-t-on lorsque l'on apprendra que j'ai accepté vingt mille dollars et cinq mille livres sterling sur les fonds publics comme un intérêt dans l'entreprise que j'ai conseillée?

CHAP.  
X.

---

1783  
à  
1789.

CHAP.  
X.

1783  
à  
1789.

Je perdrai alors aux yeux de la nation le mérite de ce qu'il y a de plus louable dans ma conduite? Le don qu'on me fait ne sera-t-il pas regardé comme une pension? Quelle répugnance n'éprouverois-je pas dans la suite à proposer mes vues? La seule idée de dépendance me feroit plus de peine que la jouissance de tous les droits de passe, si on me les avoit attribués, ne me donneroit de plaisir. »

Lorsque Washington reçut la copie officielle de l'acte ci-dessus, il fit la réponse suivante au gouverneur de la Virginie.

« Votre Excellence m'a fait l'honneur de me transmettre une copie de l'acte qui m'accorde certaines portions de bénéfice dans la navigation des rivières James et Potowmac : je vous prie de présenter à la législature les témoignages de ma vive et profonde reconnaissance pour cette marque signalée de son estime et de son affection.

» Pénétré de ces sentimens, c'est avec une douleur inexprimable que je me vois obligé de refuser une faveur qui m'est offerte d'une manière qui en augmente encore le prix. Pour expliquer mon refus, je ne dirai pas seule-

ment que mes efforts pour le service public ont été récompensés bien au delà de leur mérite par les nombreux témoignages d'approbation que j'ai reçus ; je m'arrêterai à une considération qui efface toutes les autres.

» Lorsque je fus appelé au poste honorable dans lequel j'ai eu le bonheur de défendre avec succès l'indépendance des Etats-Unis , je crus qu'en témoignant une juste défiance dans mes talens , je devois exprimer ma ferme résolution de n'accepter jamais aucune récompense pécuniaire. Ce principe a toujours réglé ma conduite , et dans aucune circonstance je ne m'en suis écarté ; maintenant , quand j'en aurois le désir , je ne me regarde plus comme ayant la liberté de le faire.

» Je prie donc le corps législatif de vouloir bien révoquer l'acte qui renferme la donation dont il m'a gratifié. Dans le cas où il me permettroit d'appliquer ces fonds à des objets d'une utilité publique , alors je me ferois un devoir de lui indiquer l'usage le plus avantageux qu'on pourroit faire de cette somme pour quelque établissement digne d'une nation éclairée. »

La législature remplit le vœu exprimé par

CHAP.  
X.

---

1783  
à  
1789.

CHAP.  
X.

1783  
à  
1789.

Washington. Il fut chargé de l'emploi de ces actions , et dans la suite il les transféra à deux collèges situés dans le voisinage de chacune des deux rivières.

Vers la fin de la guerre de la révolution de l'Amérique , les officiers de l'armée voulant perpétuer les nœuds de l'amitié qui les unissoit , formèrent une société sous le nom du célèbre Cincinnatus ; le général Washington en étoit le chef. Suivant les règles de cette association , les honneurs dont les membres étoient revêtus devoient être héréditaires dans leurs familles respectives , et des personnes de considération pouvoient être admises pendant leur vie comme membres honoraires. Cette institution et l'union qui régnoit entre les officiers de l'armée , répandit l'alarme parmi les citoyens des Etats-Unis. On vit dans le nouvel ordre un germe de noblesse. Washington avoit pour principe invariable de respecter les opinions du peuple dans les affaires de peu d'importance , fussent-elles même erronées. Il s'aperçut que le public voyoit généralement avec jalousie , même avec défiance , une société dont les honneurs devenoient héréditaires parmi ceux qui la com-

posoient ; il demanda qu'on annullât cet article du règlement, ainsi que celui qui établissoit des membres honoraires. La suite prouva combien Washington avoit raison. Tous les soupçons, tous les mouvemens de jalousie furent promptement dissipés. Ceux qui formèrent le nouvel ordre de Cincinnatus continuèrent de jouir de l'affection et de la confiance des citoyens les plus recommandables par leur patriotisme (1).

Lorsque Washington, après la guerre, entra dans la classe des simples citoyens, ses compatriotes se flattèrent de jouir bientôt de tous

CHAP.

X.

1783

à

1789.

(1) Il seroit difficile d'assigner le degré de consistance qu'a cet ordre, ou plutôt cette société aux Etats-Unis. Elle n'est qu'une association libre d'un petit nombre d'officiers qui ont survécu, ou qui à l'instar de quelques autres sociétés d'intérêt ou de bienfaisance ont une réunion périodique; cette réunion encore n'est que nominale, vu la dispersion des membres; elle a un président. On s'y cotise pour venir au secours de quelques officiers. La décoration de Cincinnatus se voit à peine aux Etats-Unis. En un mot c'est une association qui n'existe plus et qui, il faut le dire, n'a jamais pu avoir, dans un pays comme les Etats-Unis, aucune consistance. Le temps de ce genre d'institution n'y est pas venu.

CHAP.  
X.

1783

à

1789.

les avantages que la paix, l'indépendance et un gouvernement républicain devoient leur procurer. L'expérience leur prouva bientôt combien le système existant étoit insuffisant pour opérer le bonheur public et pour conserver la dignité nationale. Le congrès n'avoit ni le pouvoir, ni les moyens de satisfaire les créanciers de la nation ; il ne pouvoit rendre le gouvernement respectable chez les puissances étrangères. Le numéraire disparut ; le commerce tomba dans la langueur ; les biens-fonds perdirent de leur valeur, et le crédit fut anéanti. Les amis de la liberté et de l'indépendance commencèrent à perdre les espérances flatteuses qui les avoient séduits dans les premiers momens de la révolution : ils craignirent d'avoir élevé un édifice chimérique appuyé sur une base trompeuse, quoique sous l'apparence de l'intérêt public. Pendant les cinq ou six années qui suivirent la déclaration de paix, l'éclat qui avoit paru environner le berceau de la république s'obscurcissoit de jour en jour. Washington ne vit pas avec indifférence un changement si prompt. Un des premiers il découvrit la cause de cette décadence, et il en indiqua le

remède. Le peu de secours qu'il avoit reçu lorsqu'il étoit général en chef, prouvoit combien l'acte de la confédération étoit insuffisant pour lever et entretenir une force militaire convenable à un grand état. Les représentans de la confédération manquoient de pouvoirs suffisans. Les États-Unis n'étoient plus qu'autant de souverainetés séparées, qu'aucun lien n'assujettisoit, et incapables d'agir avec uniformité lorsque la cirsonstance l'exigeroit. Washington dit dans une de ses lettres : « Je ne vois plus que l'ombre de la confédération. Le congrès, dont les ordres ne sont suivis d'aucune exécution, n'est qu'un corps imaginaire : c'est, selon moi, un solécisme en politique. Nous voulons former une république confédérée, et nous craignons de donner à ceux qui sont à la tête du gouvernement les pouvoirs nécessaires pour administrer les divers objets qui leur sont confiés. Cependant ce sont des agens que nous avons créés ; leurs fonctions n'ont qu'un temps limité ; ils sont responsables pour toutes leurs actions ; on peut même les révoquer dès qu'on le juge à propos. Les rouages du gouvernement sont continuellement entravés, et nous

CHAP.  
X.

descendons de plus en plus du point d'élévation auquel nous étions parvenus.

1783  
à  
1789.

» La nature nous a prodigué tout ce qui peut nous rendre la nation la plus respectable : soyons sages , justes ; soyons exacts envers les autres : nos ressources sont immenses , mais si nous les appliquons mal , ou plutôt si nous n'en tirons aucun parti , nous portons un coup mortel à la confiance publique , et nous nous couvrons de mépris aux yeux de l'Europe. »

Dans une lettre à M. Jay , le général Washington dit : « Je pense comme vous , Monsieur , l'état de nos affaires est voisin d'une crise ; quel en sera l'événement ? je ne puis le prévoir. Que de fautes nous avons commises ! Lorsque nous avons formé notre confédération , nous avons eu une opinion trop favorable de la nature humaine : l'expérience nous a démontré que les hommes ne veulent ni adopter ni mettre à exécution les mesures les plus avantageuses pour leurs intérêts , s'ils n'y sont obligés par un pouvoir coercitif. Je ne peux me figurer que nous existions longtemps en forme d'état , si nous ne plaçons quelque part un pouvoir qui s'étende sur

toutes les Provinces-Unies d'une manière énergique (1). Craindre d'investir le congrès d'une grande autorité pour diriger les affaires nationales, c'est, selon moi, le comble de l'absurdité ou de la folie. Les membres du congrès pourroient-ils abuser de leur autorité au détriment du peuple, sans partager les maux qu'ils causeroient à leurs concitoyens? Leurs intérêts ne sont-ils pas unis d'une manière inséparable à ceux de leurs constituans? Les changemens qui arrivent dans les places ne

CHAP.  
X.

1783  
à  
1789.

(1) Ceux qui vouloient créer un gouvernement capable de maintenir la fédération, étoient donc vraiment les amis de celle-ci. Ceux qui s'y refusoient étoient donc en réalité ennemis d'une fédération. De là sont venues aux Etats-Unis les deux grandes divisions de partis : les *fédéralistes* et les *anti-fédéralistes*. Ceux-ci coloroient leur refus d'accroître l'autorité du gouvernement central de la crainte qu'il n'en abusât. Le gouvernement local de chaque état leur paroissoit le gouvernement essentiellement libre. Les autres sentoient que le gouvernement général et l'union des Etats ne pouvoient se soutenir sans un pouvoir analogue. On voit donc que sous ces dénominations de fédéralistes et d'anti-fédéralistes on comprit bientôt des idées plus étendues. Ils devinrent synonymes de *whigs* et *torys*.

CHAP.

X.

1783

à

1789.

ramènent-ils pas les magistrats dans la classe des citoyens? Craignons plutôt que s'ils ont le pouvoir, ils ne le sacrifient par timidité à la peur de perdre leur popularité et de n'être pas soutenus dans les élections suivantes. Prenons les hommes tels qu'ils sont : la perfection n'est pas donnée aux mortels. Plusieurs politiques sont d'avis que le congrès a montré trop de foiblesse lorsqu'il s'agissoit de faire des réquisitions ou de s'adresser aux états. N'avoit-il pas le droit d'exiger l'obéissance, étant revêtu de la souveraineté? Quoi qu'il en soit, le système des réquisitions est absolument nul. Treize états souverains, indépendans et désunis, discutent à leur tour les demandes que leur fait la première autorité, ils s'y soumettent ou la rejettent à leur gré. Dites au corps législatif que les états ont violé le traité et envahi les prérogatives de la confédération, on se moquera de vous. Que faire? Les choses ne peuvent rester dans cet état : il est bien à craindre, comme vous le dites, que la partie la plus respectable du peuple, dégoutée d'un système de gouvernement qui produit tant de désordre et si peu d'effets, ne soit toute disposée à une révolution quel-

conque. Les hommes vont naturellement d'une extrémité à l'autre. Il n'appartient qu'à la sagesse et au patriotisme des citoyens éclairés de prévoir les événemens et de les prévenir.

» Quel changement extraordinaire s'est opéré dans la manière de penser pendant un petit nombre d'années ! J'apprends que des personnes d'un caractère respectable, effrayées de l'état actuel des choses, parlent de gouvernement monarchique. Après la pensée viennent les paroles, et de là jusques à l'action il n'y a souvent qu'un pas ; mais ce pas une fois fait, quelle affreuse irrévocabilité s'y attache ! Quel triomphe pour nos ennemis qui verroient ainsi se vérifier leurs prédictions ! Quel sujet de joie pour les partisans du despotisme d'être témoins de notre impuissance à nous gouverner nous-mêmes. C'est alors qu'ils seront bien fondés à dire que tous les systèmes appuyés sur la liberté et l'égalité sont entièrement chimériques. Plaise à Dieu que l'on puisse prendre à temps des mesures convenables pour prévenir les suites fâcheuses que nous avons à redouter ! Quoique retiré du monde, je ne puis être specta-

CHAP.

X.

1783

à

1789.

CHAP.  
X.

1783  
à  
1789.

teur tranquille de la situation critique où se trouve mon pays. Cependant ayant eu le bonheur de conduire le vaisseau dans le port, et les fonctions de ma charge ayant cessé depuis que j'ai obtenu mon congé, je ne dois plus m'embarquer sur un Océan agité par de si violentes tempêtes..... »

La nécessité d'acroître le pouvoir du congrès se fit donc sentir par degré à tous ceux qui s'intéressoient au salut et à la prospérité des États-Unis. Washington, dans sa correspondance avec toutes les personnes qui avoient de l'influence, ne cessoit de recommander une réforme entière dans le système du gouvernement actuel (1). Enfin on s'occupa sé-

(1) On peut regarder cette époque comme une seconde naissance des États-Unis. C'est une des instructions politiques les plus frappantes que le siècle dernier ait renouvelées. Les mêmes circonstances se sont représentées à deux époques analogues à celles où se sont formées les confédérations Helvétique et Batave. Les États-Unis ont eu le bonheur, que n'ont pas eu ces deux petites républiques fédératives, qui manqua aussi aux républiques fédérales de l'antiquité, d'être maîtres de leur terrain et de n'avoir à craindre qu'eux-mêmes. On voit ici la question qui se présentera éternellement dans les

rieusement

rieusement de cette affaire. Dans la Virginie, on proposa de nommer des députés à une convention générale pour reviser le plan du gouvernement fédératif.

CHAP.

X.

1783

à

1789.

Tandis qu'on examinoit cette proposition, il survint un événement qui montra combien il étoit urgent de prendre des mesures à ce sujet. Les maux qui résultoient de la foiblesse du gouvernement, la licence des opinions toujours prête à confondre la liberté avec l'anarchie, produisirent dans la province de Massachusetts des troubles qui amenèrent une véritable révolte. Voici comme Washington s'exprime au sujet de ces mouvemens. « L'effervescence qui anime les esprits dans les contrées de l'Est, offre le spectacle le plus affligeant. La prédiction de nos ennemis qui sont au delà de l'Océan atlantique s'est malheureusement vérifiée. On a reconnu en mé-

discussions politiques qui occuperont des hommes de bonne foi. Trop, ou trop peu de pouvoir conféré au gouvernement, c'est le texte sur lequel s'exerceront de tout temps les passions : il sera toujours difficile de dire s'il faut plus d'honnêteté ou plus de lumières pour décider, dans une circonstance donnée, la question qu'il contient.

CHAP.  
X.

1783  
à  
1789.

me temps une vérité bien plus fâcheuse et qu'on peut encore moins expliquer ; les hommes livrés à eux-mêmes sont incapables de se gouverner. Combien je suis affligé quand je vois les nuages obscurcir le plus beau jour qui jamais ait brillé sur mon pays, et un petit nombre d'hommes réunis par l'intrigue et forts de leur audace , employer l'ignorance et la jalousie de la minorité avec succès , à accabler de toutes sortes de maux la plus grande partie de leurs concitoyens. Mais je me plais à croire que la grande masse du peuple , quoiqu'inactive , aperçoit cependant à travers tous ces nuages de l'enthousiasme et de la folie les rayons de vérité qui doivent fonder son espoir , et vers lesquels doivent se diriger tous ses vœux.

» Quant au Massachusetts, Monsieur, vous me dites que les personnes qui ont de l'influence doivent l'employer à calmer les troubles qui désolent cet état. Où est-elle, Monsieur, cette influence ? Et d'ailleurs seroit-elle un sûr moyen de remédier aux désordres. L'influence n'est pas le gouvernement. C'est celui-ci qui est nécessaire. Ayons un centre d'autorité qui puisse par sa force garantir notre

existence, nos droits, nos propriétés, ou bien sachons une fois à quoi nous devons nous attendre. Disposés comme nous sommes, je prends la liberté de vous dire qu'il est grand temps de prendre un parti. Sachez ce que veulent les rebelles. Si leurs plaintes sont justes, on leur doit rendre justice, s'il est possible, sinon reconnoître qu'ils ont droit de se plaindre, et convenir qu'on est pour le moment dans l'impuissance de les satisfaire. Si au contraire leurs demandes sont injustes, développez contre eux toute la force du gouvernement. Si ses moyens sont insuffisans, alors le monde sera convaincu combien peu sont solides les bases sur lesquelles repose l'édifice politique; alors on sentira la nécessité de l'étayer ou de le reconstruire. Il n'est pas possible d'être plus en évidence que nous ne le sommes maintenant, et d'offrir un aspect plus méprisable. Le moindre délai dans les secours à administrer exaspérera les esprits d'un côté, et de l'autre encouragera les rebelles en augmentant leur nombre. Semblables aux boules de neige qui grossissent à mesure qu'elles parcourent plus d'espace, ces pelotons de rebelles grossiront également dans leur

CHAP.  
X.

marche , s'ils ne trouvent sur leur passage quelque obstacle qui les détruise. »

1783  
à  
1789.

Les Etats de la Virginie placèrent le nom de Washington à la tête de la liste des citoyens qu'on élut pour former la convention proposée. On lui écrivit de toutes parts afin de l'engager à accepter cette commission. M. Madison avoit un des premiers conseillé à la législature de Virginie de prendre les mesures proposées; Washington lui adressa sa réponse : « Quoique j'aie renoncé pour toujours, lui dit-il, aux emplois publics, cependant lorsqu'il s'agit d'une affaire aussi importante pour nous que la révision du système fédératif, j'aurois considéré comme un devoir essentiel de me rendre au vœu de mes concitoyens, sans croire pour cela que mes lumières leur fussent d'une grande utilité; mais dans ce moment-ci je ne puis nullement accepter l'emploi qu'on veut me donner. En voici la raison :

» Vous savez, Monsieur, que j'ai été le premier choisi pour président de la société de Cincinnatus. Vous savez aussi que c'est le premier lundi du mois de mai prochain que la société doit tenir l'assemblée qui aura lieu à Philadelphie tous les trois ans, à la même époque.

Plusieurs motifs, joints à des raisons de santé qui exigent de ma part la plus sérieuse attention, m'ont engagé à écrire le 31 dernier une circulaire à chaque société des États-Unis. J'ai témoigné par cette lettre qu'il m'étoit impossible d'assister à la prochaine assemblée, et que je désirois n'être pas élu président. Le vice-président a été informé de ma résolution, afin que mon absence ne mît aucun obstacle aux affaires de la société. Ainsi vous jugez, Monsieur, que je ne puis accepter une place qui exigeroit ma présence dans le même temps. J'offenserois un corps très-respectable et qui a si bien mérité de la patrie, le corps des officiers de l'armée américaine. »

L'assemblée de la convention fut remise à un autre jour que celui où la société de Cincinnatus devoit se réunir. Washington n'avoit plus de prétexte; enfin il consentit à devenir membre de la convention. L'importance du sujet qu'on alloit traiter, le désir d'assurer le bonheur de ses concitoyens et les pressantes sollicitations de ses amis surmontèrent sa répugnance.

La convention s'assembla à Philadelphie au mois de mai. Georges Washington fut nom-

CHAP.

X.

1783

à

1789.

nié président à l'unanimité. Le 17 septembre 1787 les travaux furent achevés, et les résultats soumis à l'examen du congrès. La convention émit son vœu pour que « le peuple dans chaque province nommât des députés qui lui seroient recommandés par chaque législature respective, et qui donneroient leur consentement aux divers articles proposés. »

Par cette nouvelle forme de gouvernement le congrès étoit investi de pouvoirs suffisans pour régler tout ce qui seroit convenable à la dignité et au bonheur de la nation sans l'intervention des Etats.

Les plumes les plus habiles, les orateurs les plus éloquens développèrent tous leurs moyens dans cette circonstance. Les débats furent très-animés. Washington ne parut point y prendre part. Satisfait d'avoir défendu avec son épée les droits de la nation, et d'avoir contribué par ses avis à donner une forme active au gouvernement, il sembloit qu'il laissât le peuple libre de choisir lui-même la constitution qui lui plairoit le plus.

La nouvelle organisation acceptée par la majorité des Etats-Unis, on fit tous les préparatifs pour la mettre en activité. Tous les yeux

alors se tournèrent vers Washington comme celui qu'on jugea le plus digne d'exercer les fonctions de Président des Etats-Unis. Ceux qui étoient en correspondance avec lui le pressèrent vivement d'accepter cette place éminente dans laquelle il pouvoit rendre à son pays les plus grands services.

A juger Washington comme un homme ordinaire, on croira difficilement que la magistrature suprême n'eût pas assez de charmes pour l'arracher aux douceurs de sa retraite. Il étoit dans sa cinquante-septième année, et jouissoit d'une santé parfaite. La connoissance de son caractère telle qu'on peut se le former d'après sa conduite à toutes les époques de sa vie, sa franchise dans ses lettres à ses amis intimes, tout prouve jusqu'à l'évidence qu'il ne céda qu'au motif de l'intérêt public, et qu'en acceptant la présidence, il fit taire ses goûts pour n'écouter que le devoir.

« Je suis déjà d'un âge avancé, écrit-il au colonel Henri Lee, les occupations de l'agriculture m'attachent de plus en plus, et chaque jour elles ajoutent aux douceurs de ma retraite. Cependant ni ces motifs, ni la crainte de porter quelque atteinte à la répu-

CHAP.

X.

1783

à

1789.

CHAP.

X.

1783

à

1789.

tation que j'ai pu acquérir, et moins encore celle de m'exposer à de nouvelles fatigues ne me détourneraient d'accepter la présidence des Etats-Unis. C'est la conviction que j'ai qu'un autre, qui ne pourroit alléguer les mêmes excuses, remplira aussi bien que moi les devoirs de cet emploi. Si j'en disois davantage, il y auroit de ma part indiscretion. En paroissant refuser d'avance une place qui peut ne m'être pas offerte, je ressemblerois au renard de la fable, méprisant les raisins qu'il ne peut atteindre. Vous voyez assez, Monsieur, par la franchise avec laquelle je vous parle que mon vœu le plus ardent seroit de ne pas quitter ma retraite. Les suites fâcheuses qui pourroient résulter de mon amour pour la vie privée me feroient sacrifier mes propres jouissances à l'intérêt public, si je voyois clairement que mon refus pût compromettre la sûreté et le bonheur de mon pays. »

Ses lettres au colonel Hamilton, au général Lincoln et à tous ses amis contiennent les mêmes expressions. Toujours même dévouement, même désintéressement. Washington étoit trop franc et trop ami de la vérité pour

user de dissimulation. Il écrit au marquis de la Fayette : « Si votre opinion dans cette circonstance est absolument conforme à celle de tous mes amis, elle est contraire à mes propres sentimens. Plus le moment approche, plus j'éprouve d'embarras, quand je pense qu'il me faudra donner une réponse définitive. Si le concours des circonstances m'ôte tous les moyens de refuser, je prendrai le fardeau, mais avec cette répugnance, avec cette défiance dont il sera difficile de se faire une idée. Si je connois bien mon cœur, le devoir seul pourra me forcer à rentrer dans la carrière politique. Alors je ferai tous mes efforts, même au hasard de perdre ma réputation ou la popularité dont je jouis, pour tirer mon pays des embarras dont il est environné. Je tâcherai de ranimer le crédit public et de rétablir un système général d'administration qui consolidera la base sur laquelle doit reposer la prospérité nationale. Je crois même apercevoir un rayon de lumière qui éclairera mes pas vers ce grand objet. L'harmonie, la probité, l'industrie et la frugalité, voilà quels sont les moyens de faire de nous un peuple heureux et puissant. Dans la situation actuelle des affaires, et d'a-

CHAP.  
X.

---

1783  
à  
1789.

CHAP.

X.

1783

à

1789.

près l'esprit dominant de mes concitoyens, je vois avec plaisir qu'on peut élever l'édifice du bonheur public sur les quatre colonnes dont je viens de parler. »

Avant l'élection du président, on s'attendoit généralement à la nomination de Washington. De toutes parts on lui adressa des demandes relatives aux emplois du gouvernement dont il pourroit disposer. Voici la réponse qu'il fit à l'un de ces sollicitateurs : « S'il est absolument nécessaire que j'occupe le poste dont vous croyez que je serai mis en possession, je ne m'y placerai que libre de tout engagement. D'après cette règle de conduite, j'aurai tous les moyens de peser dans une juste balance les talens et le mérite des divers candidats, ensuite je pourrai me déterminer par les seules vues du bien public. Telle est en substance la réponse que j'ai faite aux aspirans qui m'ont déjà écrit, et qui ne sont pas en petit nombre.

---



---

## CHAPITRE XI.

Washington élu président. — En se rendant au siège du gouvernement alors à New-York, il reçoit les témoignages de respect les plus flatteurs. — Son discours au congrès. — Situation des Etats-Unis dans leurs relations intérieures et étrangères. — Washington remplit les places de l'administration de sujets capables de concourir au bien public. — Il propose un traité aux Creek Indiens qui d'abord le rejettent. — Le colonel Willet engage les chefs de la nation à venir à New-York pour conclure un traité. — Les Indiens du Nord-Ouest refusent l'alliance, mais après avoir défait les généraux Harmar et Sinclair, ils sont battus par le général Wayne. — Ils se soumettent et consentent à traiter. — On adopte un nouveau système tendant à améliorer leur condition.

LE nouveau gouvernement devoit commencer à entrer en fonctions le 4 mars 1789. On fut obligé de différer jusqu'au 14 avril l'envoi officiel de la nomination de Washington qui résidoit alors à Mont-Vernon. Charles Thomson, secrétaire du dernier congrès, fut chargé de cette mission. Il présenta au général sa nomination signée par le président du

CHAP.

XI.

1789

à

1794.

CHAP.  
XI.

1789  
à  
1791.

sénat des Etats-Unis. Elle portoit que Washington avoit été élu président d'une voix unanime (1). Ce premier retard causa généralement de la peine; mais le général n'en fut pas affecté de la même manière. « Quant à ce qui me regarde, écrit-il au général Knox, je vous développerai mon âme toute entière. Le délai n'est pour moi qu'un répit. On ne le croira pas, mais je vous dirai en confidence que je monterai au fauteuil du président des Etats-Unis à peu près avec les mêmes sensa-

(1) Il y a des circonstances où un homme n'est pas plus maître de sa personne que de ses promesses. Washington s'est trouvé dans cette situation. Après la guerre il avoit renoncé pour toujours aux affaires publiques : et le voilà membre et président de la convention, ensuite président des Etats-Unis. En consentant à servir dans ces deux occasions, il a donné une nouvelle preuve de la supériorité de son âme. La victoire est plus aisée à conquérir qu'à conserver. La liberté des Etats-Unis, comme cela arrivera toujours, couroit de plus grands dangers après l'expulsion de ses ennemis qu'auparavant. Diriger les opinions des peuples dans un sens propre à les rendre les instrumens de leur bonheur est une grande tâche. On peut dire que c'étoit pour Washington un devoir que de concourir à la formation et à l'établissement du nouveau gouvernement.

tions qu'éprouve un criminel qui s'approche du lieu de son supplice. Au déclin de mes ans, consumé par les peines que m'ont causées les affaires publiques, je suis arraché à ma paisible retraite et lancé de nouveau sur une mer orageuse! Pour comble de malheur, je ne me sens point le talent de tenir le gouvernail avec succès. Je vais hasarder la popularité dont je jouis, la réputation que j'ai acquise, et quelle sera ma récompense? Dieu le sait. L'intégrité, la fermeté, c'est tout ce que je puis promettre. Que le trajet soit long, qu'il soit court, ces deux règles me seront toujours présentes. Jamais je n'en dévierai : la conscience de les avoir toujours invariablement suivies me consoleroit, quand tous les hommes m'abandonneroient : c'est une consolation que rien ne pourroit me ravir.

Deux jours après avoir reçu la nouvelle de son élection, Washington partit pour New-York. La multitude se rassembloit partout sur son passage; tous vouloient voir l'homme qu'on regardoit comme le plus ferme soutien de la nation. D'une province à l'autre il trouvoit des escortes de milice composées des personnes les plus distinguées. Partout il re-

CHAP.  
XI.

1789  
à  
1794.

cevoit des tributs de respect et d'admiration. On lui adressoit des félicitations ; ses réponses étoient toujours conformes à son caractère modeste et à la dignité de sa place. Des marques d'honneur si extraordinaires auroient inspiré de l'orgueil à tout autre. On ne remarqua pas dans la conduite de Washington le moindre signe de hauteur ni de vanité ; il montrait dans toutes les occasions l'affabilité d'un citoyen qui traite avec ses égaux : grand par le mérite qui lui attiroit tous ces applaudissemens, plus grand encore par la modération qu'il savoit conserver en les recevant.

Parmi les nombreuses adresses qui lui furent présentées, on admira particulièrement celle qui fut signée par Denis Ramsay, maire d'Alexandrie, au nom des mille habitans de cette ville, voisins de l'habitation du général.

« A Georges Washington, écuyer, président des États-Unis, etc.

» La patrie vous appelle ; vous vous rendez à ses vœux, vous lui sacrifiez encore votre repos et les douceurs de votre retraite, par-

venu à un âge où l'on préfère sa tranquillité au tumulte des affaires.

» Vos voisins, vos amis viennent vous présenter cette adresse, non pour exalter la gloire que vous avez acquise comme soldat et comme général, non pour témoigner leur reconnoissance des services que vous avez rendus à la nation. Ils ne vous diront point combien ils trouvent juste l'honneur sans exemple, que vous a déferé le suffrage libre, spontané, unanime de trois millions d'hommes. Ils n'exprimeront point leurs sentimens d'admiration pour le patriotisme qui dirige votre conduite. Ils retraceront ici des objets plus chers à leurs cœurs, et dont ils sont vivement émus. Le premier, le meilleur des citoyens nous quitte; nos vieillards perdent celui qui fait leur ornement; notre jeunesse perd le modèle le plus accompli; l'agriculture est privée de celui qui lui donne chaque jour une nouvelle perfection; notre commerce, notre académie encore dans son enfance, la navigation intérieure de la rivière Potowmac regrettent celui qui les a fondés, protégés, comblés des plus grands bienfaits.

» Adieu; allez, et faites le bonheur d'un

CHAP.  
XI.

1789

à

1794.

peuple reconnoissant, et qui le sera doublement du nouveau sacrifice que vous venez de faire à sa félicité.

» Nous vous recommandons à la protection de cet Être tout-puissant qui règle nos destinées. Après une mission aussi glorieuse que difficile, puisse le Ciel nous rendre le meilleur des hommes, et le plus chéri de nos concitoyens. »

« Messieurs, répondit Washington ,

» Je ne puis vous exprimer dans quelle situation pénible je me suis trouvé lorsque j'ai dû me déterminer à accepter ou à refuser la présidence des États-Unis. Les suffrages unanimes de mes concitoyens , les vœux de mes amis qui me sont parvenus de différentes parties de l'Europe ainsi que de l'Amérique , le désir généralement manifesté de voir réformer notre constitution , et mon zèle pour remplir ces vues, tant de motifs réunis m'ont engagé à accepter la place qui m'étoit offerte. Ceux qui me connoissent le mieux, et le voisinage vous en donne plus qu'à tout autre la facilité, ceux-là, dis-je, savent que le seul désir de m'acquitter d'un devoir essentiel pouvoit l'emporter sur la résolution que j'avois

j'avois prise de ne plus accepter aucun emploi. A mon âge , et dans la situation où je me trouve , quels avantages , quelle perspective dans l'avenir pouvoient m'obliger à rentrer dans la carrière politique?

» Je ne crois pas qu'il soit nécessaire, Messieurs, que je déclare publiquement combien j'ai à cœur tout ce qui peut vous intéresser. Ma vie passée , toutes mes actions vous sont de sûrs garans des principes qui dirigeront ma conduite dans la place que je vais occuper.

» C'est avec une vive sensibilité que je vous remercie des sentimens affectueux que vous venez de me témoigner dans votre adresse. Après avoir pris congé des personnes avec lesquelles je goûtois les douceurs de l'amitié et les charmes d'une vie retirée , je sens mes regrets s'augmenter encore par les marques d'attachement que je reçois de vous.

» Tout ce qui me reste maintenant , c'est d'implorer la protection de l'Être-Suprême qui nous a déjà réunis après une longue séparation. J'ose espérer que la même Providence veillera sur nous. Je ne vous dirai point combien je regrette de quitter mes chers amis

CHAP.  
XI.

1789  
à  
1794.

CHAP.  
XI.

et mes bons voisins; mon silence vous exprimera mieux ce que je souffre que toutes mes expressions. »

1789

à

1794.

Le pont de Gray sur le Sckuykill, par où Washington devoit passer, étoit décoré de lauriers et d'arbrisseaux toujours verts. Aux deux extrémités, où l'on avoit élevé des arcs de triomphe, vous eussiez dit une pépinière de lauriers. Lorsque le général passa, un jeune homme soutenu adroitement en l'air, et sans pouvoir être aperçu de Washington, laissa tomber sur sa tête une couronne. Plus de vingt mille citoyens bordoient les haies, les avenues le long du chemin qui conduit de Schuykill à Philadelphie. Un cortège nombreux des citoyens les plus respectables le conduisit à la ville, où il prit part à une fête qu'on lui avoit préparée. Les plaisirs de cette journée furent terminés par un beau feu d'artifice.

Au passage de la Delaware, sur le rivage de Jersey, il fut reçu aux acclamations des habitans du voisinage. Parvenu au sommet de la montagne, sur le chemin de Trenton, il passa sous un arc de triomphe que les dames de cette ville avoient fait ériger.

Le haut étoit orné de lauriers et de fleurs ; on y lisoit cette inscription : « Le 26 décembre 1776. » Sur le cintre : « Défenseur des mères , il protégera aussi leurs filles. » Sur le côté du Nord on avoit rangé plusieurs jeunes filles vêtues de blanc , avec des guirlandes sur leurs têtes , et portant des corbeilles de fleurs : sur un second rang étoient de jeunes femmes , et au troisième on voyoit les dames du voisinage. Au moment où le général passa , les jeunes filles chantèrent l'ode suivante :

« Illustre chef de nos guerriers, sois le bienvenu sur ce rivage. Aucun satellite de la tyrannie ne menace aujourd'hui ta tête. De jeunes filles suivies de leurs mères ont formé de leurs mains ces berceaux de lauriers pour honorer celui dont le bras vainqueur les a sauvées. Jeunes filles semez de fleurs les pas de notre héros. »

A ces dernières paroles, toutes jetèrent à pleines mains des fleurs au-devant du libérateur de l'Amérique. Tous les regards se fixoient sur lui. Sa situation dans ce moment étoit bien différente de celle, où il s'étoit trouvé dans ce même lieu, au mois de décembre 1776, lors-

CHAP.

XI.

1789

à

1794.

que les affaires offroient la perspective la plus sinistre ; aussi éprouva-t-il alors des sensations qu'il est impossible de peindre. Il traversa la baie d'Elisabeth-Town dans une barque élégante que treize pilotes du port en uniforme conduisoient à la rame. Tous les vaisseaux qui étoient dans le port hissèrent leurs pavillons. On avoit préparé et décoré des gradins pour qu'il pût débarquer commodément. Lorsqu'il mit pied à terre , la joie la plus vive se répandit dans toutes les classes de citoyens. Le gouverneur de l'état et les membres de la commune vinrent le complimenter. On le conduisit à la maison qui lui étoit destinée, et dans sa marche il fut suivi par un corps de milice sous les armes, vêtu d'un élégant uniforme. Une foule de citoyens se joignirent à cette escorte. Le soir, toutes les maisons furent illuminées de la manière la plus brillante.

Sitôt son arrivée, on fixa un jour pour recevoir le serment qu'il devoit prononcer avant d'entrer en fonction. Ce serment étoit ainsi conçu : « Je jure solennellement que je remplirai avec fidélité les fonctions de président des États-Unis, et que je protégerai,

défendrai et conserverai la constitution des États-Unis de tout mon pouvoir. » Lorsqu'il vint prêter serment, il étoit habillé d'étoffes provenant des manufactures américaines. Le matin du jour fixé pour cette cérémonie, toutes les congrégations du clergé s'assemblèrent dans leurs églises respectives, et firent des prières solennelles pour le président et le peuple des États-Unis. Vers midi, une procession suivie d'une multitude de citoyens se mit en marche, et de la maison du président se rendit à Federal-Hall, où se tenoient les séances du congrès. A une petite distance, les troupes se rangèrent sur deux lignes en bordant l'avenue. Washington passa au milieu, suivi du vice-président, M. John Adams, et entra dans la salle du Sénat. Bientôt après, accompagné des deux chambres, il alla dans la galerie en face de Broad-Street. Ce fut là qu'en présence des membres du congrès et d'une foule immense de citoyens, il prononça le serment prescrit par la constitution. Le serment fut reçu par M. Robert Livingston, chancelier de l'état de New-York (1). Un silence auguste régnoit

CHAP.

XI.

1789

à

1791.

(1) C'est le même qui a été ministre plénipoten-

CHAP.  
XI.

1789  
à  
1794.

parmi les spectateurs ; tous les cœurs étoient pénétrés des sentimens les plus doux. Le chancelier proclama Washington président des États-Unis. On fit une salve de treize coups de canon , qui fut suivie des acclamations de dix mille spectateurs. Le président salua très-respectueusement le peuple , qui répondit à ce salut par de nouveaux cris de joie. Washington passa alors dans la salle du sénat , et parla ainsi aux deux chambres réunies :

« Messieurs les membres du sénat et de la chambre des représentans ,

» Parmi les vicissitudes qui accompagnent le cours de la vie , rien ne pouvoit me causer plus de trouble que la notification qui m'a été faite par votre ordre , et que j'ai reçue le 14 de ce mois. D'un côté , la voix de ma patrie m'appeloit , cette voix qui ne peut frapper mes oreilles sans pénétrer mon cœur de tous les sentimens d'amour et de vénération. Elle m'invitoit à quitter une retraite chérie où devoient s'écouler en paix mes dernières années. L'habitude se joignant au dé-

taire des Etats - Unis à Paris , en 1801 jusqu'en 1804.

rangement de ma santé, que l'approche de la vieillesse contribuoit à rendre plus foible, m'attachoit encore plus à cette demeure champêtre dont il falloit m'éloigner. D'un autre côté, je sentois tout le poids du fardeau qu'on vouloit m'imposer. Le plus sage, le plus habile de mes compatriotes se défieroit sans doute de ses forces en pareille circonstance. Combien ne devois-je pas trembler, moi qui n'ai reçu de la nature que des talens médiocres, et qui suis peu versé dans l'administration civile; je dois donc craindre de succomber dans une tâche si difficile. Dans ce conflit de divers sentimens, j'ai réfléchi avec une sévère attention sur les moyens de remplir le devoir de ma charge. Si, en acceptant cette place, j'ai trop écouté la reconnaissance que m'inspirent tant de marques honorables de l'estime et de la confiance de mes concitoyens, si j'ai eu trop peu d'égard à mon incapacité, les motifs qui m'ont égaré me feront trouver grâce, je l'espère, auprès de ceux qui voudroient me juger plus sévèrement.

» Après l'aveu que je viens de faire de mon insuffisance, je ne peux commencer

CHAP.  
XI.

1789  
à  
1794.

l'exercice de mes fonctions sans adresser de ferventes prières au Maître de l'Univers, à ce Dieu tout-puissant qui préside aux assemblées des nations, et dont la providence supplée à tout ce qui peut manquer aux talens et aux lumières de l'esprit humain ; je le supplie de répandre sa bénédiction sur le peuple des États-Unis, et de protéger un gouvernement établi par la nation elle-même pour la rendre libre et heureuse ; enfin qu'il daigne éclairer tous les officiers publics chargés des divers emplois d'administration. En rendant cet hommage à ce grand Être, source unique de tout bien, je suis sûr que mes sentimens sont les vôtres et ceux de mes concitoyens. Quel peuple doit être plus disposé que celui des États-Unis à reconnoître et adorer cette main puissante et invisible qui dirige les affaires de ce monde. Chaque pas que la nation a fait vers la liberté et l'indépendance, semble avoir été marqué par quelque signe particulier de la protection céleste. Elle s'est manifestée par l'importante révolution opérée dans le système du gouvernement. Lorsque l'on considère le calme qui a régné dans les délibérations, le consentement volontaire

qu'ont donné les divers états qui composent notre république, et que l'on compare cet heureux accord avec la manière dont les autres gouvernemens ont été établis, on se sent pénétré d'une pieuse reconnoissance; on jouit d'avance des biens que l'avenir nous promet. Ces réflexions ont un tel empire sur mon esprit, que je n'ai pu résister aux charmes de vous les communiquer. Comme moi, vous penserez que les opérations de notre nouveau gouvernement ne pouvoient commencer d'une manière plus favorable que par des vœux offerts au Maître suprême de tous les empires.

» Par l'article qui établit le département du pouvoir-exécutif, le président est chargé de recommander à votre examen toutes les mesures qu'il jugera nécessaires et convenables. Les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons me dispensent de m'étendre sur ce sujet, et je m'en rapporterai seulement à la grande charte constitutionnelle sous laquelle vous êtes assemblés. Elle a déterminé vos pouvoirs d'une manière claire et précise. Il conviendra mieux aux circonstances et aux sentimens que j'éprouve de substituer aux me-

CHAP.  
XI.

---

1789

à

1791.

CHAP.  
XI.

1789  
à  
1791.

sures particulières que je pourrai vous recommander, le tribut d'éloges qui est dû aux talens, à la droiture et au patriotisme des honorables membres chargés de donner leurs suffrages à tout ce qui peut concourir au bien public. Leurs vertus et leurs lumières me donnent la douce certitude qu'aucun préjugé, aucune affection locale, aucun esprit de parti ne pourront les égarer. Vous ne verrez que l'ensemble du système politique des États-Unis; et celui-ci aura pour base les principes immuables que la morale établit entre des particuliers; la prééminence d'un gouvernement libre se manifeste par tous les attributs qui peuvent gagner l'affection des citoyens et inspirer le respect aux autres nations. Je me plais à fixer mes regards sur cette perspective et sur les moyens de la réaliser: et ces moyens, Messieurs, sont suggérés par un amour sincère de notre patrie. C'est une des vérités les plus constantes, que la vertu et le bonheur sont unis par des liens indissolubles; notre devoir fait notre bien, et les maximes d'une sage et honnête politique assurent toujours la prospérité des nations. Le Ciel ne peut jamais accorder ses

faveurs à une nation qui méprise les règles éternelles de l'ordre et de la justice. C'est de la pratique de ces vertus que dépend la conservation du feu sacré de la liberté dont le dépôt nous est en quelque sorte confié , puisqu'on peut dire que nous faisons actuellement une expérience dont dépend essentiellement sa destruction ou son maintien dans tout l'univers.

» Outre les matières ordinaires soumises à vos délibérations , vous aurez à décider jusques à quel point, il convient actuellement d'user du pouvoir qui vous est délégué par le cinquième article de la constitution (1). Vous verrez si les objections qui ont été faites à cette nouvelle charte , et l'inquiétude que quelques-unes de ses clauses ont inspirées , sont de nature à vous porter à faire usage de cette faculté. Sur ce point n'ayant encore pu être éclairé par les lumières de

CHAP.  
XI.

---

1789  
à  
1794.

(1) C'étoit l'article qui déterminoit la manière de faire des changemens à la constitution. Celle-ci avoit éprouvé la plus forte opposition de la part de personnes on ne peut plus influentes dans le parti anti-fédéraliste. Le congrès a le droit de recommander aux Etats-particuliers des changemens.

CHAP.

XI.

1789

à

1794.

l'expérience, je m'en rapporterai entièrement à votre discernement et à votre zèle pour le bien public. Je suis assuré que vous éviterez avec soin de porter la moindre atteinte aux principes propres à donner de l'efficacité et de l'ensemble au gouvernement, et que vous attendrez que les leçons de l'expérience nous aient fait voir ce qu'il faut conserver comme ce qu'il faut exclure. Le respect dû aux droits essentiels d'une nation libre, et le soin d'entretenir l'harmonie dans l'état, en dirigeant toutes vos délibérations, indiqueront sûrement les moyens de corroborer les uns et de cultiver l'autre avec toute l'attention qu'elle mérite.

» A toutes les réflexions précédentes j'ajouterai une observation particulièrement adressée à la chambre des représentans. Cet objet m'est relatif, et je le traiterai aussi brièvement qu'il me sera possible. Quand j'ai eu l'honneur d'être appelé pour la première fois au service de mon pays, je regardai comme mon devoir essentiel de renoncer à toute récompense pécuniaire; je ne me suis jamais écarté de ce principe: les circonstances où je me trouve ne pouvant apporter

aucun changement à ma manière de penser, je désire ne point m'appliquer l'article (1) de la constitution relatif au traitement permanent à faire au pouvoir-exécutif. Je demande en conséquence que la somme qu'on pourroit destiner aux appointemens de la place que j'occupe, soit bornée aux dépenses seules que le bien public pourra exiger.

» Après vous avoir communiqué les sentimens qui m'animent, il ne me reste plus qu'à m'adresser au Père et au Bienfaiteur de la race humaine ; il a donné au peuple Américain tout le calme nécessaire pour choisir la forme de gouvernement qui pourroit le mieux servir au maintien de l'union et de la prospérité. Qu'il daigne nous continuer sa protection, étendre nos vues, et nous inspirer cette sagesse et cette modération d'où dépend le succès de tout ce qu'on peut entreprendre pour le bien général. »

Le sénat répondit : « Les suffrages una-

(1) Le § de la 1<sup>re</sup>. section de l'art. 2 de la constitution, qui porte que le président recevra un traitement qui ne pourra être changé pendant la durée de ses fonctions.

CHAP.

XI.

1789

à

1794.

CHAP.

XI.

1789

à

1794.

nimes du corps électoral se sont réunis sur vous ; ils sont l'expression la plus éclatante de la gratitude , des sentimens d'affection que le peuple des États-Unis vous a voués , de la confiance que vous lui avez inspirée , et de son estime pour vos talens et vos vertus. Nous sommes très - convaincus , Monsieur , qu'il falloit un devoir des plus essentiels à remplir pour vous engager à quitter une retraite où se trouvent réunis tous les objets que vous chérissez , retraite qu'une douce habitude et le déclin de l'âge vous rendent encore plus agréable et plus nécessaire. Nous nous félicitons , et tout le peuple américain se félicite avec nous , de ce que votre obéissance à la voix de la patrie vous a déterminé à rentrer dans la carrière des affaires publiques. Tous les partis mettent en vous leurs espérances. Quelque grands que soient les services que vous avez déjà rendus , nous espérons que vous lui en rendrez encore d'aussi importans. Votre prudence , vos connoissances profondes détourneront les dangers qui nous menacent , et consolideront le gouvernement actuel. Vous donnerez à la nation toute la splendeur et la

dignité qu'elle a droit d'attendre, depuis que, par vos talens militaires et votre courage, son indépendance et ses droits ont été solennellement reconnus. »

La réponse de la chambre des représentans renfermoit les sentimens les plus vifs d'estime et d'attachement pour la personne et le caractère de Washington. Tout annonçoit qu'il régneroit la plus parfaite harmonie entre cette partie de la législature et le pouvoir-exécutif.

« Les représentans du peuple des États-Unis, dit cette adresse, vous prient d'agréer leurs félicitations sur l'événement qui a manifesté la haute estime que vos concitoyens ont pour votre mérite. Vous avez souvent reçu des marques de leur affection et de leur respect. Ils vous donnent aujourd'hui la seule preuve qu'il leur restoit à vous offrir de leur reconnaissance pour vos services, de l'idée qu'ils se sont formée de votre sagesse, et de leur confiance en vos vertus. Vous jouissez du plus grand honneur qu'un citoyen puisse recevoir, celui d'être choisi pour premier magistrat par la voix unanime du peuple le plus libre qui existe sur la terre.

CHAP.

XI.

1789

à

1794.

» Nous connoissons toute l'étendue du sacrifice que vous avez fait pour vous rendre aux vœux de vos concitoyens. La patrie ordonnoit, vous avez dû obéir. Les applaudissemens universels qui ont signalé votre rentrée dans la carrière des affaires publiques sont votre digne récompense. Vous en trouverez encore une plus douce et plus flatteuse dans le succès qui, nous n'en doutons pas, couronnera vos généreux efforts pour assurer le bonheur public.

» Le présage certain du bonheur et de tous les avantages qui nous attendent sous votre administration, n'est pas seulement justifié par l'expérience que nous avons de vos services passés. Notre espérance s'appuie principalement sur les principes religieux dont vous avez fait une profession éclatante en commençant vos hautes fonctions. Comme vous, nous adorons cette main puissante et invisible qui a conduit le peuple Américain dans une route si périlleuse. Nous sentons combien il est nécessaire d'entretenir le feu sacré de la liberté confié à la garde de tous les agens publics. Nous devons employer tous les moyens pour mettre ce précieux dépôt

sous

sous la garantie d'un système de législation fondé sur les principes d'une politique vertueuse, et dirigé par un véritable esprit de patriotisme.

» En votant les fonds nécessaires pour les dépenses du pouvoir-exécutif, nous ne perdrons pas de vue une résolution dictée par des motifs dignes de tout notre respect. Dans les temps les plus critiques de notre révolution, vous avez renoncé à tous les émolumens attachés à la place éminente que vous occupiez. C'étoit un des présages qui nous annonçoient les services que votre zèle devoit nous rendre, et que nous avons reçus de vos talens et de votre courage qui ont fait l'admiration de l'univers. Votre attachement scrupuleux aux règles de désintéressement que vous vous êtes faites, montre la pureté de vos vertus, et donne un nouveau lustre à un caractère qui a déjà tant de droits à notre respect.

» Les sentimens que nous venons de vous exprimer partent de notre cœur, et parmi les millions d'hommes que nous représentons, il n'est pas un vertueux citoyen qui désa-

CHAP.  
XI.

---

1789  
à  
1794.

CHAP.  
XI.

---

voue ce témoignage de notre estime et de notre attachement.

1789  
à  
1794.

» Nous joignons nos prières aux vôtres pour obtenir du Ciel qu'il répande ses bénédictions sur notre pays. Nous lui adresserons aussi nos vœux pour qu'il comble de ses faveurs le plus cher de nos concitoyens. »

Le président et le congrès, après la cérémonie, assistèrent au service divin.

Le soir, on tira un superbe feu d'artifice entre le fort et le boulingrin : un transparent bien illuminé représentoit le Président sous l'emblème de la Force ; à sa droite le Sénat sous celui de la Justice ; à sa gauche la Sagesse figuroit la chambre des représentans.

Lorsque Washington prit la présidence, telle étoit la situation des États-Unis, que l'on n'osoit espérer aucun succès des nouvelles opérations administratives. Le trésor étoit vide. L'ancien congrès, ainsi que plusieurs états, avoient contracté des dettes considérables avec l'étranger ; les États-Unis devoient aux citoyens ; les citoyens étoient endettés les uns envers les autres. La foiblesse du système fédératif avoit fait échouer tous les efforts de l'ancien gouvernement, soit pour

acquitter les dettes, soit pour se procurer les fonds nécessaires. Le mécontentement étoit porté au plus haut point, et le parti opposé au nouveau gouvernement se composoit d'un grand nombre de personnes, dont plusieurs jouissoient de beaucoup de considération; plusieurs siegeoient parmi les députés dans le nouveau congrès: quelques-uns demandoient à grands cris une nouvelle convention. Les plus modérés demandoient des réformes relativement à divers articles ratifiés. Les deux états de Nord-Caroline et de Rhode-Island, en refusant d'accepter la constitution nouvelle, s'étoient par là sous traits à son action.

Un reste d'animosité régnoit entre les États-Unis et la Grande-Bretagne: tous deux s'accusoient réciproquement d'avoir violé le dernier traité. Le ministère anglais se plaignoit des rigueurs exercées contre les royalistes et des oppositions légales formées dans quelques états contre le paiement des sommes dues à des sujets de l'Angleterre. Les Américains, de leur côté, accusoient les Anglais d'avoir, en quittant les États-Unis, emmené plusieurs milliers de nègres appartenant à des

CHAP.  
XI.

1789

à

1794.

habitans ; ils leur reprochoient d'occuper toujours un certain nombre de postes renfermés dans les limites du territoire américain , d'entretenir par ce moyen des correspondances avec les Sauvages voisins qu'ils excitoient à faire des incursions sur les établissemens de la frontière au nord-ouest. L'Espagne , qui possédoit les deux rives de l'embouchure du Mississipi , prétendoit avoir la navigation exclusive de cette rivière. Cependant les habitans de la partie occidentale des États-Unis , à qui la liberté de cette navigation étoit indispensable pour exporter les produits de leur sol , imploroient la protection du gouvernement pour qu'il les rétablît dans le droit commun à tous les peuples de communiquer les uns avec les autres par ces grands canaux que la nature a formés. Au sud vers les possessions de l'Espagne , au nord-est vers celles de l'Angleterre , les limites n'ayant pas été fixées , devenoient une source éternelle de disputes. Les forces effectives des États-Unis en troupes régulières n'excédoient pas six cents hommes. Le commerce des Américains étoit beaucoup plus resserré que quand ils faisoient partie de l'empire Britannique. Ils

n'avoient, ni argent pour traiter avec les puissances Barbaresques, ni forces navales pour s'en faire respecter : ils ne pouvoient donc, sans danger, naviguer dans la Méditerranée dont les côtes leur offroient cependant les marchés les plus avantageux pour leurs denrées.

Les Sauvages du nord qui habitoient le pays situé entre les lacs, le Mississipi et l'Ohio, pouvoient former une armée de cinq mille hommes.

Parmi ceux-ci, il y en avoit quinze cents en guerre ouverte avec les Etats-Unis. Au sud-ouest, les Créeks, qui pouvoient mettre sur pied six mille combattans, avoient déclaré la guerre à la Géorgie. Ce fut au milieu de tant de difficultés que le général Washington fut mis à la tête du gouvernement. Pour les surmonter, il falloit l'union parfaite du corps législatif et du pouvoir-exécutif. Suivons Washington dans sa conduite administrative, et voyons comment il parvint à surmonter tant d'obstacles qui s'opposoient à la prospérité des États-Unis.

Après que le corps législatif eut organisé les diverses parties de l'administration, Washington désigna les personnes qu'il jugeoit

---

1789  
à  
1794.

CHAP.

XI.

1789

2

1794.

capables de remplir les diverses places ; la tâche étoit difficile. Washington n'écoutant aucune sollicitation, ne vouloit que des sujets en état de concourir avec lui au grand but qu'il se proposoit, celui de rendre la nation aussi heureuse et aussi puissante qu'il étoit possible. Après l'examen le plus attentif et les plus sévères informations, il confia au colonel Hamilton le département des finances, celui des affaires étrangères à M. Jefferson (1). Le général Knox fut continué dans le département de la guerre qu'il avoit administré sous l'ancien congrès ; M. Edmond Randolph fut nommé procureur-général. Ces quatre officiers composoient le conseil secret du premier président. Au département de la justice, il plaça John Jay, de New-York, comme président de la Cour suprême ; John Rutlege, de la Caroline méridionale, James Wilson, de Pensylvanie, Williams Cushing, de Massachusetts, Robert Harrison, de Maryland, et John Blair, de Virginie,

(1) M. Jefferson, quand il fut appelé à ce ministère, remplissoit à Paris le poste de ministre plénipotentiaire des Etats-Unis, près la Cour de Versailles.

furent nommés juges associés. Les officiers qui, dans chaque province particulière, avoient été chargés de l'administration des douanes qu'on payoit au trésor des états particuliers dans l'ancien système, furent appelés aux mêmes fonctions sous la nouvelle constitution qui transportoit cette branche d'impôts au trésor général des États-Unis.

Washington porta d'abord tous ses soins à faire la paix avec les Indiens. Sitôt son installation, il envoya le général Lincoln, M. Griffin et le colonel Humphreys pour traiter avec la nation des Créeks. Ces envoyés rencontrèrent M. Gillvray et d'autres chefs de la nation avec environ deux mille hommes à Rock - Landing, sur les frontières de la Géorgie. Les négociations furent bientôt rompues par M. Gillvray, et dans cette conduite on reconnut l'influence des Espagnols; mais l'année suivante le président fut plus heureux. La politique et l'intérêt national se réunissoient pour faire adopter toutes les mesures que dicteroit la prudence pour détacher les Sauvages de leur alliance avec les Espagnols, et former une amitié durable entre eux et les États-Unis. Comme le voisinage des établisse-

CHAP. mens espagnols pouvoit nuire aux négocia-  
XI. tions , on résolut de ne les entamer que dans  

---

1789 la ville où siégeoit le gouvernement. Pour  
à faire agréer ce changement de lieu , le pré-  
1794. sident envoya dans le pays des Créeks le  
colonel Willet , officier rempli d'intelli-  
gence, qui avoit servi dans l'armée avec dis-  
tinction. Il paroissoit n'avoir parmi les In-  
diens que des affaires particulières , mais il  
étoit spécialement chargé d'une lettre pour  
M. Gillvray. Il devoit , par toutes sortes de  
moyens , démontrer aux Sauvages tous les  
malheurs que leur attireroit une guerre  
avec les États-Unis , et leur exposer le tort  
qu'ils avoient eu de rompre les négociations  
à Rock-Landing ; enfin le colonel devoit ex-  
horter M. Gillvray à venir à New-York avec  
les chefs de sa nation, pour traiter d'une paix  
solide et durable. Willet remplit sa com-  
mission avec une telle adresse , que M. Gill-  
vray et les chefs consentirent à venir à New-  
York. On reprit les négociations , et le 7  
août 1790 la paix fut conclue. Washington  
n'obtint pas le même succès auprès de la  
nation des Wabash et des Miamis ; il savoit  
par expérience que toutes les fois que des

négociations avec les Sauvages sont rompues, la politique et même l'humanité exigent que l'on déploie contre eux des forces suffisantes pour porter la guerre jusques dans leur pays, et ravager leurs établissemens ; mais il n'étoit pas facile d'exécuter ces mesures. Les nations Indiennes étoient nombreuses, accoutumées à la guerre, et ne manquoient pas de discipline. On accusoit même les Anglais, qui par une violation du traité de paix continuoient d'occuper des postes sur le territoire des États - Unis, de fournir aux Sauvages des armes et des munitions. Ils avoient battu les généraux Har-mar et Sinclair. Quatre ou cinq années s'écoulèrent avant qu'on pût les subjuguier ; enfin le général Wayne termina cette guerre en 1794, et la paix fut conclue entre les Indiens et les États-Unis. Pendant le cours de cette dernière guerre, on fit à diverses reprises des ouvertures de paix aux Sauvages du nord-ouest, mais ils les rejetèrent. A la même époque, on adopta un nouveau système, on essaya de les détourner de la chasse pour les occuper de la vie civile. On leur fournit les instrumens nécessaires pour l'agriculture et les manufactures. Ainsi, pendant la prési-

CHAP.  
XI.

---

1789  
à  
1794.

dence de Washington la paix fut rétablie dans les établissemens sur la frontière, au nord et au midi; depuis elle n'a point été troublée, et chaque jour ajoute à l'espoir d'améliorer la condition des sauvages. Washington avoit le premier conçu le projet de civiliser ces fiers enfans de la nature; depuis, son plan a été suivi avec constance, et des guerres des Indiens il ne reste que le souvenir et ce qui en est rapporté dans les anciennes annales. Bientôt les États - Unis recevront un grand nombre de nouveaux citoyens par l'association des Sauvages civilisés.

---



---

## CHAPITRE XII.

Le général Washington s'occupe des relations extérieures des Etats-Unis. — Négociations avec l'Espagne. — Difficultés qu'elles éprouvent. — La libre navigation du Mississipi est accordée par un traité conclu avec le major Pinckney. — Négociations avec l'Angleterre. — Difficultés qui s'élèvent, on est menacé de la guerre. — Mission de M. Jay. — Son traité avec le Cabinet de Londres. — Oppositions. — Le traité est ratifié. — Washington refuse des papiers à la Chambre des représentans. — Les postes anglais qui étoient dans les Etats-Unis sont évacués. — Négociations avec la France. — Arrivée de Genet. — Il outre-passe ses pouvoirs par une violation de la neutralité des Etats-Unis. — Il est favorisé par le peuple, mais il trouve de l'opposition dans le pouvoir exécutif. — Il est rappelé. — Le général Pinckney est envoyé, comme ministre plénipotentiaire, pour terminer les différends entre la France et les Etats-Unis. — Il n'est pas reçu. — Washington refuse d'être réélu. — Son adresse au peuple. — Sa dernière adresse au corps législatif. — Il recommande que l'on s'occupe de la marine, d'une académie militaire et d'autres institutions publiques.

CHAP.  
XII.

LES événemens qui avoient précédé l'inauguration de Washington avoient apporté un

1794  
à  
1796.

CHAP.

XII.

1794

à

1796.

obstacle aux négociations commencées pour régler les relations politiques des États-Unis et de l'Espagne.

En 1779, M. Jay avoit été nommé par le congrès pour faire un traité avec Sa Majesté Catholique. Tous les efforts de ce ministre pendant deux ans étoient demeurés sans succès. Malgré l'importance de la navigation du Mississipi que la mission de M. Jay avoit surtout pour but d'assurer aux États-Unis, on avoit, durant le cours de la guerre de l'indépendance, dans un moment de désespoir, autorisé M. Jay, pour décider le concours de l'Espagne, à renoncer à l'avenir au droit de navigation sur la rivière du Mississipi, depuis le point où cette rivière quitte les États-Unis jusqu'à son embouchure dans l'Océan. Après la guerre terminée, la majorité des membres du congrès avoit consenti, pour d'autres concessions de l'Espagne, à suspendre pour vingt-cinq ans le droit que les Américains réclamoient à la navigation de cette partie du fleuve. M. de Gardoqui, ministre de Sa Majesté Catholique aux États-Unis, et le secrétaire des affaires étrangères traitoient cette affaire à New-York. La négociation fut

très-longue , et présenta bien des difficultés. Elle avoit lieu dans l'intervalle qui s'écoula entre l'établissement de la paix et celui de la nouvelle constitution des États-Unis. Mais tout fut rompu par l'inflexible résolution qu'avoit prise M. Gardoqui d'exclure entièrement les sujets des États-Unis de la navigation du fleuve au-dessous de la frontière méridionale des États-Unis. Cette opiniâtreté du ministère espagnol , l'impuissance où étoient les États-Unis de faire valoir leurs droits sur la navigation de cette rivière , et surtout la facilité avec laquelle l'ancien congrès y avoit renoncé pour une longue suite d'années , avoient causé de violens mécontentemens parmi les habitans de l'ouest. Ils avoient outrepassé les bornes de la politique jusques au point de laisser entrevoir qu'ils vouloient se séparer des autres états pour s'attacher aux Espagnols. Pour sortir de cet état de crise, il falloit toute la prudence du président. L'impatience des planteurs contrarioit ses vues en même temps qu'elle encourageoit les Espagnols à persister dans le refus d'accorder cette navigation tant désirée. Mais l'opiniâtreté de l'Espagne à s'attribuer exclusivement la navigation du bas

CHAP.  
XII.1789  
à  
1796.

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

Mississippi , et le mécontentement très-impolitique des habitans de l'ouest n'étoient pas les seuls obstacles qui entravoient les négociations de Washington avec la cour de Madrid.

En 1793, quatre français partirent de Philadelphie avec pouvoir délivré par M. Genet, ministre de la République Française, pour préparer une expédition dans la province de Kentucky contre la Nouvelle-Orléans. L'Espagne, alors en guerre avec la France, étoit en paix avec les États-Unis. Washington, par le devoir de sa place, fut obligé d'interposer son autorité pour empêcher qu'on ne levât une force armée parmi ses concitoyens, dans l'intention de combattre une puissance voisine avec laquelle on étoit en paix. L'autorité civile de Kentucky eut ordre de se servir de tous les moyens que la loi lui donnoit pour arrêter cette expédition. Mais on mit tant de lenteur dans l'exécution de ces ordres, qu'il fallut employer la force. Le général Wayne fut chargé d'établir un poste militaire au fort Massac sur l'Ohio, pour s'opposer aux troupes qui, malgré la volonté du gouvernement, persisteroient à descendre la rivière.

Plusieurs des habitans de Kentucky, plus animés contre les Espagnols, étoient très-disposés à seconder les vues du ministère français, en attaquant la Nouvelle-Orléans au nom de la France. La navigation du Mississipi étoit si nécessaire pour écouler au-dehors le surcroît des productions de leur fertile territoire, que pour obtenir ce privilège, beaucoup de propriétaires auroient volontiers consenti à le tenir des Espagnols et à renoncer à l'union avec les Etats de l'Amérique. Pendant qu'on proposoit des moyens si opposés pour écarter le mal dont tout le monde se plaignoit, les habitans de Kentucky présentèrent une remontrance à Washington et au congrès. Ils réclamoient la navigation du Mississipi comme un droit : ils accusoient en même temps le gouvernement de se diriger d'après une politique locale, qui avoit empêché de faire des efforts convenables pour l'acquisition d'un droit qui devoit le plus contribuer à la prospérité des peuples de l'ouest. Cette remontrance étoit l'expression d'un peuple irrité contre ses officiers publics, et laissoit entendre que si l'on ne faisoit droit à la demande, il en pourroit résulter un démeu-

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

brement du corps politique. Pour appaiser ces mécontentemens , Washington fut chargé d'empêcher que les Français ne fissent la guerre aux Espagnols avec des troupes levées dans les États-Unis, et d'ouvrir des négociations pour obtenir de la cour de Madrid la libre navigation du Mississipi. Quelque difficile que fût cette double tâche , Washington la remplit avec succès. Avant qu'on reçût la remontrance de Kentucky , le président qui n'ignoroit pas le mécontentement des peuples de cette province , et qui craignoit que leurs plaintes devenues publiques ne nuisissent à ses vues , avoit chargé le secrétaire d'état d'assurer le gouverneur de Kentucky qu'on alloit prendre toutes les mesures possibles pour obtenir ce qu'on demandoit si ardemment. Le gouvernement employa sa puissance pour faire échouer l'expédition projetée par le ministère français. Le major Thomas Pinckney fut nommé envoyé extraordinaire à la cour de Madrid. En 1795, il conclut un traité avec Sa Majesté Catholique , par lequel les réclamations des États-Unis au sujet des limites , obtinrent leur effet. L'Espagne accorda aussi la libre navigation du

Mississipi

Mississipi sans aucune restriction. Elle y ajouta même le droit d'entreposer à la Nouvelle-Orléans les denrées des États-Unis. Cet événement appaisa les plaintes des habitans de l'ouest. Tous les sujets de dispute qui depuis quinze ans divisoient les deux états, et sur lesquels divers négociateurs s'étoient vainement exercés, furent définitivement arrangés à leur satisfaction mutuelle.

CHAP.

XII.

1794

à

1796.

Si Washington éprouva de grandes difficultés pour terminer les affaires avec l'Espagne, les divers points sur lesquels on étoit en dispute avec l'Angleterre lui causèrent encore plus d'embarras.

Chacune des deux nations s'accusoit réciproquement d'avoir violé le traité de paix en 1783. Chaque parti soutenoit son accusation par des raisonnemens plus forts que ceux qu'il mettoit en avant pour sa défense.

La paix, en arrêtant le cours des calamités qu'entraîne la guerre, n'avoit point éteint l'animosité des peuples et des gouvernemens respectifs. Un grand nombre d'Américains ne voyoient dans les Anglais que leurs ennemis naturels. Ils croyoient que le projet formé

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

par l'Angleterre et qui tendoit à les subjuguier n'étoit que suspendu. Sitôt la conclusion de la paix, John Adams avoit été député par l'ancien congrès pour négocier un traité entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Mais la Cour de Londres ne se prêta point à ces avances. Le ministre américain demandoit avec force, que pour se conformer au dernier traité les Anglais évacuassent les postes situés sur les côtes méridionales des lacs du Canada. Les ministres anglais objectoient que par une violation du même traité quelques-uns des États avoient mis des *obstacles légaux* au recouvrement des sommes dues aux sujets de l'Angleterre (1).

L'amour que Washington avoit pour son pays n'affoiblissoit point son zèle pour la justice. « Il a été, dit-il dans une lettre à un

(1) L'art. 4 du traité de paix entre les États-Unis et l'Angleterre, stipuloit « que les sujets respectifs n'éprouveroiènt aucun *obstacle légal* dans le recouvrement en numéraire des dettes contractées jusqu'au moment de la paix. Par cette stipulation les Américains qui en vertu des actes de confiscation portés par les divers États pendant la guerre s'étoient libérés en papier-monnoie, étoient appelés à payer

membre du congrès, fort impolitique et fort malheureux, pour ne pas dire injuste, que les États aient fait en quelque sorte des lois qu'on a pu regarder comme des infractions au traité de paix. Dans toutes les circonstances il faut toujours mettre l'adversaire dans son tort. Si nous avons observé les principes de la bonne foi, et que l'Angleterre eût conservé les postes de l'Ouest, nous aurions le droit de prendre Dieu et les hommes à témoin de son injustice. »

Pendant les premières années de sa présidence, Washington, dans l'absence d'un ministre public en Angleterre, crut devoir recourir à des voies privées quelquefois plus efficaces que les voies ordinaires pour sonder le Cabinet de Londres, et connoître à fond ses intentions relativement aux États-Unis. Ces négociations secrètes furent confiées à leurs créanciers britanniques une seconde fois en numéraire. C'étoit une clause bien dure dans les circonstances où se trouvoient les Américains. Plusieurs États s'opposèrent à l'exécution de cette clause; les tribunaux s'y prêtèrent difficilement. Enfin la convention en 1802 entre l'Angleterre et les États-Unis a terminé ces difficultés.

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

M. le gouverneur Morris que des affaires particulières avoient obligé de partir pour l'Europe. Il s'acquitta de sa mission avec habileté, mais il ne trouva pas le cabinet de Londres disposé à se rendre aux vœux des États-Unis. L'état languissant de la fédération n'inspiroit rien moins que du respect ; on attendoit quels seroient les effets du nouveau gouvernement. Deux ans après , lorsque l'énergie et la stabilité de ce gouvernement sous l'administration de Washington ne laissa plus aucun doute, la Cour d'Angleterre , de son propre mouvement, envoya M. Hammond aux États-Unis. Ce fut le premier ministre accrédité qu'ils reçurent. Cette démarche de la part des Anglais engagea le président à nommer M. Thomas Pinckney ministre plénipotentiaire à la Cour de la Grande-Bretagne.

Vers cette époque la guerre éclata entre la France et l'Angleterre. Les lumières de Washington et la justesse de son raisonnement eurent bientôt décidé qu'il étoit du devoir et de l'intérêt des États-Unis d'observer une parfaite neutralité, et que rien ne les obligeoit à prendre part à la guerre. C'est ce qu'il fit connoître par une proclamation

en avril 1793. Cette résolution fut blâmée par un grand nombre de citoyens ; mais les événemens postérieurs en démontrèrent toute la sagesse. Cette guerre en mettant aux prises l'Angleterre et la France, qui peu d'années auparavant avoient été ennemis et alliés des États-Unis, ranima les étincelles d'un incendie qui n'étoit point encore éteint. Les anglais devinrent l'objet de la haine, tandis que tous les vœux se prononçoient pour les Français : on sembloit décidé à compromettre la tranquillité du pays en prenant une part active dans la guerre que la nation française avoit à soutenir. La proclamation de Washington contrarioit donc les sentimens d'une grande partie du peuple. Il paroissoit difficile dans de telles circonstances de faire prévaloir le système de la neutralité. Jusqu'à ce moment Washington avoit toujours eu pour lui la majorité de la nation ; mais alors le grand nombre lui devint opposé. Cependant inébranlable dans sa résolution, convaincu de l'erreur dans laquelle ses concitoyens se laissoient entraîner par leurs passions, il aima mieux s'exposer à perdre sa popularité que de céder à des me-

CHAP.  
XII.

---

sures qui n'auroient pas manqué de devenir funestes.

1794  
à  
1796.

Tout ce qui pouvoit concourir à fortifier la haine contre l'Angleterre et l'attachement à la France vint à l'occasion de la guerre se réunir. Les Anglais, qui faisoient dans le Canada des préparatifs de défense, furent accusés de pousser les Indiens à des actes d'hostilité contre les États-Unis, d'employer la presse pour enrôler les matelots américains, de s'emparer illégalement de nos vaisseaux, enfin d'exciter contre nous le brigandage des Algériens. On attribuoit ces mesures hostiles à la jalousie excitée par l'importance qu'acquéroit de jour en jour la république dans les différentes Cours de l'Europe. L'effervescence pénétra jusque dans le congrès. On y fit la motion de séquestrer les sommes dues à des sujets de la Grande-Bretagne. On proposa même d'interdire toute communication avec cette puissance jusqu'à ce qu'elle changeât de conduite à l'égard des États-Unis. Tout sembloit annoncer que les deux pays seroient bientôt en guerre. C'étoit le vœu des partisans de la France ; d'autres, que leur intérêt lioit à l'Angleterre, craignoient une

rupture dont l'effet devoit être de jeter les États-Unis dans les bras de la France. Dans cette crise, lorsque tout présageoit une guerre inévitable, le président calma tout à coup la fermentation en nommant au mois d'avril 1794 John Jay envoyé extraordinaire à la Cour de Londres. Ce moyen calma les passions : les deux Cabinets réglèrent d'une manière définitive tous les points en litige entre les deux nations. Ainsi l'exercice que le président fit du droit de négocier que la constitution lui accordoit sauva, pour ainsi dire, les États-Unis. Cette mesure empêcha qu'on ne prît aucune résolution hostile dans le corps législatif. C'eût été manquer à toutes les convenances que d'en proposer pendant que le pouvoir exécutif suivoit une négociation dont le but étoit de concilier tous les différends.

Un traité entre les États-Unis et la Grande-Bretagne fut donc le résultat de la mission de M. Jay ; cet envoyé déclara par sa correspondance que les conditions du traité étoient les plus avantageuses qu'on pût obtenir, et qu'il croyoit la nation très-intéressée à les accepter. Tandis que le sénat délibéroit sur la ratification du traité, un de ses membres, sans

CHAP.  
XII.

---

1794

à

1796.

égard aux réglemens qui le défendoient, en fournit une copie à un gazetier qui la publia. Cette publication fut comme une étincelle qui porta partout l'incendie. Les sentimens de haine et de vengeance qui avoient été comprimés reprirent toutes leurs forces. On alla jusqu'à dire que par ce traité les États-Unis renonçoient à leur indépendance et qu'ils abandonnoient leurs amis et leurs alliés dont ils avoient reçu de si grands secours. Les plus modérés soutenoient qu'on avoit trop accordé et qu'on recevoit trop peu. Le peuple s'assembla partout pour émettre son opinion, à Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore, Charleston et dans plusieurs autres endroits. On déclara partout que le traité devoit être rejeté. On fit des pétitions qui parvinrent au président et on le pressa vivement de refuser sa signature à l'acte qui devoit ratifier les nouvelles conventions.

Tous ces mouvemens affectèrent vivement le président, sans ébranler sa fermeté ; ils furent cependant pour lui un nouveau motif de donner l'attention la plus scrupuleuse au traité. Il chercha partout à s'éclairer ; il reçut tous les avis : car c'étoit une des règles

les plus constantes de sa conduite ; c'est ce qu'il fit connoître par une lettre particulière à un de ses amis , où il dit : « La route à suivre est toute simple , mon ami ; il ne s'agit que de bien connoître la vérité et de s'y tenir. » Washington sembloit être décidé depuis long-temps à ratifier le traité ; il lui paroissoit plus avantageux d'en avoir un que de n'en avoir point ; il lui paroissoit surtout bien préférable à la guerre. Cependant l'opposition généralement prononcée contre un arrangement que l'on regardoit comme tendant à opprimer la République Française lui causoit beaucoup de chagrin ; la responsabilité qui pesoit sur lui dans cette circonstance , étoit effrayante : il s'en consoloit par la persuasion que le temps , en calmant les passions du moment , justifieroit sa conduite. Sa politique étoit de vivre en paix avec tout le monde , toutefois quand l'honneur de la nation n'étoit point compromis. La guerre lui paroissoit un si terrible fléau , qu'il jugeoit qu'on devoit faire tous les sacrifices possibles pour l'éviter. La mission de M. Jay avoit été le dernier effort du président pour conserver la paix avec la Grande-Bretagne. Il pensoit

CHAP.  
XII.

1794

à

1796.

CHAP.  
XII.

1794

à

1796.

que la non-ratification seroit l'avant-coureur de la guerre; car les négociations n'ayant pu appaiser les différends, il ne restoit plus que la voie des armes. La conduite prudente du président conserva à la république naissante une paix qui lui étoit si nécessaire, sans faire cesser les querelles entre les citoyens et leur animosité contre les Anglais. Washington perdit dans ce moment une grande partie de sa popularité : il s'y étoit attendu. Il en écrivit au général Knox : « Après le témoignage d'une conscience pure, en terminant les fonctions publiques dont je suis chargé, il me seroit bien doux d'emporter l'approbation de mes concitoyens. Cependant cette approbation ne me paroît qu'un objet secondaire, et quelque plaisir que j'éprouvasse à l'obtenir, mon devoir doit aller avant tout. Pour faire céder le devoir, il faudroit que j'eusse des signes de l'état réel de l'opinion, plus infailibles que ne peuvent l'être des assemblées partielles, ou même des assemblées de parti. S'il existoit quelqu'un dont les décisions en politique fussent infailibles, si l'on pouvoit consulter un oracle reconnu pour la voix de la Divinité, j'aurois plus d'empressement que

tout autre à lui demander ce qu'il faut faire ; mais je n'ai trouvé jusqu'ici de meilleur guide que des intentions droites et un examen bien approfondi des choses. Tant que je serai en fonction , mon cher Knox , ce seront là mes guides , et je n'en prendrai pas d'autres. »

Le traité fut ratifié , mais après la ratification de nouvelles difficultés s'élevèrent ; on chercha dans la chambre des représentans à le rendre nul , en refusant les sommes nécessaires à son exécution. Plusieurs membres firent la motion que le président fût requis de soumettre à l'examen de la chambre des représentans une copie des instructions qu'il avoit données à M. Jay , ainsi que sa correspondance et les pièces relatives à cette affaire. Cette proposition renfermoit une seconde question : A qui la constitution avoit-elle donné le pouvoir de faire les traités ? Les débats furent violens ; tous les partis s'échauffèrent : enfin après vingt jours de discussion , la proposition passa à la majorité de vingt-cinq voix. Lorsqu'on présenta cette résolution au président , il répondit « qu'il demandoit du temps pour l'examiner. » Sa position étoit délicate : le peuple voyoit avec indigna-

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

tion le traité qu'on venoit de conclure. L'opinion sembloit se déclarer pour ceux qui demandoient la communication des pièces. Le refus pouvoit faire soupçonner que dans le cours de la négociation il s'étoit passé et écrit des choses dont le président craignoit de donner connoissance. Tant de motifs réunis, tant de considérations d'un si grand poids, auroient forcé un caractère moins ferme que celui de Washington à se rendre. Le président, comme il l'avoit témoigné, comptoit pour rien la faveur du peuple lorsqu'il voyoit un devoir à remplir. Il avoit juré de conserver, de protéger et de défendre la constitution. Son opinion étoit que par le droit constitutionnel le peuple avoit donné au gouvernement le pouvoir de faire les traités. L'intérêt public lui paroissoit exiger que cela fût ainsi. Pénétré de ces sentimens, il fit la réponse suivante à la résolution qui lui avoit été présentée.

« Messieurs de la chambre des Représentans ,

» Par votre résolution du 24 de ce mois, vous me demandez de communiquer à la

chambre une copie des instructions données au ministre des États-Unis qui a négocié le traité avec le roi d'Angleterre. Vous désirez en même temps prendre connoissance de toutes les pièces relatives à cette affaire, en exceptant seulement les écrits dont la publicité pourroit nuire à quelques négociations entamées. Voici ma réponse, elle est le résultat de l'examen le plus sévère.

» Je me plais à croire qu'on n'a pu me soupçonner d'avoir eu l'intention de cacher rien des renseignemens que je dois donner à l'une ou l'autre chambre du congrès toutes les fois que j'en suis requis. Tant que j'aurai l'honneur d'être à la tête du gouvernement, je conserverai cette harmonie qui doit exister entre les différentes branches de l'administration, sans toutefois porter atteinte aux loix constitutionnelles que je suis chargé de maintenir et de défendre.

» Les négociations avec les puissances étrangères demandent des précautions. Leur succès dépend souvent du secret. Même lorsqu'elles sont au moment de se conclure, la publication de toutes les mesures, demandes ou concessions éventuelles qui ont pu être

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

proposées, pourroit avoir une influence très-pernicieuse sur les négociations futures. Il en pourroit résulter des suites fâcheuses, des dangers et des malheurs pour d'autres personnes que celles qui ont été chargées de ces sortes d'affaires. C'est par des motifs si puissans qu'on a donné au président le droit de faire des traités avec l'avis et le consentement du sénat, ce qui, d'après la constitution de ce corps, borne à un petit nombre de membres les communications relatives aux traités.

» D'après ce qui vient d'être dit, on voit combien ce seroit donner un exemple dange-reux que de reconnoître parmi les attributions de la chambre des représentans le droit de demander communication des écrits relatifs à une négociation avec l'étranger.

» Il ne paroît pas que l'inspection des papiers qu'on a demandés soit relative à aucun des objets dont la chambre des représentans doit prendre connoissance, excepté le cas d'accusation ; mais il n'est pas exprimé dans la résolution de la chambre. Tous les papiers concernant la négociation avec la Grande-Bretagne ont été mis sous les yeux du sénat

quand le traité lui a été communiqué , afin qu'il l'examinât et qu'il donnât son avis.

» Le cours que les débats ont pris dans la chambre , nécessite quelques observations sur la manière de faire des traités conformément aux loix constitutionnelles des États-Unis.

1794  
à  
1796.

» J'ai été membre de la convention générale , et je connois les principes sur lesquels on a formé la constitution ; je n'ai jamais eu qu'une opinion sur ce sujet. Le président est exclusivement revêtu du pouvoir de faire des traités , pourvu que les deux tiers des sénateurs présens concourent à l'approuver (1). Tout traité fait de cette manière et promulgué ensuite , devient une loi pour l'état. C'est ainsi que l'entendent les nations étrangères. Dans tous les traités que nous avons faits avec elles , nous avons déclaré et elles ont toujours cru que lorsqu'ils avoient été ratifiés par le président avec l'avis et le consentement du sénat , ils devenoient obligatoires. La chambre des représentans a toujours acquiescé à cette interprétation de la loi constitu-

(1) Art. II, section 2, § 2 de la constitution des États-Unis.

CHAP.  
XII.

1794

à

1796.

tionnelle ; aucun doute à cet égard ne s'est jamais élevé, et la chambre, au lieu de discuter si de pareils traités étoient obligatoires, a toujours pris les mesures nécessaires pour les mettre en exécution.

» Cette interprétation s'accorde avec l'opinion des conventions des états particuliers, lorsqu'elles ont délibéré sur l'acte constitutionnel, et surtout avec la manière de penser des membres qui dans ces assemblées formoient l'opposition ; car les conventions n'ont pas demandé, comme le vouloit l'opposition, pour les traités de commerce le consentement des deux tiers de tous les sénateurs au lieu des deux tiers seulement des sénateurs présents ; elles n'ont pas demandé non plus pour les traités relatifs à des droits territoriaux ou à certains autres droits, que les trois quarts de tous les membres composant les deux chambres concourussent à la ratification : proposition que les opposans dans ces assemblées avoient encore émise (1).

(1) Nous ferons ici, à l'occasion des vœux énoncés par les conventions particulières qui ont ratifié la constitution, une observation qui auroit été mieux placée auprès du premier discours d'ouverture de

» C'est

» C'est un fait déclaré par la convention générale, et admis universellement, que la constitution des États-Unis a été dictée par un esprit de concessions réciproques. C'est dans cet esprit que les plus petits états furent admis à une représentation égale dans le sénat à celle des états plus considérables, et que le sénat fut investi de la plus grande au-

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

Washington au congrès en 1789 : lorsqu'il laisse au jugement de ce corps à décider ce qu'il convient de faire quant aux amendemens proposés par ces conventions à l'acte constitutionnel.

Dans un état dont le gouvernement repose sur une charte fondamentale qui règle les attributions de chaque branche du gouvernement, il faut de toute nécessité que la faculté d'y faire des amendemens soit réservée, sans quoi l'état seroit privé d'un principe essentiel de conservation. C'est ce qu'a fait l'article 5 de la constitution. Mais l'exécution de cette clause est soumise à beaucoup de formes. Les États où l'autorité législative peut, selon les besoins du moment, changer les lois fondamentales, ont à cet égard sur ceux qui ont une constitution fixe un avantage apparent. L'Angleterre est dans ce cas : le parlement ayant le droit illimité de faire des lois. Aux États-Unis plusieurs amendemens furent proposés par les conventions : ces amendemens délibérés suivant la forme réglée par l'article 5 de la

CHAP.  
XII.

1794

à

1796.

torité. On pensa que la souveraineté et la sûreté politique des petits états dépendoit d'une participation égale au pouvoir suprême.

» On trouvera dans les journaux de la convention, que j'ai déposés dans les bureaux de l'état, de nouvelles preuves de ce que j'avance. Il est dit expressément qu'on fit une proposition dont le but étoit de faire décréter qu'aucun traité ne seroit obligatoire pour les

constitution sont devenus partie intégrante de celle-ci. Les moyens dont se font ces amendemens semblent lents et difficiles. Mais dans un état où l'opinion générale exerce une aussi fréquente influence, ces difficultés, ces lenteurs, sont des obstacles à peine suffisans pour contenir les passions des partis qui alternativement réduiroient bientôt la constitution à l'état de cette tête du vieillard de la Fable, qui à force d'être épilée par une jeune et par une vieille femme, se vit bientôt sans cheveux. Les États-Unis auroient vu enlever tous les *cheveux blancs* de leur constitution, depuis que le parti démocratique a pris un ascendant décidé, sans les lenteurs de ces délibérations; depuis dix ans il est incroyable combien d'amendemens ont été votés dans telle ou telle législature, pour extirper toutes les parties aristocratiques de la constitution; on a proposé de réduire à un an l'élection des sénateurs qui est pour six; à un an, les fonctions du président qui ne les exerce que pour

États-Unis qu'autant qu'il seroit ratifié par une loi, et la proposition fut rejetée.

» D'après toutes ces considérations, comme il me paroît clair que le consentement de la chambre des représentans n'est pas nécessaire pour la validité d'un traité; comme le traité avec la Grande-Bretagne présente d'une manière suffisamment claire tous les articles qui sont de nature à être l'objet de mesures

quatre; de rendre destituables par le congrès les juges qui sont nommés, et de donner aux deux chambres le droit de ratifier les traités, etc. Toutes ces propositions viennent d'être à peu près réunies et reproduites dans le sénat des États-Unis par M. Hillhouse, sénateur du Connecticut, dans la session de 1808. De pareilles propositions de la part d'un sénateur dont les opinions ont été jusqu'ici d'une tendance opposée, et qui vient d'un état où elles ont été toujours si décidées pour maintenir dans la constitution les élémens de force que ces amendemens lui ôtent, sont bien remarquables. S'ils réussissent, on peut craindre pour les États-Unis. Les mœurs ont beau les mettre à l'abri des conséquences, les passions l'emporteront sur les mœurs. La liberté publique sans gouvernement a perdu son plus grand ressort : sans un gouvernement fortement constitué, elle est réduite à agir sur elle-même : elle ne tarde pas à se détruire.

CHAP.  
XII.

---

1794  
à  
1796.

CHAP.  
XII.

---

1794  
à  
1796.

législatives , et que les pièces qu'on demande n'apprendroient rien de plus à cet égard ; enfin comme il est essentiel pour la bonne administration du Gouvernement que les bornes qui séparent les diverses autorités soient exactement observées , mon respect pour la constitution , le devoir de ma place , toutes ces circonstances mûrement pesées , m'empêchent de satisfaire à votre demande. »

La demande des pièces demeura donc sans succès. Il ne restoit plus à ses partisans que d'intriguer pour entraver l'exécution du traité par le refus des fonds. La fermeté du président triompha de tous leurs efforts. Le traité fut ratifié par lui et proclamé comme une loi constitutionnellement obligatoire pour tous les citoyens. Tout refus de fonds nécessaires à son exécution auroit été non-seulement une violation de la foi publique , mais encore une cause de schisme dans le Gouvernement , en mettant aux prises la législature et le pouvoir exécutif. Après de longs et violens débats , où l'on discuta tour à tour les avantages et les désavantages du traité , la résolution qui tendoit à le faire exécuter passa à une majorité de trois suffrages. Washington

n'exerça dans la discussion aucune influence ; cependant le résultat n'en fut pas moins la suite des mesures qu'il avoit employées. En effet , après avoir ratifié le traité et l'avoir publié comme une loi de l'état , après avoir prouvé par sa réponse à la demande de la chambre des représentans que la constitution lui donnoit le droit d'agir ainsi , on ne pouvoit arrêter l'exécution du traité sans s'exposer à des suites très-fâcheuses.

On ne tarda pas à éprouver les avantages résultant du traité conclu avec l'Angleterre. D'anciens différends furent terminés ; les esprits se calmèrent ; on vit plus de franchise. Les Anglais évacuèrent les postes qu'ils occupoient sur la frontière septentrionale ; ils payèrent les vaisseaux américains qui avoient été pris d'une manière illégale. Tels étoient les fruits du traité. On y sacrifioit à la vérité quelques principes favoris (1) ; quelques-uns des articles relatifs au commerce parurent défavorables. Cependant il est certain qu'on ne pouvoit rien obtenir de mieux de la Grande-Bretagne , consi-

CHAP.

XII.

1794

à

1799.

(1) On accusa surtout le traité de n'avoir pas consacré les principes de la neutralité moderne.

CHAP.  
XII.

1794

à

1796.

dérée comme puissance maritime du premier ordre. Un espace de dix ans a rapproché aujourd'hui les partisans et les antagonistes de la dernière négociation ; on reconnut généralement que les mesures adoptées par Washington ont eu pour base les principes d'une sage politique. C'est à toute la pureté de son patriotisme , à la rare fermeté de son caractère , que l'Amérique est redevable d'être sortie d'une des positions les plus fâcheuses où nation puisse se trouver.

La conduite de Washington dans ses relations avec la Grande-Bretagne avoit présenté bien des difficultés ; mais il éprouva encore de plus grands embarras dans ses rapports avec la France. La révolution française et l'établissement de la constitution actuelle des États de l'Amérique touchent presque à la même époque ; jusque vers l'année 1795 , une parfaite harmonie avoit régné entre les deux nations ; mais au commencement de la guerre entre les Anglais et les Français , il fallut la plus grande adresse pour empêcher les États-Unis d'être enveloppés avec les uns ou avec les autres , et quelquefois avec tous les deux. Depuis la paix de 1783 , l'at-

tachement pour la France et la haine contre l'Angleterre avoient plus ou moins dominé parmi les Américains. Mais la guerre entre l'Angleterre et la République Française ranima les passions ; elles se développèrent avec violence. La fermentation des esprits devint encore plus forte à l'arrivée de M. Genet, le premier ministre plénipotentiaire envoyé aux États-Unis depuis que la France s'étoit constituée en république. M. Genet débarqua à Charleston, dans la Caroline méridionale, le 8 avril 1793. Le voisinage de ce port étoit favorable aux corsaires qui croisoient dans les parages des îles de l'Amérique et vers l'Amérique méridionale ; Charleston leur offroit un asyle et un point de réunion. Le gouverneur de cet état, M. Williams Mouttrie, et un grand nombre de citoyens reçurent l'envoyé Français avec des témoignages d'affection qui approchoient de l'enthousiasme ; pendant plusieurs jours qu'il séjourna dans cette ville, il reçut les plus grandes preuves d'attachement pour sa personne, pour son pays, et pour la cause que les Français avoient à défendre. Encouragé par cet accueil, M. Genet entreprit d'obtenir

CHAP.  
XII.

1794

à

1796.

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

le consentement de l'administration pour faire armer des vaisseaux dans ce port , pour enrôler des matelots , et pour faire donner des commissions à des corsaires qui devoient commettre des hostilités contre des nations avec lesquelles les États-Unis étoient alors en paix. Les prises faites par les croiseurs français devoient être jugées , condamnées et vendues sous l'autorité de M. Genet , qui n'avoit pas encore été reconnu par le gouvernement comme envoyé de la France.

Lorsque M. Genet traversa le pays entre Charleston et Philadelphie , il vit partout les mêmes transports. Au passage de Gray sur le Schuylkill , la foule se précipita au-devant de ce ministre pour faire honneur au premier ambassadeur envoyé par une République alliée. Le lendemain de son arrivée à Philadelphie , il reçut des adresses de différentes sociétés , ainsi que des habitans ; c'étoient de toutes parts des témoignages de la plus vive reconnoissance pour les secours fournis par la France dans la guerre que les colonies avoient eu à soutenir pour leur liberté. Partout on exprimoit les vœux les plus ardens pour le succès de la nation française.

M. Genet, dans ses réponses, cherchoit à entretenir les sentimens de fraternité qu'on lui manifestoit, et l'idée que les deux nations n'avoient qu'un même intérêt.

Ainsi accrédité en quelque sorte par les citoyens de Philadelphie, M. Genet fut présenté au président et reçu avec les témoignages d'une estime et d'une amitié sincère pour les Français; dans ses conversations M. Genet réitéra les assurances les plus positives que la France ne vouloit point engager les États-Unis dans la guerre qu'elle avoit déclarée à la Grande-Bretagne. Tandis que le ministre français recevoit les marques les plus flatteuses de l'affection des Américains, le ministre d'Angleterre présenta une longue suite de plaintes contre la conduite que M. Genet avoit tenue à Charleston. Ces plaintes étoient relatives aux démarches faites par M. Genet, et dont le but paroissoit être d'employer les États-Unis comme iustrumens hostiles de la France contre l'Angleterre. Ces griefs furent encore aggravés par des hostilités qui furent commises contre les Anglais dans le territoire des États-Unis. Le Grange, vaisseau anglais, fut pris par la frégate fran-

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

çaise l'Embuscade, en dedans des caps de la Delaware, en descendant à la mer. L'envoyé d'Angleterre demanda la restitution de ce vaisseau et des autres prises illégales qui étoient alors au pouvoir du gouvernement américain.

Le conseil secret de Washington décida à l'unanimité que toute nation indépendante avoit la souveraineté exclusive de son territoire. Il prononça que les actes dont on se plaignoit étoient des usurpations du droit national et des violations de la neutralité qu'il falloit empêcher à l'avenir. On fut d'avis qu'on devoit employer la force des lois contre les citoyens des États-Unis qui avoient eu part aux offenses dont les Anglais se plaignoient. L'opinion se prononça aussi pour la restitution du vaisseau le Grange. Quant aux prises faites sur l'Océan, les avis furent partagés. Les secrétaires du trésor et du département de la guerre vouloient qu'on les restituât. Le secrétaire d'État et le procureur-général étoient d'avis contraire. Les principes sur lesquels on s'accordoit, considérés comme autant de points établis, le secrétaire d'État fut chargé de les communiquer aux

ministres de France et d'Angleterre. Dans des lettres circulaires aux gouverneurs des divers Etats on leur recommanda d'employer même des mesures de rigueur, s'il étoit nécessaire, pour tenir la main à l'exécution des réglemens dont on étoit convenu.

Ces résolutions mécontentèrent le ministre français, il les regarda comme subversives du traité qui existoit entre la France et les États-Unis. Ses représentations amenèrent un nouvel examen, il fut calme et réfléchi, mais il n'offrit aucune raison qui dût faire changer en rien le système adopté. On intima au ministre de France que, d'après l'opinion du président, les vaisseaux armés illégalement sous l'autorité de la France devoient sortir des ports appartenant aux États-Unis.

M. Genet, n'écoutant que l'interprétation qu'il donnoit au traité conclu entre la France et les États de l'Amérique, refusa de se prêter à l'exécution de ces décisions du gouvernement. Enivré des témoignages d'affection et d'estime qu'il avoit reçus, ne se doutant point de la fermeté que le président mettoit dans ses résolutions, il parut avoir l'espoir que l'intérêt général inspiré par sa cause et la

CHAP.  
XII.

1794

à

1796.

popularité dont il jouissoit lui donneroient les moyens ou de renverser le gouvernement ou de le plier à ses vues.

Vers cette époque deux citoyens des États-Unis que M. Genet avoit engagés pendant son séjour à Charleston à croiser pour le service de la France, furent arrêtés d'après les résolutions prises par le gouvernement. M. Genet demanda avec des termes menaçans et extraordinaires qu'ils fussent relâchés comme citoyens français; il n'obtint qu'un refus. Les deux citoyens furent mis en jugement; mais le jury les acquitta..

Cet événement étoit propre à faire croire au ministre français que l'opinion le soutenoit dans ses vues d'opposition. L'enthousiasme pour la France étoit porté au comble. On détestoit les puissances alors en guerre avec les Français. On les insultoit publiquement. Il ne falloit pas une confiance bien téméraire pour se flatter de l'emporter enfin sur les obstacles que le gouvernement oppo-  
soit à ce torrent. Dans les fêtes civiques on déployoit les pavillons, et les drapeaux français paroissoient unis à ceux des États de l'Amérique. On se faisoit passer de main en

main le bonnet de la liberté ; des *toasts* étoient portés pour gages de la fraternité qui unissoit les deux nations. On ne voyoit plus dans la proclamation de la neutralité qu'un édit royal et arbitraire qui montrait la disposition du gouvernement à rompre ses liaisons avec la France et à dissoudre l'union des deux républiques. Les esprits se reportoient sur les divers événemens de la guerre révolutionnaire, sur les ravages causés par les Anglais, sur les secours en hommes et en argent reçus de la France. La haine et l'animosité qui avoient animé la Grande-Bretagne contre les États-Unis étoient représentées comme subsistant toujours dans toute leur force. On en tiroit la preuve de l'opiniâtreté des Anglais à conserver les postes situés au Nord-Ouest, et de leurs efforts pour exciter les sauvages contre les Américains établis sur les frontières. Les dispositions amicales de la république française formoient le contraste le plus marqué. On demandoit avec indignation si les amis et les ennemis devoient être traités avec une égale faveur ? De violentes déclamations à ce sujet sortoient chaque jour de la presse. La fermentation se manifesta avec

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

une telle chaleur que M. Genet, comptant sur l'appui du peuple, insulta ouvertement l'administration. Ce ministre, toujours persuadé qu'il avoit le droit d'agir comme il avoit fait, menaça le président de l'accuser devant le tribunal de la Nation.

Dans une crise si violente la neutralité des États-Unis étoit dangereusement compromise. Washington, toujours fidèle aux principes établis dans sa dernière proclamation et renfermés dans la déclaration de l'indépendance de 1775, qui portoit que les États-Unis regardoient toutes les nations comme ennemies en guerre et comme amies en paix, employa toute son influence pour résister à ces sentimens de partialité, et pour tenir une balance égale entre les deux peuples belligérans (1).

Enfin le président prit le parti d'instruire M. Morris, ministre des États-Unis à Paris,

(1) Si Washington et Horace eussent été contemporains, on croiroit que ce poète a voulu peindre le héros de l'Amérique dans les vers suivans tirés d'une de ses odes :

« *Justum et tenacem propositi virum*  
» *Non civium ardor prava jubentium,*  
» *Non vultus instantis tyranni*  
» *Mente quatit solidâ..... »*

de la situation des affaires. Il le chargea de demander au gouvernement français le rappel de M. Genet. Il donna à M. Morris toutes les instructions suffisantes pour démontrer la nécessité de rappeler le ministre français. Le gouvernement se rendit à la demande du congrès et blâma la conduite de M. Genet. On nomma à sa place M. Fauchet; celui-ci fut remplacé par M. Adet. Ce dernier avoit ordre de présenter aux États-Unis le drapeau de la république française; l'offre du drapeau fut accompagnée d'un discours rempli de chaleur, auquel il étoit délicat de la part du gouvernement d'un état neutre de répondre. Washington le fit avec beaucoup de convenance. D'un côté il ne pouvoit refuser à la nation française un juste tribut d'éloges et les témoignages d'une sincère affection. De l'autre, la politique prescrivoit à Washington de s'abstenir d'expressions contraires aux devoirs de sa place, surtout lorsqu'il parloit au représentant d'une des puissances belligérantes. Le président, dans sa réponse, sut garder un juste milieu. « Monsieur, lui dit-il, né sur la terre de la liberté, instruit à l'apprécier à sa juste valeur, j'ai consacré mes principales

СНАР.  
XII.

---

1794  
à  
1796.

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

années à sa défense ; elle a toujours été l'objet de mes vœux les plus ardens et mes souhaits pour son triomphe sont en faveur d'un pays , quel qu'il soit , où je vois un peuple opprimé déployer les enseignes de cette liberté chérie. Le tableau des événemens que vient d'offrir la révolution française a causé ici une grande inquiétude , mêlée des sentimens de la plus haute admiration. Parler de votre nation comme d'un peuple brave , ce ne seroit que l'expression d'un éloge ordinaire. Peuple étonnant ! ses exploits feront l'admiration de la postérité la plus reculée. Je me réjouis en voyant approcher l'époque heureuse qui mettra enfin un terme à ses travaux et aux grands sacrifices qu'il a été obligé de faire. Je vois avec une vive satisfaction cette liberté , dont il s'est montré l'invincible soutien, garantie par une constitution sagement organisée ; vous touchez au terme de la tourmente révolutionnaire. Votre gouvernement fera votre bonheur. Les citoyens des États-Unis sont fiers d'y retrouver l'image de la constitution qui fait la base de leur prospérité. Recevez , M. le ministre plénipotentiaire , mes  
sincères

sincères félicitations de tous ces heureux événemens.

» Ce ne sont pas seulement, monsieur, les expressions des sentimens dont je suis animé, je suis près de vous l'interprète de tous mes concitoyens, ils ont suivi avec le plus vif intérêt la marche de votre révolution. Ils offrent unanimement leurs vœux à l'Être - Suprême pour qu'une république alliée, dont nous regardons les citoyens magnanimes comme autant de frères, jouisse bientôt dans le sein de la paix de tous les avantages d'une liberté acquise par des efforts si héroïques.

» Je reçois, monsieur, avec une vive sensibilité ces couleurs que vous nous présentez, symboles de vos triomphes et de l'affranchissement de votre nation. Le congrès sera instruit de ce qui vient de se passer et ces glorieuses enseignes seront déposées dans les archives des États-Unis à côté des monumens de notre indépendance. Puissent ces gages de notre liberté et de notre union être éternels ! Puisse l'amitié qui unit les deux républiques n'avoir de terme que celui de leur existence. »

Les successeurs de M. Genet l'imitèrent dans ses prétentions, mais avec moins de violence ;

CHAP.  
XII.

---

1794  
à  
1796.

ils se plaignoient fréquemment de choses qu'ils attribuoient aux États-Unis et qui n'étoient que l'effet de la guerre; les réglemens publiés par le gouvernement, relatifs à la neutralité des États-Unis, étoient l'objet constant de leurs représentations; enfin un de leurs grands sujets de plainte étoit que dans le traité avec la Grande-Bretagne, on avoit abandonné le principe *que le pavillon couvre la marchandise*. Il leur paroissoit souverainement injuste que les croiseurs français ne pussent s'emparer des propriétés anglaises à bord des vaisseaux américains, tandis que les croiseurs anglais y prenoient tout ce qui appartenoit à la France. En vain le gouvernement se montrait-il disposé à tirer cette puissance de la situation gênante dans laquelle elle s'étoit mise volontairement, puisque cette inégalité n'étoit que la suite du traité qu'elle avoit signé en 1778. On lui offroit de rompre ce traité, de le remplacer par un autre et de prendre les mêmes principes de neutralité que l'Angleterre. Après plusieurs explications entre les deux gouvernemens il fut bien prouvé que ni le dernier traité fait avec l'Angleterre, ni les arrangemens qui en avoient été la suite,

ne pouvoient fournir de justes sujets de plaintes à la France. Toujours dans l'intention de concilier les choses , Washington nomma le général Pinckney ministre plénipotentiaire près de la république française : cet envoyé étoit chargé de maintenir la bonne intelligence qui avoit subsisté entre les deux nations depuis qu'elles étoient alliées, de détruire les mauvaises impressions, d'écartier les défiances mutuelles et de rétablir cette cordialité qui devoit être le signe et le gage de leur union. Le directoire, après avoir vu les lettres de créance de l'envoyé, déclara avec hauteur *qu'il ne recevroit aucun nouveau ministre des États-Unis que le gouvernement américain n'eût préalablement réparé les griefs dont les Français avoient à se plaindre, réparation que la république française avoit droit d'attendre.* Cette réponse du directoire fut suivie de l'ordre au général Pinckney de quitter le territoire de la république. Enfin la France en vint aux hostilités, et les croiseurs français s'emparèrent des vaisseaux américains partout où ils les rencontrèrent.

Washington espéroit que la mission du gé-

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

néral Pinckney termineroit toutes les difficultés qui divisoient la France et les Etats-Unis. Il crut devoir attribuer le mauvais succès de la nouvelle négociation à l'idée où l'on étoit que les Américains, d'accord avec les Français, étoient en opposition avec leur gouvernement. Ainsi il espéroit amener quelque changement dans les dispositions des Etats-Unis, en prenant une conduite ferme et décidée avant que le résultat de la mission fût connu. Washington, selon ses vœux et après huit années de travaux, avoit quitté la présidence (1). Il avoit fait la paix avec les Indiens et aplani toutes les difficultés à l'égard de l'Espagne et de l'Angleterre; il étoit convaincu que la bonne intelligence avec la

(1) Le général Washington a été élu deux fois à la présidence qui, par la constitution, est de quatre années. Au bout de sa seconde présidence il eut suffi qu'il témoignât le désir de servir une troisième pour être réélu. En se retirant il a établi pour ses successeurs un exemple qui sera long-temps d'une grande autorité. M. Jefferson vient de l'imiter, et la conduite de cet homme distingué, qui après Washington a incontestablement joui dans les Etats-Unis du plus grand crédit, ne laissera pas de donner un nouveau poids à cette autorité.

France seroit bientôt rétablie. Lorsqu'il avoit accepté les fonctions de président, les États-Unis étoient dans une situation déplorable ; à la fin de son administration il laissa les affaires dans le meilleur état. L'agriculture, le commerce, la richesse, le crédit et la considération nationale étoient portés au plus haut point de splendeur. Washington parvenu alors à sa soixante-sixième année annonça l'intention où il étoit de n'être pas élu une troisième fois, et dans une adresse au peuple des États-Unis il demanda qu'on lui nomma un successeur.

---

1791  
à  
1796.

« Amis et concitoyens,

» Le moment approche où vous devrez vous occuper du soin d'élire un nouveau chef pour administrer le gouvernement exécutif des États-Unis. Dès à présent même cherchez quel est le citoyen qui vous paroîtra le plus propre à un emploi si important. Pour donner à vos suffrages toute la latitude nécessaire, je dois vous informer maintenant de la résolution que j'ai prise. Je vous prie donc de ne pas me mettre au nombre de ceux que vous pourrez honorer de votre choix.

» J'ose espérer de votre part assez de jus-

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

tice pour croire que dans ma résolution je n'ai écouté que le devoir d'un véritable citoyen envers son pays. Pour cesser de servir activement ma patrie je n'en aurai pas moins toujours le même zèle pour ses intérêts, les mêmes sentimens de reconnoissance pour les témoignages d'estime et d'affection que j'ai reçus de vous. J'éprouve une grande consolation de la conviction où je suis que ma démarche peut concilier mon devoir et mon inclination. Deux fois vos suffrages m'ont porté à la place que j'occupe, et deux fois j'ai fait le sacrifice de mes plus doux penchans pour satisfaire à mon devoir et obéir à vos vœux. J'espérois pouvoir rentrer plutôt dans la retraite ; j'avois même pris mes arrangemens pour vous l'annoncer avant la dernière élection ; mais la situation critique où nous nous trouvions dans nos rapports avec les nations étrangères, et l'avis unanime de ceux qui ont le plus de droit à ma confiance me forcèrent dans le temps d'abandonner ma résolution.

» La position actuelle des affaires, soit au dedans, soit au dehors, n'exige plus de moi aucun nouveau sacrifice. Ainsi, sous quelque

point de vue favorable qu'on veuille regarder mes services passés, j'espère qu'on ne désapprouvera pas le dessein que j'ai formé de renoncer aux fonctions publiques.

» L'expérience a prouvé la juste défiance que j'avois de mes forces en me chargeant de ce terrible fardeau. En le déposant j'ai la consolation d'avoir coopéré à l'organisation du meilleur gouvernement possible. Je sens chaque jour le poids des années s'appesantir sur ma tête, et la retraite me devient nécessaire. Convaincu que les circonstances qui ont pu donner à mes services un mérite particulier n'ont été que passagères, je me trouve dans l'heureuse position de pouvoir satisfaire mes désirs aujourd'hui, sans manquer au patriotisme.

» En portant mes regards sur le passé, je ne puis me dissimuler toute la reconnoissance que je dois à mon pays de tant d'honneurs qu'il ma conférés, de la confiance avec laquelle il m'a soutenu et des occasions qu'il m'a fournies, de lui prouver mon attachement par mon zèle et par mes services. C'est vous qui m'avez donné les moyens de conduire le vaisseau de l'État avec sûreté,

CHAP.  
XII.

---

1794  
à  
1796.

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

au milieu des orages qui pouvoient décourager le pilote et l'exposer à la censure. Puisse la vertu et la sagesse présider toujours aux opérations du gouvernement ! Puisse notre constitution, l'ouvrage de vos mains, mériter en tous les temps l'estime et l'approbation de tous les peuples jaloux d'en partager les bienfaits en la prenant pour modèle !

» Je devrois peut-être terminer ici ; mais l'intérêt que je prends au bonheur de mes concitoyens, sentiment qui ne me quittera qu'avec la vie, m'oblige de vous soumettre quelques idées dont je crois important que vous vous occupiez. Elles sont le résultat de profondes méditations et contribueront à votre bonheur. Je vous les exposerai avec la franchise d'un citoyen désintéressé sur qui aucun motif personnel ne peut avoir d'influence. Vous les regarderez comme les derniers conseils d'un ami au moment où il va se séparer de vous ; et la manière dont vous avez reçu mes avis dans une pareille occasion, me persuade que cette fois encore vous les accueillerez avec bienveillance.

» Identifiés comme vous l'êtes avec la li-

berté, je n'ai pas besoin de vous inviter à y demeurer fermement attachés.

» Vous chérissez aussi à présent cette unité de gouvernement qui fait de vous une nation. C'est avec raison que vous tenez à ce principe; il est le fondement le plus solide et le plus durable sur lequel reposent l'édifice de votre indépendance, la paix au dedans et au dehors, votre sûreté, votre prospérité et même cette liberté à laquelle vous mettez tant de prix; mais comme il est aisé de prévoir que, par différentes causes et de divers endroits, on employera toutes les ressources de l'intrigue, toute l'obstination de la malveillance pour affoiblir chez vous ce sentiment: comme c'est le rempart que les factions du dedans et les ennemis du dehors attaqueront avant tout ou par la force ou par des moyens plus dangereux, la séduction; il est de la plus haute importance pour vous que cette vérité soit comme identifiée avec votre existence, qu'elle se transforme en une habitude nationale, et qu'on ne vous en entende jamais parler que comme du palladium qui garantit vos droits, votre existence et votre bonheur privé; de manière que le soupçon

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

que vous puissiez l'abandonner ne puisse pas même vous atteindre, et que le mépris fasse rentrer dans le néant les projets mêmes les plus éloignés d'y porter atteinte.

» Citoyens d'une même patrie par naissance et par choix, votre pays doit être le centre commun de toutes vos affections. Fiers du nom d'AMÉRICAIN, qu'il soit pour vous le plus beau titre, qu'il soit un juste sujet d'orgueil national; que toute autre dénomination disparoisse. Avec quelques légères différences vous avez même religion, mêmes mœurs, mêmes habitudes, mêmes principes politiques. La liberté, l'indépendance dont vous jouissez sont les fruits de vos efforts réunis et de tous vos sacrifices. Quand ces sentimens ne suffiroient pas pour vous réunir, vos intérêts vous en feroient encore un devoir.

» Vos établissemens du Nord, toujours en communication avec ceux du Sud, protégés par les lois d'un gouvernement commun, trouvent dans les produits des contrées méridionales de grandes ressources pour les entreprises maritimes et commerciales, et des matières précieuses pour les travaux de leurs manufactures. Le Sud jouit des avantages

qu'il retire de ses communications avec le Nord. De là les progrès de l'agriculture et du commerce. Attirés par les différens canaux qui arrosent ces contrées, les matelots du Nord animent la navigation de ces pays. De là dérivent des progrès incalculables pour la marine nationale qui se trouve plus puissamment protégée. La même circulation s'établit entre l'Est et l'Ouest. Celui-ci doit les débouchés qui lui sont le plus nécessaires à la force et à l'influence présente et future de la marine des États-Unis, vers l'Océan atlantique (1), sous la protection d'un même gouvernement et lié par le même intérêt. Toute autre voie par laquelle l'Ouest pourra se procurer ces avantages sera toujours un moyen précaire, soit qu'il ait recours à ses propres forces, soit que par une apostasie politique il se réunisse à une puissance étrangère.

CHAP.

XII.

1794

à

1796.

(1) En effet, qu'on suppose un moment tout l'Ouest, dont le débouché est le Mississipi, séparé de l'Union, une frégate ou deux fermera la navigation du fleuve, et les États de l'Est, maîtres des grands chemins qui sur l'Océan conduisent en Europe ou aux Antilles, forts en marine et en matelots, suffiront bientôt pour garantir la liberté du golfe et de la navigation.

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

» Ainsi les États-Unis maintiendront au-  
dedans une paix inaltérable ; mais elle seroit  
bientôt troublée si chacun d'eux se gouver-  
noit d'après des lois particulières. La riva-  
lité des intérêts que les liaisons et les intrigues  
de l'étranger ne manqueroient pas d'exciter  
les mettroit bientôt aux prises les uns avec  
les autres, et il est aisé de prévoir les suites  
funestes de ces divisions. Tant qu'ils pros-  
péreront au contraire sous les auspices de la  
paix et de la concorde, vous éviterez ces  
établissmens militaires, permanens, qui fi-  
nissent toujours par détruire la liberté des ré-  
publiques. C'est dans ce sens, mes chers con-  
citoyens, que votre union est la première ga-  
rantie de votre liberté.

» Dira-t-on qu'un gouvernement commun  
à tant de parties diverses, un gouvernement  
qui embrasse un espace aussi immense, peut  
difficilement subsister ? C'est à l'expérience à  
résoudre ce problème. Ce seroit un crime  
en pareil cas de s'autoriser de la simple théo-  
rie pour en rejeter l'essai. Nous avons tout  
lieu de croire qu'un gouvernement central,  
soutenu par le concours des gouvernemens  
locaux, sagement combinés avec lui, peut

réussir parmi nous. Faisons - en franchement l'épreuve. Avec tant de motifs pour désirer et maintenir l'union tant que l'expérience n'en aura pas démontré l'impossibilité, nous aurons toujours raison de douter du patriotisme de ceux qui voudroient en relâcher les nœuds.

» En réfléchissant aux causes qui peuvent opérer notre division, on regrette que nous ayons eu des motifs d'adopter les différentes dénominations géographiques d'*Etats du Nord et du Sud*, d'*Etats atlantique et d'Ouest*, elles peuvent fournir des prétextes de séparation ; des hommes astucieux ne manqueront pas d'en tirer parti pour persuader aux peuples que ces différences de situation établissent également des différences dans les vues et les intérêts. Vous devez surtout vous tenir en garde contre ces moyens de discorde. Les habitans de notre contrée occidentale ont eu dernièrement une forte leçon à ce sujet. Dans la négociation entreprise par le pouvoir exécutif, lors de la ratification unanime que le sénat a faite du traité avec l'Espagne, ils ont vu la satisfaction générale que cet événement a causée ; ils ont reconnu combien ils s'étoient trompés lors-

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

qu'ils ont supposé un accord politique entre le gouvernement et les États atlantiques pour nuire à leurs intérêts relativement au Mississipi. Ils ont été les témoins des deux traités conclus avec l'Angleterre et l'Espagne, traités qui leur accordent tout ce qu'ils peuvent désirer pour leur prospérité dans nos rapports avec les pays étrangers. N'est-il pas de leur sagesse d'attendre la continuation de ces mêmes avantages de l'union qui les a procurés, et ne devront-ils pas fermer l'oreille aux suggestions de ceux qui voudroient encore leur parler de la différence de leur intérêts (1)?

» Ayez donc le plus grand respect, mes chers concitoyens, pour le gouvernement que avez vous-même établi, il est le fruit de la plus mûre délibération. Conformez-vous à

(1) Washington, s'il n'eut été enlevé par une mort qu'on peut appeler prématurée, auroit été témoin des projets du colonel Burr, dont la conspiration, qui avoit pour objet la séparation des Etats de l'Ouest, montre combien est à craindre l'effet des divisions que déplore ce grand homme. Mais s'il eut vécu, M. Burr ni ses adhérens n'auroient pu soutenir ses regards. Telle est l'influence d'un homme qui impose au degré que le faisoit Washington par ses vertus : *si forte virum quem!*

ses lois; la garantie de notre système politique est le droit dont le peuple est revêtu de faire ou de changer sa constitution; mais tant qu'elle existe, elle est également obligatoire pour tous jusqu'à ce qu'un acte authentique émané de la nation en ait changé la forme. L'idée du pouvoir et du droit que le peuple a d'établir un gouvernement suppose le devoir de chaque individu d'obéir au gouvernement établi.

» Tout obstacle apporté à l'exécution des lois, toutes combinaisons, toutes associations quelconques, quelque plausible qu'en soit le prétexte, sont destructives du principe fondamental de la société civile et ne visent qu'à sa ruine. Les factions s'organisent à l'ombre des débats, elles y puisent toute leur force, et bientôt la volonté d'un parti se trouve substituée à la volonté nationale. L'administration publique au lieu de servir d'instrument à l'exécution des plans utiles au bien général devient un miroir où se réfléchissent les factions. Celles-ci de temps à autre obtiennent des succès couverts par la popularité: mais bientôt elles deviennent des instrumens dangereux dans les mains d'hommes adroits

CHAP.  
XII.

et ambitieux qui s'en servent pour usurper l'autorité et les détruisent ensuite.

1794  
à  
1796.

» Sachez donc résister à l'esprit de faction si vous voulez conserver votre heureux gouvernement. Sachez aussi, mes chers concitoyens, résister au désir déréglé de l'innovation qui se masquera sous les prétextes les plus spécieux : un moyen de s'emparer de votre liberté sera d'abuser de ceux même que vous avez de changer votre gouvernement. On cherchera par des amendemens dangereux à lui ôter sa force pour le renverser plus facilement. Recevez donc avec une extrême circonspection les changemens qu'on vous proposera. Ne perdez pas de vue que le temps seul et l'habitude sont nécessaires pour apprécier un gouvernement, que l'expérience est la règle la plus sûre pour juger les constitutions, et qu'une disposition légère à changer à tout moment le gouvernement d'un état, d'après de simples hypothèses, mène à la confusion. N'oubliez jamais que dans un pays aussi vaste, un gouvernement a besoin de toute la vigueur qui peut lui être donnée sans attaquer la liberté et la sûreté du citoyen, que sous un gouvernement fort avec  
des

des pouvoirs sagement balancés, la liberté trouve la meilleure sauve-garde ; et qu'enfin un gouvernement trop foible pour résister aux factions, et retenir chaque citoyen dans les limites de la loi, ne peut répondre à son objet, la sûreté et la liberté de tous ; il n'est que l'ombre d'un gouvernement et n'en mérite même pas le nom.

---

1794  
à  
1796.

» Jusqu'ici je vous ai parlé du danger dans lequel les partis peuvent entraîner un Etat relativement aux différences qui résultent de la position géographique des divers départemens qui le composent. Je vais actuellement vous parler des funestes effets de l'esprit de parti en général.

» Cet esprit est malheureusement inséparable de la nature humaine. Il naît des passions les plus impérieuses dont nous sommes animés. Il existe sous différentes formes dans tous les gouvernemens. On peut le tenir plus ou moins comprimé, plus ou moins inactif ; mais c'est dans les gouvernemens populaires qu'il se montre avec le plus d'animosité, et l'on peut dire qu'il est leur fléau le plus redoutable.

» Une faction en écrase une autre ; de là

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

l'esprit de vengeance et les maux les plus affreux ; tous les siècles , tous les pays en ont fourni de terribles exemples , et cet état de chose est lui-même le plus affreux despotisme qui pèse sur les peuples ; bientôt il s'organise d'une manière permanente. Alors les désordres et l'excès des maux portent par degrés les citoyens à chercher le repos et la sûreté à l'abri du pouvoir absolu. Le chef d'une faction dominante plus heureux ou plus habile que ses compétiteurs , profitant de cette disposition des esprits , s'élève sur les ruines de la liberté publique.

» Sans chercher à lire dans l'avenir , gardons-nous de perdre un instant de vue les malheurs ordinaires qui naissent de l'esprit de parti. Une nation sage doit prendre toutes les mesures possibles pour l'étouffer.

» Dans les pays qui jouissent d'un gouvernement libre , on regarde généralement les débats excités par les divers partis comme un moyen sûr , non-seulement pour empêcher l'administration d'abuser de son autorité , mais encore pour entretenir le feu de la liberté. Cette opinion peut être fondée à certains égards. Dans les gouvernemens soumis

à l'autorité monarchique, le patriotisme peut regarder avec indulgence (1), et même favoriser l'esprit de parti, mais il faut avoir le plus grand soin de le comprimer dans les Etats où le peuple a la souveraineté, où l'élection de ses magistrats lui est confiée. Celui-ci est naturellement porté à prendre intérêt à tout ce qui peut influer sur le bonheur de la nation, mais le danger est dans l'excès de ce même intérêt. Il faut employer la force de l'opinion publique pour le tempérer. Un feu qui ne doit jamais être éteint demande une grande attention si l'on ne veut pas, qu'au lieu d'entretenir une chaleur bienfaisante, il finisse par tout dévorer.

» Dans un pays libre, l'habitude de réfléchir sur les affaires publiques est très-utile : elle donne de la circonspection à ceux qui sont chargés de le gouverner. Elle les force à se renfermer dans la sphère particulière qui leur est assignée par la constitution. Ils évitent dans l'exercice de leurs fonctions d'empiéter sur les attributions d'un autre département. Cet esprit d'usurpation des pouvoirs constitués les uns à l'égard des autres, tend à con-

CHAP.  
XII.

---

1794  
à  
1796.

(1) Allusion à l'opposition d'Angleterre.

CHAP.

XII.

1794

à

1796.

centrer tous les pouvoirs dans un seul et à créer ainsi, sous quelque forme que ce soit, un vrai despotisme. La vérité de cette assertion est démontrée pour celui qui sait combien l'amour du pouvoir est inné chez l'homme, et combien il est porté à abuser de l'autorité qui lui est confiée pour le bonheur et la sûreté de ses semblables. Une longue expérience a démontré de tous temps la nécessité de tenir les divers pouvoirs en équilibre, en les divisant et les distribuant pour former autant de centres particuliers de l'administration, et nous-même nous en fournissons des preuves. Si cette distribution, si cette modification des pouvoirs produit de graves inconvéniens, il faut y obvier par les moyens d'amendement qu'offre la constitution ; mais point d'usurpation. Des procédés violens et contraires aux lois ont bien à la vérité produit quelquefois de bons effets, mais ils n'en sont pas moins les moyens qui détruisent communément les gouvernemens libres. Le bien passager qui résulte de ces actes illégaux ne peut compenser le mal permanent dont ils sont la source.

» Parmi les dispositions et les habitudes qui peuvent conduire au degré le plus élevé

de la prospérité publique, la religion, la morale doivent occuper la première place; sur ces deux colonnes repose la félicité publique; quiconque essayeroit de les ébranler prétendroit vainement au titre respectable de patriote. Ce sont là les plus solides bases de nos devoirs comme hommes et comme citoyens. Le politique et l'homme pieux doivent également les respecter, et un volume ne suffiroit pas pour montrer combien ces deux principes influent sur la prospérité générale et particulière; il suffit pour s'en convaincre de se demander ce que deviendroit la sûreté des propriétés, la réputation, la vie des citoyens si le sentiment de l'autorité religieuse n'accompagnoit plus les sermens exigés dans nos cours de justice. N'admettons pas trop aisément l'assertion par laquelle on avance que la morale pourroit se soutenir sans la religion. Quelque influence qu'on veuille accorder à une éducation soignée sur les esprits d'une trempe particulière, la raison d'accord avec l'expérience nous dit qu'il n'y aura jamais de moralité nationale sans religion.

» Encouragez, multipliez comme un objet de première importance tous les établissemens

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

qui tendent à répandre les connoissances et les lumières. A mesure que la constitution d'un gouvernement donne de la force à l'opinion publique, il est très-essentiel que cette opinion soit aussi éclairée qu'elle peut l'être.

» Donnez toute votre attention au crédit public. Un des grands moyens de le conserver, c'est d'en user avec modération. Evitez toutes les occasions de dépense en prenant le plus grand soin de maintenir la paix. Mais ne perdez pas de vue que des dépenses faites à propos pour prévenir le danger, servent souvent à en éviter de plus grandes qui seroient nécessaires pour le repousser. Il faut aussi prendre garde que les dettes ne s'accumulent, non-seulement en éloignant les occasions de dépense, mais encore en prenant des mesures vigoureuses en temps de paix pour acquitter celles contractées dans le cours de la guerre. Ne rejetons point sur nos descendans le fardeau que nous devons porter. C'est à vos représentans à ne point perdre de vue cette maxime; mais ils ont besoin d'être secondés par l'opinion publique. Sans impôts point de revenus; les impôts pèsent plus ou moins sur les individus. L'administration pour

les uns et les autres n'a que le choix des difficultés, les citoyens doivent en être convaincus, et alors ils seconderont volontiers par leur zèle ceux qui sont chargés de cette partie épineuse de l'administration; en général le peuple doit toujours se prêter aux besoins des circonstances.

» Que la bonne foi, que la justice soient la règle de votre conduite envers toutes les nations; la religion et la morale le prescrivent: croyez que c'est aussi le conseil d'une saine politique. Il est digne d'une nation libre et éclairée, appelée à former bientôt un grand peuple, de donner l'exemple grand et nouveau d'un Etat toujours guidé par les sentimens élevés de justice et de bienveillance. Les avantages d'un tel système ne peuvent manquer de compenser amplement les petits sacrifices du moment qu'il peut quelquefois exiger.

» Rien n'est plus contraire à ces maximes que ces antipathies, ces haines nationales envers certains Etats, ces affections exclusives pour d'autres. Vous devez une égale bienveillance à tous les peuples. Une nation qui s'est fait l'habitude d'aimer ou de haïr une

CHAP.  
XII.1794  
à  
1796.

autre nation, est bientôt et jusqu'à un certain point l'esclave de son animosité ou de son attachement. L'une ou l'autre de ces passions peut également la détourner de son devoir et de son intérêt, et l'entraîner dans des projets pernicioeux. L'antipathie rend un peuple ombrageux et prompt à saisir l'occasion d'insulter ou de nuire : les accidens les plus frivoles et les plus simples, les discussions les plus ordinaires sont envenimées par cette fâcheuse disposition qui devient le plus souvent dans les mains du gouvernement un instrument qu'il fait tourner au profit de son ambition.

» Une préférence en faveur d'une nation entraîne des maux aussi nombreux et aussi funestes. Elle fascine les yeux et fait supposer une communauté d'intérêts là où elle n'existe point. Elle fait prendre part à des querelles tout-à-fait étrangères au pays, et dont les résultats ne peuvent lui offrir le moindre avantage. Le peuple que l'on favorise obtient des privilèges refusés aux autres ; source d'animosités et de dissensions. Souvent des citoyens ambitieux et corrompus, ou trompés par leurs préventions, s'appuient de ces

préjugés pour sacrifier l'intérêt public en paroissant se conformer à l'opinion générale. Couverts de cette égide respectable, ils font réussir leurs projets sinistres, même en acquérant de la popularité. Cette prédilection donne à l'influence de l'étranger la plus libre carrière; la nation inférieure en puissance devient la satellite de l'autre; l'indépendance extérieure du pays et sa paix intérieure n'ont pas d'ennemis plus dangereux.

» Lorsque nous étendons nos relations avec les autres nations, le grand principe qui doit régler notre conduite est d'avoir soin d'éviter autant que possible les liaisons politiques. Quant aux engagements que nous avons déjà contractés, il faut les remplir avec la plus grande fidélité; mais nous ne devons pas aller plus loin.

» L'Europe a des intérêts du premier ordre qui n'ont aucun rapport, ou qui n'ont que des rapports éloignés avec ce qui nous concerne. Tenons-nous à l'écart, et ne nous exposons point aux chocs et aux vicissitudes que produisent les changemens de système qui surviennent parmi les Gouvernemens de cette partie du globe.

CHAP.

XII.

1794

à

1796.

» Notre situation éloignée , isolée même , nous donne les moyens de suivre le plan de conduite que je viens de tracer. Tant que nous conserverons l'unité de notre Gouvernement , nous serons bientôt en état de défier toute attaque extérieure. L'attitude imposante que la nation américaine aura la facilité de prendre , la rendra respectable , et forcera les autres peuples à ne pas donner atteinte à sa neutralité. Quand elle jugera à propos de la proclamer , les autres États , dans l'impossibilité de faire sur nous des conquêtes , ne se hasarderont pas légèrement , et nous serons toujours les maîtres de choisir la paix ou la guerre suivant que l'intérêt et la justice nous le conseilleront.

» La politique , l'humanité , notre propre intérêt nous recommandent donc essentiellement de vivre en paix avec les autres peuples , et d'avoir avec eux des communications libérales et bienveillantes ; mais aussi il est de notre devoir de diriger notre commerce de manière à ne blesser personne par l'apparence de la partialité. Ne demandons et n'accordons aucun privilège. Suivant le cours naturel du commerce , ne cherchant

point à le forcer , traitons avec les Etats qui y seront disposés ; définissons bien les droits de nos négocians , afin de pouvoir les protéger avec connoissance de cause ; mais que ces conventions soient temporaires , il faut se réserver la faculté de les changer suivant les circonstances. N'oublions pas qu'entre les nations il n'y a point de faveurs désintéressées , et que celle qui accepte souvent est trompée par des avantages illusoires , et sacrifie toujours une partie de son indépendance.

» Tels sont, mes chers concitoyens , les principes qui m'ont dirigé dans le cours de mon administration et durant la guerre présente : tout le monde se rappelle encore ma proclamation de neutralité qui a été si diversement jugée. Aujourd'hui l'expérience et la réflexion ont , j'ose le croire , justifié cet acte qui n'a été publié qu'après une mûre et scrupuleuse délibération. Nous étions libres de demeurer neutres ; nos devoirs égaux envers toutes les nations nous l'auroient conseillé ; l'intérêt ne laissoit aucun doute à cet égard ; et nous avons eu l'avantage de donner à notre pays le temps de prendre de la con-

CHAP.  
XII.1794  
à

1796.

CHAP.  
XII.

sistance et de se fortifier de manière à pouvoir tenir sa fortune dans ses mains.

1794  
à

1796.

» En reportant mes regards sur ce qui s'est passé durant le cours de mon administration, j'ai la conscience de n'avoir commis aucune erreur volontaire ; mais, d'un autre côté, je sens trop la foiblesse de mes talens pour que je puisse me persuader qu'une fausse mesure n'a jamais été le résultat de mes méditations sur le bien public. Si je me suis trompé, veuille ce Dieu, maître des empires, détourner ou diminuer les maux qu'aura pu occasionner quelqu'une de mes opérations. J'emporte avec moi l'espérance que la nation verra mes fautes d'un œil indulgent, et qu'elle me les pardonnera en faveur d'un zèle pour son service qui ne s'est jamais démenti pendant quarante-cinq ans de ma vie. Rempli de ces sentimens, je vais au sein de la retraite me délasser de tant de fatigues et jouir au milieu de mes concitoyens des avantages que procurent de bonnes lois sous l'empire d'une constitution libre.

» Aux États-Unis, 17 septembre 1796. »

Cette adresse étoit l'expression des derniers adieux du père, du défenseur de la

nation ; partout elle fut reçue avec les plus grands témoignages de vénération , et gravée dans tous les cœurs. Peu après le président se rendit pour la dernière fois dans l'assemblée du corps législatif. Il félicita le congrès sur la situation où se trouvoient les États-Unis relativement aux affaires intérieures et à celles du dehors. Il parla des progrès et des avantages de la paix qui s'affermissoit avec les Indiens dont la condition s'amélioroit de jour en jour. Washington exposa les mesures prises pour l'exécution des traités conclus avec l'Angleterre, l'Espagne et la régence d'Alger ; il parla des négociations dont on s'occupoit relativement à Tunis et à Tripoli. « Pour protéger le commerce extérieur , ajouta-t-il , il faut absolument avoir une marine. Sans marine , la neutralité ne peut être long-tems respectée par les États belligérans. Elle sert autant à prévenir les agressions qu'à les repousser. D'après les informations que j'ai prises , notre navigation dans la Méditerranée ne sera jamais sûre si des vaisseaux de guerre ne la protègent d'une manière efficace. C'est le seul moyen d'empêcher nos concitoyens de retomber dans l'affreux esclavage dont plu

CHAP.  
XII.

1794  
à  
1796.

sieurs d'entre eux ne font que d'être délivrés.

» Les progrès actuels de notre navigation nous donnent l'espoir que dans peu nous aurons le nombre de matelots qui nous est nécessaire pour former graduellement une marine. Commençons à préparer sans délai tous les matériaux pour construire et pour équiper des vaisseaux de guerre , et qu'à l'avenir l'Europe ne trouve pas notre commerce aussi mal défendu qu'il l'a été jusqu'à présent. »

Le président recommanda ensuite qu'on formât des établissemens pour tous les travaux relatifs à la défense militaire , soit pour la marine , soit pour le service des armées. Il parla d'établir une école militaire pour l'instruction des soldats et des officiers , et une université nationale ; il insista surtout sur la nécessité d'augmenter les appointemens des fonctionnaires publics du gouvernement.

Quant aux démêlés élevés entre la France et les États-Unis : « Si nous avons , a-t-il dit, aplani quelques difficultés d'une nature sérieuse dans nos rapports extérieurs , c'est à regret que je vous entretiens de quelques circonstances fâcheuses dans lesquelles nous nous trouvons. Notre commerce a beaucoup

souffert, il reçoit encore des atteintes considérables dans les Indes occidentales de la part des croiseurs et des agens de la république française : les communications que nous avons reçues à ce sujet du ministre français qui réside ici, n'offrent rien de satisfaisant, et font craindre de plus grandes déprédations en vertu de l'autorisation directe du gouvernement français lui-même.

» J'ai toujours désiré, d'après le vœu général de la nation, entretenir les rapports d'amitié qui existent entre les deux républiques. Je ne cesserai de recommander la paix et l'union, autant que les droits et l'honneur du peuple américain ne seront pas compromis. Mon cœur se livre au doux espoir d'un arrangement qui sera la suite de l'esprit de justice, de candeur et d'affection que de malheureux événemens peuvent altérer, mais qu'ils ne sauroient détruire.

» Que le maître de l'univers, que l'arbitre souverain des nations exauce mes ferventes prières ! que sa divine Providence daigne nous conserver dans la paix et dans la vertu, qu'elle daigne nous assurer à jamais le maintien du gouvernement, la sauve-garde de notre liberté.

---



---

## CHAPITRE XIII.

Washington voit avec plaisir arriver le moment de rentrer dans sa retraite. — Il écrit au secrétaire d'Etat. — Il nie avoir écrit en 1776 les lettres qu'on lui attribuoit et qui étoient adressées à J.-P. Custis et à Lund Washington. — Il présente ses respects à son successeur M. John Adams. — Revue de l'administration de Washington. — Le général se retire au Mont-Vernon. — Ses travaux dans l'agriculture. — Il apprend avec chagrin que la France attaque les États-Unis. — Sa correspondance relativement à la proposition qu'on lui fait de prendre le commandement d'une armée qui doit s'opposer aux Français. — Il est nommé lieutenant-général. — Le secrétaire de la guerre lui envoie sa commission. — Sa lettre au président Adams à ce sujet. — Il dirige l'organisation de l'armée qu'on s'est proposé de mettre sur pied. — Trois envoyés extraordinaires partent pour la France. — Ils terminent tous les différends en négociant avec Bonaparte, alors premier Consul de la République française. — Mort du général Washington. — Honneurs rendus à sa mémoire. — Son caractère.

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

LES hommes ordinaires, lorsqu'ils parviennent au faite de l'autorité, n'éprouvent pas le plaisir que sentit Washington lorsqu'il résigna

résigna le pouvoir qui lui avoit été confié. Le jour qui précéda celui où il devoit terminer sa carrière politique, il écrivit à son intime ami, le général Knox (1). « Enfin, lui dit-il, j'aperçois le terme du repos, et j'emploie toutes mes forces pour y parvenir. L'aspect de ma solitude m'offre tout ce qui peut satisfaire mes vœux, je n'ai plus rien à faire en politique, ne me sentant plus la force de diriger le vaisseau de l'Etat, mais je ne puis sans regret me séparer d'un petit nombre de personnes que j'aime et que peut-être je ne reverrai jamais. Soyez bien assuré d'être du nombre de ces amis, dont je regrette le plus de me séparer. »

Les nombreuses calomnies dont Washington fut l'objet, dans le cours de la révolution, ne lui attirèrent jamais l'animadversion pu-

(1) Deux des ministres de Washington, le général Hamilton et le général Knox ont été en même temps ses plus intimes amis. Tous deux avoient servi avec lui toute la guerre : le premier fut ministre des finances depuis 1789 jusqu'en 1794. Le second fut ministre de la guerre. Ils lui ont survécu peu d'années. Le général Knox vient de mourir l'année dernière (1808). On sait comment M. Hamilton a péri en 1804, dans un duel avec le colonel Burr.

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

CHAP.  
XIII.

1796

a

1799.

blique, excepté dans une circonstance. Les Anglais publièrent en 1776 un recueil de lettres qu'on disoit écrites par le général à John Parke-Custis et à Lund Washington, tous deux ses proches parens; elles avoient été trouvées, disoit-on, dans un petit portemanteau confié au soin de son domestique fait prisonnier au fort Lee. Le projet de ces lettres étoit d'exciter dans les esprits des impressions défavorables à la pureté des motifs de Washington. Une première édition de ces calomnies tomba dans l'oubli; mais quelques-uns de ses concitoyens les firent réimprimer pendant le cours de l'administration civile de Washington (1). La veille du jour qu'il quitta la présidence, il en écrivit au secrétaire d'Etat. Après avoir détaillé les événemens et les dates relatives à cette imposture, il déclara que jusqu'à ce moment il n'avoit pas cru nécessaire de fixer son atten-

(1) Ces lettres sont une des fabrications les plus artificieuses et les mieux soutenues dans ce genre: on les réimprima en 1793 pendant la chaleur qu'excita la révolution française et les mécontentemens que fit naître la proclamation de neutralité.

tion sur ces écrits évidemment fabriqués. « Cependant, ajoutoit-il, comme je ne puis savoir si bientôt quelque événement plus sérieux ne succédera pas à celui dont ce jour sera témoin, j'ai jugé que je me devois à moi-même, à mon pays et à la vérité d'entrer dans tous les détails que je viens d'exposer; j'ajoute ici ma déclaration solennelle que les lettres dont il s'agit sont une basse imposture, et que je n'en ai eu connoissance que depuis leur impression; je confie à vos soins la lettre que je vous écris. Je désire qu'elle soit déposée dans les bureaux du département de l'État pour servir de témoignage à la génération actuelle, et à la postérité (1). » Le moment qui devoit terminer la carrière politique de Washington approchoit, et son successeur John Adams alloit commencer l'exercice de ses fonctions.

CHAP.  
XIII.

---

1796

a

1799.

(1) Cette circonstance de la vie de Washington est bien remarquable. Quelle force d'âme, quelle confiance il faut avoir dans l'opinion de son pays et dans la sagesse de ses jugemens, pour avoir gardé vingt ans le silence, et cela quand à deux reprises différentes la malignité de ses ennemis une fois, l'esprit de parti l'autre, s'en sont servi pour diminuer la confiance de la nation dans la pureté de ses vues.

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

L'ancien et le nouveau président se rendirent ensemble à la Chambre des représentans, où ce dernier prêta le serment exigé par la constitution (1). M. Adams prononça un discours touchant ; « le nom de Washington , dit-il en terminant , servira toujours de rempart à mon pays , et la certitude que ce général existe encore intimidera tous les ennemis de la nation. »

Cette cérémonie avoit attiré un concours immense de citoyens : tous les yeux se fixoient avec attendrissement sur le grand homme qui alloit se retirer ; quant à lui , la joie dont son cœur étoit pénétré se peignoit sur tous ses traits ; il étoit charmé de voir un autre revêtu de la haute dignité dont il avoit exercé

(1) Washington se rendit à l'assemblée, selon la coutume, dans une voiture à quatre chevaux, avec toutes les marques distinctives de sa place. M. Adams le suivoit dans une autre voiture. Aussitôt qu'il eût remis la présidence, il sortit seul, à pied, et chercha à se perdre au milieu d'une foule immense ; mais sa taille très-élevée le fit bientôt remarquer ; des milliers de citoyens l'entouroient, ils se le mon-  
troient les uns aux autres avec vénération, on entendoit toutes les voix répéter : *le voilà à pied au milieu de nous, simple citoyen comme nous.*

si long-temps les fonctions ; tous ses vœux le portoient vers cette retraite chérie où il alloit enfin goûter les bonheur d'une vie domestique. Après avoir présenté ses félicitations au nouveau président , il partit pour le Mont-Vernon , séjour où il pouvoit se livrer en paix à ses goûts favoris. Quoiqu'il eût désiré de voyager incognito , partout où il passa les personnes les plus distinguées du pays saisirent l'occasion de lui présenter leurs respects. Dans sa retraite il continua de recevoir les adresses les plus flatteuses de la part des corps législatifs et de différentes classes de ses concitoyens.

Pendant les huit ans que dura l'administration de Washington , les Etats-Unis jouirent d'une grande prospérité dans l'intérieur. L'énergie du gouvernement le fit respecter au-dehors , et lui redonna cette importance que la foiblesse lui avoit fait perdre dans le commencement. Les dettes contractées pendant la guerre de la révolution , et que la foiblesse de l'ancienne administration avoit fait tomber à rien , furent reconnues ; on assigna des fonds pour le paiement des intérêts et pour éteindre par degrés la dette capitale.

CHAP.  
XIII.

1796

à

1799.

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

Bientôt la valeur réelle et nominale des effets publics devint à peu près la même. Le gouvernement étoit établi sur une base si solide, que partout on s'empressoit d'obéir à ses ordres. Il n'y eut aucun trouble, excepté une insurrection dans les contrées à l'ouest de la Pensylvanie; cette révolte fut apaisée sans effusion de sang. L'agriculture et le commerce firent les progrès les plus considérables; les Indiens qui habitoient sur les frontières avoient d'abord été contraints par la force des armes à respecter les États-Unis, et à vivre en paix avec la république. On employa à leur égard les moyens dictés par l'humanité pour leur faire abandonner leurs mœurs sauvages. Ils apprirent à changer la hache du combat pour la charrue, la houe, et pour les instrumens propres aux manufactures. On avoit obtenu de l'Espagne la libre navigation du Mississipi. Tous les démêlés avec cette puissance étoient définitivement réglés. Les Anglais avoient évacués tous les postes militaires qu'ils occupoient depuis long-temps dans l'intérieur des États-Unis. La Méditerranée avoit été ouverte aux vaisseaux américains en conséquence des traités conclus avec les puissances Barbares-

ques. Enfin, tous les différends survenus entre les Etats-Unis et les pays voisins, ou les nations avec lesquelles ils traitoient, se trouvoient terminés d'une manière amicale, à l'exception de la France. Pour atteindre à ce but si désirable, Washington avoit fait des avances réitérées ; mais il ne put rien obtenir ; le langage de la France étoit contraire à l'indépendance des États-Unis, et ne tendoit à rien moins qu'à contrôler son gouvernement intérieur.

Washington, de retour dans ses domaines, reprit les travaux de l'agriculture. Il trouva dans la société de quelques amis, dans les charmes de la lecture, des plaisirs innocens. Quoiqu'il fût bien satisfait de vivre dans la retraite, libre de tout emploi et de tous les soins qu'entraînent les affaires publiques, il aimoit trop son pays pour être indifférent à ses intérêts. Il apprit donc avec bien du chagrin les insultes réitérées que le Directoire français avoit faites aux Etats-Unis dans la personne de leurs ministres, ainsi que les dommages que les Français causoient aux Américains, en prenant illégalement leurs vaisseaux. Ces injustes procédés et ces offenses

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

n'avoient pu faire sortir le gouvernement américain du système de modération qu'il s'étoit prescrit ; mais toutes démarches pour un accommodement devenant illusoires , il songea sérieusement à se défendre. Le président, M. Adams , prit des mesures vigoureuses. Le congrès , afin d'être prêt à repousser une invasion dont les États-Unis pouvoient être menacés, autorisa l'organisation d'une armée régulière. Aussitôt tous les yeux se tournèrent vers Washington , comme vers le plus digne d'être nommé général en chef. Une foule de lettres lui vinrent de la part de ses amis pour le presser d'accepter le commandement. Le président Adams lui écrivit : « Votre nom est notre égide , si vous permettez que nous en fassions usage , il nous vaudra plus que des armées. » — « A l'époque de ma retraite , répondit Washington , on étoit bien éloigné de regarder même comme probable une invasion des États-Unis de la part de quelques Puissances de l'Europe. Je croyois pouvoir jouir long-temps de la paisible obscurité qui m'environnoit à Mont-Vernon. Mais nous sommes dans le siècle des choses prodigieuses. L'esprit humain ne peut pénétrer les vues qui

porteroient le gouvernement français , après tant de calamités souffertes au-dedans , à troubler notre repos. Dans le cas où des forces redoutables tenteroient une invasion , je ne demeurerai certainement pas retranché dans mes domaines , alléguant pour excuse mon âge. Si l'on m'appelle , si mes services peuvent encore être utiles , je serai prêt à marcher. Le gouvernement sait mieux que moi si l'on doit s'attendre à une attaque. Dans ce cas tout délai relativement aux préparatifs de défense seroit très-dangereux. Cependant je ne puis penser que le Directoire de France , quelque peu d'égard qu'il ait pour les traités et les droits des nations , forme une telle entreprise , en voyant tout un peuple prêt à faire tous les sacrifices pour repousser les agresseurs. Quelques agens mal informés , des partisans des Français , ont pu , dans leurs rapports , faire croire que nous étions dans un état de division. Le Directoire a pu se figurer que dans un tel état de choses , il lui suffiroit de quelques troupes pour nous subjuguier. Cette seule hypothèse pourroit expliquer un pareil projet.

---

1796  
à  
1799.

» Si des circonstances impérieuses me for-

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

cent de quitter cette retraite si appropriée à mon âge, après une vie agitée par tant de soins, ceux qui me connoissent le mieux pourront apprécier toute l'étendue du sacrifice que je ferai à mon devoir et à mon amour pour ma patrie. » — Dans une lettre adressée au secrétaire de la guerre, Washington exprime avec le même ton de candeur le désir qu'il a de ne point quitter sa solitude; en même temps il se montre prêt à se rendre au champ d'honneur à la première apparence du danger.

Le président Adams nomma Washington lieutenant-général commandant en chef toutes les armées des États-Unis. Sa commission lui fut envoyée par M. Mc Henri, secrétaire de la guerre, qui reçut l'ordre de se rendre au Mont-Vernon pour conférer avec le général en chef sur les arrangemens à prendre pour former la nouvelle armée. Voici la réponse que Washington fit à la lettre qui lui fut écrite par le président.

« J'ai eu l'honneur de recevoir, le 11 de ce mois, par les mains du secrétaire de la guerre, votre lettre du 7. Vous m'annoncez que de l'avis et du consentement du sé-

nal , vous m'avez nommé lieutenant-général , commandant en chef de toutes les armées qu'on levera pour le service des États-Unis.

» Je ne peux vous exprimer combien je suis sensible à cette nouvelle preuve de la confiance publique , ainsi qu'aux choses flatteuses que vous avez bien voulu me dire à ce sujet. Je ne vous dissimulerai pas cependant que j'aurois désiré que votre choix fût tombé sur quelqu'un moins avancé en âge et plus en état que je ne le suis maintenant de supporter les fatigues et les vicissitudes de la guerre.

» Je n'ai pu ignorer les derniers évènements , et vous pensez bien qu'il ne m'étoit pas possible de les voir d'un œil indifférent. La conduite du Directoire à l'égard de notre pays n'a été qu'une suite d'hostilités cachées. Il a essayé tous les moyens d'animer les sujets des États-Unis contre leur gouvernement. Sans aucun égard pour les traités les plus solennels , pour les droits des nations , il s'est permis d'attaquer notre commerce qui n'avoit aucune défense. Pouvois-je n'être pas aussi indigné que tous mes concitoyens du traitement qu'il a fait à nos ministres envoyés

CHAP.  
XIII.

---

1796  
à  
1799.

pour traiter de la paix (1) ? Et que dire des demandes qu'il nous a faites, et qui semblent un tribut qu'on voudroit nous imposer ? Croyez-moi, Monsieur, personne n'approuve plus que moi la conduite aussi sage que ferme que vous avez tenue, et les mesures efficaces que vous avez prises. Elles doivent exciter la confiance générale. Le congrès sans doute les secondera par tous les moyens qui sont en son pouvoir, pour aider la nation à sortir de l'état de crise où elle se trouve.

» Bien assurés que vous avez fait tout ce qui a dépendu de vous pour écarter le fléau de la guerre, que vous avez épuisé tous les moyens qui pouvoient amener une réconciliation, nous pouvons, dans la pureté de nos cœurs, en appeler à cette Providence qui a donné au peuple des États-Unis des marques si éclatantes de sa protection.

(1) On sait que le directoire, en 1798, renvoya sans les entendre les trois envoyés des États-Unis, et qu'il déclara que les ministres des États-Unis ne seroient pas reçus qu'auparavant on n'eut donné à la France toute satisfaction sur les griefs. Voyez les papiers du temps, notamment la gazette nommée *le Rédacteur*.

» Pénétré de ces sentimens, sachant qu'il est du devoir le plus essentiel de chaque citoyen dans toutes les circonstances de se dévouer au service de sa patrie, surtout lorsqu'elle est attaquée dans ses intérêts les plus chers, je me suis déterminé à accepter la commission de commandant en chef des armées des États-Unis, avec cette seule réserve que je ne serai obligé de me rendre sur le théâtre de la guerre que lorsque l'armée se trouvera dans une situation qui exigera ma présence, ou lorsque les circonstances deviendront urgentes.

» En faisant cette réserve, je ne voudrais pas qu'on pût croire que je n'entends pas contribuer à l'organisation de l'armée par tous les moyens qu'on pourra juger être en mon pouvoir. Je prends aussi la liberté de vous prévenir que mon acceptation ne doit entraîner aucune dépense pour le trésor public, je ne recevrai aucun émolument, à moins que l'exercice de mes fonctions ne m'oblige à des frais dont vous ne voudriez pas que je demeurasse chargé. »

Après que Washington eut accepté la place importante qu'on lui avoit donnée, il parta-

CHAP.  
XIII.

1796

à

1799.

gea son temps entre les travaux de l'agriculture et les fonctions de général en chef des armées. Il étoit chargé de l'organisation des troupes. Il employoit la plus grande partie de ses momens à choisir des officiers expérimentés. Il tâchoit de mettre l'armée sur le meilleur pied pour pouvoir repousser l'invasion. Son expérience lui avoit appris qu'il ne falloit pas permettre aux assaillans de tenir un poste sur le rivage des États-Unis. Cependant il pensoit toujours qu'une invasion de la part des Français n'avoit rien de probable. Il étoit persuadé que par leurs mesures hostiles ils ne visoient qu'à amener dans l'administration un changement favorable aux vues de la République Française. Washington ne doutoit pas qu'aussitôt que les Américains auroient pris une attitude imposante, les Français ne songeroient plus à les attaquer. Les événemens prouvèrent combien son opinion étoit fondée. En effet, dès que les États-Unis se furent mis en état de repousser l'invasion, on les traita avec respect. Il y eut des communications indirectes de la part de la France (1). On proposa un

(1) Toute négociation se trouvant brusquement

accommodement à des termes raisonnables. M. Adams saisit ces premières ouvertures ; trois envoyés reçurent l'ordre de partir pour aller négocier avec la République Française. Arrivés en France, les envoyés trouvèrent le directoire renversé, et le gouvernement dans les mains du général Bonaparte ; ce fut avec lui qu'on entama les négociations. Comme il ne s'étoit point trouvé mêlé dans les débats qui avoient animé les deux nations presque au point de se déclarer la guerre, tous les différends furent bientôt terminés. La joie devint générale ; mais Washington ne pût la partager. Avant que les nouvelles de la paix fussent arrivées, il avoit cessé de vivre.

Le 13 décembre 1799, pendant qu'il étoit dans la campagne, occupé de quelques améliorations qu'il faisoit à ses domaines, une pluie légère lui mouilla le cou et les cheveux.

rompue, on en renoua cependant par la Hollande en 1798. M. Pichon, depuis consul général et chargé d'affaires aux Etats-Unis, alors secrétaire de légation à la Haye, fut chargé d'entrer en conférence à ce sujet avec le ministre des Etats-Unis à la Haye. Ces conférences amenèrent une nouvelle mission de la part des Etats-Unis.

CHAP.  
XIII.

---

1796  
à

1799.

La nuit suivante il fut attaqué d'une affection inflammatoire dans la trachée - artère ; il y avoit douleur et difficulté dans la déglutition. La fièvre se déclara bientôt ; il fut saigné dans la nuit, mais il ne voulut pas permettre qu'on envoyât chercher le médecin de la famille avant qu'il fût jour. Vers onze heures le docteur Craik arriva. Jugeant avec raison que le cas étoit sérieux, il fit appeler deux médecins pour consulter avec eux. Tous les secours de l'art furent inutiles. Vingt-quatre heures après que la maladie se fut déclarée, Washington expira. Son agonie fut courte, peu douloureuse, et il conserva jusqu'au dernier moment l'usage de sa raison.

Depuis le moment qu'il se sentit malade il se regarda comme frappé de mort. Dans cette persuasion il se soumit aux ordonnances des médecins plutôt par devoir que par espoir de secours. Après qu'on eut essayé ce que les règles de l'art prescrivoient, Washington témoigna le désir qu'il avoit qu'on le laissât mourir sans le tourmenter davantage. Vers la fin de la maladie il se déshabilla et se mit au lit pour attendre la mort. Il dit au docteur Craik, son médecin et son ami : « je me  
meurs

meurs et il y a long-temps que je suis mourant, mais la mort ne me cause aucune crainte. » — Cette égalité d'âme qu'il avoit montrée dans tout le cours de sa vie ne l'abandonna pas à sa dernière heure. Il se montra dans ce moment ferme et magnanime, comme il l'avoit toujours été, se résignant à la volonté du Ciel, et se confiant en sa miséricorde. Il se soumit à ce coup inévitable avec la dignité d'un homme, le calme d'un philosophe, et tous les sentimens d'un véritable chrétien.

Le 18, son corps fut déposé dans le caveau de la famille, situé sur la terre de Mont-Vernon, avec tous les honneurs militaires, et toutes les cérémonies de la religion.

Quand le congrès apprit la nouvelle de la mort de Washington, l'assemblée s'ajourna à l'instant pour le lendemain. John Marshall, alors membre de la Chambre des représentans, et depuis premier juge des États-Unis, le même qui a écrit la vie de Washington, prononça dans la Chambre des représentans le discours suivant.

« Le triste événement qu'on avoit annoncé hier avec incertitude n'est que trop confirmé.

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

CHAP.  
XIII.

---

1796  
à  
1799.

Notre Washington n'est plus. Le héros, le patriote, le sage de l'Amérique; l'homme vers lequel tous les yeux se tournoient dans les temps de danger, en qui nous placions toutes nos espérances, ne vit plus que dans le souvenir de ses grandes actions et dans le cœur des Américains livrés à la plus vive douleur.

» Vous savez, monsieur, qu'il est d'usage de témoigner publiquement le respect dû à la mémoire de ceux que le ciel a choisis pour faire du bien aux hommes dans des postes éminens et des circonstances extraordinaires; mais quand cet usage n'existeroit pas, tel est le mérite de celui dont nous déplorons la mort, les événemens qui ont marqué le cours de sa vie sont d'une telle importance, que toute la nation Américaine poussée par le même sentiment demanderoit d'une voix unanime qu'on manifestât publiquement l'affection profonde que lui cause une si grande perte.

» Plus que tout autre citoyen, et autant qu'il est au pouvoir d'un seul homme, Washington a contribué à fonder ce vaste et naissant empire; c'est à lui que les États-Unis

doivent leur existence ; c'est par lui que la nation est devenue libre et indépendante.

» Après avoir accompli le grand objet pour lequel il avoit été placé à la tête de nos armées, nous l'avons vu changer son épée contre un soc de charrue, nous l'avons vu de soldat devenir citoyen.

» Lorsque la foiblesse de notre système fédératif devint manifeste, lorsque les liens qui unissoient les diverses parties de ce vaste continent se relâchoient de jour en jour, nous avons vu le général Washington se placer à la tête des patriotes qui vouloient sauver l'État : c'est ainsi que se forma une constitution qui en conservant l'unité de la république consolide son existence et perpétuera, j'espère, les bienfaits de notre glorieuse révolution.

» Pour obéir à la voix générale de ses concitoyens qui l'appeloient à la haute dignité de président des États-Unis, nous l'avons vu quitter la retraite qui faisoit ses délices. Dans des temps plus orageux que ceux même pendant lesquels nous étions en guerre, nous l'avons vu prendre avec calme et prudence toutes les mesures nécessaires pour assurer le salut de la nation en lui montrant ses véri-

CHAP.  
XIII.

1796

à

1799.

tables intérêts. Washington a contribué, plus que tout autre, à l'établissement du système de politique qui, selon toute apparence, garantira contre toute attaque extérieure notre paix, notre honneur et notre indépendance.

» Après avoir été deux fois élu d'une voix unanime premier magistrat d'un peuple libre, lorsque l'on ne pouvoit douter que tous les suffrages ne se réunissent encore en sa faveur, Washington a donné au monde l'exemple rare d'un citoyen au-dessus de toutes les vues ambitieuses. Il s'est empressé de quitter le haut rang qui l'exposoit aux regards des hommes pour aller se cacher dans l'ombre de la retraite.

» Envers tout autre homme en place, la confiance et l'affection du peuple éprouvent toujours des fluctuations. Washington, soit dans sa carrière politique, soit dans sa vie privée, a toujours trouvé l'opinion qu'on s'étoit formée de lui aussi fixe, aussi inébranlable que les vertus de son âme.

» C'est à nous, monsieur l'orateur, à remplir le devoir le plus légitime en payant les derniers tributs de notre respect et de notre affection à l'ami, au grand homme, que la

mort vient de nous enlever. Pour cet effet je prends la liberté de présenter à la chambre les résolutions suivantes.

1°. Le corps des représentans se rendra auprès du président pour lui témoigner ses regrets au sujet du triste événement qu'on vient d'annoncer.

2°. La place de l'orateur sera couverte d'un drap noir. Les membres et les officiers de la Chambre porteront le deuil pendant la session.

3°. Un comité qui se réunira à un autre comité nommé par le sénat réglera tout ce qui est relatif aux honneurs qu'on doit rendre à la mémoire de l'homme qui a été le premier dans la guerre , le premier dans la paix, et qui a tenu la première place dans le cœur de ses concitoyens. »

Le sénat des États-Unis , à l'occasion de ce triste événement, adressa la lettre suivante au président.

« Le sénat des États-Unis prend la liberté, monsieur, de vous témoigner respectueusement la douleur qu'il éprouve au sujet de la mort du général Georges Washington ; ce grand homme emporte tous les regrets de la nation.

CHAP.  
XIII.

1796  
a  
1799.

» Cet événement si fâcheux pour toutes les classes de citoyens est surtout des plus affligeans pour vous, monsieur, qui avez si long-temps été associé à ce vertueux citoyen pour les intérêts de la nation. Permettez que nous mêlions nos larmes avec les vôtres. Les larmes ne sont pas indignes de l'homme dans de semblables occasions. Perdre un si illustre guerrier, dans un moment si critique, c'est une calamité nationale qui se fera sentir généralement. La patrie pleure son père. L'Être-Suprême qui dispose des choses d'ici bas, nous a privés de notre bienfaiteur. Il enlève à notre pays son plus bel ornement. Soumettons-nous aux volontés du Tout-Puissant dont la clarté qui l'environne éblouit nos foibles yeux.

» C'est avec un orgueil patriotique et un juste enthousiasme que nous contemplons Washington dans tous les événemens de sa vie. En le comparant aux héros les plus renommés, nous voyons sa gloire effacer tout ce qu'il y a de plus illustre dans l'antiquité et dans les siècles modernes. La grandeur s'est trouvée souvent alliée avec le crime. La renommée de Washington brille d'un éclat

qui n'est terni par aucune tache. Les destructeurs des nations sont humiliés par la majesté des vertus de cet illustre patriote. La vie de Washington semble leur reprocher l'ambition qui les a dévorés. Elle obscurcit la splendeur de leurs victoires. La scène du monde est fermée pour lui ; nous ne craignons plus qu'aucun malheur ne porte atteinte à sa gloire. Il a rempli sa tâche. Il emporte dans la tombe un nom respecté, un nom que la gloire a consacré en traits ineffaçables et dont l'envie ne pourra diminuer l'éclat. Favorisé par le ciel, il est mort sans avoir montré aucune des faiblesses attachées à l'humanité. Grand, magnanime à son heure dernière, l'obscurité du tombeau n'a pu rien ôter à la splendeur dont il étoit entouré.

» Tel s'est montré l'homme que nous pleurons aujourd'hui. Sa gloire brillera désormais d'un éclat que l'envie ne pourra ternir. Washington vit encore sur la terre ; il vit dans l'image de ses grandes actions ; son âme est maintenant dans le ciel.

» C'est à nous , qui sommes ses concitoyens , à consacrer la mémoire du grand général , de l'homme d'état animé d'un vrai

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

patriotisme , du sage exempt de toute foiblesse. Apprenons à nos enfans , et qu'ils n'oublient jamais , que les fruits des travaux de cet homme illustre et l'exemple glorieux qu'il a laissé , sont leur héritage. »

Le président répondit : « Je reçois avec les sentimens les plus respectueux et les plus affectionnés le témoignage de votre vive douleur au sujet de la perte que la nation vient de faire du citoyen le plus estimé , le plus chéri et le plus admiré.

» Parmi les réflexions que fait naître en moi ce triste événement , j'ai dû me rappeler les jours d'adversité qui ont donné tant d'éclat aux talens et aux vertus de Washington. Je l'ai observé dans la place la plus éminente et au sein de la félicité , et j'ai toujours remarqué avec admiration que , dans toutes les différentes vicissitudes de sa vie , sa sagesse , sa modération et sa constance ne se sont jamais démenties.

» De tous les citoyens qui s'associèrent les premiers dans cette ligue mémorable formée en 1774 , pour assurer la liberté de l'Amérique , Washington étoit le seul qui occupât encore une place dans le gouvernement géné-

ral des États-Unis. Nous restions seuls de cette illustre assemblée. Quoique plus foible que lui lorsqu'il a jugé qu'il étoit temps de se préparer à la retraite, c'est moi qui ai la douleur de lui survivre ; c'est moi qui suis privé d'un ami, d'un frère. Dans cette calamité j'éprouve cependant une grande consolation en voyant les citoyens de tout âge, de tout rang mêler leurs larmes avec les miennes.

» Que l'on compare les talens et les actions des hommes les plus célèbres dont parle l'histoire, la gloire de Washington n'en recevra que plus d'éclat. La royauté n'auroit pu qu'obscurcir la majesté des vertus qui, dans le rang de simple citoyen, l'environnoient d'une si grande lumière. S'il eût poussé plus loin sa carrière, la fortune auroit pu ternir sa gloire, mais seulement aux yeux de ces hommes superficiels qui dans les actions humaines ne regardent que le succès. Tous les efforts de l'envie, de la méchanceté se sont brisés contre les vertus sublimes de notre héros. Il avoit assez vécu pour sa gloire, mais si les vœux de ses concitoyens avoient pu être exaucés, il auroit été immortel pour faire toujours leur bonheur.

CHAP.

XIII.

1796

à

1799.

» L'exemple qu'il laisse au monde est un modèle où les magistrats, les citoyens et les hommes de tous les pays pourront étudier la pratique des vertus qui honorent le plus la nature humaine. Cet exemple servira de leçon à la postérité aussi long-temps qu'on lira notre histoire ; si Trajan a trouvé un Plin qui nous a transmis l'éloge le plus magnifique de ce sage empereur, Washington ne manquera jamais de biographe, de panégyriste, ni d'historien. »

Le comité des deux chambres assemblé pour régler tout ce qui étoit relatif aux honneurs que la nation devoit rendre à la mémoire de Washington, prit les résolutions suivantes qui furent adoptées unanimement :

« *Le sénat et la chambre des représentans de l'Amérique assemblés en congrès, décrètent : 1<sup>o</sup>. Un monument en marbre sera érigé dans la ville de Washington aux frais des États-Unis, et placé dans le Capitole (1). La famille du général Was-*

(1) Le bâtiment où les deux chambres du congrès s'assemblent à Washington-cité s'appelle le *Capitole*; le congrès, lorsque Washington mourut, siégeoit encore à Philadelphie; il se transporta l'année sui-

hington sera priée de vouloir permettre que le corps de ce grand homme soit déposé dans ledit monument, où l'on représentera les grands événemens de sa vie politique et militaire.

1796

à

1799.

» 2°. Jeudi, 26 du mois, il y aura une procession funèbre depuis la salle du congrès jusqu'à l'église luthérienne allemande ; l'oraison funèbre sera prononcée ce même jour devant les deux chambres : le président du sénat et l'orateur de la chambre des représentans seront priés de nommer un des membres du congrès pour cette honorable fonction.

» 3°. On recommandera à tous les citoyens des États-Unis de porter pendant trente jours un crêpe au bras gauche.

» 4°. Le président des États-Unis sera prié d'adresser une copie de ces résolutions à madame Washington. Il l'assurera que le congrès aura toujours pour elle un profond respect, et qu'il partage la douleur qu'elle

vante à Washington. Au surplus, il faut dire que le monument n'a pas même encore été commencé, et le corps de Washington est encore déposé dans le caveau de Mont-Vernon.

CHAP.  
XIII.

1796

à

1799.

éprouve. Il la pria de permettre que la déponille mortelle du général Washington soit déposée dans le monument qui a été décrété.

» 5°. Le président des États-Unis, par une proclamation, donnera connoissance au peuple de la résolution mentionnée dans l'article 3 du présent décret. »

Quand madame Washington reçut la lettre du président Adams, par laquelle il lui faisoit part de la résolution prise par le congrès relativement au corps du général Washington, elle répondit en digne épouse d'un si vertueux citoyen.

« Instruite par le grand modèle que j'ai eu long-temps sous les yeux, à ne jamais opposer mes désirs particuliers à la volonté publique, la demande du congrès est un devoir pour moi, quelque grand que soit le sacrifice. »

Les honneurs que le gouvernement rendit à Washington ne furent pas les seuls dont on s'empressa de lui payer le juste tribut. Dans toute l'étendue du territoire de la République, les citoyens exprimèrent par toutes sortes de témoignage leur douleur et leur

reconnoissance; on auroit cru voir une grande famille qui pleuroit la perte d'un père chéri.

Le peuple, avant d'avoir appris la résolution du congrès qui invitoit au deuil général, s'assembla de son propre mouvement, et témoigna son admiration et sa reconnoissance pour les services importans de Washington. On prononça des discours, on fit des sermons, on composa des élégies sur une mort qui répandoit partout le deuil et la consternation. Les talens les plus distingués se signalèrent dans cette triste circonstance. On fit pour sa mémoire ce que la richesse et la puissance ne peuvent commander. Aux marques publiques d'honneur dont nous avons vu que Washington a été comblé pendant sa vie, il faut en ajouter beaucoup d'autres qui lui ont été décernées par les particuliers comme par un consentement unanime. Il a vu donner son nom à une multitude d'enfans. Des personnes de la classe la plus humble, qui n'avoient jamais vu Washington, et qui n'attendoient aucune faveur de lui, donnoient ces marques publiques de leur vénération pour le sauveur, le bienfaiteur de leur pays. Un nombre inconcevable de villes, des villages, des dis-

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

tricts, des comtés, des collèges, ainsi que d'autres établissemens publics l'ont reçu au point que ce n'est plus une distinction de le porter. Les navigateurs l'ont donné à des îles et à des régions nouvelles, et l'ont porté jusqu'aux extrémités du globe.

Après avoir peint le caractère et les talens de Washington, il reste à décrire sa personne. Il se faisoit remarquer par une taille fort au-dessus de l'ordinaire. L'air des montagnes, l'exercice dans un pays découvert, les fatigues salutaires de la chasse, les plaisirs de la vie champêtre l'avoient fortement développé. Il étoit bien proportionné et offroit des mouvemens gracieux. Son extérieur donnoit l'idée de la force réunie à cette grâce noble et pleine de dignité qui convient à l'homme. Son port, rempli de majesté, commandoit le respect. Il étoit d'une constitution saine et robuste, propre à soutenir les plus grandes fatigues. Ses passions, naturellement violentes, exigeoient beaucoup de force pour être réprimées. C'est contre elles qu'il lui fallut d'abord combattre; c'est sur elles qu'il eut à remporter ses premières victoires. Avant de se charger de commander aux autres, il

avoit appris l'art de commander à soi-même. Les facultés de son esprit étoient plus solides que brillantes. Son jugement se faisoit surtout remarquer. Il n'avoit aucune prétention à la vivacité, à l'esprit et aux saillies de l'imagination. Pour le caractère de son esprit, on pourroit le comparer à Bacon, Locke, Aristote et Newton : mais on n'y trouveroit rien d'analogue à ce genre d'esprit qui distingue Voltaire. La justesse de ses idées, la profondeur de son raisonnement, le rendoient plus propre que beaucoup d'autres à remplir les postes éminens auxquels la Providence l'appeloit. Car les talens qui ont un grand éclat ne sont que trop souvent accompagnés des écarts d'une imagination déréglée.

Washington ne s'attachoit qu'au vrai, et à l'utile. Ses efforts pour y parvenir étoient presque toujours heureux. Il méditoit longtemps ; il examinoit de près et sous toutes les faces l'objet sur lequel il devoit décider. La passion, l'esprit de parti, l'orgueil, le préjugé, l'ambition ni l'intérêt ne pouvoient influencer sur ses déterminations. Dans les grandes occasions, lorsqu'il s'agissoit du salut de l'armée et de l'existence même de la nation, il

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

cherchoit partout des lumières; il réfléchissoit jour et nuit (1) sur la question qu'il avoit à résoudre, et il en examinoit attentivement tous les rapports. Conduit par ces clartés et n'ayant que de bonnes intentions, ce grand homme parvenoit à des résultats dictés par la sagesse et la prudence. Peut-être il n'a jamais existé quelqu'un qui ait eu aussi souvent à délibérer dans des circonstances les plus épineuses et dont le jugement se soit montré aussi infaillible. Lancé de bonne heure dans la carrière politique, Washington connoissoit les hommes et tous les moyens de traiter avec eux. Parmi un nombre infini de personnes qu'on lui présentoit il savoit choisir celle qui étoit le plus capable de répondre à ses vues.

Comme militaire, il étoit doué d'un cou-

(1) Dans une lettre au général Knox, écrite après la guerre de la révolution, Washington s'exprime ainsi : « Quelque étrange que cela puisse paroître, il est néanmoins très-vrai que je n'ai pu quitter que bien tard l'habitude de réfléchir le matin sur ce que je devois faire le jour suivant. J'étois ensuite fort surpris en rentrant en moi-même, de voir que je n'étois plus un homme en place et que je n'avois aucune part aux affaires publiques. »

rage et d'une fermeté qu'aucun danger, aucune difficulté ne pouvoit abattre. Sa persévérance surmontoit tous les obstacles : sa modération lui concilioit bientôt les opposans ; et son génie étoit inépuisable en ressources. Il savoit vaincre en temporisant, et conquérir les éloges en se mettant au-dessus de la censure qui s'attache ordinairement à ce genre de conduite. Les ennemis l'emportoient sur lui pour le nombre, l'équipement et la discipline des troupes, mais ils n'en retirèrent pas de grands avantages. Washington, quoique peu favorisé sous tous ces rapports, ne laissa échapper aucune occasion de porter un coup décisif. Dans le moment le plus critique, sa prudence et sa fermeté sauvèrent la nation.

---

 1796  
à  
1799.

L'histoire, dans tout le cours des siècles, n'offre aucun caractère qui puisse exciter comme celui de Washington une admiration sans mélange. Ses bonnes qualités étoient si heureusement assorties qu'elles produisoient un ensemble parfait.

L'intégrité de Washington fut toujours incorruptible. Jamais des passions indignes de l'honnête homme, jamais des vues personnelles, ne purent le faire dévier des principes

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

de la probité la plus rigide. Ses motifs réels et ostensibles ne différoient point. N'ayant que des vues droites, il n'usoit que de moyens avoués par l'honneur et la vertu. Politique sans artifice, dans ses écrits et ses discours il se montrait sincère à l'égard de ses concitoyens et des nations étrangères. Sa conduite marquoit la ligne de séparation qui existe entre la sagesse et la ruse ; elle prouvoit bien la vérité de cette maxime : « que l'honnêteté est la meilleure politique. »

L'instruction de Washington étoit d'un genre particulier. Sans avoir passé par les formes ennuyeuses des écoles ordinaires, un goût pur, un jugement sain, l'avoient conduit aux grands objets de la science, quoique privé des moyens qui sont nécessaires pour former aux affaires publiques. En étudiant avec soin la langue anglaise, en lisant assidûment les auteurs qui ont laissé des modèles du beau, Washington s'étoit fait un style pur, élégant et classique. Ses écrits sont pleins de nerf, d'idées fortes, exprimées avec précision et énergie. Ses réponses improvisées aux adresses qu'on lui présentait de toutes parts étoient toujours appropriées aux

circonstances. Ses lettres, ses adresses au congrès lorsqu'il accepta et lorsqu'il remit sa commission de général en chef; ses ordres généraux en qualité de commandant en chef; ses discours et ses messages lorsqu'il étoit président; enfin par dessus tout les deux adresses par lesquelles il fit ses adieux au peuple des États-Unis, seront des monumens éternels de sagesse et d'éloquence.

Le sort de plusieurs hommes illustres a été de montrer de grandes vertus, mais éclipsées par des vices aussi grands. L'âme de Washington appartenoit à une autre classe. Plein de religion, mais sans austérité, ayant de la dignité sans orgueil, modeste sans trop se défier de ses talens, courageux sans témérité, d'une politesse exempte d'affectation, affable sans familiarité, Washington réunissoit dans un degré éminent toutes les qualités qui ont droit aux suffrages des hommes. Sa conduite dans la vie privée peut supporter l'examen le plus sévère aussi bien que toutes ses démarches dans l'administration des affaires publiques. Exact dans tous ses engagements il les remplissoit avec scrupule, il ne se permettoit pas le moindre plaisir qui pût l'écartier

CHAP.  
XIII.

1796

à

1799.

de son devoir. La tempérance, l'esprit d'ordre, et l'art d'économiser le temps, régloient l'emploi de ses journées. Il observoit régulièrement tout ce que prescrit le culte public. Dans tous les actes du gouvernement qu'il étoit chargé de publier, on le voit toujours plein d'une religion sincère reconnoître et implorer cette divine providence qui dispose à son gré des hommes et des empires.

Washington eut à faire des soldats de ces hommes libres qui apportoit dans les camps les idées les plus exagérées de l'égalité. D'un côté une armée mourant de faim, de l'autre des paysans irrités à qui l'on enlevoit leurs récoltes à la pointe de la baïonnette : c'est dans une position si embarrassante que ce général sut également concilier ce qu'exigeoient les besoins du soldat et la protection qu'il devoit au cultivateur ; ainsi il mérita l'approbation générale. La rivalité régnoit entre les troupes du Nord et celles du Midi. Les divers États qui avoient fourni leurs milices pour composer l'armée, étoient divisés par les intérêts et par les opinions sur beaucoup de points. Quelle adresse, qu'elle prudence ne falloit-il pas employer pour rappro-

cher des élémens si discordans, et prévenir des chocs funestes ? C'est dans ce moment difficile que le général Washington déploya toutes les ressources de son esprit et tout l'ascendant de ses vertus.

L'égalité d'âme , cette qualité si rare , brilloit dans Washington du même éclat dans les temps d'orage et dans les jours sereins de la prospérité. Il se montra le même lorsqu'il faisoit sa retraite à travers le Jersey avec les restes d'une armée défaite , poursuivi par un ennemi victorieux , et lorsqu'il marchoit en triomphe au milieu de Yorktown dont il venoit d'abattre les fortifications. Les honneurs , les applaudissemens que lui prodiguoient ses concitoyens auroient enivré tout autre homme ; mais son âme toujours modérée , toujours exempte de passions , ne fut jamais agitée d'aucun mouvement déréglé. Dans la société il n'exigeoit aucune marque d'honneur , aucune déférence. Il recevoit avec reconnoissance les égards qu'on lui témoignoit , et il y répondoit avec cette politesse attentive qui distingue l'homme bien élevé.

Le patriotisme de Washington étoit aussi

CHAP.  
XIII.1796  
à  
1799.

ardent que pur , et tout-à-fait exempt de calcul et d'ambition. Il n'étoit pas du nombre de ces patriotes bruyans qui , ayant toujours à la bouche les mots de patrie , de nation , de bonheur du peuple , ne pensent au fond qu'à s'aggrandir. Washington aimoit sincèrement son pays. Il se croyoit obligé de lui consacrer ses talens , sa fortune et sa vie même lorsqu'il étoit en danger ou qu'il invoquoit ses services.

La liberté avec des lois , les droits de l'homme avec l'action d'un bon gouvernement , voilà les objets que chérissoit Washington , et qui lui paroisoient les bases les plus solides du bonheur des nations. Il étoit dévoué aux principes d'égalité consacrés par la constitution de son pays ; mais il croyoit en même temps que la liberté ne pouvoit se maintenir que par le concours de l'autorité des lois et d'un gouvernement énergique. Washington trouvoit une grande différence entre une république dont les pouvoirs sont sagement balancés et une démocratie tumultueuse où souvent une faction usurpe le nom respectable du peuple. La différence lui paroisoit encore plus grande

entre un patriote et un démagogue. Rien n'égaloit son respect pour l'opinion quand elle étoit énoncée avec calme et délibération ; mais il n'avoit aucun égard pour des sentimens dont l'expression étoit l'effet d'une fermentation souvent aussi passagère que violente. Il attendoit patiemment alors que la nation reprît sa tranquillité ; et malgré les préventions du moment , il avoit le courage de prendre le parti qui lui paroissoit le plus analogue aux vrais intérêts de la nation. Jamais on ne le vit sacrifier à la popularité. S'agissoit-il de son devoir ? il s'exposoit même sans crainte à perdre cette affection générale qu'il avoit si légitimement gagnée.

Pendant que la guerre ravageoit l'Europe , les Etats qui étoient aux prises paroissoient ne vouloir point souffrir d'Etats neutres. La violence ou l'intrigue pensèrent entraîner l'Amérique dans le tourbillon des affaires européennes. Les opinions qui étoient divisées rendoient encore le péril plus pressant. Pour prévenir les malheurs que l'enthousiasme pouvoit produire , il falloit un gouvernement modéré , mais inflexible. Dans ces mo-

CHAP.  
XIII.

1796

à

1799.

mens critiques , Washington ne fut jamais détourné de la route que lui traçoient les intérêts des États-Unis. L'Amérique fixoit toute son attention , et l'Amérique lui sembloit avant tout avoir besoin de la paix. Les factions intérieures, les menaces du dehors s'efforcèrent vainement de l'ébranler. Ce digne magistrat, calme au milieu de l'orage , les yeux toujours fixés vers le port , sut résister à tout. Ce fut par de sages négociations qu'il tâcha de faire cesser les injustes agressions de l'Angleterre et de la France , plutôt qu'en leur déclarant la guerre. Washington , en traitant avec ces puissances , conserva l'attitude ferme qui convenoit au chef d'un État libre ; il sut maintenir la tranquillité de son pays en se faisant respecter. Toutes les nations étoient pour lui amies en temps de paix , ennemies pendant la guerre. Il oublia les anciens sujets de haine lorsque ce souvenir pouvoit s'opposer au bien de la patrie , de même qu'il fit taire la reconnoissance quand on voulut s'en autoriser pour entraîner sa nation dans les malheurs de la guerre.

Le but vers lequel tendit constamment Washington , ce fut de mettre son pays à

l'abri de l'injustice des nations étrangères en lui laissant prendre des forces, en lui donnant les moyens propres à punir ceux qui l'attaqueroient sans cause légitime. La défense du commerce, le soin des fortifications, de nos ports de mer, l'organisation d'une force militaire convenable à un grand Etat, occupoient toute son attention. Il favorisoit l'augmentation graduelle des troupes et toutes les institutions dont l'objet est de former les jeunes gens dans l'art militaire. A ses yeux, la guerre étoit un malheur affreux auquel on ne devoit s'exposer que pour défendre l'honneur et la sûreté de l'État. Il croyoit qu'on ne pouvoit en éviter les fléaux qu'en pratiquant avec scrupule les devoirs qu'impose la justice à l'égard des autres nations, et en leur ôtant ainsi tout sujet de plainte. Sa politique étoit d'observer fidèlement les traités, de réparer toutes les injustices qu'on avoit pu commettre, et d'insister vivement sur toutes les réparations qu'on pouvoit légitimement demander. Enfin sa maxime étoit qu'il falloit par sa conduite viser toujours à mettre le tort du côté des autres.

La justice, l'humanité, la bienfaisance pré-

CHAP.  
XIII.1796  
à  
1799.

sidèrent toujours aux négociations de Washington avec les tribus indiennes. Son autorité, son influence empêchèrent les Américains de la frontière de commettre des violences et des injustices envers elles. Pour subvenir à leurs besoins, pour éviter qu'on ne les trompât dans les échanges, il pressoit le congrès de former des établissemens de commerce dans leur pays. Au moyen de ces établissemens, où le gouvernement leur auroit vendu de la première main et à leur juste valeur les marchandises qui leur étoient nécessaires, les Indiens n'auroient plus été exposés aux pièges de la cupidité. Les comptoirs cependant ne devoient pas exclure le commerce libre, mais ils devoient en écarter la fraude : ces sages mesures étoient le moyen de préparer les voies pour parvenir à civiliser ces peuples barbares.

Quand Washington fut porté à la présidence des États-Unis, il n'y avoit pour ainsi dire point de gouvernement : une fois mis à la tête de l'administration formée par la constitution que la nation s'étoit donnée, il résolut de faire respecter l'autorité des lois. Par une conduite ferme il établit l'ordre par-

tout. Il n'y eut qu'une exception : les habitans de l'ouest dans la Pensylvanie prirent les armes pour s'opposer à la loi qui établissoit un impôt sur les eaux-de-vie de grain. Washington se montra inflexible dans cette circonstance. Son opinion fut que rien ne devoit arrêter les mesures nécessaires pour faire rentrer le peuple dans l'obéissance, et donner aux lois toute leur vigueur. Pour atteindre ce but si important dans un gouvernement qui vient de naître, il se mit à la tête d'une force assez respectable pour que les rebelles ne pussent avoir l'audace de s'y opposer. Les insurgés furent dispersés ; la paix et l'ordre se rétablirent sans qu'il y eût de sang répandu. Les citoyens furent convaincus de la nécessité d'être soumis aux lois, et Washington imprima à toutes les parties de l'administration la fermeté et la vigueur de son caractère.

Ayant terminé tout ce qu'il avoit en vue lorsqu'il étoit rentré dans la carrière des affaires publiques, il donna pour la seconde fois un exemple rare en descendant volontairement de la première place de l'Etat, et l'on peut dire de l'univers, celle de chef d'un

---

1796  
à  
1799.

CHAP.  
XIII.1796  
à  
1799.

peuple libre élu par les suffrages unanimes de ses concitoyens. Son âme étoit supérieure au désir de commander ; il n'avoit pris les rênes du gouvernement , et il n'en soutenoit les travaux que pour faire le bonheur de son pays.

Maîtres du monde ! apprenez par l'exemple de Washington en quoi consiste la véritable gloire. Bornez votre ambition ; ne voyez dans votre pouvoir que l'obligation de faire le bien : donnez la paix au monde , et préparez-vous ces plaisirs délicieux dont une vie consacrée au bonheur de l'humanité est une source intarissable.

Citoyens des États-Unis , tant que votre souvenir vous rappellera les vertus et les services de ce grand homme , portez vos pensées plus loin ; considérez l'enchaînement des choses d'ici bas : croyez que c'est une sage Providence qui , voulant votre bonheur , a fait naître ce héros , et l'a doué de toutes les qualités nécessaires pour être parmi vous la cause de tant de bien. Quel autre que lui auroit pu vous conduire avec succès à travers les dangers d'une révolution qui a mis les âmes à l'épreuve , et qui s'est terminée par votre liberté et votre indépendance ? Quel autre

que lui auroit pu vous donner un gouvernement lorsque la foiblesse du lien fédératif qui vous unissoit ne vous en laissoit que l'ombre? Quel autre enfin , triomphant de vos haïnes pour une nation, et de votre partialité pour une autre, auroit pu vous sauver d'une guerre terrible, quel que fut l'ennemi que vous vous fussiez donné?

Jeunes citoyens des États-Unis, apprenez, par l'exemple de Washington, ce que peuvent l'amour de l'étude et un travail assidu pour développer les talens et toutes les facultés de l'âme. Sans aucun avantage extraordinaire de naissance, de fortune, et même sans une éducation brillante, il s'est élevé au premier rang dans le temple de la Renommée. Vous ne pouvez pas tous commander des armées ni exercer la première magistrature ; mais vous pouvez acquérir les vertus qui ont illustré sa vie privée, et qui lui ont mérité, comme citoyen, l'estime universelle. Aussi habile à conduire la charrue qu'à manier l'épée, il croyoit qu'une vie oisive étoit ce qu'il y avoit de plus honteux, que l'homme ne pouvoit s'élever à la perfection que par un emploi actif de ses facultés. Washington,

CHAP.  
XIII.

1796

à

1799.

CHAP.  
XIII.

1796  
à  
1799.

dans la vie privée , étoit aussi aimable qu'il étoit vertueux : il y paroissoit aussi grand que sur le théâtre des affaires publiques. Il n'a vécu que pour remplir tous les devoirs du magistrat, du citoyen, et de l'homme. Pendant plus de quarante ans de mariage , la régularité de sa conduite a fortifié l'influence des bonnes mœurs. Il étoit plus heureux au sein de sa famille qu'au milieu des camps et dans la pompe de la suprême autorité. Enfin sa vie offre à la fois un modèle aux guerriers , aux politiques, et aux simples particuliers ; il présentoit la réunion de toutes les grandes qualités et de toutes les vertus.

*Tout considéré , c'étoit un grand homme : jamais son semblable ne s'offrira à nos regards. SHAKSPEARE.*

F I N.

---

# APPENDIX.

N<sup>o</sup>. I, page 221.

*Adresse et pétition des Officiers de l'armée américaine, aux États-Unis assemblés en congrès.*

Nous, officiers de l'armée des États-Unis, agissant pour nous et pour nos camarades les soldats, demandons humblement la permission de mettre sous les yeux de l'assemblée qui constitue le pouvoir souverain des États-Unis, la situation pénible dans laquelle nous nous trouvons.

C'est avec la plus grande peine que nous nous sommes vus aujourd'hui dans la dure nécessité de nous adresser à ce corps auguste pour des affaires pécuniaires. D'une année à l'autre, nous avons été entraînés dans toutes sortes d'embarras; nous avons lutté contre des privations de tout genre, toujours dans l'espoir de voir bientôt le terme de nos maux. Vaine illusion. Notre position devient tellement pénible que plusieurs d'entre nous ne peuvent absolument aller plus loin. Dans cette nécessité nous nous adressons au congrès pour obtenir du soulagement.

Nos maux ont de beaucoup surpassé ceux

qu'ont soufferts les autres citoyens de l'Amérique; mais si l'on en doutoit il ne faudroit que jeter un coup d'œil sur les comptes du payeur général dans le cours des quatre dernières années. On objectera que les Etats ont fait des établissemens et donné des sûretés pour le paiement de ce qui étoit dû relativement à une partie de ce temps. Nous demandons que la valeur actuelle de ces obligations nominales soit fixée par les banquiers et agens de change, et l'on verra que cette valeur se réduit à bien peu de chose. Cependant quelque peu d'argent qu'on puisse se procurer avec ces obligations, plusieurs d'entre nous ont été obligés de s'en défaire pour fournir à la subsistance de leurs familles.

Nous nous plaignons de ce qu'on nous a présenté seulement de vaines apparences, tandis que d'autres recueilloient ce qu'il y avoit de réel. Notre situation nous force de remonter à la cause de notre extrême pauvreté. Les citoyens murmurent; ils se plaignent des impôts excessifs dont ils sont chargés; ils sont étonnés qu'aucune partie de ces sommes ne parvienne à l'armée. Les nombreuses demandes de la part des personnes placées entre les premiers collecteurs et les soldats, absorbent tout. Notre détresse est au comble. Nous avons souffert tout ce que des hommes peuvent supporter. Nos propriétés ont été réduites

duites à rien; nos ressources particulières sont épuisées; nos amis ne répondent plus à nos demandes, tant nous les avons fatigués. Nous prions très - instamment et avec sollicitude le congrès d'accorder à l'armée, le plutôt possible, un secours en argent. La détresse des soldats privés de leur paie excite un mécontentement qui peut à la fin devenir dangereux. La ration des subsistances qu'on leur avoit promise consistoit en certains articles spécifiés pour l'espèce et pour la qualité. Cette ration, sans en pénétrer le motif, et sans aucun rapport à la santé des soldats, a été souvent changée, selon que le besoin ou la commodité le suggéroit. Dans ces changemens, le soldat a presque toujours perdu de sa subsistance. D'après vérification, sept ou huit dixièmes au plus ont été fournis. Pendant quelque temps on a payé pour ce qui avoit été retenu. Mais ce soin est devenu bientôt incommode à ceux qui en étoient chargés, et alors on a cessé d'avoir égard à ce qui étoit dû au soldat. De temps en temps on a bien donné quelque petite gratification, mais sans aller plus loin. Quant aux officiers, pendant un an et plus, on a compensé ce qui leur étoit dû par une ration extraordinaire. Il y a plusieurs années que les comptes de nos rations retenues n'ont point été réglés. Il

leur est dû sur cet article et sur le fourrage une somme considérable.

L'habillement étoit une autre partie du salaire des soldats. Les arrérages des comptes, pendant l'année 1777, ont été payés en monnaie continentale, quand le dollar valoit environ quatre sous. L'arriéré pour les années suivantes n'est pas liquidé. Nous craignons bien que l'armée ne soit la seule qui s'occupe de cet objet important. Toutes les fois qu'il y a eu un manque réel de moyens, soit par un mauvais système d'administration, ou par quelque négligence dans l'exécution, c'est toujours nous qui avons souffert la faim, la nudité, c'est toujours nous qui avons languï dans les hôpitaux. Nous demandons qu'on règle définitivement le compte de tout ce qui nous est dû; qu'on en paie la plus grande partie possible, et pour le reste on prendra des arrangemens. Alors l'armée n'éprouvera plus d'inquiétudes, elle se confiera à la justice et à la générosité des représentans de la nation. On rétablira le crédit public, objet d'une si grande importance. Nous sommes affectés de voir la triste position de nos camarades retirés du service avec la demi-paie, d'après la résolution du congrès de 1780; non-seulement ils n'ont aucune provision effective, mais ils sont encore poursuivis par la calomnie. Un tel état n'est pas fort encourageant

pour nous qui tôt ou tard nous retirerons comme eux. La justice, la reconnoissance, la saine politique, exigent donc qu'on s'occupe du sort de ces militaires et qu'on mette fin aux maux dont ils se plaignent. Nous regardons l'acte du congrès relatif à la demi-paie comme une récompense aussi honorable que juste; elle étoit due à plusieurs années du service le plus pénible, pendant lesquelles ces officiers ont sacrifié leur fortune et leur santé. Nous voyons avec chagrin sous quel point de vue odieux les citoyens de plusieurs de nos États veulent placer les officiers qui ont droit à ce traitement. Nous croyons, pour l'honneur de la nature humaine, qu'il n'est personne, quelqu'ingrat qu'il soit, qui ne convienne combien cette récompense est juste. Nous avons lieu de croire que toutes les objections qu'on fait ne concernent que le mode adopté pour cet objet. Pour prévenir toute dispute et toute distinction qui pourroit troubler l'harmonie que nous désirons voir régner dans toutes les parties de la république, nous sommes disposés à échanger cette demi-paie qui a été garantie par le gouvernement, pour une paie entière pendant un certain nombre d'années, ou pour une somme en total, ainsi qu'il sera réglé par le comité chargé de présenter cette adresse. Nous demandons aussi que les officiers hors d'état de servir ainsi

que les soldats invalides, les veuves et les orphelins de ceux qui ont péri ou qui dans la suite périront au service de leur pays, soient compris dans ces dispositions. Nous désirons encore qu'on assigne quelque mode pour le paiement éventuel des soldats qui sont l'objet de la résolution du congrès datée du 15 mai 1778. L'armée ne fait aucun doute que le congrès ne s'occupe sérieusement de ce qui est exposé dans l'adresse que nous lui présentons, et ne le juge digne de toute son attention. Ce seroit un crime aux officiers de cacher le mécontentement général qui s'augmente de jour en jour dans l'armée. Depuis sept ans les maux de tout genre dont elle est accablée l'ont mise dans un état où rien ne peut accroître ses calamités. Le congrès est donc supplié de vouloir bien prouver à l'armée et à l'univers entier que l'indépendance de l'Amérique n'aura pour base la ruine d'aucune classe particulière de ses habitans, et que l'on fera droit aux plaintes ci-dessus détaillées.

H. KNOX, major-général ; JOHN PATERSON, brigadier général ; J. GREATON, colonel ; H. MAXWELL, lieutenant-colonel, *armée de Massachusetts.*

JOHN HUNTINGTON, brigadier-général ; H. SWIFT, colonel ; SAMUEL B. WEBB,

colonel; E. HUNTINGTON, lieutenant-colonel, *armée de Connecticut.*

P. CORTLANDT, colonel des troupes de New-York.

JOHN N. CUMMINGS, lieutenant-colonel, *armée de Jersey.*

WILLIAM SCOT, major, *armée de New-Hampshire.*

WILLIAM EUSTIS, chirurgien d'hôpital, *pour l'Hôpital général.*

MOSES HAZEN, brigadier-général, *cantonnement de la rivière d'Hudson.*

Décembre 1782.

~~~~~  
N°. II, page 254.

*Adresse du général Washington aux armées des Etats-Unis, pour leur faire ses adieux.*

Rocky-Hill, près Princeton,

2 novembre 1783.

Les États-Unis, assemblés en congrès, après avoir donné les témoignages les plus honorables de leur satisfaction aux armées confédérées, après leur avoir présenté les remerciemens de leur pays pour tant et de si grands services, ont cru devoir licencier tous les soldats engagés pour la

guerre. Par leur proclamation datée du 18 octobre dernier ils permettent, à dater d'après-demain, aux officiers en congé de se retirer du service. Cette proclamation a été communiquée par la voie des papiers publics. Le dernier devoir du général est de faire ses adieux aux armées des États-Unis; il s'exprimera avec toute l'affection qu'il a pour elles.

Avant que le commandant en chef se sépare pour toujours de ceux qu'il chérit si tendrement, il demande qu'il lui soit permis de jeter quelques regards sur les événemens passés. Il fera voir à ses amis quelle perspective se présente devant eux, et quel plan de conduite ils doivent suivre pour l'avenir. Il terminera par le témoignage de sa reconnaissance pour les grands services qu'il en a reçus dans l'entreprise difficile et périlleuse dont les armées étoient chargées.

L'heureux succès d'une guerre qui avoit pour but d'assurer notre liberté et notre indépendance, succès qui a couronné nos vœux beaucoup plutôt que nous ne pouvions l'espérer, doit nous remplir d'étonnement et de reconnaissance. Nous ne pourrons jamais oublier les circonstances pénibles dans lesquelles nous avons pris les armes, et partout on reconnoît les marques éclatantes de la protection visible que le Ciel nous a accordée. La constance sans exemple avec laquelle

les armées ont souffert les maux de tout genre , les privations les plus pénibles , pendant l'espace de huit ans , tient du prodige.

Les bornes d'une adresse ne me permettent pas de détailler tous nos maux : la faim, la nudité et toutes les horreurs du besoin ont exercé la patience des soldats pendant la saison la plus rigoureuse ; enfin je ne rappellerai point à notre mémoire ces jours de tristesse où tout s'offroit à nos regards sous l'aspect le plus sinistre.

Maintenant chaque officier , chaque soldat des armées américaines trouve une grande consolation de toutes les peines qu'il a essuyées dans le souvenir des événemens extraordinaires dont il a été le témoin ; il se rappellera toujours la part qu'il a eue aux actions immortelles qui ont affermi la république sur une base inébranlable. Jamais les fastes de l'histoire n'ont offert ni n'offriront de semblables succès avec d'aussi foibles moyens et tant d'obstacles à surmonter. Dans quel pays a-t-on vu se former sur-le-champ des armées disciplinées et aguerries , composées d'hommes à qui les travaux militaires étoient tout-à-fait étrangers ? auroit-on pu croire que toutes les préventions , toutes les animosités locales , cesseroient si promptement ; que des hommes venus de diverses parties du Continent , disposés entre eux à se mépriser mutuellement et à se quereller ,

présenteroient bientôt une réunion d'amis et de frères? Il faut s'être trouvé soi-même sur le théâtre de la guerre pour se rendre raison de la marche étonnante de la révolution de l'Amérique jusqu'au terme glorieux où nos travaux ont été couronnés.

On reconnoît universellement qu'il est impossible d'exprimer les innombrables bienfaits qui doivent être la suite de notre souveraineté et de notre indépendance. Les braves citoyens qui, au péril de leur vie, ont contribué à faire triompher notre cause, en quittant les travaux militaires pour les travaux de la campagne, ne vont-ils pas jouir de tous les biens que la liberté doit répandre sur leur patrie? Dans une république ainsi constituée qui peut les priver de leurs droits de citoyens, ou les dépouiller des fruits de leurs peines? Dans un pays si avantageusement situé, le commerce, l'agriculture, vont ouvrir à l'industrie des routes multipliées pour parvenir aux richesses. Ces soldats accoutumés à braver les dangers trouveront dans la pêche une occupation convenable à leur vie active et à leur courage. Les fertiles régions de l'Ouest offriront un heureux asile à ceux qui, charmés des douceurs qu'on goûte au sein de sa famille, voudront vivre indépendans en cultivant leurs domaines. On ne peut penser qu'aucun des États-Unis puisse pré-

férer une banqueroute nationale et la dissolution du corps fédératif au paiement de ce qui sera exigé par le congrès pour l'acquit des dettes du gouvernement. Ainsi les officiers et les soldats trouveront un secours assuré en reprenant leurs occupations civiles, puisque les sommes qui leur sont dues par le trésor public seront fidèlement acquittées.

Pour parvenir à un but si désirable, pour écarter toutes les préventions auxquelles les citoyens des États-Unis ont pu se livrer, on recommande expressément à tous les militaires d'être inviolablement attachés au système de l'union et de porter dans la société civile les dispositions les plus pacifiques avec cet esprit de conciliation qui leur assurera l'amitié de tous leurs concitoyens. Ainsi ils prouveront qu'ils savent unir les vertus qui distinguent le citoyen à celles qui mènent le soldat à la victoire. S'il se trouvoit quelque individu qui par avarice et par égoïsme refusât de payer le tribut dû au mérite, qu'une conduite si répréhensible ne porte point le militaire à dire des injures, ni à sortir de cette modération qui doit lui servir de règle. Qu'on se souvienne que la grande multitude des citoyens a librement promis de récompenser les services de l'officier et du soldat, et sera toujours disposée à donner à la valeur les éloges qu'elle mérite. La malveillance ne peut

rien contre la réputation des armées confédérées. Des guerriers illustrés par d'honorables actions auront toujours devant les yeux la dignité de leur caractère. Ils seront convaincus que l'économie, la prudence, l'industrie et toutes les vertus privées, ne les rendront pas moins aimables dans la vie civile que la valeur, la fermeté, la patience ne les ont rendus admirables sous les drapeaux de Mars. Le bonheur de l'officier et du soldat dépend de la conduite qu'ils tiendront lorsqu'ils seront mêlés avec leurs compatriotes. Le général en chef a souvent eu l'occasion de s'expliquer ouvertement sur notre système politique. Son opinion invariable est que l'honneur, la dignité, la justice, qui doivent caractériser la nation, sont perdus pour toujours si l'on ne soutient les principes du gouvernement fédératif, si l'on ne resserre de plus en plus les liens de l'union. Le général en chef recommande à chaque soldat et officier d'unir tous leurs efforts à ceux des citoyens vertueux, pour affermir les bases sur lesquelles l'existence et la prospérité de la nation se trouvent posées.

Le commandant en chef est persuadé que pour le soldat, le passage de la vie militaire à celle du citoyen est sans difficulté. Qu'il maintienne cette conduite ferme et décente qu'il a montrée dans toutes les circonstances pendant le cours de la

guerre. Le bon sens, la prudence, les vertus par lesquelles le soldat s'est éminemment distingué, doivent donner les plus grandes espérances pour l'avenir. Le général, en félicitant ses braves compagnons d'armes sur l'événement heureux qui a mis un terme aux hostilités, les prie d'agréer ses remerciemens pour le zèle avec lequel ils ont secondé les efforts qu'il a faits dans une guerre où les intérêts les plus chers de la nation étoient compromis. Il remercie de la manière la plus affectueuse les officiers généraux qui, par leur habileté et les sages conseils qu'ils ont donnés dans les circonstances les plus critiques, ont essentiellement contribué au triomphe de la république en assurant le succès des plans que le général avoit adoptés. Les officiers qui ont porté ses ordres ont droit aux plus grands éloges par l'ardeur et la promptitude avec laquelle ils se sont acquittés de leurs devoirs. Enfin la patience des soldats, leur résignation au milieu des souffrances de tout genre, et la bravoure qu'ils ont déployée dans toutes les occasions leur garantissent une gloire immortelle et la juste reconnaissance de leur patrie. Le général assure de son attachement inviolable toutes les divisions de l'armée. Il déclare à tous les soldats qu'il se trouveroit heureux au-delà de toute expression s'il pouvoit à l'avenir être utile à chaque individu qui a pris les armes

pour une si belle cause. Il se flatte qu'on lui rend la justice de croire que relativement aux intérêts de l'armée il a déjà fait tout ce qui dépendoit de lui.

En terminant les fonctions militaires dont il étoit chargé, en adressant ses adieux aux armées qu'il a eu l'honneur de commander, le général en chef présente les officiers et les soldats à la reconnoissance de la nation. Il invoque pour eux la protection du dieu des armées. Puissent toutes les récompenses que les hommes peuvent donner et toutes les faveurs célestes se répandre sur ceux qui sous les auspices de la divine Providence ont assuré le bonheur d'un grand peuple! Le général en chef se retire du service et la carrière militaire est fermée pour lui.

---

N<sup>o</sup>. III.

*Nota.* Comme rien de ce qui peut faire entièrement connoître un homme tel que Washington ne doit être négligé, le lecteur verra sans doute avec intérêt cet extrait de son testament.

Il est assez long, écrit en entier de sa main et signé au bas de chaque page comme ces sortes d'actes l'exigent. Il dit qu'il a rédigé sa dernière volonté sans le secours d'aucun homme de loi, qu'il y a employé plusieurs heures de son loisir,

mais qu'il craint que cet écrit ne paroisse mal conçu et incorrect. « Cependant, ajoute-t-il, j'ai tâché dans tous les articles d'être clair avec autant de simplicité qu'il m'a été possible, même en m'exposant à être prolix et à me répéter, j'espère qu'il ne s'élèvera aucune dispute concernant mes dispositions. Si toutefois il en survenoit, ma volonté expresse est qu'on s'en rapporte à la décision de trois hommes connus pour leur probité et leur savoir. »

Il lègue une somme à l'académie d'Alexandrie, et demande qu'on emploie les cinquante actions de 100 liv. sterling chacune dans l'entreprise de la navigation de la rivière Potowmac, à établir une Université. On sait qu'il avoit refusé d'accepter ces actions à moins qu'on ne lui permît d'en disposer pour quelque objet d'utilité publique.

Parmi les présens qu'il fait, on remarque le don d'une paire de pistolets d'un travail fini, pris à l'ennemi dans la guerre de la révolution, lesquels il lègue au général La Fayette.

Il lègue sa terre de Mont-Vernon à son neveu le juge Bushrod Washington, dont les vertus rappellent chaque jour le souvenir de son oncle.

Washington avoit des nègres qui travailloient dans ses domaines. On sera curieux de savoir comment un homme qui avoit des idées si rele-

vées de la liberté, a traité ses esclaves dans sa dernière volonté. Voici comment il s'exprime à ce sujet et relativement à un mulâtre qui l'avoit servi avec fidélité.

« *Item.* A la mort de ma femme, ma volonté est que tous les esclaves qui m'appartiennent en propre reçoivent leur liberté. Quoique j'eusse désiré beaucoup les rendre libres du vivant de mon épouse, j'y trouve des difficultés insurmontables, attendu les mariages qui ont eu lieu avec des nègres et des négresses appartenant au douaire. Il est aisé de voir quelles suites fâcheuses pourroient en résulter, n'étant point en mon pouvoir d'affranchir les nègres du douaire d'après les lois qui les rendent parties de la propriété de mon épouse; et comme parmi ceux qui, suivant cet article de mon testament, doivent recevoir leur liberté, il peut s'en trouver qui pour cause de vieillesse ou d'infirmités ou toute autre raison ne peuvent fournir à leur entretien, ma volonté est qu'ils soient habillés et nourris convenablement pendant toute leur vie par mes héritiers. Ceux d'entre eux qui sont encore enfans et ne peuvent gagner leur vie, seront engagés, par jugement de la Cour du comté, jusqu'à l'âge de 25 ans. Dans le cas où l'on ne pourroit certifier leur âge, la Cour en décidera d'après l'inspection du sujet. Les nègres ainsi engagés ap-

prendront à lire et à écrire, et à exercer quelque métier qui puisse les faire vivre. Leurs maîtres ou maîtresses seront strictement tenus à cet article conforme aux lois de la Virginie qui ont pourvu à l'entretien des orphelins et autres enfans pauvres. Je défends expressément que sous quelque prétexte que ce soit on vende ou l'on transporte hors de la Virginie aucun des esclaves qui seront en ma possession au moment de ma mort. Je recommande très-expressément et très-solennellement à mes exécuteurs testamentaires ci-après nommés, ou à leurs survivans, d'accomplir ce que j'ai prescrit à l'époque assignée, sans aucune évasion, négligence ou délai, aussitôt après qu'on aura fait la récolte de l'année. Pour les esclaves âgés et infirmes on fera des fonds permanens, et l'on ne se siera point aux pensions incertaines que pourroient faire des individus relativement à cet objet.

« Quant à mon mulâtre *William*, qui se nomme *William Lee*, je lui donne sa liberté immédiatement, ou, s'il l'aime mieux, à cause des accidens qui lui sont arrivés et qui l'empêchent de marcher ou de se livrer à aucun travail, il restera dans la situation où il est actuellement. C'est à lui à choisir. Dans l'un ou l'autre cas, néanmoins, je lui accorde une annuité de 30 dollars pendant sa vie, annuité qui sera indépendante des vivres

et des habits qu'il est accoutumé de recevoir, dans le cas où il demeurera dans la situation où il est actuellement ; mais seulement avec sa liberté s'il préfère le premier parti. Je lui témoigne ma reconnoissance pour l'attachement qu'il m'a montré et pour ses fidèles services pendant la guerre de la révolution. »

Washington date son testament du neuf juillet de l'an mil sept cent quatre-vingt-dix, la vingt-quatrième année de l'indépendance des États-Unis (1).

Il ne sera pas indifférent de savoir ce que Washington a laissé de fortune : d'après ce tableau il possédoit,

Dans la Virginie,..... 9,744 acres de  
terre.

Sur la rivière Kanahwa..... 22,400

Dans le Maryland..... 1,119

La Pensylvanie..... 234

Dans les pays au nord-ouest

de l'Ohio..... 3,251

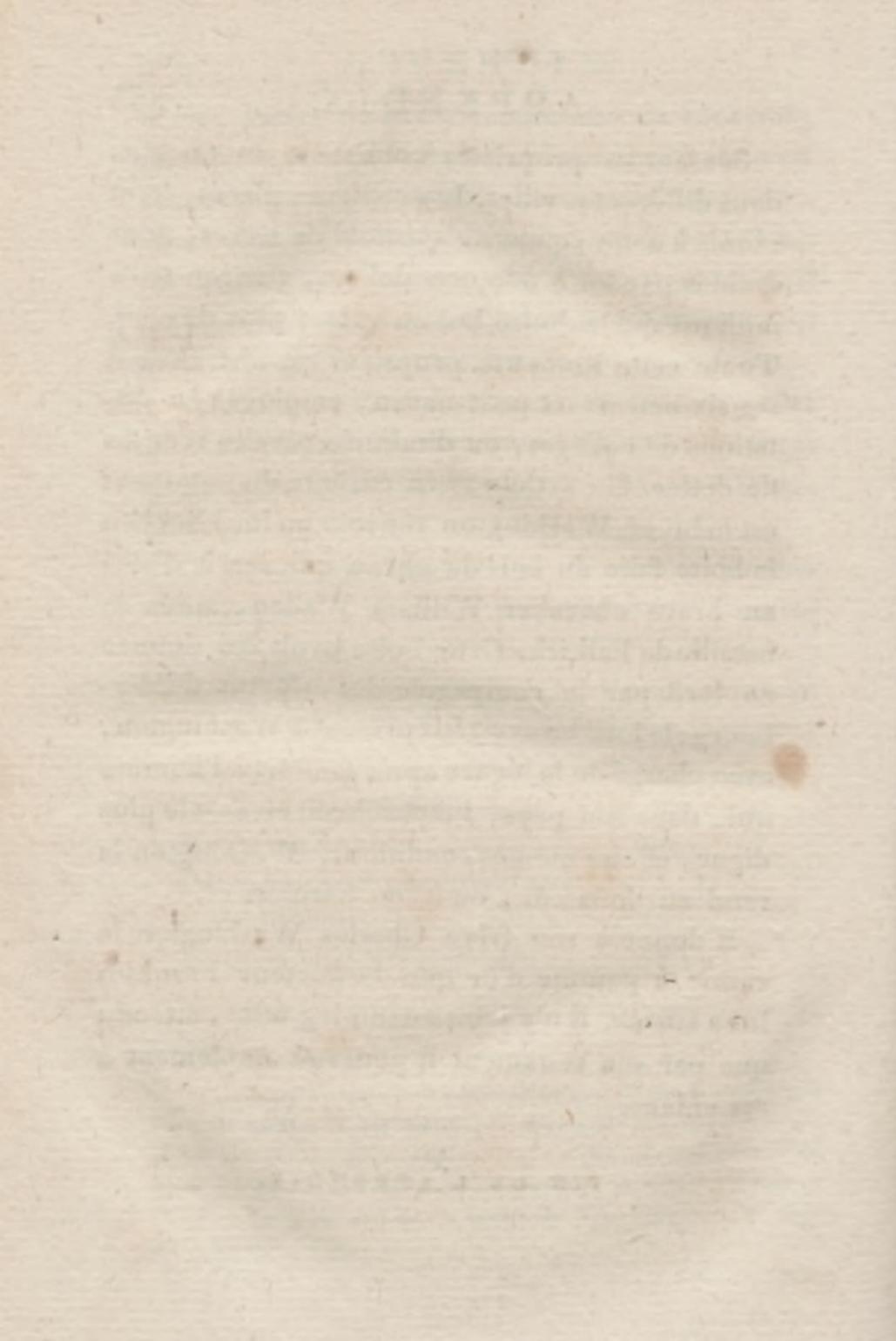
Dans l'État du Kentuckey.. 5,000

En tout..... 41,748 acres de  
terre.

(1) Ramsay observe sur cette date que le testateur avoit omis de mettre le mot neuf après quatre-vingt-dix. En effet le tableau de la valeur approximative des objets légués et de la situation ou de l'étendue des terres, qui suit le testament et qui est également de la main de Washington, est daté du 9 juillet 1799.

Ses autres propriétés consistent en terrains dans différentes villes. Les capitaux placés, étant réunis à cette immense quantité de terres, sont évalués par lui à 530,000 dollars, environ trois millions qui aujourd'hui en valent plus de cinq. Toute cette immense propriété est distribuée à ses six neveux et petit-neveu, employée en dotations de collèges, ou diminuée par des remises de dettes. Un article assez curieux du testament est celui où Washington renvoie au lord Buchan la boîte faite du bois du chêne qui servit d'abri au brave chevalier William Wallan, après la bataille de Falkirk. Cette boîte avoit été donnée au lord par la compagnie des orfèvres d'Edinburgh; le lord en avoit fait présent à Washington, avec charge de la léguer après sa mort à l'homme qui, dans son pays, lui paroîtroit en être le plus digne, et aux mêmes conditions. Washington la rend au donateur, ou à son héritier.

Il donne à son frère Charles Washington la canne à pomme d'or que le docteur Franklin lui a laissée. Il n'y joint aucun leg utile, attendu que par son testament il pourvoit amplement à ses enfans.



---

# TABLE DES CHAPITRES

## ET DES SOMMAIRES.

---

CHAPITRE PREMIER. Naissance, famille, éducation de Georges Washington. — Sa mission auprès du général français sur l'Ohio en 1753. — Ses opérations militaires comme officier de Virginie, de 1754 à 1758. — Ses divers emplois jusqu'au commencement de la révolution de l'Amérique. Page 1

CHAP. II. Coup-d'œil sur les causes de la guerre de l'Amérique. — Georges Washington membre du congrès en 1774 et 1775. — Général en chef des armées des États-Unis en 1775 et 1776. — Ses opérations près Boston pendant ces trois années. Page 30

CHAP. III. *Campagne de 1776.* Des opérations du général Washington dans New-York et dans New-Jersey. — Bataille de Long-Island. — Retraite de York - Island, et à travers Jersey. — Batailles de Trenton et de Princeton. Page 52

CHAP. IV. *Campagne de 1777.* Opérations du général Washington dans le Nouveau-Jersey et dans la Pensylvanie, pendant la campagne de 1777. — Batailles de Brandywine et de Germantown. — Le révérend Jacob Duché conseille à Washington d'abandonner la cause qu'il s'étoit chargé de défendre. — Détresse de l'armée américaine. — Ses quartiers d'hiver dans Valley-Forge. — Le général Washington est en butte aux clamours des mécontents et des autorités cons-

tituées. — Une faction s'efforce de lui faire perdre la place de commandant en chef. Page 89

CHAP. V. *Campagne de 1778*. Préparatifs de Washington pour la campagne de 1778. — Il surprend les Anglais et les défait à Monmouth. — Fait arrêter le général Lee. — Il calme l'effervescence causée par le départ de la flotte française qui de Rhode-Island se rendit à Boston. — Il écarte le projet d'envahir le Canada. Page 117

CHAP. VI. *Campagne de 1779*. Détresse de l'armée américaine. — Le général Washington calme les mécontents des troupes postées sur la frontière de Jersey. — Il éprouve de grandes difficultés pour l'entretien de l'armée et pour concentrer ses forces. — Dispositions pour mettre en sûreté la partie occidentale. — Expédition contre les six nations des Indiens et pour la réduction de Stony-Point. — Paules-Hook est pris. — Une flotte française attendue vers le Nord arrive sur la côte de Georgie. — Washington ne pouvant tenter aucune opération offensive se retire dans ses quartiers d'hiver. Page 142

CHAP. VII. *Campagne de 1780*. Expédition contre Staten-Island. — Washington ne veut pas risquer une armée pour la défense de Charleston. — Grandes difficultés pour l'entretien de ses troupes. — Kniphausen envahit Jersey. — On l'empêche de détruire les provisions des Américains. — Arrivée du marquis de la Fayette. — Il apporte la certitude qu'il est suivi par une flotte française. — Plan pour coopérer avec les alliés. — Lenteur dans les moyens d'exécution. — Washington démontre la nécessité d'adopter un système plus

actif. — Arrivée de la flotte et de l'armée française. — Plan d'opérations combinées contre New-York. — Il est contrarié par l'arrivée d'une flotte anglaise. Page 161

CHAP. VIII. *Campagne de 1781.* Mouvemens de révolte dans les troupes de Pensylvanie. — Celles de Jersey suivent cet exemple. — Des mesures décisives compriment ces séditions. — Washington commence un journal militaire où il détaille les besoins et les souffrances de l'armée. — On l'invite à défendre son pays natal, la Virginie; il refuse. — Il réprimande l'économe chargé du soin de ses possessions, qui pour ménager ses propriétés fournissoit des secours aux ennemis. — Il éteint le feu naissant d'une guerre civile qui alloit éclater au sujet de l'indépendance de la province de Vermont. — Plan d'opérations combinées contre les Anglais. — Il députe le lieutenant-colonel John Laurens pour aller solliciter les Français de cooperer avec les Américains. — Les forces combinées des deux nations se réunissent dans la baie de Chesapeak. — Lord Cornwallis et son armée sont faits prisonniers de guerre. — Washington retourne dans le voisinage de New-York. — Il insiste sur la nécessité de faire des préparatifs pour une nouvelle campagne. Page 181

CHAP. IX. 1782, 1783. Perspective de la paix. — Langueur des États. — Mécontentement de l'armée. — Washington empêche qu'on ne prenne des mesures téméraires. — De nouvelles levées se révoltent en Pensylvanie, et les mutins sont réprimés. — Washington recommande des

mesures propres à assurer l'indépendance, la paix, la liberté et le bonheur. — Il licencie son armée. — Il entre dans New-York. — Il prend congé de ses officiers. — Washington règle ses comptes, se rend à Annapolis, et résigne son emploi. — Il se retire au Mont - Vernon et reprend les travaux de la culture. Page 216

CHAP. X. Le général Washington en quittant les fonctions publiques se consacre aux travaux de l'agriculture. — Il favorise la navigation intérieure. — Son refus d'accepter les profits qui en résultent. — Il recommande des changemens dans les statuts de l'ordre de Cincinnatus. — Il demande la révision du système fédératif. — On le nomme membre d'une Convention continentale assemblée pour cet objet. — Après avoir hésité, il accepte. — On le choisit pour président de cette assemblée. — Pressé d'accepter la présidence des États-Unis, il écrit plusieurs lettres pour exprimer à quel point son cœur est partagé entre le devoir et son inclination particulière. — Il répond à ceux qui sollicitent des emplois. — Sa répugnance à rentrer dans la carrière politique. Page 268

CHAP. XI. Washington élu président. — En se rendant au siège du gouvernement alors à New-York, il reçoit les témoignages de respect les plus flatteurs. — Son discours au congrès. — Situation des États-Unis dans leurs relations intérieures et étrangères. — Washington remplit les places de l'administration de sujets capables de concourir au bien public. — Il propose un traité aux Creek Indiens qui d'abord le rejettent. — Le colonel Willet engage les chefs de la nation à venir à New-York

pour conclure un traité. — Les Indiens du Nord-Ouest refusent l'alliance, mais après avoir défait les généraux Harnar et Sinclair, ils sont battus par le général Wayne. — Ils se soumettent et consentent à traiter. — On adopte un nouveau système tendant à améliorer leur condition. Page 299

CHAP. XII. Le général Washington s'occupe des relations extérieures des Etats-Unis. — Négociations avec l'Espagne. — Difficultés qu'elles éprouvent. — La libre navigation du Mississipi est accordée par un traité conclu avec le major Pinckney. — Négociations avec l'Angleterre. — Difficultés qui s'élèvent, on est menacé de la guerre. — Mission de M. Jay. — Son traité avec le Cabinet de Londres. — Oppositions. — Le traité est ratifié. — Washington refuse des papiers à la Chambre des représentans. — Les postes anglais qui étoient dans les Etats-Unis sont évacués. — Négociations avec la France. — Arrivée de Genet. — Il outre-passe ses pouvoirs par une violation de la neutralité des Etats-Unis. — Il est favorisé par le peuple, mais il trouve de l'opposition dans le pouvoir exécutif. — Il est rappelé. — Le général Pinckney est envoyé, comme ministre plénipotentiaire, pour terminer les différends entre la France et les Etats-Unis. — Il n'est pas reçu. — Washington refuse d'être réélu. — Son adresse au peuple. — Sa dernière adresse au corps législatif. — Il recommande que l'on s'occupe de la marine, d'une académie militaire et d'autres institutions publiques. Page 331

CHAP. XIII. Washington voit avec plaisir arriver le moment de rentrer dans sa retraite. — Il écrit au

secrétaire d'Etat. — Il nie avoir écrit en 1776 les lettres qu'on lui attribuoit et qui étoient adressées à J.-P. Custis et à Lund Washington. — Il présente ses respects à son successeur M. John Adams. — Revue de l'administration de Washington. — Le général se retire au Mont-Vernon. — Ses travaux dans l'agriculture. — Il apprend avec chagrin que la France attaque les États-Unis. — Sa correspondance relativement à la proposition qu'on lui fait de prendre le commandement d'une armée qui doit s'opposer aux Français. — Il est nommé lieutenant-général. — Le secrétaire de la guerre lui envoie sa commission. — Sa lettre au président Adams à ce sujet. — Il dirige l'organisation de l'armée qu'on s'est proposé de mettre sur pied. — Trois envoyés extraordinaires partent pour la France. — Ils terminent tous les différends en négociant avec Bonaparte, alors premier Consul de la République française. — Mort du général Washington. — Honneurs rendus à sa mémoire. — Son caractère. Page 400

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES, etc.

# LIVRES ANGLAIS

A 70 pour cent au-dessous du prix de Londres.

A Paris chez PARSONS et GALIGNANI, à  
la Librairie française et étrangère, rue  
Vivienne, N<sup>o</sup>. 17.

---

---

PARSONS and GALIGNANI'S BRITISH LIBRARY  
in prose and verse, being the most extensive Selection  
ever offered to the Public from every admired author  
in the English language ;

BIBLIOTHÈQUE BRITANNIQUE de PARSONS et  
GALIGNANI, en prose et en vers, ou Collection des  
meilleurs auteurs anglais, la plus étendue dans son  
genre qui ait jamais paru en France.

---

Cette collection a paru par numéros ou livraisons  
dans l'ordre suivant ;

## S A V O I R :

N<sup>o</sup>. 1. (Vers.) *Poems, by Robert Southey, Lewis and  
other living poets, with the life of Southey ;* Poèmes de  
*Robert Southey, Lewis*, et autres célèbres poètes vivans,  
avec la vie de Southey.

N<sup>o</sup>. 2. (Prose.) *A Discourse on writing, by Usher ; Cha-  
racters, by Chesterfield, etc. ;* Dissertation sur la ma-  
nière d'écrire, par le célèbre évêque *Usher ;* Mémoires  
sur plusieurs savans anglais, par mylord *Chesterfield ;*  
pièces intéressantes de *Cumberland* et de *Goldsmith*.

N<sup>o</sup>. 3. (Vers.) *Odes, Epistles, etc. by D<sup>r</sup>. Wolcott,  
called Peter Pindar ;* Odes et Epîtres par le docteur  
*Wolcott*, appelé *Pierre Pindare*, l'un des plus bizarres  
poètes que l'Angleterre ait produits, avec sa vie.

N°. 4. (Prose.) *Characters from Hume, Smollett, etc. with the life of Hume*; ou Mémoires des Rois et Reines d'Angleterre, par *Hume, Smollett, Clarendon* et autres, précédés de la vie de *Hume*. Ces Mémoires sont de vrais modèles de la meilleure prose anglaise.

N°. 5. (Vers.) *The Farmer's Boy, a rural poem*, by *Robert Bloomfield*; ou le Valet du fermier, poème champêtre, par *Robert Bloomfield*, poète surprenant, comme on peut le voir en lisant sa vie, dont le poème est précédé.

N°. 6. (Prose.) Continuation des Vies ou Mémoires des Rois et Reines d'Angleterre, avec la vie de *Smollett*.

N°. 7. (Vers.) *Rural Tales, Ballads, and Songs*, by *Bloomfield*; ou Contes champêtres, Ballades et Chansons, par *Bloomfield*, auteur du Valet du fermier. On est étonné qu'un homme sans éducation, et qui n'étoit qu'un pauvre cordonnier, ait pu écrire des vers qui seroient honneur aux plus grands poètes de l'Angleterre.

N°. 8. (Prose.) *Characters of Pitt and Sheridan, etc.*; ou Mémoires de *Pitt* et de *Sheridan*.

N°. 9. (Vers.) *The Triumphs of Temper, a poem*, by *William Hayley*; ou les Triomphes du caractère, par *William Hayley*, poème en six chants, avec la Vie de l'auteur. *Hayley* est un des meilleurs poètes vivans: on lira avec grand intérêt ce joli poème, dont nous recommandons particulièrement la lecture au beau sexe.

N°. 10. (Prose.) *Characters of Fox, Horne Tooke, Erskine and Jefferson*; ou Mémoires sur la vie de *Fox, Horne Tooke, Erskine*, etc. Lorsqu'on nomme *Fox, Erskine, Horne Tooke*, on nomme les hommes les plus célèbres de l'Angleterre; à l'égard de *Jefferson*, président des Etats-Unis, on ne trouvera nulle part de détails aussi intéressans sur cet homme d'état, et sur l'histoire de l'Amérique actuelle.

N°. 11. (Vers.) *The end of the Triumphs of Temper*, by *Hayley*; and *the Funeral of Aabert, monk of la Trappe, a poem*, by *Jerningham*, with other poems by the same author; *the Children in the wood, etc.*; ou la fin des

Triomphe du caractère, par *Hayley*, et les Funérailles d'Arabert, moine de la Trappe, poème, par *Jerningham*, avec d'autres pièces de cet auteur, peu connu en France, mais qui mérite de l'être. *Les Enfants abandonnés dans un bois* ; cet ouvrage présente un petit tableau ravissant.

N<sup>o</sup>. 12. (Prose.) Fin des Caractères ou Mémoires de *Fox*, *Jefferson*, etc.

N<sup>o</sup>. 13. (Vers.) *The Minstrel, or the Progress of Genius, a poem in two cantos* ; le Ménétrier, ou les Progrès du génie, poème, par *Beattie*, avec sa vie.

N<sup>o</sup>. 14. (Prose.) *British Synonymy, or an attempt at regulating the choice of words in familiar conversation*, by *Hester Lynch Piozzi*, augmenté de notes qui manquent à l'édition de Londres, avec une table des mots *homonymes* et *paronymes*.

N<sup>o</sup>. 15. (Vers.) *The Lousiad, by Peter Pindar* ; ou la Pouillade, par *Pierre Pindare*. Poème, en cinq chants, satirique et amusant.

N<sup>o</sup>. 16. (Prose.) Même sujet que celui du numéro 14.

N<sup>o</sup>. 17. (Vers.) Fin de la Pouillade.

N<sup>o</sup>. 18. (Prose.) Continuation des numéros 14 et 16.

N<sup>o</sup>. 19. (Vers.) Tous les poèmes de *Milton*, à l'exception du Paradis perdu.

N<sup>o</sup>. 20. (Prose.) Continuation des Synonymes anglais.

N<sup>o</sup>. 21. (Vers.) *The Paradise of taste, by Alexander Thomson, with some other short poems, by living authors* ; ou le Paradis du goût, par *Thomson*, poème moderne, dans le genre descriptif.

N<sup>o</sup>. 22. (Prose.) Fin des Synonymes anglais, avec deux Tables des mots *homonymes* et *paronymes*. On a mis ces deux Tables en faveur de ceux qui ne sont pas nés Anglais.

N<sup>o</sup>. 23. *Douglas, a tragedy, by Home* ; ou Douglas, tragédie, par *Home*. Une des plus estimées dans la langue anglaise.

N<sup>o</sup>. 24. (Prose.) *A Dissertation on language in general, more particularly on the beauties and defects of the*

*English language, with remarks, etc.*; ou Dissertation sur le langage en général, et particulièrement sur les beautés et les défauts de la langue anglaise, avec des remarques sur son origine et ses progrès.

N°. 25. (Vers.) *Elfrida, a dramatic poem*, by Mason. Poème dramatique en cinq actes, écrit d'après le modèle de l'ancienne tragédie grecque.

N°. 26. (Prose.) *The Conscious Lovers, a comedy*, by Steel; ou les Amans sensibles, par Steel. On ne peut offrir aux amateurs du théâtre anglais une meilleure comédie.

N°. 27. (Vers.) *Inkle and Yarico, an opera in three acts*, written by George Colman junior.

N°. 28. (Prose.) *Three Weeks after marriage, a comedy in two acts*, by Arthur Murphy; Trois Semaines après le mariage, charmante comédie d'Arthur Murphy.

N°. 29. (Vers.) *The Art of preserving health, a poem* by Armstrong, with the author's life; ou l'Art de préserver la santé, par Armstrong. Ce poème, aussi savant qu'instructif, est écrit avec tous les charmes dont la langue anglaise est susceptible.

N°. 30. (Prose.) *Essays on the intellectual powers, moral sentiments, happiness and national felicity*, by Adam Ferguson; ou Essais sur le pouvoir intellectuel, les sentimens moraux, le bonheur et la félicité nationale, par Adam Ferguson.

N°. 31. (Vers.) *The Pleasures of Memory*, by Samuel Rogers; ou les Plaisirs de la Mémoire, par Samuel Rogers. Il en a paru successivement en Angleterre neuf éditions.

N°. 32. (Prose.) *The Lives of the most celebrated English poets, with criticisms extracted from D<sup>r</sup>. Johnson*; ou Vie des poètes anglais, avec la critique de leurs différens ouvrages, par le docteur Johnson.

N°. 33. (Vers.) *The Pleasures of Hope*, by Thomas Campbell; ou les Plaisirs de l'Espérance, par Campbell. Ce beau poème a eu le même succès que celui de Rogers.

N<sup>o</sup>. 34. (Prose.) Continuation de la Vie des poètes anglais.

N<sup>o</sup>. 35. (Vers.) *The Shipwreck* ; ou le Naufrage , par *Falconer*. Ce poème est rempli de descriptions majestueuses et pittoresques.

N<sup>o</sup>. 36. (Prose.) Continuation de la Vie des poètes anglais.

N<sup>o</sup>. 37. (Vers.) *The Art of dancing* ; ou l'Art de danser, par *Jennins*. Rien de plus joli et de plus amusant que ce petit poème ; les Français surtout le liront avec plaisir ; ils liront également avec beaucoup d'intérêt *the Progress of love*, les Progrès de l'amour ; a *Monody*, par lord *Lyttelton* ; avec quelques chefs-d'œuvres de *Prior*.

N<sup>o</sup>. 38. (Prose.) Fin de la Vie des poètes anglais. On y a ajouté celles de Spenser, de Benjamin Jonson et de Shakspeare, que le docteur Johnson n'a pas données.

N<sup>o</sup>. 39. (Vers.) *Poems, by Collins, and Gay*. Il est impossible de donner des poèmes plus jolis que ceux-ci.

N<sup>o</sup>. 40. (Prose.) *Hume's Essays* ; ou les Essais de *Hume*.

N<sup>o</sup>. 41. (Vers.) *Poems by Nathaniel Cotton*. C'est enrichir notre collection que de donner les poèmes de cet estimable auteur.

N<sup>o</sup>. 42. (Prose.) Continuation des Essais et Traités de *Hume*.

N<sup>o</sup>. 43. (Vers.) *Poems, by Alexander Pope, containing, Essay on man, Pastorals, Messiah, Odes, etc.* ; ou Poèmes, par *Pope* ; l'Essai sur l'homme, Elégies, Pastorales, Odes, etc.

N<sup>o</sup>. 44. (Prose.) Fin des Essais de *Hume*.

N<sup>o</sup>. 45. (Vers.) *An Essay on criticism, with other poems, by Pope* ; ou Essai sur la critique, et autres poèmes, de *Pope*.

N<sup>o</sup>. 46 et 48. (Prose.) *The man of Feeling, by Mackenzie* ; ou l'Homme sensible.

N<sup>o</sup>. 47. Continuation des ouvrages de *Pope*.

N<sup>o</sup>. 49. (Vers.) Fin des ouvrages poétiques de Pope.

N<sup>os</sup>. 50 et 52. (Prose.) *Fitzosborne's Letters*, by William Melmoth.

Les N<sup>os</sup>. 51 - 53 et suivans contiennent : *The Beauties of Shakspeare* ; les Beautés de Shakspeare , avec des Notes.

Les N<sup>os</sup>. 60, 61 et 62 : *The Seasons of Thompson* ; les Saisons de Thompson , avec notes , etc.

Prix , de chaque Numéro , 1 fr. 50 cent. , et 1 fr. 25 c. en prenant la totalité.

On peut se procurer chacun des Ouvrages séparément.

---

## OUVRAGES TRADUITS DE L'ANGLAIS.

*Histoire d'Irlande* , 3 vol. in-8<sup>o</sup>. 18 fr. , et 23 fr. franc de port.

Tous les journaux en ont parlé avec éloge ; le journal de l'Empire s'exprime ainsi :

Une histoire aussi importante , et qui suppose dans son auteur autant de talent et de connoissances , auroit bien mérité que je fisse plusieurs articles pour en rendre compte : je sens que je n'ai pu en donner qu'une idée très-imparfaite ; mais les ouvrages nouveaux se succèdent avec une telle rapidité , que nous n'en ferions pas connoître la moitié si nous en donnions un nombre d'extraits proportionné au nombre des volumes : l'abondance de biens nuit donc quelquefois. Je me contenterai d'assurer , autant que j'en puis juger moi-même , que cette Histoire d'Irlande est écrite avec une grande exactitude , une impartialité bien louable , beaucoup de clarté et de chaleur ; et si l'auteur , comme presque tous les écrivains anglais , ne s'appesantissoit pas quelquefois sur des détails administratifs , il ne lui manqueroit rien de ce qui peut offrir une lecture agréable et intéressante ; mais elle n'aura pas même ce défaut aux yeux des hommes qui aiment à s'instruire en lisant. Le style du traducteur inérite aussi des éloges : il est pur , clair

et précis ; il a de l'élégance quand la matière qu'il traite le lui permet, et l'on s'aperçoit bien rarement que ce n'est qu'une traduction. H.

*Vie politique, littéraire et privée de Charles James Fox*, avec son portrait.

Traduit de l'anglais sur la 4<sup>e</sup>. édition.

2<sup>e</sup>. Edition. Prix, 5 fr., et 6 fr. franc de port.

*Heureux effets du Christianisme sur la félicité temporelle du genre humain*, etc., par le très-révérend docteur en Théologie, Beilby Porteus, lord évêque de Londres. Traduit de l'anglais.

Prix, 3 fr., et 3 fr. 50 cent. franc de port.

*Vie du Général Washington*, premier Président des Etats-Unis, par Ramsay, auteur de l'Histoire de la Révolution d'Amérique; 1 vol. in-8<sup>o</sup>., avec le portrait de Washington. Prix : 6 fr., franc de port 7 fr. 60 c.

---

*The Monthly Repertory of English Literature*; ou Revue de tous les Ouvrages qui paroissent en Angleterre.

Cet Ouvrage périodique paroît chaque mois; on y trouve des Mémoires biographiques, les Procédés des Sociétés savantes, les nouvelles Découvertes, Brevets d'invention, etc., etc., etc.

Prix de l'Abonnement, 30 francs par an, ou 18 fr. pour six mois. Plus 4 fr. 50 cent. pour le port dans tout l'Empire français, et 9 fr. pour l'étranger.

On s'abonne chez tous les principaux Libraires et Maîtres de poste; et chez PARSONS, GALIGNANI et Compagnie, Libraires, rue Vivienne, n<sup>o</sup>. 17.

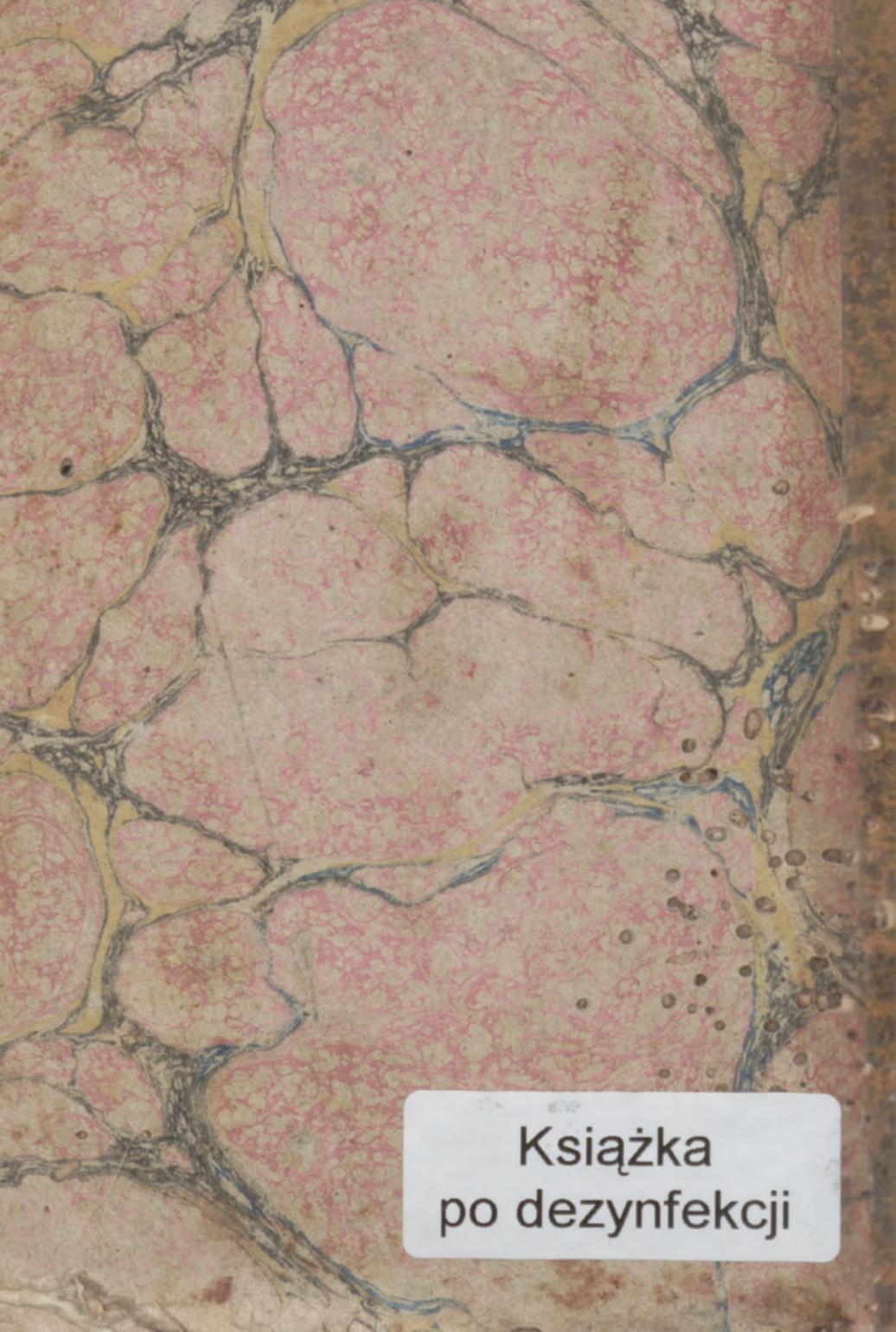
Dans le même magasin on trouve un assortiment complet en livres français, anglais, italiens, allemands, espagnols, et généralement toutes les nouveautés.

Ch. Fiedmann









Książka  
po dezynfekcji

Książka  
po dezynfekcji